

# **Registre des délibérations - décisions**

**TOME V**

**SEANCE PUBLIQUE DU:**

**Lundi 25 novembre 2013**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 26 décembre 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUZE-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## SERM Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Serge FLEURENCE
- Max LEVITA
- Michel PASSET
- Marc DUFOUR
- Perla DANAN

Sont les administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM).

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Au 31/12/2012, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>4 160 560 €</b>	<b>70.59%</b>	<b>260 035</b>	<b>10</b>
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1

Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
<b>TOTAL PRIVES</b>	<b>1 733 440 €</b>	<b>29.41%</b>	<b>108 340</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>5 894 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>368 375</b>	<b>14</b>

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe CDC
- Les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41.38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152.439 actions.

## 2. PERSONNEL

Le nombre moyen de salariés a été de 114 en 2012 (contre 113 en 2011, soit une augmentation de 0,9%) tandis que le nombre à fin 2012 était de 120 personnes plus 2 personnes mises à disposition par la société spécialisée en RH SCET (le Directeur Général et le Directeur Général Délégué). Le montant des frais de personnel pour 2012 s'élève à 5 580 K€ (5 568 K€ en 2011), soit + 0,2 %.

## 3. COMPTES ANNUELS

	2011	2012
Produits d'exploitation	161 768 313 €	177 918 805 €
<i>dont CA</i>	<i>102 906 488 €</i>	<i>103 733 834 €</i>
Charges d'exploitation	160 029 235 €	177 544 043 €
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 739 078 €</b>	<b>374 762 €</b>
Produits financiers	1 114 160 €	688 216 €
Charges financières	1 420 590 €	1 021 981 €
<b>Résultat financier</b>	<b>-306 430 €</b>	<b>-333 765 €</b>
Produits exceptionnels	2 019 250 €	4 032 585 €
Charges exceptionnelles	6 336 €	1 908 601 €
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>2 012 914 €</b>	<b>2 123 984 €</b>
Impôts sur bénéfice / intéressement	1 743 491 €	1 250 829 €
<b>Résultat net</b>	<b>1 702 071 €</b>	<b>914 150 €</b>

### a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2012 termine à 103 733 834 € contre 102 906 488 € à fin 2011, soit une augmentation de +0.8%.

Les produits de fonctionnement sont en augmentation et totalisent 17 489 K€ contre 13 412 K€ en 2011, notamment en raison des refacturations au GIE SERM/SAAM pour un montant de 4 770K€.

Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) sont en progression de +6,30 % à 14 534 K€ contre 13 672 K€ à fin 2011.

### b) Compte de résultat



Le résultat avant intéressement, participation et IS s'élève à : 2 165 K€ contre 3 446 K€ en 2011.

Toutes les activités de la SERM contribuent à l'atteinte de ce résultat :

- Le fonctionnement/aménagement à hauteur de 433 K€ contre 1 265 K€ en 2011,
- Le département Energie à hauteur de 1 704 K€ contre 2 188 K€ en 2011, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 434 K€ contre 1 187 K€ en 2011,
- L'opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues à hauteur de 28 K€ contre -8 K€ en 2011.

Après imputation de l'intéressement des salariés (984 K€, contre 1024 K€ en 2011) et l'impôt sur les sociétés (266 K€, contre 720 K€ en 2011), l'exercice 2012 présente **un résultat bénéficiaire de 914 150 € contre 1 702 071 € en 2011.**

Le résultat net au titre de l'exercice 2012 s'élevant à 914 150,36 €, il a été décidé :

- de procéder à une distribution de dividendes à raison de 0,50 € par action, soit la somme de 184 187,50 € pour les 368 375 actions de 16 € chacune.
- d'affecter le solde du résultat en réserve facultative à hauteur de 792 962,86€.

Les capitaux propres, après affectation, s'établissent ainsi à 29 973 K€, contre 27 759 K€ fin 2011.

#### c) Bilan

Le total du Bilan connaît une augmentation de 8.0%, passant de 326 411 K€ à fin 2011 à 339 252 K€ au 31/12/2012, constituée principalement par une augmentation de l'actif circulant de près de 12 M€ - compte en cours de production de biens liées aux chantiers en cours non livrés.

#### d) Capitaux propres

Les capitaux propres eux-mêmes atteignent 26 157 K€, incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 2 491 K€ (en diminution en raison de la sortie des anciens éléments de la trigénération du polygone) et une provision réglementée de 151 K€ (affectée à l'opération de l'ensemble immobilier ARES à Vendargues) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 8 445 K€.

### 4. ACTIVITES OPERATIONNELLES D'AMENAGEMENT

#### a) Les dépenses d'investissement de l'exercice

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 108.6 M€ TTC contre 156.3 M€ TTC en 2011.

L'année 2012 se caractérise notamment par :

- La baisse d'activité sur les mandats (- 21 M€ enregistrés suite à la livraison du Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier en novembre 2011 qui constituait une part significative du chiffre d'affaires sur les mandats),
- Une activité toujours soutenue en acquisitions (près de 25 M€ dont plus de 10 M€ en Renouvellement Urbain),
- L'achèvement de travaux importants (notamment sur l'avenue Raymond Dugrand et sur la ZAC Consuls de Mer),
- L'achèvement puis la mise en exploitation du MIBI dont l'acte de cession à la Communauté d'Agglomération a été signé en décembre 2012.

#### b) Les recettes de cessions

Les cessions privées sont en retrait de 17% par rapport à une année 2011 importante, marquée notamment en matière de logements par la fin du dispositif Scellier. Concernant les activités de gestion locative, la baisse d'activité s'explique principalement par l'arrêt du bail SANOFI qui honorait ses engagements mais n'occupait pas les lieux sur Cap Delta (Euromédecine).

Les cessions de charges foncières de logements sont dans la moyenne des années précédentes tant en nombre total qu'en proportion de logements sociaux. Les cessions d'activité tertiaires (bureaux et services) se sont maintenues à un niveau élevé.

## **5. ACTIVITES DE GESTION**

### ***• DEPARTEMENT ENERGIES***

Malgré des températures 2012 plutôt clémentes, les ventes réalisées en chaud sont à 97% des ventes budgétées et en froid à 99%. Le raccordement du CHU a en effet permis de tenir les prévisions budgétaires sur les ventes de chaud.

Les ventes de froid terminent légèrement au-dessus : 1 778 K€ au réel pour 1 663 K€ budgétés.

Le changement des moteurs de cogénération du Polygone a eu deux impacts majeurs sur les comptes :

- Le redémarrage avec un mois d'avance par rapport aux prévisions a permis de conforter les ventes d'électricité pour près de 600 K€,
- En revanche, la sortie non prévue d'immobilisations à cette occasion a un impact négatif sur le résultat d'environ 300 K€ (cf. poste amortissements dérogatoires : 123 K€ au réel contre 427 K€ au budget).

Enfin, les Droits de Raccordements terminent l'année au-dessus du budget grâce notamment au raccordement du site 2 du CHU (Gui de Chauliac- Saint Eloi), qui n'était pas prévu au budget 2012.

De ce fait, le résultat net 2012 (avant intéressement, participation et abondement) du Département Energie s'élève à 1 704 k€, contre 1 122 K€ au budget et 2 188 K€ l'année précédente.

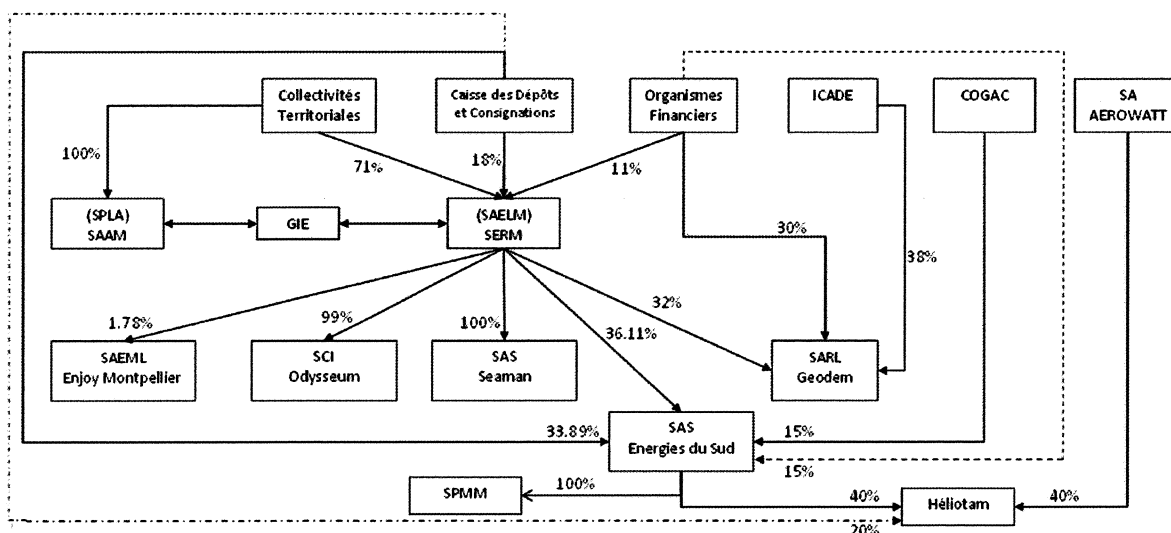
### ***• GESTION IMMOBILIERE***

La SERM a géré en 2012, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- Gérances pour le compte de Collectivités (2)
- Ateliers relais et bureaux locatifs en concession publiques d'aménagement (6)
- Mandats de syndic de copropriété ou d'ASL (5)
- Opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues.

## **6. RESULTAT DES FILIALES**

2011 a vu la création, à côté de la SERM et de la SAAM, du GIE SERM-SAAM groupant toutes les fonctions support. A fin 2012, la SERM était présente dans 6 sociétés :



- *SARL GEODEM*

Depuis la conclusion définitive des accords sur l'ensemble du projet Odysseum et la cession des études réalisées aux maîtres d'ouvrage des constructions, la SARL GEODEM est en sommeil dans l'attente de l'engagement éventuel de nouvelles études de projets immobiliers. Le résultat de l'exercice est en léger déficit de 5 218 € contre 4 017 € de perte en 2011.

- *SCI ODYSSEUM 1*

La cession aux investisseurs ICADE et KLEPIERRE est intervenue en 2010 avec transfert de la jouissance au 1er janvier 2011. La cession ODYSSEUM 1 est encore propriétaire du bail de Mc DONALD dont la cession est envisagée en 2013.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires, composé des loyers du bail à construction Mc Donald, s'élève en 2012 à 93 002 €. L'encaissement de la caution bancaire sur Cuba Café a permis la reprise de 34 699 € de provisions pour clients douteux

Résultat : Le résultat net comptable s'élève à 104 530 € contre 62 027 € en 2011.

Capitaux propres : Compte tenu du report antérieur et de l'exercice 2012, les capitaux propres s'élèvent à 205 540 € contre 101 010 € à fin 2011.

Bilan : Le total bilan évolue légèrement à 1 087 715 € à fin 2012 contre 1 061 949 € à fin 2011.

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net de la société est relativement stable à 4 236 905€ à fin 2012 contre 4 314 001 € à fin 2011.

Résultat : Le résultat net après IS termine en positif à 234 877 € à fin 2012 contre 131 232 € à fin 2011 réparti comme suit :

- 327 594 € de résultat d'exploitation,
- 5 212 € de résultat financier,
- 97 929 € de résultat exceptionnel.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : La progression du chiffre d'affaires de la filiale Energie du Sud se poursuit en 2012 avec 2 032 362€ réalisés en 2012 contre 1 486 256 € en 2011.

Résultat : Compte tenu de la prise en compte d'une dotation aux amortissements dérogatoires de 28 071 € pour la centrale biogaz du Thôt, le résultat net après IS de l'exercice 2012 ressort à un bénéfice net de 42 504€ contre 119 092 € en 2011.

#### Participation dans Héliotam

Depuis 2011, Energie du Sud détient 40% (soit 40 000 €) de la SAS HELIOTAM créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le Lez et Saint Jean de Vedas. Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création de deux ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé en 2011 une avance d'associé. A ce titre, Energie du Sud a versé 460 000€.

#### Participation dans SPM

Le 3 février 2012 a été créée une filiale à 100 % d'Energie du Sud, la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée pour répondre à un appel d'offre pour des ombrières sur les parkings de l'Aéroport. Energie du Sud a versé 1000 €.

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011. L'année 2012 est donc la première année pleine d'exploitation.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la première année d'exploitation s'élève à 800 554 € (contre 27 982 € en 2011).

Résultat : Le résultat courant avant impôts de 2012 s'élève à 47 482 € contre une perte de 41 703 € en 2011. Déduction faite des amortissements dérogatoires, le résultat net 2012 termine en perte de 349 458 € en 2012 contre une perte de 75 434 € en 2011.

- *GIE SERM/SAAM*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Sur l'année 2012, les personnels des fonctions de support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont restés salariés SERM mais mis à disposition à 100% au GIE.

Le transfert de ces fonctions de support au GIE est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel,
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours équilibré.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport. |

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 novembre 2013**

# **SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

## **S.A.A.M.**

Bureaux : s/c SERM Etoile Richter – 45 Place Ernest Granier  
CS 29502 – 34960 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. : 04 67 13 63 00 – Fax : 04 67 13 63 01

---

### **RAPPORT DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANTS**

#### **LA VILLE de MONTPELLIER**

#### **AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAAM**

Sur l'exercice 2012, la Ville de Montpellier a été représentée au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en les personnes de :

Madame Hélène MANDROUX

Monsieur Mickaël DELAFOSSE

Monsieur Serge FLEURENCE, assurant également la fonction de représentant aux Assemblées Générales de la Société

Monsieur Frédéric TSITSONIS

En application de l'article L 1524-5 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, vos représentants, ont l'honneur de vous faire ci-après, le compte rendu des activités de la société concernant l'exercice 2012, dans le cadre de l'exercice de leur mandat, et soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

# 1 - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2012

## 1.1 - RÉPARTITION DU CAPITAL ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2012, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration se présentent ainsi :

Actionnaires	Administrateurs	Censeurs	%	Nombre d'actions
<b>1/ MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>				
<b>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER</b>	Jean-Pierre MOURE (Président) (a) Jean François AUDRIN Thierry BREYSSE Pierre BONNAL Roger CAIZERGUES Hervé MARTIN Jean-Luc MEISSONNIER Gilbert PASTOR Christian VALETTE	René REVOL	50.80	8990
<b>VILLE DE MONTPELLIER</b>	Hélène MANDROUX Mickaël DELAFOSSE Serge FLEURENCE (a) Frédéric TSITSONIS		22.60	4000
<b>REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON</b>	Corinne GIACOMETTI (a) Anne Yvonne LE DAIN		10.05	1780
<b>VILLE DE CASTELNAU LE LEZ</b>	Frédéric LAFFORGUES (a)		1.12	200
<b>VILLE DE LATTES</b>	Cyril MEUNIER (a)		1.69	300
<b>ASSEMBLEE SPECIALE</b>	Danièle ANTOINE-SANTOJA (a)			
<b>2/ MEMBRES DE L'ASSEMBLEE SPECIALE (b)</b>				
<b>BAILLARGUES</b>	Philippe MARTY		0,84	150
<b>CASTRIES</b>	Claudine VASSAS-MEJRI		0,84	150
<b>CLAPIERS</b>	Jean-Pierre MEZY		0,84	150
<b>COURNONSEC</b>	Régine ILLAIRE		0,67	120
<b>COURNONTERRAL</b>	Trinité FRANCES		0,84	150
<b>GRABELS</b>	Thierry AUFRANC		0,84	150
<b>JACOU</b>	Renaud CALVAT		0,84	150
<b>JUVIGNAC</b>	Danièle ANTOINE-SANTOJA		0,84	150
<b>LA VERUNE</b>	Michel GINER		0,67	120
<b>LE CRES</b>	Francis MILOSZYK		0,84	150
<b>PEROLS</b>	Adrien SIVIEUDE		0,84	150
<b>PRADES LE LEZ</b>	Jean-Marc LUSSERT		0,67	120
<b>SAINT JEAN DE VEDAS</b>	Michel LENTHERIC		0,84	150
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	François MILLE		0,84	150
<b>SUSSARGUES</b>	Alain BARRANDON		0,67	120
<b>VENDARGUES</b>	Pierre DUDIEUZERE		0,84	150
<b>VILLENEUVE LES MAGUELONE</b>	Noël SEGURA		0,84	150
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>		<b>100</b>	<b>17700</b>

a. Représentant aux Assemblées Générales

b. Les membres de l'assemblée spéciale sont également censeurs au Conseil

## **1.2 - EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Néant

## **1.3 - ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL**

Non applicable.

## **1.4 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Titulaire : SARL CAMOIN & PEREZ représentée par Alain CAMOIN

Suppléant : Christian PEREZ.

## **1.5 - SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 14 février, 29 mai et 23 octobre 2012.

Lors de sa 6<sup>ème</sup> séance, le Conseil d'Administration a constaté la réalisation de l'augmentation de capital de la SAAM à hauteur de 1.380.000 euros ayant pour effet de porter le capital à 1.780.000 euros divisé en 17.800 actions de 100 euros chacune.

Dans ce cadre, la commune de Castelnau-le-Lez a approuvé l'opération d'augmentation de capital et souscrit à cette augmentation de capital à hauteur de 10.000 euros par délibération de son conseil municipal en date du 8 septembre 2011, en complément des parts déjà détenues pour 20.000 euros, soit 5 % du capital avant augmentation).

Le 6 janvier 2012, un contribuable de la commune a introduit un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'annulation de ladite délibération pour vice de forme. Le recours a fait l'objet de consultations juridiques conjointes de la commune et de la SAAM. Elles mettent toutes deux en exergue que l'annulation par le juge de la délibération litigieuse est fort probable. De ce fait, la collectivité a souhaité éteindre le contentieux en retirant la délibération.

Cependant, elle ne pouvait pas retirer cette délibération de sa propre initiative dès lors que le délai de retrait de quatre mois fixé par la jurisprudence pour les décisions administratives irrégulières créatrices de droits était écoulé. Cette démarche n'était envisageable qu'à la demande de la SAAM. Cette démarche ne remettant pas en cause la réalisation de l'augmentation de capital précédemment constatée, lors de sa séance du 29 mai 2012, le Conseil d'Administration a pris une résolution qui :

- permet au Directeur Général de solliciter auprès de la Commune de Castelnau-le-Lez le retrait de la délibération litigieuse du 8 septembre 2011 portant sur l'opération d'augmentation de capital de la SAAM et la souscription de la Commune ;
- prend acte de l'absence de souscription régulière de la commune de Castelnau-le-Lez dans le délai de souscription fixé et de ses conséquences sur l'opération d'augmentation de capital à savoir que, déduction faite de la participation de la commune de Castelnau-le-Lez, le montant des souscriptions régulièrement reçues s'élève à 1.370.000 euros au lieu de 1.380.000 euros et le montant du capital social de la SAAM à 1.770.000 euros et non 1.780.000 euros ;
- autorise le Directeur Général à restituer les fonds libérés par la commune de Castelnau-le-Lez, soit 2500 euros.
- autorise le Directeur Général à procéder aux actes et formalités requis.

Lors de sa séance du 23 octobre 2012, le Conseil d'Administration a modifié, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 octobre 2011, les modalités de versement des fonds relatif à l'augmentation du capital comme suit : Deuxième versement des fonds à hauteur de 40 % minimum au plus tard le 31/12/2012 et versement du solde éventuel au plus tard le 30/06/2013 au lieu de 25 % sur 2011, 40 % sur 2012 et 35 % sur 2013.

## **1.6 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

Une Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes s'est tenue le 20 juin 2012.



## **1.7 - DIRECTION GÉNÉRALE**

Néant

## **1.8 - EFFECTIF**

Effectif moyen 2012 : trois personnes

Effectif à fin 2012: deux personnes

+ 2 personnes mises à disposition par la SCET (le Directeur Général et le Directeur Général Délégué).

## **1.9 - MOUVEMENTS DE PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS**

Néant

# **2 – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2012**

## **2.1 SITUATION DES OPERATIONS**

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice terminent à 18.4 M€ TTC contre 4.1 M€ en 2011.

Cette progression s'explique par la notification en 2012 d'opérations importantes dont :

- La concession pour la requalification de l'ancien site militaire de l'EAI,
- La concession de Renouveau Urbain de la Restanque,
- Le mandat pour la réhabilitation du Stade de la Mosson,
- La concession ZAC Cœur d'Orques à St Georges d'Orques,
- La concession ZAC des Saurèdes à Castries,
- Le mandat d'acquisitions foncières pour l'opération Oz Nature Urbaine,
- Le mandat d'études en Renouveau Urbain sur la Pompignane.

Ces investissements se répartissent comme suit :

- 16.5 M€ sur les concessions, contre 3.5 M€ en 2011
  - o Dont 14.8 M€ d'acquisitions (1<sup>er</sup> acompte de l'acquisition à la Ville de Montpellier de l'emprise de l'EAI, acquisition à la concession Aéroport SERM par la concession Route de la Mer de la parcelle dite La Pailletrice),
- 1.9 M€ sur les mandats, contre 0.6 M€ en 2011
  - o Dont 0.8 M€ sur le mandat d'études Oz
  - o Dont 0.3 M€ sur l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson (notifié en 2012).

En ce qui concerne les recettes de cessions, 2012 voit la réalisation d'une première cession de terrain en ZAC à vocation économique, au bénéfice de la société H Eco sur l'opération Hippocrate pour la réalisation d'un centre médical Win Age.

## **2.2 SITUATION DE LA SOCIETE**

Les produits de la société (toutes opérations confondues (rémunération de concession, mandat, prestations de services,...) sont supérieures aux prévisions budgétaires à 1,734 M€ (prévisions à 1.626 M€).

Le total des charges est inférieur au budget (1.639 M€ au lieu de 1.835 M€) du fait de :

- Un effectif (direct ou mis à disposition) inférieur aux prévisions : 8.8 ETP contre 11.9 ETP prévus,

- Une affectation de la quote-part du GIE inférieur aux prévisions (10% tels que remontés de la saisie du temps passé contre 15% budgétés),
- Une bonne maîtrise des charges.

L'effet conjugué de l'augmentation des produits et de la maîtrise des charges permet donc de dégager, pour la première fois depuis la création de la SAAM, un résultat opérationnel positif de 45 K€ (contre un budget prévoyant un résultat déficitaire de 559 K€).

### **3 - PRESENTATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT**

#### **3.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES / PRODUCTION NETTE**

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2012 atteint 4 611 705 € contre 251 044 € à fin 2011. La production stockée termine 2012 à 14 404 963 € contre 3 526 066 € à fin 2011, portée par les acquisitions réalisées sur les concessions Route de la Mer et EAI.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent en 2012 à 20 224 048 € contre 3 862 785 € à fin 2011.

#### **3.2 - EVOLUTION DU BILAN**

Le total bilan s'élève à 35 662 280 € dont un capital social de 1 770 000 € (dont versé : 1 290 500 €) pour l'exercice 2012 contre 6 075 264 € en 2011.

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions ont été financés par un recours à l'emprunt de 18 000 000 € sur l'exercice 2012.

#### **3.3 - RESULTAT**

Le résultat courant avant IS s'élève à fin 2012 à 44 970 € contre -276 976 € à fin 2011.

Le résultat net (après intéressement et abondement des salariés) termine 2012 en perte de 71 025 € contre une perte de 285 452 € à fin 2011.

Compte tenu du dépassement des objectifs de résultat fixé en 2012 pour la SERM, l'application de l'accord d'intéressement UES signé le 29 juin 2012 pour 3 ans s'applique et permet de verser un intéressement hors forfait social de 572 K€ sur le total de l'UES (SERM, SAAM et GIE).

De plus, sur le total de l'UES, le versement d'un abondement de 301 K€ (hors forfait social) est prévu, en application de l'accord d'intéressement,

Enfin, l'accord UES de participation signé le 29 juin 2012 pour trois ans ne conduit pas à comptabiliser de participation au titre de 2012.

Au regard des bons résultats dégagés et de l'investissement du personnel, la Direction Générale a décidé d'octroyer un complément d'intéressement pour l'ensemble de l'UES de 60 K€ (hors forfait social).

#### **3.4 - CAPITAUX PROPRES**

Grâce à l'augmentation de capital réalisée le 19 décembre 2011, et du fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 1 285 230 € à fin 2012 contre 1 366 255 € à fin 2011.

### 3.5 – RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2011 12	31/12/2010 11			
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	1 780 000	400 000			
Nombre d'actions - ordinaires	4 000	4 000			
Nombre maximum d'actions à créer					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	251 044	102 915			
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(276 976)	(128 293)			
Participation des salariés	8 476				
Résultat net	(285 452)	(128 293)			
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(71)	(32)			
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(71)	(32)			
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	2				
Masse salariale	49 783				
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	22 891				

### 4 - CONCLUSIONS ET ORIENTATIONS POUR 2013

Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCOT de l'Agglomération de Montpellier.

L'année 2012 vient concrétiser ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI.

Pour l'année 2013, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 11 février 2013 prévoient un Chiffre d'Opération de 36.2 M€ (quasiment le double du réalisé 2012) dont 68% sur les concessions d'aménagement.

De nouvelles opérations sont en cours d'études comme la concession OZ accompagnant la réalisation de la nouvelle gare TGV ou encore Clapiers, présentée en comité d'engagement, non prévue au budget, et qui doit en 2013 compléter le portefeuille de la SAAM.

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## SAAM Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

-Hélène MANDROUX  
-Serge FLEURENCE  
-Michael DELAFOSSE  
-Frédéric TSITSONIS

Sont les administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM).

### I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2012, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
<b>Membres du Conseil d'Administration</b>				
Communauté d'Agglomération de Montpellier	899 000 €	50.79%	8 990	9
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>400 000 €</b>	<b>22.60%</b>	<b>4 000</b>	<b>4</b>
Région Languedoc Roussillon	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
<b>17 Communes de l'Assemblée Spéciale</b>				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1

Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
<b>Total</b>	<b>1 770 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>17 700</b>	<b>34</b>

Suite à l'augmentation de capital réalisée l'an passé, la Ville de Montpellier détient maintenant 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100€, soit 400 000€.

## II. SITUATION DES ACTIVITES 2011-2012

L'année 2012 a été marquée par d'importants investissements. Ces investissements se répartissent comme suit : 16,5 M€ sur les concessions, contre 3,5 M€ en 2011 dont 14,8 M€ d'acquisitions (1er acompte de l'acquisition à la Ville de Montpellier de l'emprise de l'EAI, acquisition à la concession Aéroport SERM par la concession Route de la Mer de la parcelle dite La Pailletrice), et 1.3 M€ en mandats contre 2.2M€.

## III. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2012 a été de 3.3 personnes en direct et 8.7 équivalents temps plein avec les mises à dispositions de la SERM. Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont mis à disposition à temps partiel sur la SAAM par la société spécialisée en RH SCET.

## IV. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2011	2012
Produits d'exploitation	3 862 785 €	20 224 048 €
<i>dont CA</i>	251 044 €	4 611 705 €
Charges d'exploitation	4 141 044 €	20 180 863 €
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-278 259 €</b>	<b>43 185 €</b>
Produits financiers	4 162 €	9 708 €
Charges financières	2 879 €	7 923 €
<b>Résultat financier</b>	<b>1 283 €</b>	<b>1 785 €</b>
Produits exceptionnels	0 €	0 €
Charges exceptionnelles	0 €	0 €
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Impôts sur bénéfice / intéressement	8 476 €	115 996 €
<b>Résultat net</b>	<b>-285 452 €</b>	<b>-71 026 €</b>

## CHIFFRE D'AFFAIRES / PRODUCTION NETTE

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2012 atteint 4 611 705 € contre 251 044 € à fin 2011.

Les produits d'exploitation s'élèvent ainsi en 2012 à 20 224 048 € (dont 14 M€ de production stockée destinée à être vendue) contre 3 862 785 € à fin 2011.

### EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 35 662 280 € dont un capital social de 1 770 000 € (dont versé : 1 290 500 €) pour l'exercice 2012 contre 6 075 264 € en 2011. Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions ont été financés par un recours à l'emprunt de 18 000 000 € sur l'exercice 2012.

### RESULTAT

Le résultat courant avant impôt sur les sociétés (IS) s'élève à fin 2012 à 44 970 € contre -276 976 € à fin 2011. Le résultat net à fin 2012 termine à -71 025 € (- 285 452 € à fin 2011).

### CAPITAUX PROPRES

Grâce à l'augmentation de capital réalisée le 19 décembre 2011 et du fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 1 285 230 € à fin 2012 contre 1 366 255 € à fin 2011.

## **V. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS**

Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle des politiques structurantes de la Ville de Montpellier et de son Agglomération. L'année 2012 vient concrétiser ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'affaires sur opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI (Ecole d'Application d'Infanterie).

Pour l'année 2013, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 11 février 2013 prévoient un chiffre d'affaires sur opérations de 36,2 M€ (quasiment le double du réalisé 2012) dont 68% sur les concessions d'aménagement. De nouvelles opérations sont en cours d'études, comme la concession Clapiers, présentée en comité d'engagement, non prévue au budget et qui doit en 2013 compléter le portefeuille de la SAAM.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 novembre 2013**

**SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER****S.A.A.M.**

Bureaux : s/c SERM Etoile Richter – 45 Place Ernest Granier  
CS 29502 – 34960 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. : 04 67 13 63 00 – Fax : 04 67 13 63 01

**RAPPORT DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANTS****LA VILLE de MONTPELLIER****AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAAM**

Sur l'exercice 2012, la Ville de Montpellier a été représentée au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en les personnes de :

Madame Hélène MANDROUX  
Monsieur Mickaël DELAFOSSE  
Monsieur Serge FLEURENCE, assurant également la fonction de représentant aux Assemblées Générales de la Société  
Monsieur Frédéric TSITSONIS

En application de l'article L 1524-5 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, vos représentants, ont l'honneur de vous faire ci-après, le compte rendu des activités de la société concernant l'exercice 2012, dans le cadre de l'exercice de leur mandat, et soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

**1 - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2012****1.1 - RÉPARTITION DU CAPITAL ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Au 31 décembre 2012, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration se présentent ainsi :

Actionnaires	Administrateurs	Censeurs	%	Nombre d'actions
<b>1/ MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>				
<b>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER</b>	Jean-Pierre MOURE (Président) (a) Jean François AUDRIN Thierry BREYSSE Pierre BONNAL Roger CAIZERGUES Hervé MARTIN Jean-Luc MEISSONNIER Gilbert PASTOR Christian VALETTE	René REVOL	50.80	8990
<b>VILLE DE MONTPELLIER</b>	Hélène MANDROUX Mickaël DELAFOSSE Serge FLEURENCE (a) Frédéric TSITSONIS		22.60	4000
<b>REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON</b>	Corinne GIACOMETTI (a) Anne Yvonne LE DAIN		10.05	1780
<b>VILLE DE CASTELNAU LE LEZ</b>	Frédéric LAFFORGUES (a)		1.12	200
<b>VILLE DE LATTES</b>	Cyril MEUNIER (a)		1.69	300
<b>ASSEMBLEE SPECIALE</b>	Danièle ANTOINE-SANTOJA (a)			
<b>2/ MEMBRES DE L'ASSEMBLEE SPECIALE (b)</b>				
<b>BAILLARGUES</b>	Philippe MARTY		0,84	150
<b>CASTRIES</b>	Claudine VASSAS-MEJRI		0,84	150
<b>CLAPIERS</b>	Jean-Pierre MEZY		0,84	150
<b>COURNONSEC</b>	Régine ILLAIRE		0,67	120
<b>COURNONTERRAL</b>	Trinité FRANCES		0,84	150
<b>GRABELS</b>	Thierry AUFRANC		0,84	150
<b>JACOU</b>	Renaud CALVAT		0,84	150
<b>JUVIGNAC</b>	Danièle ANTOINE-SANTOJA		0,84	150
<b>LA VERUNE</b>	Michel GINER		0,67	120
<b>LE CRES</b>	Francis MILOSZYK		0,84	150
<b>PEROLS</b>	Adrien SIVIEUDE		0,84	150
<b>PRADES LE LEZ</b>	Jean-Marc LUSSERT		0,67	120
<b>SAINT JEAN DE VEDAS</b>	Michel LENTHERIC		0,84	150
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	François MILLE		0,84	150
<b>SUSSARGUES</b>	Alain BARRANDON		0,67	120
<b>VENDARGUES</b>	Pierre DUDIEUZERE		0,84	150
<b>VILLENEUVE LES MAGUELONE</b>	Noël SEGURA		0,84	150
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>		<b>100</b>	<b>17700</b>

- a. Représentant aux Assemblées Générales  
b. Les membres de l'assemblée spéciale sont également censeurs au Conseil

## 1.2 - EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Néant

## 1.3 - ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

Non applicable.

## 1.4 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaire : SARL CAMOIN & PEREZ représentée par Alain CAMOIN  
Suppléant : Christian PEREZ.

## 1.5 - SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 14 février, 29 mai et 23 octobre 2012.

Lors de sa 6<sup>ème</sup> séance, le Conseil d'Administration a constaté la réalisation de l'augmentation de capital de la SAAM à hauteur de 1.380.000 euros ayant pour effet de porter le capital à 1.780.000 euros divisés en 17.800 actions de 100 euros chacune.

Dans ce cadre, la commune de Castelnau-le-Lez a approuvé l'opération d'augmentation de capital et souscrit à cette augmentation de capital à hauteur de 10.000 euros par délibération de son conseil municipal en date du 8 septembre 2011, en complément des parts déjà détenues pour 20.000 euros, soit 5 % du capital avant augmentation).

Le 6 janvier 2012, un contribuable de la commune a introduit un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'annulation de ladite délibération pour vice de forme. Le recours a fait l'objet de consultations juridiques conjointes de la commune et de la SAAM. Elles mettent toutes deux en exergue que l'annulation par le juge de la délibération litigieuse est fort probable. De ce fait, la collectivité a souhaité éteindre le contentieux en retirant la délibération.

Cependant, elle ne pouvait pas retirer cette délibération de sa propre initiative dès lors que le délai de retrait de quatre mois fixé par la jurisprudence pour les décisions administratives irrégulières créatrices de droits était écoulé. Cette démarche n'était envisageable qu'à la demande de la SAAM. Cette démarche ne remettant pas en cause la réalisation de l'augmentation de capital précédemment constatée, lors de sa séance du 29 mai 2012, le Conseil d'Administration a pris une résolution qui :

- permet au Directeur Général de solliciter auprès de la Commune de Castelnau-le-Lez le retrait de la délibération litigieuse du 8 septembre 2011 portant sur l'opération d'augmentation de capital de la SAAM et la souscription de la Commune ;
- prend acte de l'absence de souscription régulière de la commune de Castelnau-le-Lez dans le délai de souscription fixé et de ses conséquences sur l'opération d'augmentation de capital à savoir que, déduction faite de la participation de la commune de Castelnau-le-Lez, le montant des souscriptions régulièrement reçues s'élève à 1.370.000 euros au lieu de 1.380.000 euros et le montant du capital social de la SAAM à 1.770.000 euros et non 1.780.000 euros ;
- autorise le Directeur Général à restituer les fonds libérés par la commune de Castelnau-le-Lez, soit 2500 euros.
- autorise le Directeur Général à procéder aux actes et formalités requis.

Lors de sa séance du 23 octobre 2012, le Conseil d'Administration a modifié, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 octobre 2011, les modalités de versement des fonds relatif à l'augmentation du capital comme suit : Deuxième versement des fonds à hauteur de 40 % minimum au plus tard le 31/12/2012 et versement du solde éventuel au plus tard le 30/06/2013 au lieu de 25 % sur 2011, 40 % sur 2012 et 35 % sur 2013.

## 1.6 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Une Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes s'est tenue le 20 juin 2012.

## 1.7 - DIRECTION GÉNÉRALE

Néant

## 1.8 - EFFECTIF

Effectif moyen 2012 : trois personnes

Effectif à fin 2012: deux personnes

+ 2 personnes mises à disposition par la SCET (le Directeur Général et le Directeur Général Délégué).

## 1.9 - MOUVEMENTS DE PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS

Néant

# 2 – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2012

## 2.1 SITUATION DES OPERATIONS

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice terminent à 18.4 M€ TTC contre 4.1 M€ en 2011.

Cette progression s'explique par la notification en 2012 d'opérations importantes dont :

- La concession pour la requalification de l'ancien site militaire de l'EAI,
- La concession de Renouvellement Urbain de la Restanque,
- Le mandat pour la réhabilitation du Stade de la Mosson,
- La concession ZAC Cœur d'Orques à St Georges d'Orques,
- La concession ZAC des Saurèdes à Castries,
- Le mandat d'acquisitions foncières pour l'opération Oz Nature Urbaine,
- Le mandat d'études en Renouvellement Urbain sur la Pompiègne.

Ces investissements se répartissent comme suit :

- 16.5 M€ sur les concessions, contre 3.5 M€ en 2011
  - o Dont 14.8 M€ d'acquisitions (1<sup>er</sup> acompte de l'acquisition à la Ville de Montpellier de l'emprise de l'EAI, acquisition à la concession Aéroport SERM par la concession Route de la Mer de la parcelle dite La Pailletrice),
- 1.9 M€ sur les mandats, contre 0.6 M€ en 2011
  - o Dont 0.8 M€ sur le mandat d'études Oz
  - o Dont 0.3 M€ sur l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson (notifié en 2012).

En ce qui concerne les recettes de cessions, 2012 voit la réalisation d'une première cession de terrain en ZAC à vocation économique, au bénéfice de la société H Eco sur l'opération Hippocrate pour la réalisation d'un centre médical Win Age.

## 2.2 SITUATION DE LA SOCIETE

Les produits de la société (toutes opérations confondues (rémunération de concession, mandat, prestations de services,...) sont supérieures aux prévisions budgétaires à 1,734 M€ (prévisions à 1.626 M€).

Le total des charges est inférieur au budget (1.639 M€ au lieu de 1.835 M€) du fait de :

- Un effectif (direct ou mis à disposition) inférieur aux prévisions : 8.8 ETP contre 11.9 ETP prévus,



- Une affectation de la quote-part du GIE inférieur aux prévisions (10% tels que remontés de la saisie du temps passé contre 15% budgétés),
- Une bonne maîtrise des charges.

L'effet conjugué de l'augmentation des produits et de la maîtrise des charges permet donc de dégager, pour la première fois depuis la création de la SAAM, un résultat opérationnel positif de 45 K€ (contre un budget prévoyant un résultat déficitaire de 559 K€).

### 3 - PRESENTATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

#### 3.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES / PRODUCTION NETTE

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2012 atteint 4 611 705 € contre 251 044 € à fin 2011. La production stockée termine 2012 à 14 404 963 € contre 3 526 066 € à fin 2011, portée par les acquisitions réalisées sur les concessions Route de la Mer et EAI.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent en 2012 à 20 224 048 € contre 3 862 785 € à fin 2011.

#### 3.2 - EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 35 662 280 € dont un capital social de 1 770 000 € (dont versé : 1 290 500 €) pour l'exercice 2012 contre 6 075 264 € en 2011. Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions ont été financés par un recours à l'emprunt de 18 000 000 € sur l'exercice 2012.

#### 3.3 - RESULTAT

Le résultat courant avant IS s'élève à fin 2012 à 44 970 € contre -276 976 € à fin 2011.

Le résultat net (après intéressement et abondement des salariés) termine 2012 en perte de 71 025 € contre une perte de 285 452 € à fin 2011.

Compte tenu du dépassement des objectifs de résultat fixé en 2012 pour la SERM, l'application de l'accord d'intéressement UES signé le 29 juin 2012 pour 3 ans s'applique et permet de verser un intéressement hors forfait social de 572 K€ sur le total de l'UES (SERM, SAAM et GIE).

De plus, sur le total de l'UES, le versement d'un abondement de 301 K€ (hors forfait social) est prévu, en application de l'accord d'intéressement.

Enfin, l'accord UES de participation signé le 29 juin 2012 pour trois ans ne conduit pas à comptabiliser de participation au titre de 2012.

Au regard des bons résultats dégagés et de l'investissement du personnel, la Direction Générale a décidé d'octroyer un complément d'intéressement pour l'ensemble de l'UES de 60 K€ (hors forfait social).

#### 3.4 - CAPITAUX PROPRES

Grâce à l'augmentation de capital réalisée le 19 décembre 2011, et du fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 1 285 230 € à fin 2012 contre 1 366 255 € à fin 2011.

### 3.5 - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêt Durée de l'exercice (mois)	31/12/2011 12	31/12/2010 11			
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	1 780 000	400 000			
Nombre d'actions • ordinaires	4 000	4 000			
Nombre maximum d'actions à créer					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	251 044	102 915			
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(276 976)	(128 293)			
Participation des salariés	8 476				
Résultat net	(285 452)	(128 293)			
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(71)	(32)			
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(71)	(32)			
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	2				
Masse salariale	49 783				
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	22 891				

### 4 - CONCLUSIONS ET ORIENTATIONS POUR 2013

Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCOT de l'Agglomération de Montpellier.

L'année 2012 vient concrétiser ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI.

Pour l'année 2013, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 11 février 2013 prévoient un Chiffre d'Opération de 36.2 M€ (quasiment le double du réalisé 2012) dont 68% sur les concessions d'aménagement.

De nouvelles opérations sont en cours d'études comme la concession OZ accompagnant la réalisation de la nouvelle gare TGV ou encore Clapiers, présentée en comité d'engagement, non prévue au budget, et qui doit en 2013 compléter le portefeuille de la SAAM.

102

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention de remboursement d'emprunt du 4 décembre 1985 Avenant N° 1

Max LEVITA rapporte :

Par Délibération en date du 4 décembre 1985, la Ville de Montpellier a adopté la convention prévoyant les conditions du remboursement à la SHEMC des annuités d'un emprunt contracté par elle auprès de la Caisse de Prêts aux organismes d'HLM pour la construction de logements sur la ZAC Antigone-Nombre d'Or (DCM et Convention en annexe).

La SHEMC (Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction) et ACM (Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) ont fusionné pour optimiser leurs moyens et mieux répondre aux exigences du logement social, et l'intégralité du patrimoine de la SHEMC dissoute a été transféré à ACM à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

L'emprunt contracté par la SHEMC pour cette opération, assorti des conditions de remboursement par la Ville prévues par la convention du 4 décembre 1985, a donc été transféré à ACM à laquelle la Ville rembourse chaque année les échéances prévues au tableau d'amortissement initial.

Compte tenu du fait que cette convention repose aujourd'hui sur des termes caducs, le contrat de prêt ayant été réaménagé par ACM, il est proposé :

- de procéder au remboursement anticipé en décembre 2013 du capital restant dû au 31/12/2012 suivant le tableau d'amortissement du prêt réaménagé produit par ACM, soit 259 986,66 euros
- de demander à ACM de régulariser les échéances réglées par la Ville en 2011 et 2012, soit 128 846,30 euros représentant les écarts consécutifs au réaménagement du prêt,
- de mettre fin à cette convention en soldant ainsi l'opération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le montage financier proposé ci-dessus qui permettra de solder l'opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant N° 1 à la Convention relative au remboursement de cet emprunt,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 novembre 2013**

**CONVENTION DE REMBOURSEMENT D'EMPRUNT DU 4/12/1985**  
**Avenant N° 1**

**ENTRE,**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par M. Max LEVITA Adjoint au Maire délégué aux Finances, agissant en vertu

- de la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée
- de l'arrêté n° 2011/2176/T/R lui donnant délégation
- de la délibération N°     du Conseil Municipal en date N° 25 novembre 2013

d'une part,

**ET**

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM), représenté par Madame Claudine FRECHE, agissant aux présentes en tant que Directrice Générale d'ACM, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du 23 juin 2005,

d'autre part,

**EXPOSE**

Au titre de l'article 2 de la convention en objet, autorisée par la Délibération du Conseil Municipal n° 35 du 4 décembre 1985 reçue en Préfecture le 22 janvier 1986, la Ville de Montpellier procède depuis 1989 au remboursement des annuités de l'emprunt contracté par la Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction (SHEMC) auprès de la Caisse de prêts aux organismes d'HLM, décision prise en Conseil Municipal du 4 décembre 1985 (Délibération n° 35).

ACM ayant reçu la transmission universelle du patrimoine de la SHEMC avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, c'est dans les mains de cette dernière que la Ville a poursuivi le remboursement des échéances, suivant le tableau d'amortissement initial annexé à la convention (Annexe 1), tableau d'amortissement converti en Euros joint au présent Avenant (Annexe 2).

Il s'avère qu'aujourd'hui la convention initiale repose sur des termes caducs, le contrat de prêt ayant été réaménagé à des conditions plus avantageuses par ACM. En ressort un trop versé par la Ville à ACM au titre des années 2011 et 2012 que le présent avenant a pour premier objet de régulariser, le second étant d'autoriser le remboursement par anticipation du capital restant dû du contrat en cours et de solder les flux financiers liés à cette convention.

Le tableau ci-dessous récapitule les données financières de l'opération proposée :

Échéances versées par Ville (contrat initial)				Échéances versées par ACM (réaménagement)			Trop versé Ville	
Échéance	CRD	Capital (KV)	Intérêts (IV)	CRD	Capital (K)	Intérêts (I)	Capital (KV-K)	Intérêts (IV-I)
2011	289 717,30 €	42 273,14 €	42 442,84 €	289 717,30 €	9 842,90 €	3 225,83 €	32 430,24 €	39 217,01 €
2012	247 444,16 €	44 513,61 €	41 854,32 €	279 874,39 €	19 887,73 €	9 281,15 €	24 625,88 €	32 573,17 €
2013	202 930,55 €	46 872,83 €	41 179,28 €	259 986,66 €				
soit :							57 056,12 €	71 790,18 €
au total :							128 846,30 €	

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1

La Ville remboursera le 18 décembre 2013 le capital restant dû actualisé suite au réaménagement effectué par ACM et arrêté à la date du 31/12/2012, soit un montant de 259 986,66 euros, ce remboursement anticipé constituant un solde de tout compte des échéances 2013 à 2016 initialement dues par la Ville.

#### ARTICLE 2

ACM procèdera à la même date au remboursement des sommes suivantes à la Ville de Montpellier :

- Pour la partie Capital : 57 056,12 euros  
soit l'écart constaté entre les échéances en capital aux conditions initiales et aux conditions du réaménagement pour les années 2011 et 2012
- Pour la partie Intérêts : 71 790,23 euros  
soit l'écart constaté entre les échéances en intérêts calculés au taux initial (6,80%) et au taux réaménagé (2,80%) pour les années 2011 et 2012

la somme des deux correspondant aux trop perçus décomptés au titre des ces deux années, soit 128 846,30 euros.

#### ARTICLE 3

Ces deux opérations conjointes mettront définitivement fin à la convention et de fait aux remboursements prévus pour les années 2013 à 2016.

Fait à Montpellier,  
Le

LA VILLE DE MONTPELLIER

L'O.P.H. DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE  
MONTPELLIER

Pour le Maire,  
L'Adjoint Délégué  
Max LEVITA

La Directrice Générale  
Claudine FRECHE

# Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

SEANCE PUBLIQUE DU 4 DECEMBRE 1985



Convoqué le 28 novembre 1985, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, dans la salle Magnol, à la Mairie, le mercredi 4 décembre 1985 à 19 heures, sous la présidence de M. Georges FRECHE, Député-Maire.

Présents : M. AMOROS, Mme BARALE, MM. BAUDOU, BELORGEOT, BENEZIS, BIAU, BOISSON, Mme BOISSONADE, MM. BONNEMAYRE, BOSC, BRES, BROCHE, CALMELS, CALVC, CASTELLA, CAYZAC, Mme COLAS, M. DIMEGLIO, Mmes DROZ, ESPI, FENOY, FERRANDI, FOURTEAU, MM. FRECHE, GANIBENQ, GENESTE, GIFFONE, Mme GOURDAIN, MM. GRANIER, GUEORGUEFF, Mme JUERS, M. LARBIOU, Mme LAZERGES, MM. LEVITA, LEVY, MARSAL, MORALES, MOUTOT, PALLIES, PERALDI, PERONNARD, PONS, PUCCINELLI, REBOAH, RIGAL, ROSEAU, SERROU, Mme THETARD, MM. VELAY, VEZINHET, Mme ZANNETTACCI.

Direction

Aménagement

Programmation

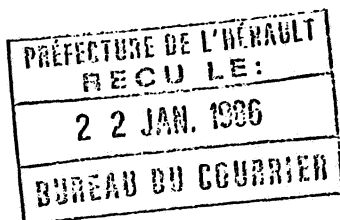
---

.mca

n° 35

Absents excusés : MM. BONNET, CHRISTOL, MARTIN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 121-12 du Code des Communes : MM. DELMAS, DUGRAND, NAREJOS, OBERTI, Mme SOULAS.



PARKING SOUTERRAIN ANTIGONE

---

CONVENTION VILLE/SHEMC

-

REMBOURSEMENT de L'EMPRUNT

---

M. PERALDI, au nom de la Commission, lit le rapport suivant :

Mes Chers Collègues,

Par délibération du 22 Mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la S.M.T.U. la gestion du parking souterrain d'Antigone à compter du 1er Janvier 1986. Aux termes de cette convention, la S.M.T.U. après avoir prélevé le montant de ses frais de gestion, reversera l'excédent des recettes d'exploitation à la Ville.

Jusqu'au 1er Janvier 1986 et conformément à la convention adoptée le 14 Juin 1982, la SHEMC possède le droit d'usage de 230 emplacements du parking précité. Elle perçoit à cet effet 230,00 francs par emplacement et par mois. En contrepartie, la SHEMC a versé à la Ville le 16 Septembre 1984 la somme de : 5 547 600 francs financée à l'aide des emprunts P.L.A. somme remboursable annuellement.

Compte tenu des dispositions de la convention Ville/SMTU adoptée le 22 Mai 1985, il appartient à la Ville de se substituer à la SHEMC pour le remboursement des annuités de l'emprunt contracté auprès de la Caisse de Prêts aux organismes d'HLM.

En conséquence, nous vous proposons :

- 1° / d'adopter la convention ci-annexée relative à ce problème, ainsi que le tableau d'amortissement où figure la charge de la Ville. (dernière colonne) ;
- 2° / d'inscrire au budget les crédits nécessaires aux règlements des dépenses ;
- 3° / d'autoriser M. Le Député-Maire ou à défaut M. l'Adjoint Délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

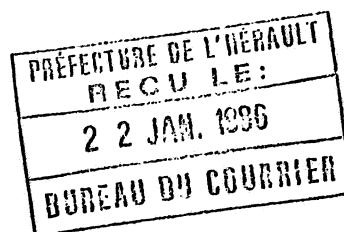
(Les conclusions du rapport sont adoptées).

POUR EXTRAIT CONFORME  
Le DEPUTE-MAIRE de MONTPELLIER,

Publiée le : 5 Décembre 1985.

1007

## CONVENTION



Entre les soussignés

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Georges FRECHE, Député Maire, stipulant au nom et comme représentant de cette Collectivité Locale en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 26 Octobre 1982

d'une part,

et

Monsieur Raymond DUGRAND, Président du Conseil d'Administration de la SOCIETE HERAULTAISE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION, au Capital de 1 000 000 de Francs ; stipulant au nom et comme représentant de cette Société, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 5 Mai 1982

d'autre part,

### EXPOSE

Par délibération du Conseil Municipal de la Ville de MONTPELLIER en date du 14 Juin 1982, il a été décidé d'adopter les termes de la convention passée entre la Ville de Montpellier et la Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction donnant à cette dernière, le droit d'usage de 230 emplacements dans le parking d'Antigone. En contrepartie de quoi, la Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction s'est obligée à verser à la ville la somme de 5 547 600 Francs attribuée sur le Prêt Locatif Aidé.

- La Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction a versé le 16 Septembre 1984 à la Ville de Montpellier, la somme ci-dessus mentionnée.

- Par délibération en date du 22 Mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la Société Montpelliéraine des Transports Urbains la gestion du parking d'Antigone sous forme d'affermage.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

#### ARTICLE I

La Ville de Montpellier demande à la Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction qui accepte à compter du 1er Janvier 1986, de ne plus percevoir des 230 locataires de l'Immeuble "Le Nombre d'Or", la quote-part du Loyer afférent à l'emplacement des 230 places de parking et servant à amortir la somme de 5 547 600 Francs contractée sur un emprunt "Prêt Locatif Aidé".

#### ARTICLE II

La Ville de Montpellier s'engage à verser à la Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction en contrepartie, selon le tableau joint en annexe, les sommes nécessaires au remboursement de l'emprunt correspondant aux 5 547 600 Francs.

La somme correspondant à une année du tableau ci-joint, sera réglée en quatre versements trimestriels d'une égale valeur. Chaque versement trimestriel sera exigible dans les 5 premiers jours de chaque trimestre et versé directement sur le compte Trésorerie Générale de l'Hérault n°594

### ARTICLE III

La Ville de Montpellier, par convention passée en date du 22 Mai 1985 avec la Société Montpelliéraine des transports Urbains a convenu que les 230 locataires de l'immeuble "le Nombre d'Or" auraient à titre prioritaire la possibilité d'obtenir un abonnement permettant la réservation d'un emplacement de stationnement dans le parking d'Antigone, géré par la Société Montpelliéraine des transports Urbains.

Il est annexé à la présente convention, la convention passée le 22 Mai 1985 entre la Société Montpelliéraine des Transports Urbains et la Ville de Montpellier.

Fait à MONTPELLIER, le 5 DEC. 1985

LA VILLE DE MONTPELLIER

Georges FRECHE



LE PRESIDENT DE LA  
S.H.E.M.C

Raymond DUGRAND



TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Emprunt	: P.L.A algt	CPHM N°2
Date de départ	: 5452644,32	MONT. INITIAL : 5547600,00
1 <sup>ère</sup> échéance	: 1/9 /1989	
Périodicité	: Annuelle	
Taux	: 6,80%	
Durée	: 28	
Progression	: 1,95%	
Tx. Prog. Amort	: 5,30%	
Libelle	: ANTIGONE	MONTPELLIER

ANNEE	ANNUITE	INTERETS	AMORTISSEMENT	CAP REST DU	INT. COMP.
1988	363347,03	274321,27	89025,76	5452644,32	96458,54
1989	370432,30	276688,17	93744,12	5363618,56	191055,61
1990	377655,73	278943,17	98712,56	5171161,88	283455,69
1991	385020,01	281075,69	103944,33	5067217,55	373294,00
1992	392527,90	283074,53	109453,38	4957764,17	460174,25
1993	400182,20	284927,79	115254,41	4842509,76	543666,27
1994	407985,75	286622,86	121362,89	4721146,87	623303,38
1995	415941,47	288146,35	127795,12	4593351,75	698579,65
1996	424052,33	289484,07	134568,26	4458783,49	768946,92
1997	432321,35	290620,97	141700,38	43177083,10	833811,61
1998	440751,62	291541,12	149210,50	4167872,60	892531,34
1999	449346,28	292227,62	157118,66	4010753,94	944411,19
2000	458108,53	292662,58	165445,95	3845307,99	988699,84
2001	467041,64	292827,06	174214,58	3671093,41	1024585,31
2002	476148,96	292701,00	183447,96	3487645,45	1051190,46
2003	485433,86	292263,16	193170,70	3294474,75	1067568,14
2004	494899,82	291491,08	203408,75	3091066,01	1072695,98
2005	504550,37	290360,96	214189,41	2876876,60	1065470,83
2006	514389,10	288847,65	225541,45	2651335,15	1044702,81
2007	524419,69	286924,54	237495,14	2413840,00	1009108,84
2008	534645,87	284563,48	250082,39	2163757,62	957305,88
2009	545071,47	281734,71	263336,75	1900420,86	887803,49
2010	555700,36	278406,76	277293,60	1623127,26	798995,98
2011	566536,52	274546,35	291990,16	1331137,10	689154,01
2012	577583,98	270118,34	307465,64	1023671,46	556415,47
2013	58846,87	265085,55	323761,32	699910,14	398775,83
2014	600329,38	259408,71	340920,67	358989,47	214077,77
2015	612035,80	253046,34	358989,48	0,00	0,00
TOTAL	13365306,20	7912661,88	5452644,32		

Par King Antigone

Remboursé par SHENC.

## Remb.SHEMC parking Antigone

## Dates

Signé le	25/11/1987
Départ	25/11/1987
1ère échéance	01/09/1989
Durée	28A
Fin	01/09/2016

## Références

Réel / Simulé R  
 Emprunt/prêt E  
 Réf. interne : 834  
 Réf. banque : 834  
 Prêteur : Sté Héraultaise d'éco mixte  
 Fournisseur : Sté Héraultaise d'éco mixte  
 Organisme : PLAN01

## Conditions initiales du contrat

Référence	Valeur	Marge	Base	Pré/post fixé	Mode calcul
Fixe	6,800000		30/360	Post	Brut

## Montant

Montant	831 250,27
Devise	EUR

Amortissement : Libre

Date	Taux	Index	Capital	Intérêts	Frais	Total	Encours
01/09/1989	2,744169	Fixe	13 571,89	41 820,01		55 391,90	817 678,38
01/09/1990	5,158610	Fixe	14 291,20	42 180,84		56 472,04	803 387,18
01/09/1991	5,293165	Fixe	15 048,63	42 524,61		57 573,24	788 338,55
01/09/1992	5,435446	Fixe	15 846,21	42 849,71		58 695,92	772 492,34
01/09/1993	5,586390	Fixe	16 686,06	43 154,43		59 840,49	755 806,28
01/09/1994	5,747103	Fixe	17 570,42	43 436,96		61 007,38	738 235,85
01/09/1995	5,918891	Fixe	18 501,65	43 695,37		62 197,03	719 734,20
01/09/1996	6,103313	Fixe	19 482,24	43 927,63		63 409,87	700 251,96
01/09/1997	6,302240	Fixe	20 514,80	44 131,56		64 646,36	679 737,16
01/09/1998	6,517943	Fixe	21 602,08	44 304,88		65 906,96	658 135,08
01/09/1999	6,753197	Fixe	22 746,99	44 445,16		67 192,15	635 388,08
01/09/2000	7,011434	Fixe	23 952,59	44 549,81		68 502,40	611 435,50
01/09/2001	7,296947	Fixe	25 222,07	44 616,12		69 838,20	586 213,43
01/09/2002	7,615178	Fixe	26 558,84	44 641,20		71 200,04	559 654,59
01/09/2003	7,973129	Fixe	27 966,46	44 621,98		72 588,44	531 688,13
01/09/2004	8,379956	Fixe	29 448,68	44 555,23		74 003,91	502 239,45
01/09/2005	8,847877	Fixe	31 009,46	44 437,53		75 446,99	471 229,99
01/09/2006	9,393554	Fixe	32 652,97	44 265,24		76 918,21	438 577,02
01/09/2007	10,040321	Fixe	34 383,57	44 034,54		78 418,11	404 193,45
01/09/2008	10,821889	Fixe	36 205,90	43 741,36		79 947,26	367 987,55
01/09/2009	11,788829	Fixe	38 124,81	43 381,42		81 506,23	329 862,74
01/09/2010	13,020622	Fixe	40 145,43	42 950,18		83 095,61	289 717,31
01/09/2011	14,649742	Fixe	42 273,14	42 442,84		84 715,98	247 444,17
01/09/2012	16,914653	Fixe	44 513,61	41 854,32		86 367,93	202 930,56
01/09/2013	20,292300	Fixe	46 872,83	41 179,28		88 052,11	156 057,73
01/09/2014	25,895569	Fixe	49 357,10	40 412,03		89 769,13	106 700,63
01/09/2015	37,063144	Fixe	51 973,02	39 546,60		91 519,62	54 727,61
01/09/2016	70,488511	Fixe	54 727,59	38 576,67		93 304,26	0,02
	1,788957		831 250,25	1 206 277,53		2 037 527,78	

10M

## Remb.SHEMC parking Antigone

## Dates

Signé le	25/11/1987
Départ	25/11/1987
1ère échéance	01/09/1989
Durée	28A
Fin	01/09/2016

## Références

Réel /Simulé R  
 Emprunt/prêt E  
 Réf. interne : 834  
 Réf. banque : 834  
 Prêteur : Sté Héraultaise d'éco mixte  
 Fournisseur : Sté Héraultaise d'éco mixte  
 Organisme : PLAN01

## Conditions initiales du contrat

Référence	Valeur	Marge	Base	Pré/post fixé	Mode calcul
Fixe	6,800000		30/360	Post	Brut

## Montant

Montant	5 452 644,32
Devise	FRF

Amortissement : Libre

Date	Taux	Index	Capital	Intérêts	Frais	Total	Encours
01/09/1989	2,744169	Fixe	89 025,76	274 321,27		363 347,03	5 363 618,56
01/09/1990	5,158610	Fixe	93 744,12	276 688,17		370 432,29	5 269 874,44
01/09/1991	5,293165	Fixe	98 712,56	278 943,17		377 655,73	5 171 161,88
01/09/1992	5,435446	Fixe	103 944,33	281 075,69		385 020,02	5 067 217,55
01/09/1993	5,586390	Fixe	109 453,38	283 074,53		392 527,91	4 957 764,17
01/09/1994	5,747103	Fixe	115 254,41	284 927,79		400 182,20	4 842 509,76
01/09/1995	5,918891	Fixe	121 362,89	286 622,86		407 985,75	4 721 146,87
01/09/1996	6,103313	Fixe	127 795,12	288 146,35		415 941,47	4 593 351,75
01/09/1997	6,302240	Fixe	134 568,26	289 484,07		424 052,33	4 458 783,49
01/09/1998	6,517943	Fixe	141 700,38	290 620,97		432 321,35	4 317 083,11
01/09/1999	6,753197	Fixe	149 210,50	291 541,12		440 751,62	4 167 872,61
01/09/2000	7,011434	Fixe	157 118,66	292 227,62		449 346,28	4 010 753,95
01/09/2001	7,296947	Fixe	165 445,95	292 662,58		458 108,53	3 845 308,00
01/09/2002	7,615178	Fixe	174 214,58	292 827,06		467 041,64	3 671 093,42
01/09/2003	7,973129	Fixe	183 447,96	292 701,00		476 148,96	3 487 645,46
01/09/2004	8,379956	Fixe	193 170,70	292 263,16		485 433,86	3 294 474,76
01/09/2005	8,847877	Fixe	203 408,75	291 491,08		494 899,83	3 091 066,01
01/09/2006	9,393554	Fixe	214 189,41	290 360,96		504 550,37	2 876 876,60
01/09/2007	10,040321	Fixe	225 541,45	288 847,65		514 389,10	2 651 335,15
01/09/2008	10,821889	Fixe	237 495,14	286 924,54		524 419,68	2 413 840,01
01/09/2009	11,788829	Fixe	250 082,39	284 563,48		534 645,87	2 163 757,62
01/09/2010	13,020622	Fixe	263 336,75	281 734,71		545 071,46	1 900 420,87
01/09/2011	14,649742	Fixe	277 293,60	278 406,76		555 700,36	1 623 127,27
01/09/2012	16,914653	Fixe	291 990,16	274 546,35		566 536,51	1 331 137,11
01/09/2013	20,292300	Fixe	307 465,64	270 118,34		577 583,98	1 023 671,47
01/09/2014	25,895569	Fixe	323 761,32	265 085,55		588 846,87	699 910,15
01/09/2015	37,063144	Fixe	340 920,67	259 408,71		600 329,38	358 989,48
01/09/2016	70,488511	Fixe	358 989,48	253 046,34		612 035,82	0,00
	6,367584		5 452 644,32	7 912 661,88		13 365 306,20	

Dernier TA en Francs

### Note explicative et Historique de l'opération :

- DCM du 22/04/1980 : la Ville confie à SHEMC la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Nombre d'Or (250 logements locatifs)
- DCM du 14/06/1982 : Convention Ville-SHEMC / droits d'usage 230 emplacements de parking (contrepartie : versement à la Ville de 5 547 600 francs)
- **DCM du 4/12/1985 n° 35 : convention Ville-SHEMC / remboursement de l'emprunt selon TA annexé à la convention pour un capital restant dû de 5 452 644,32 francs**

1/ L'emprunt conclu par SHEMC auprès de la CDC ayant été réaménagé par elle et regroupé avec d'autres prêts fin 1999 sans que la Ville en soit informée,

2/ la transmission universelle du patrimoine de la SHEMC à ACM étant effective à compter du 1/01/2009,

3/ L'emprunt CDC en question ayant été à nouveau réaménagé et compacté par ACM au 31 juillet 2011,

les sommes annuelles que la Ville continue à rembourser en capital et intérêts au titre de cette opération se trouvent être bien supérieures à ce qu'elles devraient être, compte tenu des conditions effectives du prêt réaménagé par rapport à celle du contrat initial dont le taux était de 6,80%.

		Échéance payée par Ville		par ACM	Différentiel
Échéance	CRD	Capital	Intérêts		
2009	367 987,54 €	38 124,81 €	43 381,42 €	?	?
2010	329 862,73 €	40 145,43 €	42 950,18 €	?	?
2011	289 717,30 €	42 273,14 €	42 442,84 €	13 068,73 €	71 647,25 €
2012	247 444,16 €	44 513,61 €	41 854,32 €	29 168,88 €	57 199,05 €
Cumuls 2009-2012		165 056,99 €	170 628,76 €	?	?
Total payé		335 685,75 €		proposition ACM : CRD 2013-2023 259 986,66 Diff 2011 -71 647,24 Diff 2012 -57 199,05 RA = 131 140,37 Gain : 231 504,76	
2013	202 930,55 €	46 872,83 €	41 179,28 €		
2014	156 057,72 €	49 357,10 €	40 412,03 €		
2015	106 700,62 €	51 973,02 €	39 546,60 €		
2016	54 727,60 €	54 727,60 €	38 576,67 €		
Reste		202 930,55 €	159 714,58 €		
		362 645,13 €			

La proposition d'ACM qui fait suite aux courriers de la DFCG à ce sujet consisterait à :

- constater le trop versé par la Ville au titre des années 2011 et 2012, soit 128 846,29 €
- considérer que le capital restant dû au 1/01/2013 est de 259 986,66 €

La somme resterait à justifier ? (TA initial : CRD = 202 930,55 € soit 57 056,11 € de moins... Indemnité de réaménagement ?)

- solder l'opération par un **remboursement anticipé de 131 140,37 €**  
soit : 259 986,66 (CRD) - 128 846,29 Trop versé 2011-2012

Les échéances restant à courir au titre de 2013, 2014, 2015 et 2016 représenteraient un montant total à payer pour la Ville de **362 645,13 €** (202 930,55 en Capital, 159 714,58 € en intérêts).

Le solde de l'opération aux conditions proposées par ACM équivaldrait donc à un **gain de 231 504,76 €** et à une petite diminution de la charge de la dette annuelle pour les 4 années concernées, avec un coût supplémentaire au titre de 2013 de 43 088,26 € (soit RA : 131 140,37 – Annuité 2013 : 46 872,83 + 41 179,28).

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Avenant n°1 au marché de "Location de tentes, de matériels de réception, de cabines WC autonomes et de bungalows". Marché n° 0G6070100 lot 2

Max LEVITA rapporte :

Dans sa séance publique du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal avait autorisé Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer un marché en vue de la location de tentes, de matériels de réception, de cabines WC autonomes et de bungalows. La société Mobilux Serinfor Sebach France avait été retenue par la commission d'appel d'offres du 29 octobre 2010 pour le lot n° 2 (Cabines WC autonomes et bungalows).

Ce marché à bons de commande d'une durée d'un an (2011) renouvelable 2 fois, d'un maximum de 50.000 € HT par an, a été reconduit pour l'année 2013.

Depuis le lancement de la procédure en 2010, de nouvelles manifestations ont été mises en œuvre principalement dans le domaine de l'animation économique, du développement sportif et culturel de la Ville de Montpellier. Cela a conduit à l'augmentation des besoins sur ce marché. En Conséquence, un avenant en augmentation de 7.500 € HT est nécessaire pour satisfaire l'ensemble des besoins de la Ville jusqu'à la fin de l'année 2013. Le principe de cet avenant a été validé par la commission d'appel d'offres du 5 novembre 2013.

Le montant annuel maximum du marché est porté à 57.500 € HT soit une augmentation de 15 % par rapport au montant initial du marché.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 0G6070100, lot 2, à conclure avec la société Mobilux Serinfor Sebach France, pour un montant de 7.500 € HT ;

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

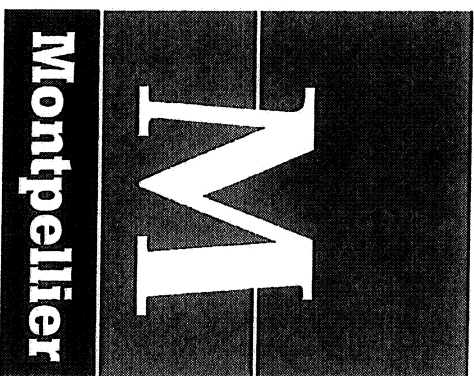
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 novembre 2013



*Maître ouvrage Service Achat et  
Production Graphique*

## **RAPPORT D'AVENANT N° 1**

Marché n°0G6070100 Location de cabines et WC autonomes et bungalows lot N°2

**Objet du Marché :**

Marché référencé n° 0G6070100 conclu par délibération n° 2010/510 en date du 8 novembre 2010 pour une durée allant de la notification au 31 décembre 2011 et reconductible par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représentée par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

Mobilux Grandsud – SEBACH France

*Représenté par*  
Monsieur le Directeur



**1 - Renseignements concernant le marché**

N° du marché : 0G6070100 (lot 2) Notifié le 2 Décembre 2010

Montant initial du marché :

Marché annuel à bons de commandes

Montant annuel Mini HT : 10 000 euros

Montant annuel Maxi HT : 50 000 euros

Montants identiques pour les deux périodes de reconduction.

**2. Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Le montant annuel maximum du lot 2 est atteint en raison principalement de nouvelles manifestations sportives, culturelles et d'animations mises en œuvre par la Ville de Montpellier, inexistantes lors du lancement de la procédure en 2010.

De ce fait, il est demandé d'augmenter les prestations du marché existant n°0G6070100 lot 2 attribué à la société Mobilux Grandsud – SEBACH France jusqu'au 31/12/2013.

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront réglées en fonction des prix inscrits dans sa proposition initiale (BPU) en fonction des quantités réellement exécutées.

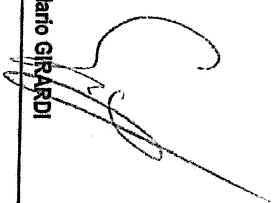
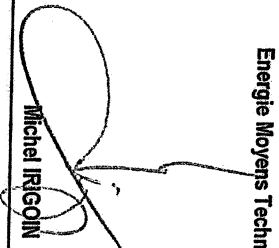
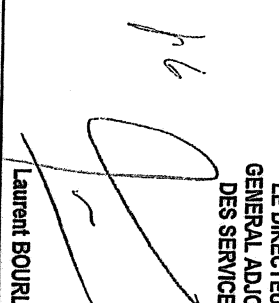
Le montant total de l'avenant en plus-value au marché est fixé à 7 500 € HT soit en toutes lettres : Sept mille cinq cents euros HT

Le montant du contrat est donc porté à 57 500 € HT maximum pour 2013.

La plus-value de cet avenant s'élève à 15 % du contrat initial.

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

Le maître d'ouvrage : Le Service SAPG

<div>LE RESPONSABLE du SAPG</div> <div></div> <div>Mario GIRARDI</div>	<div>LE DIRECTEUR Energie Moyens Techniques</div> <div></div> <div>Michel IRIGON</div>	<div>LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES</div> <div></div> <div>Laurent BOURLET</div>
---	--	--

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Accusé de réception - Ministre de l'intérieur

034-213401722-20101108-0000040879-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi : 15/11/2010

Réception par le Préfet : 15/11/2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Location de tentes et de matériels de réception, de cabines wc autonomes et bungalows.

### Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de la location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows pour tout type de manifestation organisée par la ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G60 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une durée initiale allant de leur notification jusqu'au 31/12/2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2013.

Ce sont des marchés pour un montant total annuel de commandes compris entre 160 000 € HT minimum et 800 000 € HT maximum, répartis sur 2 lots comme suit :

N° lot	Libellé du lot	Mini €/an HT	Maxi €/an HT
1	Locations de tentes et de matériels de réception	150 000 €	750 000 €
2	Location de cabines wc autonomes et bungalows	10 000 €	50 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 1 et 2 sont les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix : 40 %

1010

La commission d'appel d'offres du 19 octobre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- AD RECEPTION, 34730 PRADES LE LEZ, pour le lot 1.
- MOBILUX SERINFOR, 34130 MUDAISSON pour le lot 2.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : fonctionnement nature 6135 – 6232 - 6233 tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 09/11/2010**

## AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

#### Titulaire du marché :

Mobilux Grandsud – SEBACH France

*Représenté par*  
Monsieur le Directeur,

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché : Location de cabines WC autonomes et bungalows*

*N° du marché : 0G6070100 (lot 2)*

*Notifié le : 20 novembre 2010*

*Montant initial du marché :*

*Montant annuel Mini HT : 10 000 euros*

*Montant annuel Maxi HT : 50 000 euros*

---

*Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 29/10/2013*

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

### **C. Objet de l'avenant**

#### **ARTICLE 1**

Le présent avenant a pour objet :

- d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : le montant annuel maximum du lot 2 est atteint en raison principalement de nouvelles manifestations sportives, culturelles et d'animations développées depuis le lancement de la procédure (en 2010).

#### **ARTICLE 2**

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 7 500 € HT soit en toutes lettres : Sept mille cinq cents euros HT

Le montant du contrat est donc porté à 57 500 € HT maximum pour 2013.

La plus-value s'élève donc à 15 % du contrat initial.

#### **ARTICLE 3**

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

#### **ARTICLE 4 : Durée du marché**

La durée du marché reste inchangée.

## ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

### D. Signatures des parties

A MONTPELLIER le

L'entrepreneur,

Monsieur  
le Directeur

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Max Lévida

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Cessions des matériels et des véhicules

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour arrêter les modalités de cession.

### Cession de véhicules : DMT

#### - Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules et au renouvellement 2013 de la flotte, il convient de céder les véhicules dont la liste est jointe en annexe (soit 5 deux roues, 3 vélos à assistance électrique, 16 véhicules particuliers et 12 véhicules utilitaires légers).

Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113 route départementale 613 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs de vente.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser leurs ventes aux enchères.



- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) Délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 novembre 2013**

Véhicule							Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque et Modèle	Date MEC	Kilométrage	Commentaire	
16	BS637A	2 roues	VIVACITY 50	26/03/2004	3240	restitué	500
19	BS638A	2 roues	VIVACITY 50	26/03/2004	23575	Epave	0
39	A8G97886	VAE	Matra Cross I step	07/01/2009		HS	100
40	A8G97627	VAE	Matra Cross I step	07/01/2009		HS	100
177	CT509BM	2 roues	PEUGEOT SCOOTER ELYSEO	09/04/2003	21450	vétuste	100
178	368ACE34	2 roues	PEUGEOT SCOOTER ELYSEO	09/04/2003	21980	vétuste	100
179	CS980CG	3 roues	PEUGEOT SCOOTER ELYSEO	09/04/2003	21806	vétuste	100
304	CN760RS	VP	PEUGEOT 106	23/03/2001	82808	vétuste	600
318	9315ZS34	VP	PEUGEOT 106	25/03/2002	130785	vétuste	500
406	CQ528ME	VP	PEUGEOT 106	07/04/2000	95158	vétuste	600
413	4191WG34	VP	RENAULT SUPER 5	26/06/1992	70392	vétuste	400
439	4876YT34	VP	PEUGEOT 106	10/12/1999	87725	vétuste	500
473	8383YT34	VP	PEUGEOT 106	27/12/1999	83200	vétuste	600
476	9010YT34	VP	PEUGEOT 106	28/12/1999	145100	vétuste	600
489	CM223PX	VP	PEUGEOT 106	23/09/1998	113200	vétuste	600
490	CM543LA	VP	PEUGEOT 106	18/12/1999	112100	vétuste	500
512	3650XP34	VP	CITROEN AX	10/07/1996	94143	vétuste	400
513	CM256PX	VP	PEUGEOT 106	24/09/1998	114248	vétuste	600
516	820AKB34	VP	Renault Scénic	07/10/2004	60 000	vétuste	700
547	CK085XD	VP	Renault Mégane	27/04/2005	103 965	Epave	0
574	AD344CB	VP	Renault Scénic	28/09/2009	59 920	Epave	0
579	9079YT34	VP	PEUGEOT 106	28/12/1999	89436	vétuste	600
669	7604XQ34	VUL	CITROEN C 15	27/06/1996	79500	vétuste	600

Véhicule							Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque et Modèle	Date MEC	Kilométrage	Commentaire	
695	CN547CY	VUL	RENAULT KANGOO	05/03/1999	88886	vétuste	600
697	3826YLL34	VUL	RENAULT KANGOO	05/03/1999	141065	vétuste	600
698	CM413LA	VUL	RENAULT KANGOO	26/02/1999	98322	vétuste	600
700	CM244LA	VUL	CITROEN BERLINGO	28/10/1999	57500	vétuste	600
705	2668YS34	VUL	CITROEN BERLINGO	28/10/1999	80250	vétuste	600
710	6592YX34	VUL	CITROEN BERLINGO	17/04/2000	85100	vétuste	600
723	CM206PX	VUL	CITROEN BERLINGO	17/04/2000	87900	vétuste	600
724	CS289NW	VUL	CITROEN BERLINGO	17/04/2000	53207	HS	600
746	9736ZS34	VUL	CITROEN BERLINGO	26/03/2002	78100	vétuste	600
802	1829ZV34	VP	Citroën Jumpy	16/05/2002	119 000	vétuste	500
836	CM046LA	VUL	RENAULT TRAFIC	10/12/1999	86072	vétuste	500
871	6602YW34	VUL	RENAULT TRAFIC	16/03/2000	122070	vétuste	600
V6	A8N19461	VAE	Matra Cross I step	29/10/2010		HS	100



**COMMISSION DE REFORME DU  
MATERIEL ET DES VEHICULES**  
du 24 octobre 2013

**DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES**  
**Service Achats Production Graphique**

---

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

**1) Réforme de véhicules : service Parc Auto**

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2013, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

En conséquence, je vous demande d'autoriser ces réformes et le principe de cette vente aux enchères.

**Signatures des membres  
de la Commission de réformes**

F. TAILSONIS

**Le Responsable du service Achats  
et Production Graphique**

Mario Girardi

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Commissions municipales

### Election d'un nouveau membre de la Commission n°2 "Politiques publiques municipales"

Hélène MANDROUX rapporte :

Suite à la modification du règlement intérieur, la Ville de Montpellier compte depuis le Conseil municipal du 3 octobre 2011 deux commissions municipales, destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la Ville, conformément aux dispositions de l'article L 2121 - 22 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *Le Conseil municipal peut former au cours de chaque séance des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres* ».

La composition de ces commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée communale. Elles comprennent, en plus de Mme le Maire qui en est présidente de droit, 10 membres élus à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste.

M. Jean-Louis ROUMEGAS, Conseiller municipal, membre de la Commission municipale n°2 « Politiques Publiques municipales », ne souhaite plus siéger dans cette instance, et a remis à ce titre sa démission.

La composition actuelle des commissions municipales est la suivante :

#### Commission n°1 « Administration de la collectivité » :

- Mme le Maire présidente
- Audrey De La Grange
- Nicole Bigas
- Hélène Qvistgaard
- Laure Fargier
- Tatiana Capuozzi-Boualam
- Cédric Sudres

- Stéphane Mella
- Sarah El Atmani
- Jacques Domergues
- Francis Viguié

**Commission n° 2 « Politiques publiques municipales »**

**- Mme le Maire présidente**

- Magalie Couvert
- Annie Benezech
- Brahim Abbou
- Marlène Castre
- Nadia Miraoui
- Hervé Martin
- Michel Aslanian
- Agnès Boyer
- Gérard Lannelongue
- *(Poste à pourvoir)*

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'élire un nouveau membre de la Commission municipale n°2 « Politiques Publiques municipales ».

**A été élu(e) :**

- Marie Massart.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 novembre 2013 |**

## Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes sur le contrôle des comptes et l'examen de gestion de la Ville de Montpellier pour les exercices 2006 et suivants

Hélène MANDROUX rapporte :

Par un courrier en date du 14 février 2012, la Chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon a informé la Ville de Montpellier de l'ouverture d'un contrôle des comptes et de l'examen de la gestion de la Ville pour les exercices 2006 et suivants.

Cet examen de gestion comporte un volet « petite enfance » qui entre dans le cadre plus global d'une enquête nationale de la Cour des Comptes, dont l'objectif est la réalisation d'un rapport public annuel. Ce volet fait ainsi l'objet d'un 1<sup>er</sup> cahier délibéré par la Chambre régionale des comptes le 7 octobre 2013.

Les autres thématiques (fiabilité des comptes, situation financière, gestion des ressources humaines, opération hôtel de ville et commande publique) font l'objet d'un second cahier délibéré également par la Chambre régionale des comptes le 7 octobre 2013.

La procédure étant désormais close, la Chambre régionale des comptes a notifié à la Ville son rapport d'observations définitives, composé des deux cahiers précités et des réponses annexées de l'ordonnateur.

Conformément à l'article L 243-5 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives, composé des deux cahiers annexés à la présente délibération, est présenté à l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes sur le contrôle des comptes et l'examen de gestion de la Ville de Montpellier portant sur les exercices 2006 et suivants (cahiers 1 et 2).

**Le Conseil prend acte.**

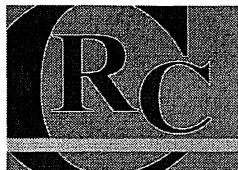
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 novembre 2013**





Chambre régionale des comptes  
de Languedoc-Roussillon

*Le Président*

Montpellier, le 15 NOV. 2013

lettre recommandée avec A.R.

**CONFIDENTIEL**

Référence : 136 / 034021 172 / *117*

Madame le Maire,

Par envoi en date du 7 novembre 2013, la chambre a porté à votre connaissance ses observations définitives (2<sup>nd</sup> cahier) concernant la gestion de la ville de Montpellier au cours des exercices 2006 et suivants.

Votre réponse a été enregistrée au greffe dans le délai d'un mois prévu par les articles L. 243-5 et R. 241-17 du code des juridictions financières (CJF).

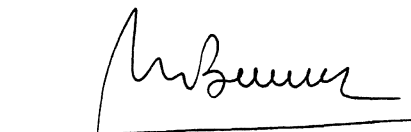
A l'issue de ce délai, le rapport d'observations définitives retenu par la chambre régionale des comptes vous est à présent notifié accompagné de votre réponse écrite.

En application des articles L. 243-5, R. 241-17 et R. 241-18 du CJF, l'ensemble devra être communiqué à votre assemblée délibérante dès sa plus proche réunion. Il devra notamment faire l'objet d'une inscription à son ordre du jour, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donner lieu à un débat.

Il vous appartient d'indiquer à la chambre la date de cette réunion.

Après cette date, le document final sera considéré comme un document administratif communicable aux tiers, dans les conditions fixées par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

  
Nicolas BRUNNER

Madame Hélène MANDROUX  
Maire de Montpellier  
HOTEL DE VILLE  
1 Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*1034*

**Rapport d'observations définitives n° 136/1117 du 15 novembre 2013**

**VILLE DE MONTPELLIER - 2<sup>nd</sup> cahier**

**Exercices 2006 et suivants**

**S O M M A I R E**

<b>1. La fiabilité des comptes .....</b>	<b>8</b>
1.1. Un suivi déficient du patrimoine .....	8
1.1.1. L'absence d'inventaire à jour .....	8
1.1.2. Les titres de participation .....	10
1.1.3. Les travaux en cours .....	10
1.1.4. Les mises à disposition .....	11
1.1.5. La valorisation du cheptel .....	11
1.2. Un suivi rigoureux de l'endettement bancaire .....	12
1.3. Les anomalies affectant la fiabilité des comptes .....	13
1.3.1. La tenue de la comptabilité d'engagement .....	13
1.3.2. Application du principe de prudence : amortissements et provisions .....	14
1.3.3. Les erreurs d'imputation comptable .....	16
1.4. Conclusion .....	18
<b>2. La situation financière de la collectivité .....</b>	<b>19</b>
2.1. La formation de l'autofinancement .....	19
2.1.1. Les charges de fonctionnement .....	19
2.1.2. Les produits de fonctionnement .....	21
2.1.3. L'excédent brut de fonctionnement .....	23
2.1.4. La capacité d'autofinancement ou épargne brute .....	23
2.1.5. L'épargne nette .....	24
2.2. Les emplois d'investissement .....	25
2.2.1. Une politique d'investissement orientée vers les dépenses d'équipement .....	25
2.2.2. La répartition des dépenses d'équipement par secteur d'activité .....	25
2.3. L'endettement .....	26
2.3.1. L'évolution de l'encours .....	26
2.3.2. Une annuité de la dette relativement modérée .....	26
2.3.3. Une capacité de désendettement peu élevée mais en augmentation .....	27
2.3.4. Un endettement sans risques avérés .....	27
2.4. Les marges de manœuvre .....	28
2.4.1. L'autofinancement .....	28
2.4.2. La fiscalité .....	28
2.4.3. L'endettement .....	29

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

2.4.4.	L'investissement .....	29
2.5.	Conclusion de l'analyse financière .....	29
<b>3.</b>	<b>La gestion des ressources humaines .....</b>	<b>30</b>
3.1.	L'analyse quantitative .....	30
3.1.1.	Les effectifs de la commune .....	30
3.1.2.	Le temps de travail .....	31
3.2.	Des anomalies en matière de recrutement et de promotion .....	38
3.2.1.	L'absence d'accomplissement de formalités substantielles .....	38
3.2.2.	Absence de respect des règles de recrutement .....	40
3.2.3.	Des contractuels bénéficiant irrégulièrement d'un déroulement de carrière .....	41
3.2.4.	Recrutement en urgence et dossiers incomplets .....	42
3.3.	Les frais de mission .....	42
3.3.1.	Rappel des principes régissant l'attribution des frais de mission .....	42
3.3.2.	Les modalités de prise en charge des frais de mission par la ville .....	42
3.3.3.	Le cas particulier des mandats spéciaux .....	43
3.3.4.	Une ville très présente à l'international .....	44
<b>4.</b>	<b>L'opération de l'hôtel de ville .....</b>	<b>45</b>
4.1.	Présentation .....	45
4.2.	Une opération complexe .....	46
4.2.1.	Les acteurs .....	46
4.2.2.	Le périmètre .....	46
4.3.	Evaluation du coût global de l'opération NHDV : ses composantes .....	48
4.3.1.	Le mandat de maîtrise d'ouvrage .....	48
4.3.2.	Les coûts non compris dans le mandat de maîtrise d'ouvrage .....	51
4.3.3.	Conclusion .....	62
<b>5.</b>	<b>La commande publique .....</b>	<b>63</b>
5.1.	L'organisation administrative et les procédures d'achat public .....	63
5.1.1.	Présentation générale - organigramme .....	63
5.1.2.	Les délégations, les notes et le règlement intérieur .....	63
5.1.3.	Une organisation et des outils largement perfectibles .....	64
5.2.	Frais d'hôtellerie, de restauration et autres dépenses diverses .....	65
5.2.1.	Les dépenses de restauration .....	66
5.2.2.	Les boissons alcoolisées .....	66
5.3.	Opérations diverses .....	66
5.3.1.	Une opération de près de 94 000 € restée sans lendemain : la « Clapassade » .....	66
5.3.2.	Les vœux 2010 .....	67
5.4.	Les cartes professionnelles .....	68
5.4.1.	Présentation du dispositif .....	68
5.4.2.	Des dispositions de remboursement de frais irrégulières .....	68
5.4.3.	Des règles d'utilisation non respectées et des dépenses très variées .....	69
5.5.	Marchés d'agence de voyages .....	69
5.5.1.	Marchés n <sup>os</sup> 7AIQ ou 7AIQ 120 0 - « Fourniture de titres de transports nationaux et internationaux et organisation de séjours » .....	70
5.5.2.	Les autres procédures entre le marché 7AIQ ou 7AIQ1200 et le marché 9M364 .....	74
5.5.3.	Marché sans validité juridique : la procédure 9M364 .....	74

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

5.5.4. Marché 0G791510 .....	78
5.6. Les marchés de conseil et de représentation juridique .....	82
5.6.1. Les différents marchés passés sur la période .....	82
5.7. Le marché de nettoyage.....	94
5.7.1. Les termes de la consultation .....	94
5.7.2. Les offres.....	96
5.7.3. L'analyse des offres .....	96
5.7.4. Exécution et mandats .....	98
5.7.5. Une campagne de communication avec un impact difficile à évaluer .....	98
<b>6. Les subventions aux clubs sportifs professionnels.....</b>	<b>99</b>
6.1. Rappel du dispositif réglementaire .....	99
6.2. Subventions versées par la ville aux trois principaux clubs sportifs professionnels de Montpellier.....	100
6.3. Les conventions de prestations de service .....	101
ANNEXES .....	102
LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES.....	132

## SYNTHESE

Avec plus de 250 000 habitants, Montpellier se situe au 8<sup>ème</sup> rang des villes françaises. Le fort essor démographique qu'elle connaît depuis les deux dernières décennies n'est pas sans conséquence sur les moyens et services à mobiliser pour répondre aux attentes de la population.

L'examen de la situation financière de la commune montre principalement un tassement de la capacité d'autofinancement brute, qui converge vers la moyenne par habitant des villes de la strate à compter de 2011, le niveau de la capacité d'autofinancement nette restant largement favorable. Le niveau des dépenses d'équipement est élevé sur la période (435 €/hab. en moyenne contre 304 €/hab. pour les villes de la strate). Si l'encours de la dette – au demeurant non risquée – a presque quadruplé entre 2005 et 2012, rapporté à la population il reste largement inférieur à la moyenne de la strate même si l'écart se resserre. Si la ville souhaite maintenir son effort d'équipement sans s'endetter davantage, elle n'aura d'autre solution que d'augmenter les taux déjà élevés des contributions directes locales sauf à dégager des gisements d'économies dans son fonctionnement courant, notamment dans la gestion des ressources humaines.

Si le chantier de remise en ordre du suivi du patrimoine est pratiquement achevé, la ville doit poursuivre son effort en matière de présentation de comptes fiables et sincères. Le provisionnement des charges obligatoires, l'amélioration des prévisions budgétaires, la correction d'erreurs d'imputation affectant des chapitres budgétaires ou l'apurement des comptes provisoires enregistrant des opérations anciennes jamais soldées sont autant de secteurs perfectibles auxquels les services comptables et financiers doivent rapidement s'atteler.

Sur le plan des ressources humaines, les effectifs ont progressé de plus de 17 % entre 2007 et 2011, passant de 3 300 à plus de 4 000 agents. Cette évolution est liée notamment à la titularisation de plusieurs centaines de personnes en contrat précaire et de vacataires à temps partiel, essentiellement dans le secteur éducatif. Le nombre d'agents pour 1 000 habitants est ainsi passé, à compétences communales inchangées, de 13,9 en 2009 à 16 en 2012.

En raison de l'octroi d'une semaine de congés supplémentaire, les personnels effectuent 1 568 heures de travail annuelles, soit bien en deçà de la durée légale plancher fixée à 1 607 heures. L'absentéisme est par ailleurs à un niveau important, avec un nombre de journées d'absence pour maladie ordinaire passant de 38 000 journées en 2007 à 80 000 en 2011, soit 20 jours d'absence en moyenne par an et par agent, ou encore l'équivalent de 350 ETP.

L'analyse de la situation individuelle d'une dizaine d'agents du cabinet, de la direction générale ou des services du protocole et de la communication a révélé des anomalies et des dysfonctionnements significatifs au regard du respect des règles applicables en matière de recrutement et de gestion des carrières. Ainsi, le défaut d'accomplissement de formalités substantielles en matière de titularisation d'agents, le contournement des règles de recrutement, ou encore des déroulements de carrière et des promotions très favorables ont été constatés.

L'examen de l'organisation mise en place par la commune dans le secteur de la commande publique montre une insuffisante maîtrise de ce secteur, et les achats étudiés dans le domaine des voyages, des prestations juridiques, du nettoyage ou encore ceux liés au fonctionnement courant révèlent la nécessité d'une remise à niveau rapide des compétences des personnels concernés compte tenu des diverses anomalies observées au regard du droit applicable.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Les principaux constats portent sur différents aspects de la commande publique : rédaction perfectible des documents de marché, défaut de mise en concurrence, commandes hors marché, défaut de computation, défaut d'allotissement, des analyses d'offres peu rigoureuses, des offres retenues à partir de critères de sélection peu adéquats, avec des pondérations peu pertinentes, ou encore un suivi financier des marchés difficile du fait de l'organisation interne des services.

La chambre a par ailleurs procédé à l'évaluation globale du coût de l'opération d'envergure constituée par la construction et la mise en service du nouvel hôtel de ville de Montpellier.

Outre le coût de construction du seul bâtiment lui-même retracé principalement dans le mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SERM pour un montant de 132 500 000 € TTC, elle a intégré dans son évaluation les dépenses liées à l'aménagement global du site, au concours organisé pour le projet architectural, celles relatives à l'ancien hôtel de ville, à sa remise en état et au déménagement des services, le mobilier de bureau, l'aménagement des salles techniques et l'équipement secondaire, le parc de stationnement, le parc paysager, le parvis, les locaux annexes hébergeant certains services et une crèche accueillant principalement des enfants d'agents de la collectivité, les frais de publicité et d'assistance juridique, ou encore la mise en lumière du site. Cette évaluation aboutit à un montant total de l'ordre de 181 000 000 € TTC.

S'agissant enfin de l'aide de la ville apportée aux clubs sportifs professionnels, il apparaît que la destination de certaines subventions n'est pas conforme à la réglementation en vigueur. C'est le cas des subventions versées à l'occasion du recrutement de sportifs de haut niveau, alors que ces aides doivent être consacrées à des missions d'intérêt général. La collectivité n'a par ailleurs pas été en mesure de produire les pièces prévues à l'article R. 113-3 du code du sport, et reprises dans les conventions, qui permettent de présenter les actions réalisées et d'en retracer le compte-rendu. Le contrôle de l'utilisation des subventions ne peut ainsi pas être correctement réalisé, tant sur un plan interne qu'externe. Ce défaut de suivi des dispositions permettant d'assurer une transparence minimale se retrouve également dans les conventions de prestations de services passés avec divers clubs sportifs.

## RECOMMANDATIONS

### Situation financière

1. Retrouver des marges de manœuvre en diminuant les charges afin de rétablir une capacité d'autofinancement limitant un recours trop important à l'emprunt qui alourdit l'encours de dette et augmente les frais financiers.

2. Améliorer la fiabilité des comptes : achever la mise à jour de l'inventaire, actualiser les immobilisations et travaux en cours, apurer les comptes provisoires retraçant des opérations anciennes jamais soldées, constituer les provisions obligatoires, rectifier les erreurs d'imputation affectant des chapitres budgétaires.

### Ressources humaines

3. Maîtriser l'évolution des effectifs, par une action notamment sur le niveau des charges de personnel.

4. Renégocier la durée de temps de travail annuel, ce qui aura un impact favorable sur les charges de personnel.

5. Rechercher les causes d'un absentéisme élevé et mettre en place les mesures nécessaires pour lui faire retrouver un niveau acceptable.

6. Recourir principalement au personnel statutaire pour pourvoir les postes vacants au niveau de l'encadrement supérieur (agents de catégorie A).

### Commande publique

7. Mettre en service un outil pratique d'aide à la commande publique à destination des agents concernés (guides des procédures), avec des modalités de mise à jour.

8. Mettre en place un système d'information permettant d'avoir un suivi complet des procédures d'achat, depuis la création du marché jusqu'aux mandats de paiement.

9. Mettre en place un plan de formation des agents en charge du secteur de la commande publique.

10. Développer un véritable contrôle interne sur les procédures d'achat public.

11. Susciter une meilleure mise en concurrence en utilisant les dispositions offertes par le code des marchés publics.

### Subventions

12. Mettre en place un véritable contrôle interne de l'utilisation des subventions municipales versées aux clubs sportifs professionnels afin d'assurer une transparence suffisante de l'utilisation des fonds publics.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

*Aux termes de l'article L. 211-8 du code des juridictions financières « l'examen de la gestion porte sur la régularité des actes de gestion, sur l'économie des moyens mis en œuvre et sur l'évaluation des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant. L'opportunité de ces objectifs ne peut faire l'objet d'observations ».*

*La chambre régionale des comptes a examiné la gestion de la ville de Montpellier pour les exercices 2006 et suivants. Cet examen a porté sur la fiabilité des comptes de la collectivité, sa situation financière, certains aspects de la gestion des ressources humaines, de la commande publique, des subventions aux clubs sportifs professionnels et l'opération « nouvel hôtel de ville ».*

Avec une population légale totale de 258 366 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2012, la ville de Montpellier est la huitième ville de France en termes de population. La croissance démographique annuelle apparaît très soutenue, oscillant entre 1 et 2 % depuis 1999, soit la deuxième croissance démographique française pour une ville de plus de 100 000 habitants, juste après Toulouse.

La ville de Montpellier accueille une forte population d'étudiants. On estime à près de 55 000 leur nombre dans les trois universités montpelliéraines et les écoles supérieures (École supérieure de commerce, École nationale supérieure d'architecture, École nationale supérieure d'agronomie, École nationale supérieure de chimie, écoles privées...).

Sur le plan institutionnel local, la ville de Montpellier est membre de la communauté d'agglomération de Montpellier qui exerce de plein droit un certain nombre de compétences en lieu et place des communes membres, parmi lesquelles le développement économique d'intérêt communautaire, l'aménagement de l'espace communautaire et les transports urbains, l'équilibre social de l'habitat d'intérêt communautaire, la politique de la ville d'intérêt communautaire, la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communautaire, la création, l'aménagement et la gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire, l'assainissement des eaux usées, la distribution d'eau potable, la collecte des ordures ménagères, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores, la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs, les services funéraires, la fourrière des animaux errants et la lutte contre les inondations.



## 1. LA FIABILITE DES COMPTES

Le second alinéa de l'article 47-2 de la Constitution dispose que « *les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière* ».

La régularité des comptes s'apprécie au regard de l'application des lois et règlements. Elle implique notamment le respect de méthodes, la juste appréciation des éléments de l'actif et du passif du bilan de l'entité, ainsi que des règles pour l'affectation et la reprise des résultats. La sincérité des comptes exige un caractère adéquat, loyal, clair, précis et complet des informations présentées dans les comptes.

L'examen de la qualité de l'information financière et comptable a pour objectif d'apprécier d'une part le caractère significatif ou non des anomalies rencontrées et, d'autre part, de s'assurer que des omissions ou erreurs considérées comme significatives n'ont pas entraîné les décideurs vers de mauvais choix dans la gestion des affaires publiques. Sans la garantie d'un degré élevé de fiabilité des comptes, il est impossible de porter une appréciation fiable sur la situation financière d'une entité quelle qu'elle soit.

### 1.1. Un suivi déficient du patrimoine

#### 1.1.1. L'absence d'inventaire à jour

La sincérité et l'image fidèle des comptes nécessitent une description suffisamment précise de la situation patrimoniale. La responsabilité du suivi des immobilisations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics incombe de manière conjointe à l'ordonnateur qui tient « l'inventaire » et au comptable qui enregistre et suit les immobilisations à l'actif du bilan et tient à ce titre « l'état de l'actif » et le « fichier des immobilisations ».

Toutes les immobilisations, quelle que soit leur nature, sont inscrites à « l'état de l'actif » par catégorie (incorporelles, corporelles et financières) dans l'ordre du plan comptable par nature, puis dans l'ordre croissant des numéros d'inventaire attribués par l'ordonnateur. Chaque immobilisation ainsi répertoriée donne lieu aux informations suivantes : année d'acquisition, valeur d'origine ou historique, montant cumulé des amortissements, valeur nette comptable, montant cumulé des provisions, renseignements relatifs à ladite immobilisation. Ces informations sont retracées dans les « fiches d'inventaire » ou « fiches d'immobilisations » et transmises par l'ordonnateur au comptable public à l'appui des mandats constatant l'entrée des biens dans l'actif ou bien en fin d'année. Le montant total des subdivisions correspondantes de « l'état de l'actif » et le montant des immobilisations figurant au bilan et sur les comptes de la balance comptable doivent être identiques.

Selon l'instruction comptable applicable aux communes, « l'état de l'actif » est établi toutes les années paires à partir du « fichier des immobilisations ». Pour les exercices budgétaires impairs, un « état des flux d'immobilisations » est produit au compte de gestion du receveur municipal. L'ordonnateur est chargé plus spécifiquement du recensement des biens et de leur identification : il tient « l'inventaire », registre justifiant la réalité physique des biens. Si « l'inventaire » et « l'état de l'actif » sont deux documents avec des finalités différentes, ils doivent contenir des informations concordantes.

Cette concordance repose largement sur la qualité des échanges d'informations entre l'ordonnateur et le comptable, à partir de l'attribution par l'ordonnateur d'un numéro d'inventaire

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

aux actifs immobilisés. L'attribution d'un numéro d'inventaire participe pleinement à améliorer la connaissance du patrimoine communal et sa gestion. Attribué lors de l'entrée de l'immobilisation au bilan de la commune, le numéro d'inventaire permet de suivre tous les événements relatifs à la vie d'une immobilisation :

- *entrée dans le patrimoine de la commune* : acquisition à titre onéreux, à titre gratuit, par voie d'échange ; bénéfice d'une affectation ou d'une mise à disposition, travaux en régie...

- *pendant la durée d'inscription du bien au bilan* : adjonctions, amortissements et le cas échéant provisions, affectation / mise à disposition auprès d'un tiers, mise en concession...

- *sortie du bien du patrimoine communal* : cession à titre onéreux ou gratuit, réforme, échange, retour du bien à son propriétaire...

Dans son précédent rapport d'observations définitives en date du 30 juin 2007<sup>1</sup>, la chambre relevait que « l'état de l'actif » n'avait pu être produit par le comptable à l'appui du compte de gestion pour l'exercice 2004. Elle avait parallèlement critiqué la tenue de l'inventaire et appelé « *de ses vœux une maîtrise par la ville d'un réel outil de connaissance, suivi, mesure et comptabilisation de son patrimoine* ». La ville avait alors indiqué qu'elle avait lancé un appel d'offres début janvier 2007 pour la production de l'état de l'actif et de l'inventaire comptable et que par suite elle disposerait d'un état de l'actif réglementaire fin novembre 2007<sup>2</sup>.

Force est de constater que cette démarche n'a pas pleinement abouti, aucun état de l'actif ou état des flux n'ayant été produit à l'appui des différents comptes de gestion des exercices examinés et le dernier inventaire établi par l'ordonnateur ne concorde toujours pas avec les écritures du comptable public.

Ce n'est qu'au printemps 2009 que la ville a transmis un inventaire au comptable public, inventaire arrêté au 31 décembre 2006. Mais l'intégration par le comptable n'avait pu aboutir au 31 décembre 2012 pour les raisons suivantes :

- persistance d'anomalies bloquantes (absence de fiches inventaires de certains éléments patrimoniaux) ;

- nombreuses discordances entre les balances comptables de l'exercice 2009 et les états de développement arrêtés au 31 décembre 2006, aucune mise à jour n'ayant été effectuée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, alors que le comptable public a continué à enregistrer les dépenses d'équipement mandatées entre la date de l'inventaire et la date de sa communication ;

- caractère massif des modifications à traiter (plusieurs dizaines de milliers de références) rendant l'opération de mise à jour quasiment impossible au niveau des logiciels de la comptabilité publique ;

- valorisation du patrimoine effectuée par un cabinet conseil sur la base de sa valeur réelle de 2006, ce qui respecte le principe de sincérité mais ne prenant pas en compte toutes les opérations comptables effectuées par la collectivité avant 2006 au titre de ces immobilisations ;

- absence d'émission et de transmission par l'ordonnateur des titres et mandats permettant d'ajuster d'une part l'état de l'actif et l'inventaire et d'autre part l'état de l'actif et les balances comptables.

L'absence d'inventaire à jour entraîne de nombreuses anomalies au niveau des différents documents chargés d'en retracer la consistance et son évolution, notamment s'agissant des documents fournis en annexes des comptes administratifs. Ainsi, à titre d'exemple, « l'état des

<sup>1</sup> <http://www.ccomptes.fr/index.php/fr/Publications/Publications/Commune-de-Montpellier-Herault>

<sup>2</sup> Ibidem.

immobilisations » annexé au compte administratif 2008 comporte des discordances de l'ordre de cent millions d'euros par rapport aux balances comptables du compte de gestion 2008<sup>3</sup>. Certains états annexés au compte administratif 2010 comportent des données non actualisées depuis 2008<sup>4</sup>.

La chambre regrette que la situation dénoncée dans son rapport d'observations définitives de juin 2007 ait perduré jusqu'à son intervention en 2012-2013, même si des efforts importants ont été consentis par la ville et que la responsabilité du désordre est partagée. Elle invite l'ordonnateur à se rapprocher du comptable public, et de sa hiérarchie si besoin est, pour rechercher une solution permettant de mettre à jour sa situation patrimoniale dans les meilleurs délais et dans le respect des règles de la comptabilité publique. Cette démarche constitue la priorité à mettre en œuvre dans le cadre de la fiabilisation des comptes de la collectivité. Une fois cette remise en ordre opérée, il appartiendra à la ville de transmettre régulièrement au comptable public l'ensemble des informations patrimoniales relatives aux mouvements enregistrés sur les immobilisations conformément aux instructions comptables<sup>5</sup>. Une absence d'information fiable, quant à l'inventaire de la ville, est en effet préjudiciable à la politique d'entretien et de renouvellement du patrimoine communal.

### **1.1.2. Les titres de participation**

Les communes peuvent détenir des prises de participation dans des sociétés d'économie mixte pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics à caractère industriel et commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général. La ville est notamment actionnaire d'ENJOY, de la SERM, de TaM et de la SAAM.

Les « titres de participations » sont enregistrés sur des comptes dédiés à cet effet par la nomenclature comptable.

Au 31 décembre 2011, la ville détenait pour 5,65 M€ de titres de participation. Si les opérations au titre des exercices 2005 à 2011 (acquisitions ou cessions) ont été correctement enregistrées, il semblerait, selon les dernières informations communiquées par la ville, que des opérations anciennes de montants significatifs ne l'aient pas été (attribution de participations gratuites de la SERM en 1993 / revalorisation des titres de participation de la SAEM SMTU<sup>6</sup> en 1996). La ville s'est engagée à se rapprocher rapidement du comptable public pour procéder aux régularisations nécessaires.

### **1.1.3. Les travaux en cours**

En application de l'instruction comptable M14, les immobilisations sont classées, lorsque les travaux sont terminés, sous les rubriques du chapitre 21 « Immobilisations corporelles ». Lorsqu'ils ne sont pas terminés, elles apparaissent sous la rubrique « Immobilisations en cours » (chapitre 23). Une collectivité territoriale peut acquérir des

<sup>3</sup> A titre d'exemple : différence de 5,36 M€ pour le matériel de transport (compte 2182), 10,46 M€ pour le mobilier (compte 2184) et 34,63 M€ pour les « autres immobilisations corporelles » (compte 2188).

<sup>4</sup> A titre d'exemple, « l'état des immobilisations - Biens acquis jusqu'au 31/12/2008 » ainsi que « l'état de répartition des charges - subventions d'équipement au 31/12/2008 » retracent respectivement les biens acquis jusqu'au 31 décembre 2008 et les subventions d'équipements à amortir sur l'exercice 2008 alors qu'ils devraient retracer respectivement les biens acquis jusqu'au 31 décembre 2009 et les subventions d'équipements à amortir sur l'exercice 2010.

<sup>5</sup> Instruction M14, tome II « le cadre budgétaire », titre 4 « la tenue des comptabilités », chapitre 3 « l'inventaire », paragraphe 3 « les modalités de transmission des informations patrimoniales ».

<sup>6</sup> Devenue aujourd'hui TaM.

« immobilisations en cours », soit en exerçant elle-même la totalité des attributions de la maîtrise d'ouvrage, soit en confiant à un mandataire tout ou partie des attributions de cette maîtrise d'ouvrage. Quel que soit le mode d'acquisition, les travaux ainsi que les frais destinés à permettre la construction, sont comptabilisés à la subdivision intéressée du chapitre 23 « Immobilisations en cours ».

Les montants inscrits en balance de sortie sur les comptes de « travaux en cours » sont passés de 463 M€ en 2005 à 958,4 M€ en 2011. La ville a reconnu ne pas avoir transmis les certificats administratifs nécessaires au comptable public pour solder les comptes de travaux en cours, dans l'attente d'une vaste opération de mise à jour de l'inventaire par ce dernier portant sur les exercices antérieurs à 2007 et englobant notamment des réimputations comptables de l'ordre de 524 M€ au titre des travaux achevés.

La chambre invite la ville à procéder régulièrement à l'apurement des « travaux en cours », ces opérations permettant notamment d'ouvrir le droit à compensation au titre du FCTVA. La ville indique avoir procédé à la réintégration de travaux achevés pour 172 M€ en 2012 et 190 M€ en 2013 et rester dans l'attente de la réimputation par le comptable public des 524 M€ susvisés, ce qui ramènerait, selon elle, le solde du compte 23 à environ 161 M€.

#### 1.1.4. Les mises à disposition

Aux termes des dispositions de l'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales : « *Le transfert d'une compétence à un EPCI ou un syndicat mixte entraîne, de plein droit, la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence [...]* ».

La ville a ainsi transféré la compétence de la gestion de l'eau potable à la communauté d'agglomération de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Le montant de l'actif à transférer, aisément identifiable dans la mesure où la gestion de l'eau potable faisait l'objet d'un budget annexe, avoisine les 63 M€. Or, au 31 décembre 2012 les opérations de transferts étaient largement inachevées. Toutefois, le procès-verbal de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, indispensable à ces opérations, a été adopté tardivement, le 12 novembre 2012.

La chambre observe ainsi que figurent dans les comptes de la ville depuis plus de trois années des sommes qui ne devaient plus y être comptabilisées, le transfert de la compétence étant effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

La ville s'est engagée par ailleurs à finaliser au plan comptable dans les meilleurs délais des opérations de mise à disposition de moindre envergure réalisées en 2007 (musée de l'histoire de France en Algérie / gymnase du Peyrou dans l'espace Pitot).

#### 1.1.5. La valorisation du cheptel

La ville a indiqué avoir sorti du champ du suivi de l'inventaire comptable tout ce qui concerne les animaux du zoo et de la serre amazonienne. Pour autant on peut lire un compte « Cheptel » qui affiche un solde de plus de 743 000 € au 31 décembre 2012. Ce compte a été mouvementé tout au long de la période examinée – pour des montants modestes de quelques dizaines de milliers d'euros par an – sans que les annexes aux comptes administratifs ne mentionnent de nouvelles acquisitions.

Les animaux du zoo font l'objet d'un suivi extra-comptable extrêmement rigoureux dans le cadre de programmes européens ou mondiaux d'élevages selon les espèces. Toutefois la plupart des espèces étant protégées et n'ayant aucune valeur marchande, ce « cheptel » ne devrait plus à l'avenir figurer à l'actif de la ville.

La ville envisage de solder ce compte en recourant à la technique de l'amortissement. La chambre recommande à la ville de se rapprocher de son comptable public pour rechercher un procédé plus adapté, l'amortissement d'éléments qui n'auraient jamais dû figurer à l'actif n'étant pas une solution pertinente.

## **1.2. Un suivi rigoureux de l'endettement bancaire**

Par délibération en date du 22 juin 2009, le conseil municipal a approuvé le nouveau règlement intérieur en matière de produits structurés et de gestion de la dette. Ce nouveau règlement prévoit notamment le plafonnement des produits structurés à 20 % de l'encours total de la dette, avec définition des produits structurés autorisés et la présentation d'un bilan annuel annexé au compte administratif, retraçant les actions menées en terme de gestion de la dette et établissant la valorisation des emprunts structurés éventuellement contractés, afin que le conseil municipal constate les caractéristiques des emprunts contractés. De même, cette délibération autorise les garanties d'emprunt aux partenaires financiers de la ville, dans le respect des ratios prudentiels réglementaires. Ainsi la garantie de la ville est apportée aux seuls partenaires dont l'encours de la dette comprend au maximum 20 % de produits structurés. De plus, la garantie ne sera accordée pour un emprunt basé sur un produit structuré que dès lors que la valorisation de la soule de sortie de cet emprunt est indiquée par l'établissement prêteur au moment de l'adoption de la garantie.

Les tableaux relatifs à la dette fournis en annexe des comptes administratifs sont concordants avec les balances comptables de fin d'exercice. Les emprunts retracés comprennent le contrat long terme renouvelable (CLTR), lequel en raison de sa spécificité ressort sur une ligne distincte, ce qui traduit une volonté de transparence des gestionnaires. Les emprunts sont listés en fonction des prêteurs dans un tableau, en fonction de la nature de la dette (et de l'imputation comptable) dans un autre tableau, par type de taux dans un autre tableau et par index dans un graphique.

Les taux sont indiqués clairement ainsi que l'objet de l'emprunt, le montant initial, le capital restant dû au 31 décembre de l'année en cours, la durée résiduelle, la périodicité des remboursements, le montant de l'annuité de l'exercice ainsi que des intérêts courus non échus (ICNE) de l'exercice.

La chambre observe, d'une part, que la collectivité a une parfaite connaissance de son endettement et en assure un suivi attentif et que, d'autre part, l'information délivrée à l'assemblée délibérante est complète en la matière.

S'agissant de l'information de l'assemblée délibérante, la chambre régionale des comptes note des progrès sensibles à l'occasion des débats sur les orientations budgétaires par rapport à son dernier contrôle. La juridiction souligne l'effort de la ville pour mettre à disposition du public des informations financières et budgétaires sur son site internet. Au titre des bonnes pratiques, elle encourage la collectivité à communiquer non seulement sur les prévisions (budgets primitifs) mais aussi sur les réalisations (comptes administratifs).

### 1.3. Les anomalies affectant la fiabilité des comptes

Dans le contexte de renforcement continu des exigences de transparence des comptes publics et d'amélioration de la gestion publique, disposer de comptes fiables et sincères est, pour les collectivités locales, à la fois une nécessité et un atout. Ainsi, garantir l'exhaustivité du résultat de l'exercice aide au pilotage et à la prévision budgétaire.

#### 1.3.1. La tenue de la comptabilité d'engagement

L'article 30 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique définit l'engagement comme *« l'acte juridique par lequel une personne morale [...] crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle il résultera une dépense. L'engagement respecte l'objet et les limites de l'autorisation budgétaire »*.

La comptabilité des dépenses engagées concerne l'ensemble des dépenses d'investissement et de fonctionnement. Dès qu'une décision est prise de procéder à une dépense, avec formalisation ou non par un bon de commande, un marché ou tout autre acte de la collectivité, le montant prévisionnel de la dépense est inscrit dans les engagements. La référence à l'engagement est constituée par le numéro du bon de commande ou par la numérotation ou la codification donnée par la collectivité.

La ville de Montpellier a mis en place une procédure déconcentrée des engagements tant au niveau de l'engagement juridique que de l'engagement comptable (cf. note de service datée du 19 mars 2008).

La chambre régionale des comptes rappelle à la ville qu'il est indispensable que les engagements pris puissent être connus avec précision et centralisés pour être compatibles avec les autorisations budgétaires votées par l'assemblée délibérante. En fin d'année, les engagements devenus sans objet doivent être annulés, ce qui permet alors de déterminer les dépenses qui restent réellement à réaliser et ainsi informer l'assemblée délibérante des engagements qui pèseront sur l'exécution budgétaire de l'année suivante.

Les procédures des « autorisations de programme / crédits de paiement » (AP/CP) et « autorisations d'engagement / crédits de paiement » (AE/CP) prévues à l'article L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales permettent de n'inscrire au budget que les seuls crédits qui concernent l'exercice budgétaire alors que les engagements juridiques portent sur plusieurs exercices. Toutefois l'ouverture d'une autorisation de programme ou d'engagement s'effectue par délibération du conseil municipal fixant le montant estimatif de la dépense. L'autorisation de programme ou d'engagement représente le montant maximum des crédits pouvant être engagés au titre des dépenses considérées.

La chambre régionale des comptes note que la ville de Montpellier a mis en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 cet outil budgétaire parfaitement adapté aux besoins des collectivités de sa taille amenées à gérer massivement des opérations dépassant le cadre de l'annualité budgétaire. L'absence d'un tel outil jusqu'à cette date explique en grande partie les distorsions passées entre les prévisions budgétaires et les réalisations, notamment au niveau des dépenses de la section d'investissement :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

	Budget primitif (BP)	Ensemble DM+BS	Total réalisations	Taux de réalisation calculé par rapport au :	
				BP	BP+DM+BS
2010	172,31	75,65	142,27	82,57%	57,38%
2011	160,62	99,37	140,15	87,26%	53,91%

*(en millions d'euros)*

Par ailleurs, la ville affecte le résultat antérieur vers le mois de juillet de l'année en cours. Il serait préférable, dans un souci de meilleure gestion, d'effectuer cette affectation le plus rapidement possible.

### **1.3.2. Application du principe de prudence : amortissements et provisions**

Selon le « principe de prudence » applicable aux collectivités territoriales, tout événement qui risque de diminuer la valeur de leur patrimoine doit être pris en compte. La constatation de la dépréciation de certaines immobilisations (amortissements) ou la constitution de provisions découle de ce principe.

#### **1.3.2.1. Les amortissements**

L'amortissement est rendu obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants en application des dispositions de l'article L. 2321-2 du code général des collectivités territoriales. Il est limité aux biens renouvelables, à l'exception des immeubles et de la voirie. Mais les collectivités peuvent procéder à un amortissement plus large.

L'amortissement des immobilisations pour dépréciation consiste en la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément de l'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause. La sincérité du bilan et du compte de résultat exige que cette dépréciation soit constatée. Au bilan, les amortissements sont présentés en déduction des valeurs d'origine de façon à faire apparaître la valeur nette comptable des immobilisations.

Si la ville soutient que l'amortissement des immobilisations fait l'objet d'un travail rigoureux malgré la non-intégration de l'inventaire au 31 décembre 2006 par le comptable public, il reste difficile de s'assurer que la liquidation des amortissements est correctement établie tant que la mise à jour de l'inventaire n'est pas totalement achevée au niveau comptable.

#### **1.3.2.2. Le provisionnement**

Les articles L. 2321-2 et R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales rendent obligatoire la constitution de provisions dans les cas suivants :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- dès l'ouverture d'une procédure collective à l'encontre d'un organisme bénéficiant de la part de la commune de garanties d'emprunts, de prêts et créances, d'avances de trésorerie ou de prises de participations en capital, à hauteur soit du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, de comblement de passif de l'organisme. Pour

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la commune en fonction du risque financier encouru ;

- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

En dehors de ces trois cas visés, une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré.

❖ Provisions pour litiges

L'examen des jugements perdus par la ville sur la période 2006-2011 laisse apparaître que la collectivité a été condamnée à verser une somme de plus de 1,09 M€ au titre des indemnisations et plus de 177 000 € pour des frais d'avocat. Or, aucune provision pour risques et charges n'a été constituée durant toute la période examinée.

La ville a obligation de constituer une provision en cas de risque avéré de contentieux ou à la suite d'une décision de justice défavorable ou en cas de recours contre une décision de justice l'impliquant, à charge pour elle d'en évaluer le montant qui pourrait en résulter, le risque de condamnation à réparation étant réel comme en témoigne la liste des contentieux perdus récemment par la ville ainsi que la liste des contentieux en cours.

La ville s'est engagée à inscrire à la prochaine décision modificative du mois d'octobre 2013 une provision sur la base de la liste des contentieux en cours après étude par ses services compétents.

❖ Provisions pour risques en matière de créances irrécouvrables

Les pertes sur créances irrécouvrables sont enregistrées au débit du compte 654 « Pertes sur créances irrécouvrables » à hauteur des admissions en non-valeur prononcées par l'assemblée délibérante pour apurement des comptes de prise en charge des titres de recettes.

La lecture des balances permet de constater que la ville de Montpellier a admis en non-valeur des créances irrécouvrables pour les montants suivants :

<i>En euros</i>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Pertes sur créances irrécouvrables (compte 654)	460 000,00	0,00	0,00	322 399,46	272 056,19	405 171,36	402 968,41

Plutôt que de constituer des provisions comme l'exige la réglementation, la ville dote le compte 654 du montant prévisionnel des titres à admettre en non-valeur à partir d'informations communiquées par le comptable public lors de l'adoption de son budget primitif. Elle fait valoir que cette méthode lui a permis jusqu'ici de ne jamais être mise en défaut en matière de régularisation de créances irrécouvrables et que, dès lors, il n'y a pas lieu d'en changer.

La chambre estime néanmoins que la méthode retenue par la ville pour se prémunir contre le risque de non recouvrement des recettes, outre le fait qu'elle n'est pas conforme aux dispositions précédemment rappelées du code général des collectivités territoriales, pêche par l'absence d'analyse propre des restes à recouvrer, la collectivité s'en remettant majoritairement à l'appréciation du comptable public. L'attention de la ville est attirée sur le fait que la constitution de



provisions à hauteur du risque d'irrecouvrabilité permet *in fine* d'atténuer la charge résultant de l'admission en non-valeur.

#### ❖ Provision pour garanties d'emprunt

Le compte 1517 « Provisions pour garantie d'emprunt » enregistre les provisions constituées pour des risques liés aux garanties d'emprunts accordées à des tiers publics ou privés. Cette provision doit être constituée dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce. Elle est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la commune ou de l'établissement, en fonction du risque financier encouru.

La lecture des balances des comptes de la ville de Montpellier ne fait ressortir aucun compte 1517. Or une provision de 1,9 M€ figure à tort dans les documents annexés aux comptes administratifs. La ville s'est engagée à supprimer la mention à cette provision qui n'a plus lieu d'être.

Un tableau annexé au compte administratif 2010 retrace les emprunts garantis par la collectivité conformément aux dispositions de l'article L. 2313-1 6° du code général des collectivités territoriales. Le capital restant dû par ces différentes entités garanties par la ville de Montpellier approche 405 M€ au 31 décembre 2010.

La ville indique assurer une veille des procédures collectives. Elle s'est engagée à constituer une provision dès lors qu'elle aura connaissance d'encourir un risque financier au titre d'une garantie d'emprunt.

De manière plus générale, la chambre régionale des comptes rappelle à la ville que la gestion des risques est devenue un principe cardinal de toute gestion performante. La collectivité doit provisionner de manière à présenter un bilan sincère bâti notamment sur le principe de prudence.

### **1.3.3. Les erreurs d'imputation comptable**

#### **1.3.3.1. Le crédit revolving**

Chaque année, à la fin du mois de décembre, la commune mobilise un contrat long terme renouvelable (CLTR) afin « *d'équilibrer les comptes* » selon ses propres termes. Cette opération consiste en un tirage de plusieurs millions d'euros (encaissement) en toute fin d'année suivi de son remboursement intégral en tout début d'année suivante comme le montre le tableau en annexe 1 au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M14, les CLTR doivent être comptabilisés au compte 16441 « Opérations afférentes à l'emprunt » pour la totalité de la somme souscrite lors de la consolidation et les tirages et les remboursements au compte 16449 « Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie »<sup>7</sup>.

Or, l'examen des opérations comptables laisse apparaître que si les opérations sont correctement imputées au compte 16441, elles sont identifiées dans le corps des mandats et des titres comme étant des mouvements au titre de la ligne de trésorerie.

<sup>7</sup> M14, Tome 1, titre 1, chapitre 2, paragraphe 1 « classe 1 - les comptes de capitaux ».

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

La ville s'est engagée à respecter les dispositions de l'instruction comptable M14 pour la passation des écritures relatives à l'utilisation des contrats long terme renouvelables et des tirages sur lignes de trésorerie et à émettre des titres et des mandats en adéquation avec la nature des opérations.

Les imputations aux comptes 16441 et 16449 ne sont pas sans conséquence sur l'appréciation de la situation financière d'une collectivité territoriale. En effet, les mouvements de lignes de trésorerie comptabilisés au compte 16449 ne sont pas pris en compte pour le calcul du montant du remboursement annuel de la dette en capital (montant pris en compte pour le calcul de la capacité d'autofinancement), alors que les tirages consolidés au compte 16641 et leur remboursement le sont. Les mouvements en crédit au compte 16449 ne sont pas non plus pris en compte dans le calcul des ressources d'investissement (et donc du financement disponible). Au cas présent, le CLTR comptabilisé au compte 16641 est compris dans le calcul des dettes financières et donc des ressources stables. Dès lors, l'appréciation de la situation financière de la ville ne s'en trouve pas faussée.

La chambre régionale des comptes relève que cette pratique de « l'emprunt d'équilibre » vise essentiellement à améliorer par effet d'optique le résultat d'investissement en toute fin d'année par la comptabilisation d'une recette, remboursée en tout début d'année suivante.

### **1.3.3.2. Les avances sur commandes d'immobilisations**

Les avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelles ou corporelles, notamment celles versées à un mandataire de la collectivité, sont portées respectivement aux comptes 237 « Avances et acomptes versés sur commande d'immobilisations incorporelles » et 238 « Avances et acomptes versés sur commande d'immobilisations corporelles », où elles demeurent jusqu'à justification de leur utilisation.

Le compte 238 de la commune présente les soldes débiteurs suivants en balance de sortie des exercices 2005 à 2011 :

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
12 997 818 €	15 497 818 €	20 032 855 €	16 997 818 €	19 997 818 €	20 290 520 €	20 290 520 €

La ville a reconnu que figurait au solde 2011 le versement de trois avances d'un montant global de 7 M€ au profit de la SERM datant de 2007 alors que leur remboursement avait été imputé à tort sur le compte 274 « Prêts ». Elle a procédé le 20 août 2013 à la régularisation de ces opérations conformément aux recommandations de la chambre.

Par ailleurs, des opérations relatives à des avances sur immobilisations comptabilisées avant 2005, d'un montant global de 13 M€, figurent sur ce compte et ne sont toujours pas régularisées. La chambre rappelle que les avances doivent être remboursées rapidement après la réalisation des immobilisations pour lesquelles elles ont été consenties.

### **1.3.3.3. Les subventions d'équipement versées**

Le compte 204 « Subventions d'équipement versées » enregistre les subventions d'équipement versées aux organismes publics (compte 2041 subdivisé par type de bénéficiaires),

les subventions d'équipement versées à des personnes de droit privé (compte 2042) et les subventions d'équipement en nature (compte 2044).

Or, les subventions versées à la SERM et à ACM pour des montants globaux respectifs de 27,5 M€ et 2,9 M€ sur la période 2006 et 2011 ont été imputées tantôt sur le compte 2042 « Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé » tantôt sur le compte 20418 « Subventions d'équipement versées aux autres organismes publics ».

La chambre rappelle que la SERM est une personne morale de droit privé et ACM est une personne morale de droit public et que la ville devra veiller à porter une attention plus rigoureuse au niveau des imputations comptables. La ville s'est engagée à régulariser les écritures comptables sur les comptes adéquats dans le cadre d'une décision modificative à intervenir au mois d'octobre 2013.

#### **1.3.3.4. Les subventions d'équipements transférables et les fonds affectés à l'équipement transférable**

Les comptes 131 « subventions d'équipements transférables » et 133 « fonds affectés à l'équipement transférable » servent à imputer respectivement les subventions servant à réaliser des immobilisations qui seront amorties et les fonds servant à réaliser des immobilisations amortissables. Ces subventions et fonds font eux-mêmes l'objet d'un amortissement.

La ville a reconnu avoir imputé à tort des subventions non amortissables pour des montants respectifs de 483 000 € et 2 367 000 € sur les comptes 131 et 133. Elle s'est engagée à régulariser ces erreurs d'imputation par réaffectation sur les comptes idoines avant la fin de l'exercice budgétaire 2013.

### **1.4. Conclusion**

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes avait recommandé à la ville d'entreprendre une remise en ordre du suivi de son patrimoine. Or en dépit des efforts accomplis notamment par le recours à un cabinet spécialisé, l'inventaire de l'ordonnateur et l'état de l'actif du comptable public sont encore aujourd'hui discordants.

De ce fait, les comptes de la ville de Montpellier ne donnent pas une image entièrement fidèle et précise de la situation patrimoniale de la collectivité. Dès lors cette situation est préjudiciable à la politique d'entretien et de renouvellement du patrimoine communal notamment en termes de liquidation des amortissements.

La présentation des comptes de la ville demeure par ailleurs perfectible : absence de constitution de provisions obligatoires, défaut de suivi des opérations provisoires, erreurs d'imputation comptable.

En revanche, la chambre régionale des comptes relève que l'endettement de la ville auprès des banques est suivi de manière rigoureuse, l'information sur la dette délivrée aux membres du conseil municipal est complète et de bonne qualité, celle dispensée aux élus lors des débats d'orientation budgétaire a été améliorée. Par ailleurs, une cartographie des risques a été élaborée et un plan d'action en matière de contrôle interne et financier mis en place et un contrôle partenarial avec le comptable public a été formalisé. La chambre régionale des comptes invite la ville à poursuivre cette démarche et à faire de la fiabilité des comptes un enjeu majeur de son action administrative interne.

## 2. LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE

Les comptes de la ville de Montpellier sont composés d'un budget principal, d'un budget annexe « eau » jusqu'en 2009 et d'un budget annexe « Maisons Pour Tous » jusqu'en 2010. Un budget annexe « exploitation du parking de l'hôtel de ville » a été créé en 2011. Les masses financières des budgets annexes étant marginales, l'appréciation de la situation financière de la collectivité est opérée à partir du seul budget principal.

Cette appréciation porte sur les exercices 2005 à 2012 et est établie à partir des chiffres figurant dans les comptes de gestion déposés par le comptable public auprès de la chambre.

Lorsque l'analyse fait référence aux « moyennes de la strate », il s'agit de la strate des communes de plus de 100 000 habitants à laquelle la ville de Montpellier est rattachée. Elle prend en compte les moyennes nationales 2012 publiées au mois d'août 2013 par la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et la Direction générale des collectivités locales (DGCL) sur le « portail de l'État au service des collectivités »<sup>8</sup>.

### 2.1. La formation de l'autofinancement

#### 2.1.1. Les charges de fonctionnement

L'évolution des charges de fonctionnement de la ville est retracée dans le tableau présenté en annexe 2 au présent rapport. Le tableau y distingue les charges de fonctionnement (ou charges budgétaires), les charges de fonctionnement courantes et les charges réelles de fonctionnement - lesquelles permettent respectivement de calculer le résultat de fonctionnement, l'excédent brut de fonctionnement et la capacité d'autofinancement- ainsi que les masses budgétaires les plus importantes : dépenses de personnels, subventions, autres charges courantes et charges financières.

Les charges réelles de fonctionnement de la ville ou charges réellement décaissées passent de 183,67 M€ en 2005 à 260,29 M€ en 2012, soit une progression de 41,72 % sur la période.

##### 2.1.1.1. Les charges de personnel

Alors même qu'aucune nouvelle compétence ne lui a été confiée et que la ville de Montpellier appartient à une communauté d'agglomération exerçant un large panel de compétences, les charges de personnel sont passées de 101,20 M€ en 2005 à 151,96 M€ en 2012, soit une augmentation de 50,16 % sur la période, comme le montre le tableau suivant :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Total charges de personnel en K€</b>	<b>101 196</b>	<b>108 073</b>	<b>117 012</b>	<b>122 508</b>	<b>126 001</b>	<b>132 522</b>	<b>145 548</b>	<b>151 958</b>
<b>% ge des charges de fonctionnement</b>	<b>49,77%</b>	<b>49,67%</b>	<b>51,37%</b>	<b>50,11%</b>	<b>52,34%</b>	<b>53,19%</b>	<b>55,33%</b>	<b>52,84%</b>
Moyenne de la strate	49,43%	50,49%	50,36%	50,75%	51,20%	51,76%	51,66%	51,03%
<b>En € par habitants</b>	<b>442 €</b>	<b>472 €</b>	<b>511 €</b>	<b>535 €</b>	<b>494 €</b>	<b>515 €</b>	<b>568 €</b>	<b>588 €</b>
Moyenne de la strate	590 €	608 €	632 €	637 €	614 €	639 €	650 €	661 €

<sup>8</sup> <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/>

L'année 2007 marque une première inflexion sensible de la masse salariale qui passe de 108,07 M€ en 2006 à 117,01 M€. La collectivité justifie cette évolution par des mesures statutaires s'étant imposées à elle (décrets de décembre 2006 sur la revalorisation des traitements de catégorie C et mise en place des décrets 2006 sur la NBI) et par des mesures liées à sa propre politique en matière de ressources humaines (réforme du régime indemnitaire de 2006 avec revalorisation des montants des régimes indemnitaires et modification de la valeur faciale du ticket restaurant). La collectivité fait également valoir le GVT (glissement vieillesse technicité) lié aux avancements d'échelon, de grade et de promotion interne.

L'année 2011 enregistre une seconde inflexion de la masse salariale qui passe de 132,52 M€ en 2010 à 145,55 M€. La collectivité explique cette évolution par plusieurs événements structurants tels la reprise des « Maisons Pour Tous » au 1<sup>er</sup> janvier 2011 qui a conduit à l'intégration de 246 agents, sur la base d'un CDI avec maintien de la rémunération en application des règles de transfert de personnel. Bien que quasiment neutre pour le budget de la commune, cette intégration se traduit par un changement d'imputation comptable, les salaires et les différentes charges sociales des agents étant dorénavant imputées sur le chapitre « Charges de personnel » et non plus le chapitre « Subventions ». De plus, la collectivité a procédé à la « déprécarisation » des 115 adjoints d'animation travaillant au service éducation et assurant des missions sur le temps scolaire. De même, 48 agents sous CAE (contrat d'accès à l'emploi) au 1<sup>er</sup> août 2011 ont été mis en stage. Enfin, la ville fait valoir l'effet report de la réforme de la catégorie B de la filière technique (« reclassement des contrôleurs et des techniciens dans le cadre d'emploi des techniciens avec une revalorisation du régime indemnitaire du nouveau cadre d'emploi ») et le GVT.

En pourcentage des charges de fonctionnement, le niveau des dépenses de personnel de la ville s'avère chaque année supérieur à la moyenne de la strate (52,84 % pour 51,03 % en moyenne en 2012). Rapporté au nombre d'habitants (588 euros par habitant pour 661 euros en moyenne en 2012), il reste en deçà de la moyenne de la strate mais constitue un poids financier important pour la ville.

#### **2.1.1.2. Les autres charges courantes**

Les « autres charges courantes » recouvrent principalement les achats de fournitures, d'énergie, de carburants, les prestations de service, les locations, les dépenses d'entretien et de réparation, les assurances, les dépenses de publicité, les publications, les fêtes et cérémonies, les frais de déplacement et de missions ou de réceptions, les frais postaux et de téléphone. Leur évolution est retracée dans le tableau figurant en annexe 3 au présent rapport.

Ces charges sont passées de 55,30 M€ en 2005 à 77,68 M€ en 2012, soit une augmentation de 40,47 % sur la période.

Le poste « publicité, publications, relations publiques » a connu une très forte progression sur la période passant de 2,48 M€ en 2005 à 8,14 M€ en 2012. La ville justifie cette évolution principalement par la création de nouvelles manifestations (ZAT, Estivales, Hivernales, Festival villes jumelles) d'un coût global de 1,53 M€, le rapatriement sur ce poste de dépenses précédemment imputées sur un compte général (accueil de loisirs sans hébergement, illuminations de Noël, organisations de manifestations culturelles, dépenses de communications) d'un coût global de 2,07 M€ et, accessoirement, par l'intégration de la régie des Maisons pour tous et du théâtre Jean Vilar (0,59 M€) ou encore l'évolution du périmètre des marchés de journaux (0,32 M€).

### **2.1.1.3. Les subventions de fonctionnement versées**

L'évolution des montants des subventions de fonctionnement versées est retracée dans le tableau suivant :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Subventions de fonctionnement versées (en K€)	25 965	25 551	27 383	28 922	29 140	29 239	23 669	24 060
%ge des charges de fonctionnement	12,77%	11,74%	12,02%	11,83%	12,10%	11,74%	9,00%	8,37%
moyenne de la strate	13,78%	12,27%	12,12%	12,46%	12,90%	12,64%	12,87%	12,81%
en € par habitants	113 €	112 €	120 €	126 €	114 €	114 €	92 €	93 €
moyenne de la strate	165 €	148 €	152 €	156 €	155 €	156 €	162 €	128 €

Suite à l'intégration en 2010 des « Maisons Pour Tous » au budget principal, qui bénéficiaient d'une allocation annuelle d'environ 6 M€, le montant des subventions de fonctionnement versées est passé de 25,96 M€ en 2005 à 23,67 M€ en 2011.

Le niveau des subventions versées apparaît inférieur par rapport aux autres communes de la strate tant en pourcentage des charges de fonctionnement qu'en euros par habitant.

Avec 12 M€ en 2011 et 12,53 M€ en 2012, le centre communal d'action sociale (CCAS) absorbe un peu plus de la moitié du montant total des subventions versées. Les associations et personnes de droit privé se partagent 10,99 M€ en 2011 et 10,93 M€ en 2012. La liste des principales associations et personnes de droit privé bénéficiaires de subventions en 2010 et 2011 figure en annexe 4 au présent rapport.

### **2.1.1.4. Les charges financières**

Les charges financières sont passées de 0,33 M€ en 2005 à 5,41 M€ en 2012.

L'endettement de la ville est analysé au paragraphe 2.3 du présent rapport.

### **2.1.2. Les produits de fonctionnement**

L'évolution des produits de fonctionnement de la ville est retracée dans le tableau présenté en annexe 5 au présent rapport. Le tableau y distingue les produits de fonctionnement (ou produits budgétaires), les produits de fonctionnement courants et les produits réels de fonctionnement – lesquels permettent respectivement de calculer le résultat de fonctionnement, l'excédent brut de fonctionnement et la capacité d'autofinancement – ainsi que les masses budgétaires les plus importantes : ressources fiscales, dotations et autres produits courants.

Les produits réels de fonctionnement de la ville ou produits réellement encaissés passent de 239,19 M€ en 2005 à 308,23 M€ en 2012, soit une progression de 28,87 % sur la période.

### **2.1.2.1. L'évolution des produits fiscaux**

Les ressources fiscales (impôts locaux et autres impôts ou taxes) constituent les principales recettes de fonctionnement de la ville. L'évolution des différentes composantes est retracée dans le tableau figurant en annexe 6 au présent rapport.

Les ressources fiscales de la ville sont passées de 138,33 M€ en 2005 à 197,22 M€ en 2012, soit une progression de 42,57 %. Alors qu'elles représentaient 55,46 % des produits de fonctionnement en 2005, elles en représentent désormais 61,51 % en 2012. Si l'on ne tient compte que des ressources nettes (différence entre l'ensemble des ressources fiscales et les versements), ces dernières sont passées de 130,17 M€ en 2005 à 191,08 M€ en 2012, soit une progression de 47,80 %. La ville fait valoir que ces augmentations sont sous-tendues par l'accroissement sensible de la population montpelliéraine sur la période et par la construction importante de logements neufs en réponse à cette évolution démographique.

Alors qu'en 2005, avec un montant de 124,53 M€, le produit des contributions directes locales (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et taxe sur le foncier non bâti) représentait 49,93 % des produits de fonctionnement, en 2012, avec 174,30 M€, il en représentait 54,36 %, ce qui est largement au-dessus de la moyenne de la strate qui est de 40,07 %. Cela représentait 675 € par habitant contre 569 € par habitant pour la moyenne de la strate. La ville avance trois facteurs ayant concouru spécifiquement à l'augmentation – en valeur absolue et en valeur relative – des contributions directes locales :

- des opérations en partenariat avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP) visant à optimiser les bases,
- l'abandon en 2009 du taux dérogatoire (19 %) de l'abattement général à la base de la taxe d'habitation, ramené à 15 %,
- l'augmentation des taux d'imposition intervenue 2009.

Parallèlement, les « autres impôts et taxes » (droits de mutation, taxe de séjour, taxe sur l'électricité, taxe locale sur la publicité extérieure, etc.) qui, avec 13,80 M€ en 2005 représentaient 5,5 % des produits de fonctionnement, atteignaient 22,93 M€ en 2012 et en représentaient 7,15 %, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de la strate (7,37 %). Leur augmentation sur la période (+ 60,81 %) est due :

- essentiellement au changement d'imputation comptable des « droits de stationnement » comptabilisés jusqu'en 2008 à la rubrique « redevances versées par les fermiers et concessionnaires », c'est-à-dire sur un chapitre budgétaire « autres produits courants » leur produit représentant entre 3,36 M€ (exercice 2009) et 4,31 M€ (exercice 2012),
- et accessoirement à la hausse du produit des droits de mutation sur la période (de 8,78 M€ à 10,60 M€) en dépit d'une évolution irrégulière.

### **2.1.2.2. Les dotations**

Les recettes issues des dotations et participations sont passées de 75,34 M€ en 2005 à 88,13 M€ en 2012, soit une augmentation de 16,99 % entre 2005 et 2012. L'évolution des différentes dotations perçues par la ville est retracée dans le tableau figurant en annexe 7 au présent rapport.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Avec 48,89 M€ en 2005 et 65,96 M€ en 2012, la dotation globale de fonctionnement constitue la principale dotation de la commune. Alors qu'elle représentait 64,90 % de l'ensemble des dotations en 2005, elle en représente aujourd'hui 74,85 %.

En 2005, la DGF représentait 213 € par habitant contre 262 € par habitant pour la moyenne de la strate et 19,6 % des produits de fonctionnement contre 19,8 % pour la moyenne de la strate. En 2012, la DGF équivalait à 255 € par habitant contre 272 € par habitant pour la moyenne de la strate et représentait 20,57 % du total des produits de fonctionnement contre 19,20 % pour la moyenne de la strate.

### 2.1.3. L'excédent brut de fonctionnement

L'excédent brut de fonctionnement (EBF) est calculé par soustraction des charges de fonctionnement courantes aux produits de fonctionnement courants. Il permet de mesurer la performance intrinsèque ou « économique brute » de la collectivité.

L'évolution de l'EBF de la ville de Montpellier sur la période 2005-2012 est retracée dans le tableau suivant :

en K€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Produits courants	233 359	238 954	251 883	259 284	277 512	285 476	295 434	306 776
Charges courantes	182 626	196 265	208 505	219 557	222 293	230 113	243 956	253 952
<b>EBF</b>	<b>50 733</b>	<b>42 689</b>	<b>43 378</b>	<b>39 727</b>	<b>55 219</b>	<b>55 363</b>	<b>51 478</b>	<b>52 824</b>
EBF par habitants	221	186	189	173	217	215	201	204
Moyenne de la strate	206	226	219	205	195	216	230	221

Sur la période observée, les produits courants ayant augmenté légèrement plus que les charges courantes (73,42 M€ contre 70,33 M€), l'EBF a progressé de 3,09 M€. Ce constat cache toutefois de fortes fluctuations sur la période qui comprend plusieurs phases. Après avoir reculé de 11,01 millions entre 2005 et 2008 pour atteindre 39,73 M€, soit son niveau le plus bas de toute la période, l'EBF enregistre une forte hausse de 15,49 millions en 2009 sous l'effet d'une forte augmentation des ressources fiscales. Ce niveau sera très légèrement dépassé en 2010, se tassera en 2011 pour augmenter à nouveau en 2012.

En 2011, l'EBF de la ville de Montpellier est de 51,48 M€. Rapporté à sa population il s'avère régulièrement inférieur à la moyenne de la strate : seuls les exercices 2005 et 2009 ont vu l'EBF par habitant de la commune supérieur à celui de la strate. En 2010, l'EBF par habitant était quasiment le même que celui de la strate (à 1 euro près). L'écart s'est de nouveau creusé en 2011 avant de se resserrer en 2012. Cette situation un peu erratique souligne, en tout état de cause, la nécessité d'une meilleure maîtrise du niveau des charges courantes.

### 2.1.4. La capacité d'autofinancement ou épargne brute

La capacité d'autofinancement brute (CAF) ou épargne brute est calculée par soustraction des charges réelles de fonctionnement aux produits réels de fonctionnement. Elle traduit la capacité d'une collectivité à financer ses investissements sans recourir à l'emprunt.

L'évolution de la CAF brute de la ville de Montpellier est retracée dans le tableau suivant :



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

en K€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Produits de fonctionnement réels	239 189	242 189	252 673	264 574	282 162	294 465	297 766	308 233
Charges de fonctionnement réelles	183 671	199 220	211 700	223 684	227 225	234 111	249 602	260 293
<b>CAF brute</b>	<b>55 518</b>	<b>42 969</b>	<b>40 973</b>	<b>40 890</b>	<b>54 937</b>	<b>60 354</b>	<b>48 164</b>	<b>47 940</b>
CAF par habitants	242 €	188 €	179 €	179 €	215 €	235 €	188 €	186 €
Moyenne de la strate	178 €	183 €	174 €	156 €	157 €	179 €	190 €	184 €
CAF en pourcentage des produits de fonctionnement totaux	22,26%	17,12%	15,70%	14,95%	19,25%	20,24%	16,07%	14,95%
Moyenne de la strate	13,48%	13,69%	12,66%	11,49%	12,04%	13,24%	13,73%	13,00%

Sur la période observée, les charges de fonctionnement réelles progressant plus nettement que les produits de fonctionnement réels (76,62M € contre 69,04 M€), cet effet de ciseaux entraîne une diminution de 7,58 M€ du niveau de la capacité d'autofinancement qui passe de 55,52 M€ à 47,94 M€.

Le tableau ci-dessus fait apparaître une diminution constante de la capacité d'autofinancement jusqu'en 2008 où elle atteint son seuil le plus bas avant d'augmenter en 2009 sous l'effet notamment de la hausse des taux des contributions directes. Elle atteindra son niveau le plus élevé en 2010 avant de diminuer sensiblement en 2011 sous l'effet de la hausse de la masse salariale.

Alors que le niveau de la CAF brute rapporté à la population était sensiblement supérieur à celui des villes de la même strate sur la période 2005-2010, ce ratio se situe légèrement en retrait en 2011 (188 € contre 190 €) et très légèrement au-dessus en 2012 (186 € contre 184 €). Cette tendance est confirmée par l'évolution du « taux d'épargne calculé » – rapport entre la CAF et le montant global des produits de fonctionnement – qui converge en 2012 vers la moyenne nationale (14,95 % contre 13,00 %) alors qu'il était jusqu'alors nettement supérieur.

### 2.1.5. L'épargne nette

Calculée par soustraction de l'annuité en capital des emprunts à la capacité d'autofinancement (cf. paragraphe précédent du présent rapport), l'épargne nette disponible, appelée également « CAF nette » représente la part d'autofinancement dont dispose la ville pour financer de nouveaux investissements. Son évolution est retracée dans le tableau suivant :

en K€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
CAF Brute	55 518	42 969	40 973	40 890	54 937	60 354	48 164	47 940
Remboursement en capital des emprunts	31 222	30 643	31 014	19 750	8 998	17 700	12 780	17 072
<b>CAF nette</b>	<b>24 296</b>	<b>12 327</b>	<b>9 959</b>	<b>21 140</b>	<b>45 938</b>	<b>42 654</b>	<b>35 384</b>	<b>30 868</b>
CAF nette par habitants	106 €	54 €	43 €	92 €	180 €	166 €	138 €	119 €
moyenne de la strate	13 €	61 €	54 €	45 €	56 €	64 €	77 €	69 €

Le montant du capital remboursé a fortement diminué sur la période en raison d'un moindre recours à des opérations de tirage sur ligne de trésorerie liées à l'utilisation d'un contrat long terme renouvelable (CLTR) en fin d'exercice pour équilibrer les comptes (cf. paragraphe 1.3.5.1 « le crédit revolving » du présent rapport). Entre 2005 et 2007, la ville empruntait en fin d'exercice et remboursait en début d'exercice suivant jusqu'à 30 M€ par le biais de lignes de

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

trésorerie. Elle a ensuite mobilisé moins de 17 M€ en 2008, 2 M€ en 2009, 12,5 M€ en 2010 et 6 M€ en 2011 par ce biais.

Fin 2012, la CAF nette du remboursement en capital des emprunts de la ville s'élevait à 30,87 M€. Elle représentait 119 € par habitant contre 69 € en moyenne pour les autres villes de la strate.

Le tassement de l'épargne brute et l'augmentation à venir des annuités en capital, corollaire de l'augmentation de l'encours ces dernières années, entraîneront inéluctablement une baisse de l'épargne nette dans les années à venir.

## 2.2. Les emplois d'investissement

L'évolution des dépenses d'investissement<sup>9</sup> de la ville de Montpellier est retracée dans le tableau présenté en annexe 8 au présent rapport.

### 2.2.1. Une politique d'investissement orientée vers les dépenses d'équipement

Sur la période 2005-2012, la ville de Montpellier a consacré 882 M€ aux dépenses d'équipement<sup>10</sup> soit une moyenne annuelle de 110,2 M€.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
<b>Dépenses d'équipement en K€</b>	<b>94 416</b>	<b>100 282</b>	<b>108 939</b>	<b>100 587</b>	<b>126 348</b>	<b>111 047</b>	<b>113 655</b>	<b>126 713</b>	<b>110 248</b>
En euros par habitants	262	438	476	439	496	432	443	490	<b>435</b>
Moyenne de la strate	167	344	346	314	336	284	304	340	<b>304</b>
Dépenses d'équipement / dépenses d'investissement	41,37%	72,90%	72,16%	77,85%	92,51%	78,06%	81,10%	77,66%	<b>74,20%</b>
Moyenne de la strate	23,37%	57,70%	56,27%	55,18%	59,12%	54,50%	57,87%	58,26%	<b>52,78%</b>

Le niveau des dépenses d'équipement représente en moyenne 74,20 % des dépenses d'investissement sur la période 2005-2012 contre 52,78 % pour les villes de la même strate. Sur cette même période, la ville a consacré une moyenne annuelle de 435 € par habitant contre 304 € par habitant pour les villes de la même strate. Ces deux ratios montrent que l'effort d'équipement de la ville de Montpellier est particulièrement soutenu.

### 2.2.2. La répartition des dépenses d'équipement par secteur d'activité

L'évolution de la répartition des dépenses d'investissement par principaux domaines d'intervention, hors remboursement du capital de la dette, est retracée dans le tableau présenté en annexe 9 au présent rapport.

La lecture du tableau montre un glissement dans la répartition des dépenses par fonction : en 2005, les dépenses ayant pour destination les « services généraux » représentaient 6,16 % du total des dépenses d'investissement alors que « l'aménagement et les services urbains » en représentaient 47,45 %. En 2011, la répartition est de 32 % pour les services généraux, 36 % pour l'aménagement urbain. En 2012, les dépenses des « services généraux »

<sup>9</sup> Les dépenses d'investissement réelles (ou emplois stables) sont la somme des débits des comptes 20 (sauf 2044), 21, 23, 26 (sauf 269), 27 (sauf 279), 16 (sauf 16449, 166, 1688, 169 et donc 16441 compris), 454, 455, 458, 481 à laquelle est soustraite la somme des crédits des comptes 236, 237 et 238.

<sup>10</sup> Les dépenses d'équipement comprennent les dépenses d'équipement à proprement parler et les subventions d'équipement versées.

représentent 24 % des dépenses d'investissement, « l'aménagement urbain » 34 % et les « opérations financières » 22 %. On observe cette année-là une réorientation des dépenses d'équipement vers les fonctions « enseignement et formation » et « sport et jeunesse ».

La fonction « services généraux » regroupe les dépenses d'équipement relatives à des investissements à vocation centrale pour la collectivité. Les crédits relatifs à la construction du nouvel hôtel de ville et à l'aménagement de ses abords ont été comptabilisés sous cette fonction, ce qui explique la très forte évolution de ce poste et son niveau élevé.

## **2.3. L'endettement**

### **2.3.1. L'évolution de l'encours**

Comme le montre le tableau suivant, l'encours de la dette de la ville a constamment augmenté entre 2005 et 2012, passant de 60,82 M€ à 229,16 M€ :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Encours de la dette en K€</b>	<b>60 822</b>	<b>69 726</b>	<b>89 507</b>	<b>112 308</b>	<b>136 372</b>	<b>162 139</b>	<b>184 172</b>	<b>229 162</b>
En euros par habitants	266	304	391	490	535	631	718	887
moyenne de la strate	1078	1083	1078	1091	1085	1090	1080	1084

Conformément aux règles édictées par l'instruction comptable M14 (rappelées au paragraphe 1.3.3.1 du présent rapport), cet encours prend en compte les tirages consolidés effectués au titre du contrat long terme renouvelable (CLTR) que détient la ville ainsi que leur remboursement.

Or la ville soutient qu'un emprunt mobilisé en fin d'année et remboursé en début d'année suivante, c'est-à-dire quelques jours après la mobilisation des fonds (cf. annexe 1 du présent rapport) ne constitue pas une véritable charge pour la collectivité et ses habitants. Selon son analyse, l'encours de dette devrait être minoré d'autant, ce qui en ramènerait le montant à 176,17 M€ au 31 décembre 2011.

L'encours de la dette rapporté à la population est inférieur à la moyenne de la strate durant toute la période étudiée. Mais alors qu'il était inférieur de 75 % en 2005 (266 € contre 1078), il ne l'est plus que de 18 % en 2012 (887 € contre 1084). L'encours de la dette pèse de plus en plus pour les finances de la ville, même s'il demeure à un niveau relatif moins élevé que dans les villes de la strate.

### **2.3.2. Une annuité de la dette relativement modérée**

L'évolution de l'annuité de la dette de la ville de Montpellier est retracée dans le tableau suivant :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Charges d'intérêts (compte 6611) :	57 874	1 202 736	1 720 896	3 369 373	3 561 944	3 443 715	4 480 811	5 217 893
Remboursement en capital :	31 222 220	30 642 646	31 013 796	19 750 075	8 998 663	17 700 221	12 780 378	17 071 907
<b>Annuité de la dette en k€</b>	<b>31 280</b>	<b>31 845</b>	<b>32 735</b>	<b>23 119</b>	<b>12 561</b>	<b>21 144</b>	<b>17 261</b>	<b>22 290</b>
En euros par habitant	137	139	143	101	49	82	67	86
Moyenne de la strate (cf. DGFIP)	202	159	160	153	137	147	145	148

L'annuité de la dette de la ville de Montpellier (ensemble capital et intérêts) est passée de 31,28 M€ en 2005 à 22,29 M€ en 2012. La ville explique cette baisse par un recours moindre au CLTR.

En 2012, cette annuité représentait 6,95 % des produits de fonctionnement contre 10,45 % pour la moyenne de la strate et 86 € par habitant contre 148 € par habitant au niveau de la strate, ce qui indique un poids relatif plus faible qu'ailleurs.

### 2.3.3. Une capacité de désendettement peu élevée mais en augmentation

La capacité de désendettement rapporte la CAF brute au stock des dettes de la collectivité. Elle permet de mesurer en combien d'années la collectivité pourrait rembourser l'intégralité de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut. Son évolution est retracée dans le tableau suivant :

en K €	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dette au 31/12/N	60 822	69 726	89 507	112 308	136 372	162 139	184 172	229 162
CAF brute	55 518	42 969	40 973	40 890	54 937	60 354	48 164	47 940
Capacité de désendettement	1,10	1,62	2,18	2,75	2,48	2,69	3,82	4,78

La capacité de désendettement de la ville de Montpellier ne cesse de se dégrader. Alors qu'en 2005 une année de CAF aurait suffi à solder sa dette, en 2011 il en faudrait presque 4 et en 2012 presque 5. Au regard des normes couramment admises, le ratio se situe dans ce qui est nommé la « zone verte », la zone dangereuse devant être mise sous surveillance commençant autour de 11 ou 12 années.

La ville a la totale capacité à faire face au remboursement en capital de sa dette et sa situation financière apparaît comme plutôt favorable.

### 2.3.4. Un endettement sans risques avérés

Au 31 décembre 2011, les emprunts de la ville de Montpellier se décomposaient comme suit : 20 emprunts auprès d'établissements de crédit, 1 contrat long terme renouvelable, 5 emprunts auprès de la caisse d'allocations familiales et l'emprunt pour le remboursement du parking Antigone. Sur les 20 emprunts retracés au compte 1641 (établissements de crédits), 11 sont à taux fixe, 3 emprunts sont à taux indexé sur la durée du contrat et 6 sont des emprunts à options. Ces 9 derniers emprunts sont considérés comme des emprunts à taux variable.

La chambre observe que l'encours de la dette de la ville de Montpellier au 31 décembre 2011 est sain : l'examen de l'ensemble des contrats de prêts souscrits à cette date n'a révélé la présence d'aucun emprunt « toxique ». La ville s'est évertuée, sur toute la période étudiée, à assainir son endettement pour arriver à n'avoir aucun produit structuré et un maximum de taux fixes.

## 2.4. Les marges de manœuvre

### 2.4.1. L'autofinancement

La progression plus importante des charges que des produits sur la période 2005 à 2012 a réduit l'autofinancement de la ville quelle que soit la méthode de calcul retenue (excédent brut de fonctionnement, épargne brute ou épargne nette). Pour recouvrer des marges d'autofinancement, la ville de Montpellier devra réduire ses dépenses ou bien augmenter ses recettes.

### 2.4.2. La fiscalité

La ville dispose du pouvoir de voter les taux des contributions locales – ce qui lui permet d'augmenter ses ressources – et de décider des abattements.

L'évolution des taux des impôts votés par la ville est retracée dans le tableau suivant :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>21,34%</b>	<b>21,34%</b>	<b>21,34%</b>	<b>21,34%</b>	<b>22,49%</b>	<b>22,49%</b>	<b>22,49%</b>	<b>22,49%</b>
taux moyen national			20,74%	20,79%	21,54%	21,72%	20,99%	nc
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>	<b>29,58%</b>	<b>29,58%</b>	<b>29,58%</b>	<b>29,58%</b>	<b>31,18%</b>	<b>31,18%</b>	<b>31,18%</b>	<b>31,18%</b>
taux moyen national			22,64%	22,70%	23,58%	23,85%	23,05%	
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>	<b>106,94%</b>	<b>106,94%</b>	<b>106,94%</b>	<b>106,94%</b>	<b>112,71%</b>	<b>112,71%</b>	<b>112,71%</b>	<b>112,71%</b>
taux moyen national			36,11%	35,49%	37,18%	36,60%	35,08%	

Les taux de la taxe d'habitation et de la taxe sur le foncier bâti votés par la ville de Montpellier n'ont pas augmenté depuis 2009. Ils sont tous deux cependant supérieurs aux taux moyens des villes de la même strate.

S'agissant de la taxe d'habitation, la ville fait valoir que son positionnement relatif serait meilleur si l'on retenait les grandes villes de plus de 200 000 habitants hors Paris comme le fait la DGCL ou bien le « taux reconstitué » ou « taux réel appliqué ». La chambre régionale des comptes ne peut accueillir ces indicateurs, le premier n'étant pas disponible pour le grand public et le second ne faisant pas partie des références couramment admises.

En dépit du gel des taux depuis 2009, les produits issus des impôts locaux ont continué à augmenter sous l'effet de l'augmentation des bases imposables (respectivement 20 % et 27 % pour le foncier bâti et la taxe d'habitation sur la période 2005-2012). L'évolution des bases imposables étant elle-même due non seulement à l'accroissement des biens imposables (constructions nouvelles) mais également à leur revalorisation forfaitaire et mécanique.

Le relèvement des taux en 2009 avait rapporté environ 10 M€ de recettes annuelles supplémentaires, hors effet base.

### **2.4.3. L'endettement**

En dépit du triplement de son encours sur la période examinée, la ville de Montpellier reste une ville peu endettée fin 2012 : encours de 887 € par habitant contre 1 084 € ailleurs, annuité de la dette par habitant de 86 € contre 148 € ailleurs, capacité de désendettement inférieure à 5 années, sans risques avérés.

### **2.4.4. L'investissement**

La ville a consacré 882 M€ aux dépenses d'équipement sur la période 2005-2012 (dépenses d'équipement à proprement parler et les subventions d'équipement versées), ce qui représente une moyenne annuelle de 435 € par habitant largement supérieure à la moyenne de la strate (304 € par habitant).

L'achèvement de l'opération « nouvel hôtel de ville », qui aurait coûté environ 135 M€ sur la période selon les informations communiquées par la ville, devrait augmenter les marges de manœuvre de la ville d'environ 15 M€ par an.

## **2.5. Conclusion de l'analyse financière**

La situation financière de la ville apparaît aujourd'hui globalement maîtrisée et ne suscite pas d'observations majeures, la plupart des indicateurs (exprimés en euros par habitant) étant plutôt satisfaisants.

Ainsi, le niveau d'endettement reste relativement bas en dépit de son triplement. Aucun emprunt dit toxique n'a par ailleurs été souscrit par la ville.

Le niveau des dépenses d'équipement est élevé. Avec l'achèvement de l'opération « nouvel hôtel de ville » qui aura coûté environ 135 M€ sur la période, la ville pourrait réduire son effort financier de manière sensible tout en maintenant un niveau d'investissement élevé.

Les marges en matière d'autofinancement générées par la hausse des taux des contributions directes en 2009 ont été progressivement absorbées par une croissance continue des dépenses de personnel. Si la ville souhaite maintenir son effort d'équipement au niveau antérieur, elle n'aura d'autre solution pour dégager de l'autofinancement que d'augmenter les taux des contributions directes locales, sauf à trouver des gisements d'économies dans son fonctionnement courant.

### 3. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

#### 3.1. L'analyse quantitative

##### 3.1.1. Les effectifs de la commune

La commune établit et présente au conseil municipal, chaque année impaire, un rapport sur l'état de la collectivité arrêté au 31 décembre. Les données quantitatives distinguent notamment les agents selon qu'ils sont fonctionnaires titulaires ou agents non-titulaires, qu'ils occupent ou non un emploi permanent<sup>11</sup>, qu'ils soient rémunérés par la ville (donc en activité), mis à disposition, en détachement au sein de la collectivité ou fonctionnaires pris en charge par le CNFPT ou pris en charge par le centre de gestion.

La ville effectue aussi un recensement par filière, cadre d'emplois et grade, emploi fonctionnel, temps complet ou non (différent du temps partiel) et sexe.

La répartition des agents par filières est présentée dans le tableau suivant (valeurs au 31/12/2007, au 31/12/2009 et au 31/12/2011) :

Filières	2007			2009			2011			Evolution 2007-2009	Evolution 2007-2011
	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2011		
Administrative	614	84	698	633	59	692	663	108	771	-1%	10%
Technique	1514	208	1722	1552	332	1884	1875	148	2023	9%	17%
Culturelle	9	0	9	9	1	10	11	1	12	11%	33%
Sportive	23	0	23	21	0	21	23	0	23	-9%	0%
Sociale	329	80	409	319	85	404	342	32	374	-1%	-9%
Médico-sociale	260	42	302	288	37	325	290	46	336	8%	11%
Médico-technique	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0%	-100%
Police Municipale	120	0	120	130	0	130	127	0	127	8%	6%
Incendie et secours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NS	NS
Animation	79	0	79	76	2	78	288	118	406	-1%	414%
<b>Total</b>	<b>2948</b>	<b>415</b>	<b>3363</b>	<b>3028</b>	<b>517</b>	<b>3545</b>	<b>3619</b>	<b>453</b>	<b>4072</b>	<b>5%</b>	<b>21%</b>

Alors que l'intercommunalité s'est développée et que les communes n'ont pas connu d'élargissement de leur champ de compétence, il ressort des bilans sociaux 2007, 2009 et 2011 que le nombre d'agents, titulaires et non titulaires affectés sur des postes permanents, a augmenté de 17 % sur la période, passant de 3 363 à 4 072.

L'attractivité de Montpellier étant forte, l'augmentation démographique a entraîné une hausse mécanique du volume des services publics à rendre à la population, avec notamment l'ouverture de nouvelles classes (+ 1 000 enfants de 2008 à 2011) et des capacités accrues pour l'accueil de la petite enfance.

<sup>11</sup> Ne doivent pas être comptabilisés sur un emploi permanent les fonctionnaires détachés sur un emploi de cabinet.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Mais la hausse constatée est principalement liée à un plan de déprécarisation des agents d'entretien et de restauration scolaire (filère technique), des animateurs, et l'intégration des personnels des « maisons pour tous » se traduisant par la titularisation de plusieurs centaines de personnels occupant des emplois précaires ainsi que de vacataires à temps partiel. Cette décision a été actée par le conseil municipal le 27 juillet 2009.

L'affectation de personnel communal dans ces structures a donc entraîné une évolution des effectifs, principalement dans la filière technique avec une hausse de 301 agents, soit + 15 % sur la période.

Les effectifs de personnels non titulaires ont diminué de près de 14 % entre 2009 et 2011, le nombre d'agents titulaires ayant pour sa part augmenté de 16 %, soit 590 fonctionnaires de plus.

	2007			2009			2011		
	Nombre d'habitants	Effectif	Effectif pour 1 000 habitants	Nombre d'habitants	Effectif	Effectif pour 1 000 habitants	Nombre d'habitants	Effectif	Effectif pour 1 000 habitants
Communes de la strate de référence	De 100 000 à 299 999	2 905	19,1	De 100 000 à 299 999	2 523	17,6	De 100 000 à 299 999	NC	NC
Montpellier	229 055	3 363	14,7	254 974	3 545	13,9	258 366	4 072	15,8

Sources : Direction Générale des Collectivités Locales et Bilans sociaux de la ville de Montpellier.

Le nombre d'agents de la ville de Montpellier est supérieur à l'effectif moyen des communes de la strate démographique des villes de plus de 100 000 habitants. Rapporté au nombre d'habitants, la collectivité se situe cependant en deçà de la moyenne de la strate.

Comme pour les autres communes de la strate, la proportion du nombre d'agents pour 1 000 habitants de la ville a diminué entre 2007 et 2009, passant de 14,7 à 13,9. Cette tendance s'est par contre inversée en 2011 puisque le ratio passe à 16 agents pour 1000 habitants, la hausse des effectifs étant supérieure à l'accroissement de la population.

### 3.1.2. Le temps de travail

#### 3.1.2.1. Le cadre réglementaire national du temps de travail

La durée du travail dans la fonction publique s'insère dans une série de dispositifs légaux et réglementaires. Le décret n° 2006-744 du 27 juin 2006 fixant un volume de 1607 heures annuel est applicable à la fonction publique territoriale (Conseil d'Etat, 13 décembre 2010, Commune de Saint-Gély-du-Fesc, n° 331658). La haute juridiction a, à plusieurs reprises, rappelé que cette durée constitue un plancher.

Les droits à congés annuels ont été arrêtés par le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 à une durée égale à cinq fois les obligations hebdomadaires de service.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Tout agent doit donc accomplir 1607 heures annuelles de travail et bénéficie, comme auparavant, de 25 jours de congés annuels, éventuellement augmentés de un ou deux jours au titre du fractionnement des congés pris hors période (c'est-à-dire en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre).

### **3.1.2.2. L'aménagement et la réduction du temps de travail**

La délibération en date du 26 juin 2000 relative à l'accord sur la réduction du temps de travail détermine la durée de temps de travail des agents de la ville de Montpellier.

Avec une application à compter du 1<sup>er</sup> août 2000, cette délibération a pérennisé en tant qu'avantage acquis un temps de travail annuel inférieur à la durée légale fixée à 1607 heures. La ville accorde une 6<sup>ème</sup> semaine de congés pour les agents, au-delà des cinq semaines prévues par le statut de la fonction publique. Le protocole d'accord du 28 juin 2000 produit par la ville reprend ainsi en son article 3.1 cette disposition, sans que celui-ci, ou la délibération, ne vise l'ordonnance de 1982 autorisant la signature de « contrats de solidarité » entre l'Etat et les collectivités qui permettaient à ces dernières de baisser la durée du temps de travail afin de créer des emplois, fondement d'une possible dérogation à la durée plancher de 1607 heures sur avis conforme du comité technique paritaire (CTP).

Au regard de l'organisation de leur temps de travail, les agents de la ville de Montpellier peuvent ainsi effectuer soit une durée de travail hebdomadaire de 35 heures, avec un temps de travail quotidien de 7 heures, soit une durée de travail hebdomadaire de 39 heures, avec un temps de travail quotidien de 7 heures 48. La durée du temps de travail annuel s'élève donc à 1568 heures annuelles pour les agents s'inscrivant dans le régime de 35 heures par semaine, et à 1567,8 heures annuelles pour les agents dans le régime de 39 heures.

Entre 2007 et 2009, le calcul du nombre d'heures de travail effectif des personnels municipaux, détaillé selon la durée de travail hebdomadaire choisie, se présente ainsi :

En nombre de jours de repos pour une durée de travail de 35h/sem	
Repos hebdomadaires et jours fériés	111
congés annuels	25
ARTT	0
Congés octroyés par la collectivité	5
Total journées non travaillées	141
Total jours travaillés	224
Durée annuelle de travail en heure	1568

En nombre de jours de repos pour une durée de travail de 39h/sem	
Repos hebdomadaires et jours fériés	111
congés annuels	25
ARTT	23
Congés octroyés par la collectivité	5
Total journées non travaillées	164
Total jours travaillés	201
Durée annuelle de travail en heure	1567,8

### **3.1.2.3. La mesure de l'absentéisme**

Alors que le nombre d'agents titulaires et non titulaires affectés sur des postes permanents a augmenté de 17 % sur la période 2007-2009 (cf. paragraphe 3.1.1 du présent rapport), le nombre de journées d'absence des agents titulaires et non titulaires a doublé sur cette période comme le retrace le tableau suivant :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Absentéisme en nombre de journées	2007			2009			2011			Evolution 2007-2009	Evolution 2007-2011
	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2011		
Maladie ordinaire	34520	3586	38106	56959	8021	64980	71064	9215	80279	71%	111%
Longue maladie	22823	133	22956	33907	1050	34957	39682	1963	41645	52%	81%
Accident du travail imputable au service	4453	279	4732	6433	636	7069	11299	756	12055	49%	155%
Accident du travail imputable au trajet	1818	58	1876	2727	160	2887	4144	417	4561	54%	143%
Maladie à caractère professionnel	855	0	855	314	0	314	917	181	1098	-63%	28%
Maternité / adoption	5002	1195	6197	7000	1089	8089	13360	1354	14714	31%	137%
Paternité / adoption	361	0	361	419	0	419	543	83	626	16%	73%
Autres	5249	399,5	5649	5627	562	6189	6903	592	7495	10%	33%
<b>TOTAL</b>	<b>75081</b>	<b>5650,5</b>	<b>80732</b>	<b>113386</b>	<b>11518</b>	<b>124904</b>	<b>147912</b>	<b>14561</b>	<b>162473</b>	<b>55%</b>	<b>101%</b>

Le niveau d'absentéisme moyen par agent progresse de manière très importante. Ainsi, de 24 journées d'absence par agent en 2007, il passe à 35 jours en 2009, et à 40 en 2011. La tendance est tout à fait similaire qu'il s'agisse des agents titulaires ou des personnels non titulaires comme le retrace le tableau suivant :

	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2011
Total effectifs	2948	415	3363	3028	517	3545	3619	453	4072
Total jours d'absence	75081	5650,5	80732	113386	11518	124904	147912	14561	162473
nombres de journées d'absence par agent	25,47	13,62	24,01	37,45	22,28	35,23	40,87	32,14	39,90
pourcentage d'absence par agent en %	7%	4%	7%	10%	6%	10%	11%	9%	11%

$$\text{Nombre de journées d'absence par agent} = \frac{\text{Nombre total de jours d'absence}}{\text{Effectif}}$$

$$\text{Pourcentage d'absence par agent} = \frac{\text{Nombre total de jours d'absence}}{\text{Effectif} \times 365}$$

Les absences pour « maladie ordinaire » représentent le nombre le plus important de journées d'absences (47 % du total en 2007, 52 % en 2009 et 49 % en 2011) comme le retrace le tableau suivant :

Part des motifs d'absence	2007		2009		2011	
	nombre total d'absences	Pourcentage	Nombre total d'absences	Pourcentage	Nombre total d'absences	Pourcentage
Maladie ordinaire	38106	47%	64980	52%	80279	49%
Longue maladie	22956	28%	34957	28%	41645	26%
Accident du travail imputable au service	4732	6%	7069	6%	12055	7%
Accident du travail imputable au trajet	1876	2%	2887	2%	4561	3%
maladie à caractère professionnel	855	1%	314	0%	1098	1%
maternité/adoption	6197	8%	8089	6%	14714	9%
paternité/adoption	361	0%	419	0%	626	0%
Autes	5649	7%	6189	5%	7495	5%
<b>TOTAL</b>	<b>80732</b>	<b>100%</b>	<b>124904</b>	<b>100%</b>	<b>162473</b>	<b>100%</b>

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

La moyenne annuelle par agent pour ce type d'absence a également augmenté, passant de 11 journées par agent en 2007, à 18 journées en 2009, et à 20 journées en 2011 comme le retrace le tableau suivant :

Maladies Ordinaires	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2011
Total effectifs	2948	415	3363	3028	517	3545	3619	453	4072
Total jours d'absence maladies ordinaires	34520	3586	38106	56959	8021	64980	71064	9215	80279
nombres de journées d'absence par agent	11,71	8,64	11,33	18,81	15,51	18,33	19,64	20,34	19,71
pourcentage d'absence par agent en %	3%	2%	3%	5%	4%	5%	5%	6%	5%

Sur la période 2007-2011, le nombre moyen de journées d'absence par agent non titulaire a plus que doublé (de 9 à 20 journées), et c'est en particulier vrai s'agissant des absences pour « maladies ordinaires », le ratio par agent 2011 étant supérieur à celui des agents titulaires. Il convient de relever à ce titre que le plan de titularisation de plusieurs centaines d'agents d'entretien de d'animation à compter de 2009 a eu un impact significatif sur les données à compter de cet exercice.

Par ailleurs, les absences pour longue maladie et accident du travail progressent de façon significative sur la période 2007-2011.

Ce niveau global d'absentéisme constaté n'est pas sans conséquences tant sur le plan financier que sur le plan organisationnel.

Converti en équivalent temps plein (ETP), étalon-valeur de la détermination d'une charge de travail ou d'une capacité de travail<sup>12</sup>, le nombre total de journées d'absence représentait en 2007 l'équivalent de 353 ETP, dont 166 pour les absences de « maladies ordinaires », 545 ETP en 2009, dont 284 ETP pour les « maladies ordinaires », et 709,5 ETP en 2011, dont 350,5 ETP pour les « maladies ordinaires », soit plus de 15 % des effectifs cette année-là.

	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2011
Nombre de jours travaillés	229	229	229	229	229	229	229	229	229
Jours d'absence	75081	5650,5	80732	113386	11518	124904	147912	14561	162473
Equivalent absence en ETP	327,86	24,67	352,54	495,14	50,30	545,43	645,90	63,59	709,49

Maladies ordinaires	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Ensemble 2011
Nombre de jours travaillés	229	229	229	229	229	229	229	229	229
Jours d'absence pour maladie ordinaire	34520	3586	38106	56959	8021	64980	71064	9215	80279
Absence en ETP	150,74	15,66	166,40	248,73	35,03	283,76	310,32	40,24	350,56

$$\text{Equivalent absence en ETP} = \frac{\text{Nombre total de jours d'absence}}{\text{Nombre de jours travaillés}}$$

La ville propose de ne prendre en compte que les absences liées à la maladie ordinaire, à la longue maladie, aux accidents de travail (imputables au service ou au trajet), aux maladies à caractère professionnel et d'exclure celles prévues par les textes et accordées de plein droit sous réserve des nécessités de service telles les absences liées aux congés de maternité/adoption, de paternité/adoption, les autorisations d'absence liées à certains événements (familiaux, garde d'enfants, fêtes religieuses...), les formations particulières (notamment des cadres et des animateurs des organisations jeunesse), les autorisations d'absence pour fonctions

<sup>12</sup> NB : la conversion en ETP peut inclure des jours d'absence correspondant à des jours habituellement non travaillés (exemple d'une période de congés maladie incluant un week-end).

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

électives, pour participer au comité d'œuvres sociales et celles accordées pour concours et examens), ce qui donne la situation suivante :

	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2007	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2009	Fonctionnaires	Non titulaires	Total 2011	Evol 2007-2009	Evol 2009-2011
Total effectif	2 948	415	3 363	3 028	517	3 545	3 619	453	4 072		
Total jours d'absence	64 469	4 056	68 525	100 340	9 867	110 207	127 106	12 532	139 638		
Nb de journées d'absence par agent	22	10	20	33	19	31	35	28	34	53%	10%
pourcentage d'absence par agent	6%	3%	6%	9%	5%	9%	10%	8%	9%		
Nb de jours travaillés	229	229	229	229	229	229	229	229	229		
Equivalent absence en ETP	281,5	17,7	299,2	438,17	43,1	481,25	555,05	54,72	609,77		

Quelle que soit la méthodologie employée, les ratios de la ville de Montpellier sont nettement supérieurs aux données moyennes publiées pour les communes et établissements communaux par la Direction générale des collectivités territoriales dans son bulletin d'information statistique de janvier 2013 (24,5 jours d'absence en moyenne par agent titulaire – maladie, longue maladie, accident du travail, maladie professionnelle, maternité, adoption, motif syndical et autres – et 12,6 pour maladie ordinaire, en 2011).

Ce nombre moyen de journées d'absence par agent vient ainsi s'ajouter à un régime de congés annuels déjà favorable.

Pour la collectivité, l'absentéisme est une préoccupation majeure et un plan de lutte est en cours d'élaboration. Certaines actions ont déjà été entreprises, l'efficacité de certaines d'entre elles restant à démontrer : prise en compte de la pénibilité (formation sur les gestes et postures), réorganisation du service prévention des risques professionnels, mise en place prochaine d'un serveur vocal de déclaration de maladie ordinaire, enfant et conjoint malade, d'un horodateur pour limiter les contentieux autour du dépôt des arrêts maladie, existence d'un contrôle médical des absences (bien que « généralement inefficace » selon les propos de la ville), ou encore actions ciblées de contrôle parfois diligentées.

La ville doit poursuivre et considérer la mise en œuvre de mesures rapides visant à faire diminuer l'absentéisme comme une priorité. Une réflexion portant sur des actions plus incitatives, comme par exemple la modulation de l'enveloppe indemnitaire individuelle, pourrait notamment être conduite.

#### **3.1.2.4. Le compte épargne-temps**

Le compte épargne-temps (CET) a été instauré par la loi d'orientation du 13 juin 1998 portant incitation à la réduction du temps de travail, et les décrets du 26 août 2004 et du 22 mai 2010 ont apporté certaines évolutions au dispositif.

Un protocole d'accord modifié à deux reprises sur l'aménagement et la réduction du temps de travail en date du 28 juin 2000 a été signé entre la ville de Montpellier et les organisations syndicales du personnel.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Le tableau suivant présente les principales données relatives au CET présentées dans les rapports sur l'état de la collectivité.

	2007	2009	2011	Evolution 2007-2009	Evolution 2007-2011
<b>Nombre de comptes épargne-temps</b>	<b>100</b>	<b>143</b>	<b>219</b>	<b>43%</b>	<b>119%</b>
Dont catégorie A	43	61	65	42%	51%
Dont catégorie B	14	20	21	43%	50%
Dont catégorie C	43	62	133	44%	209%
<b>Nombre de jours cumulés au 31/12 (hors jours versés au titre de l'année n)</b>	<b>860</b>	<b>2560</b>	<b>6405</b>	<b>198%</b>	<b>645%</b>
Dont catégorie A	502	1566	2583	212%	415%
Dont catégorie B	95	374	840	294%	784%
Dont catégorie C	263	620	2982	136%	1034%
<b>Nombre de jours consommés dans l'année (non cumulés)</b>	<b>482</b>	<b>318</b>	<b>1001</b>	<b>-34%</b>	<b>108%</b>
Dont catégorie A	471	175	518	-63%	10%
Dont catégorie B	0	4	241	NS	NS
Dont catégorie C	11	139	242	1164%	2100%
<b>Nombre d'agents occupant un emploi permanent</b>	3363	3545	4072		
<b>Nombre d'agents sur emploi permanent / Nombre de CET</b>	33,63	24,79	18,59		
<b>Nombre de jours cumulés par fonctionnaire</b>	0,26	0,72	1,57		
<b>Nombre de jours consommés par fonctionnaires</b>	0,14	0,09	0,25		

La proportion d'agents ayant ouvert un CET est passé de 3 % à 5 % sur la période, et l'accroissement le plus significatif du nombre de CET est constaté parmi les agents de catégorie C.

Il est relevé une forte augmentation du nombre de jours cumulés entre 2007 et 2009 (198 %), qui s'est poursuivie en 2011 (645 % entre 2007 et 2011).

### **3.1.2.5. L'évolution générale des rémunérations**

Les rémunérations brutes des agents sont passées de 78,89 M€ en 2007 à 96,27 M€ en 2011, soit une augmentation de 22% à rapprocher de la hausse de 17% des effectifs sur la période :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

	2007	2009	2011	Evolution 2007-2009 en %	Evolution 2007-2011 en %
<b>Montant total des rémunérations annuelles brutes des fonctionnaires</b>	<b>68 057 282,00 €</b>	<b>71 286 690,00 €</b>	<b>84 986 638,00 €</b>	5%	25%
<i>Dont primes et indemnités au titre de l'article 111</i>	<i>2 936 536,00 €</i>	<i>2 942 290,00 €</i>	<i>3 566 661,00 €</i>	0%	21%
<i>Dont autres primes et indemnités</i>	<i>10 393 315,00 €</i>	<i>12 236 097,00 €</i>	<i>15 339 462,00 €</i>	18%	48%
<i>Dont NBI</i>	<i>425 314,00 €</i>	<i>542 545,00 €</i>	<i>600 813,00 €</i>	28%	41%
<b>Montant total des rémunérations annuelles brutes des non titulaires</b>	<b>9 585 970,00 €</b>	<b>9 327 708,00 €</b>	<b>9 814 785,00 €</b>	-3%	2%
<i>Dont primes et indemnités (avec heures supplémentaires)</i>	<i>1 125 993,00 €</i>	<i>1 847 456,00 €</i>	<i>1 985 918,00 €</i>	64%	76%
<b>Montant des rémunérations des agents sur emplois non permanents</b>	<b>1 242 240,00 €</b>	<b>1 302 438,00 €</b>	<b>1 466 598,00 €</b>	5%	18%
<b>TOTAL</b>	<b>78 885 492,00 €</b>	<b>81 916 836,00 €</b>	<b>96 268 021,00 €</b>	4%	22%

Le volume des primes et indemnités (toutes confondues) versées aux fonctionnaires augmente de 41,8 % sur la période passant de 13,75 M€ en 2007 à 19,51 M€ en 2011.

Alors même que le nombre de contractuels a augmenté de 24,6 % entre 2007 et 2009, le montant total des rémunérations annuelles brutes des agents non titulaires a connu pour sa part une diminution de 2,8 % sur cette période passant de 9,58 M€ à 9,33 M€.

### 3.1.2.6. Les heures supplémentaires

Le nombre d'heures supplémentaires connaît une diminution de presque 4 % entre 2007 et 2011, tout en restant à un niveau significatif :

Nombres d'heures supplémentaires / Filières	2007	2009	2011	Evolution 2007-2009	Evolution 2009-2011	Evolution 2007-2011
Administrative	15 645	15 992	16 510	2,22%	3,24%	5,53%
Technique	88 443	85 905	85 522	-2,87%	-0,45%	-3,30%
Culturelle	115	115	258	0,00%	124,35%	124,35%
Sportive	0	20	0	+20	-20	0,00%
Sociale	0	15	40	NS	166,67%	+40
Médico-sociale	87	216	177	148,28%	-18,06%	103,45%
Médico-technique	0	0	0	NS	NS	NS
Police municipale	25 476	26 462	21 148	3,87%	-20,08%	-16,99%
Incendie et secours	0	0	0	NS	NS	NS
Animation	220	795	1 435	261,36%	80,50%	552,27%
<b>Total</b>	<b>129 986</b>	<b>129 520</b>	<b>125 090</b>	<b>-0,36%</b>	<b>-3,42%</b>	<b>-3,77%</b>

La filière technique a consommé en moyenne 67 % des heures supplémentaires effectuées sur la période. Les services de la police municipale représentent pour leur part 20 % des heures supplémentaires et la filière administrative 12 % :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

	2007	2009	2011	Evolution 2007-2009	Evolution 2009-2011	Evolution 2007-2011
<b>Administrative : HS</b>	15645	15992	16510	2,22%	3,24%	5,53%
<b>Nombre d'agents</b>	698	692	771			
<b>Ratio</b>	22,41	23,11	21,41			
<b>Technique : HS</b>	88443	85905	85522	-2,87%	-0,45%	-3,30%
<b>Nombre d'agents</b>	1722	1884	2023			
<b>Ratio</b>	51,36	45,60	42,27			
<b>Police Municipale : HS</b>	25476	26462	21148	3,87%	-20,08%	-16,99%
<b>Nombre d'agents</b>	120	130	127			
<b>Ratio</b>	212,3	203,6	166,5			

Alors que les services techniques ont vu leurs effectifs progresser de 301 agents soit + 15 %, le volume d'heures supplémentaires n'a diminué que de 3 % dans les services techniques. La hausse du nombre d'agents n'a pas eu pour effet de diminuer le niveau des dépenses d'heures supplémentaires. La ville fait valoir qu'il s'agit d'une hausse apparente des effectifs résultant de la déprécarisation des agents d'entretien affectés dans des écoles, sur des tâches précises, lesquels ne font pas d'heures supplémentaires.

Le ratio heures supplémentaires par agent, pour les agents de la police municipale, atteint un niveau très élevé. Ainsi, un policier municipal a effectué en moyenne 212 heures supplémentaires en 2007, 204 heures en 2009 et 166,5 heures en 2011.

La filière administrative enregistre quant à elle une augmentation du nombre d'heures supplémentaires sur la période.

Par ailleurs, les filières culturelle et animation connaissent une progression très importante de leur volume d'heures supplémentaires, en raison, selon la ville d'une hausse significative sur la période des événements culturels d'envergure, sans pour autant en doubler le débit.

### 3.2. Des anomalies en matière de recrutement et de promotion

La chambre a fait le choix de procéder à l'examen de la situation professionnelle de dix d'agents amenés, de par leur positionnement dans l'organigramme, à travailler régulièrement en liaison avec l'ordonnateur : personnels exerçant leurs fonctions au sein de la direction générale, du cabinet ou de la direction de la communication. Il s'agit par conséquent d'un échantillon restreint.

L'examen des dossiers individuels a fait apparaître de nombreuses et importantes anomalies au regard du respect des règles applicables en matière de recrutement et de gestion des carrières des intéressés.

#### 3.2.1. L'absence d'accomplissement de formalités substantielles

##### Passage devant des commissions obligatoires

Lors de sa nomination à compter du 1<sup>er</sup> août 2008 sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services (DGS) de la ville de Montpellier, l'intéressé, titulaire de la fonction publique d'Etat, est en position de disponibilité de son administration d'origine (enseignement supérieur)

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

pour convenances personnelles depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2004, position renouvelée pour 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2007.

En 2010, l'intéressé souhaitait poursuivre son activité de DGS de la ville de Montpellier. Cette prolongation de fonctions pouvait être demandée soit par une nouvelle disponibilité pour 3 ans dans des conditions de rémunération similaires, soit par une réintégration dans son corps d'origine suivie d'un détachement auprès de la ville. Ce dernier cas de figure était préjudiciable à l'intéressé qui n'aurait pu prétendre qu'au niveau de grade et d'indice atteint en 2004. L'intéressé choisit finalement la voie de l'intégration directe dans le corps des administrateurs territoriaux.

Les modalités d'intégration sont définies et précisées par des dispositions spécifiques des lois n° 83-634 et n° 84-53 (notamment les articles 13 bis et 68-1), des décrets n° 86-227 du 18 février 1986 et n° 87-1097 du 30 décembre 1987, de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 et sa circulaire d'application du 19 novembre 2009.

Toujours en vigueur en 2010, ces dispositions nécessitaient notamment les avis de la commission d'homologation et de la commission administrative paritaire dûment saisie au préalable par parallélisme des formes avec la procédure du détachement. Il convient de relever à cet égard que l'agent était encore à cette date au 5<sup>ème</sup> échelon de la 2<sup>ème</sup> classe du corps des professeurs d'université, malgré la sollicitation avortée en juin 2010 d'une promotion à la 1<sup>ère</sup> classe auprès de son université d'origine. La collectivité et l'intéressé reconnaissent qu'il n'y a pas eu de saisie de ces instances, tant de la CAP que de la commission d'homologation.

Les modalités d'intégration de l'actuel directeur général des services dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux, au grade d'administrateur territorial hors classe, paraissent ainsi juridiquement fragiles, des formalités substantielles n'ayant pas été accomplies.

#### Quotas et conditions de promotion

Les modalités requises pour la promotion interne en 2010 d'une directrice territoriale dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux n'ont pas été correctement appliquées. En effet, les conditions pour l'établissement de la liste d'aptitude au choix devant être appréciées au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée. Or, tel n'a pas été le cas, le nombre de recrutements de référence dans ce même cadre d'emploi n'ayant pas été atteint. De plus aucune déclaration de vacance d'un poste d'administrateur territorial n'a été faite auprès du centre de gestion de la fonction publique territoriale.

#### Publicité relative à la vacance des postes à pourvoir

Pour plusieurs agents n'occupant pas des fonctions de collaborateur de cabinet, la publicité requise auprès du centre de gestion de la fonction publique territoriale sur la vacance des postes à pourvoir n'a pas toujours été correctement, voire pas du tout réalisée. La chambre observe au surplus que les réponses qui ont pu par ailleurs être apportées au contrôle de légalité n'ont pas été toujours complètes et exhaustives.



### **3.2.2. Absence de respect des règles de recrutement**

#### Un cas particulièrement inhabituel

La carrière d'un agent a connu une progression rarement observée. En effet, l'intéressée a été initialement recrutée en tant qu'agent administratif non titulaire (catégorie C), exerçant des fonctions de secrétariat auprès de l'exécutif. Cet agent a ensuite été titularisé dans le cadre d'un dispositif entrant dans le cadre d'emploi des agents d'animation territoriaux qui, au cas d'espèce, n'apparaît pas comme le plus adéquat. Elle est aujourd'hui chargée de mission sur un contrat de 3 ans avec un niveau de rémunération du grade d'attaché territorial.

Pour parvenir à un tel niveau une triple opération va être effectuée au cours de la même journée. Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, l'agent alors fonctionnaire titulaire d'un grade de catégorie C en poste à la ville, va solliciter une mutation qui sera acceptée au CCAS de la commune. L'intéressée a ensuite demandé à compter de ce même 1<sup>er</sup> décembre auprès de la direction du CCAS, une disponibilité qui sera acceptée, pour être enfin recrutée sur un contrat d'agent non titulaire de catégorie A par la ville, toujours à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012.

Par ailleurs, la justification du recours aux dispositions de l'article 3.3 de la loi du 26 janvier 1984 n'est à aucun moment exposée, et il n'y a pas trace d'examen des éventuelles candidatures reçues pour le poste, contrairement à ce que la réglementation prévoit.

#### Des critères de sélection contestables

Le recrutement d'une attachée de presse avec un contrat de 3 ans sur un emploi de catégorie A dans le cadre du pourvoi d'un poste lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient a appelé l'attention de la chambre. L'expérience et le parcours de l'intéressée dans le secteur de la communication n'apparaissent pas nettement. La preuve de l'impossibilité rencontrée par la collectivité pour recruter un agent titulaire n'est pas non plus apportée.

En 2005, la ville a par ailleurs recruté, sur la base de l'article 3 alinéa 1 de la loi du 26 janvier 1984, un chef de service édition-événementiel à la direction de la communication, après une expérience professionnelle antérieure notamment dans le spectacle vivant. Cet agent a dans un premier temps bénéficié d'un contrat à durée déterminée de 3 mois, avec une rémunération correspondant au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'agent administratif (catégorie C, indice brut 275), ce qui ne semble pas corrélé au niveau de responsabilité correspondant à l'exercice des fonctions de chef de service. L'intéressé a ensuite été nommé stagiaire pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> février 2006, puis il a été titularisé à l'issue de cette période au 5<sup>ème</sup> échelon du grade d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe (catégorie C).

A compter de 2008 et sur une durée d'un an, cet agent a de plus bénéficié d'un montant indemnitaire d'heures supplémentaires significatif, à hauteur d'une soixantaine d'heures mensuelles, venant presque doubler sa rémunération.

Ce même agent, après avoir lui-même rédigé la fiche de poste de directeur du protocole puis démissionné de la fonction publique, a ensuite été recruté sur ce poste en tant qu'agent non titulaire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 pour une période de 2 mois, avec une rémunération correspondant au grade d'attaché territorial (catégorie A, indice brut 759, soit près de 500 points de plus que lors du recrutement initial). A l'issue de ce contrat à durée déterminée, et alors qu'une publicité de vacance de poste avait été adressée au centre de gestion le 30 juin 2009, un contrat de 3 ans a été signé avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> septembre 2009. Le contrôle de légalité avait sollicité la commune afin que soit justifiée l'embauche d'un agent non titulaire. Il a été

répondu que ce « *type de poste nécessite une formation supérieure et une expérience avérée dans le domaine des politiques éducatives* ».

L'intéressé a finalement mis fin à son contrat pour être recruté en qualité de collaborateur de cabinet le 19 juin 2011.

### **3.2.3. Des contractuels bénéficiant irrégulièrement d'un déroulement de carrière**

Un agent a pu être recruté en qualité d'agent non titulaire en 2003 pour une durée de 6 mois, obtenir un contrat à durée déterminée de 3 ans du niveau de la catégorie A, signer un nouveau contrat de 3 ans une année avant le terme du précédent et avec une rémunération en hausse, obtenir à nouveau à deux reprises un nouveau contrat de 3 ans une année avant le terme du précédent, sans que l'ensemble des pièces requises pour la procédure de sélection n'aient pu être produites, l'intéressé établissant lui-même la fiche de poste sur lequel il a été recruté avec des éléments sur le niveau de rémunération souhaité.

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée précise les cas de recours à des agents non titulaires afin de pourvoir des emplois permanents, et la situation faite à cet agent ne rentre pas dans ce cadre. Il est aussi relevé que si un contrat est reconduit au-delà d'une période maximale de 6 ans, il ne peut l'être que pour une durée indéterminée. L'intéressé a depuis été nommé collaborateur de cabinet, avec un niveau de rémunération substantiellement plus important avant d'être ensuite remplacé par un ingénieur territorial apportant ainsi la preuve que le poste pouvait être parfaitement occupé par un cadre territorial.

La collectivité a aussi procédé en 2006 (arrêté du 24 avril) au recrutement sur un contrat d'agent non titulaire d'attaché territorial (catégorie A) d'une employée exerçant ses fonctions au sein d'une autre grande collectivité en tant qu'agent administratif qualifié non titulaire (catégorie C), celle-ci ayant sollicité auprès de son administration précédente une mise en disponibilité à compter de la date de son recrutement. Là encore, la justification des modalités de recrutement utilisées, à savoir lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient, n'est pas explicite et n'est pas motivée dans la délibération correspondante. L'intéressée s'est par la suite vue proposer plusieurs contrats successifs, avec des rémunérations ajustées à la hausse à sa propre demande, parfois même avec une augmentation en cours d'exécution de contrat, alors que les agents contractuels recrutés pour une durée déterminée ne peuvent voir leur rémunération révisée qu'à l'occasion du renouvellement du contrat.

L'intéressée rédigera elle-même une fiche de poste détaillée qui « *servira de justificatif dans le cadre du contrôle de légalité* » afin de pouvoir procéder à son recrutement sur un nouveau contrat. L'indice de rémunération de l'intéressée progressera autant en 5 mois que celui d'un attaché territorial titulaire en 9 ans en avancement minimum, voire 11 ans, au terme d'un déroulement de carrière normal.

Le changement de poste de l'agent en 2011 ne fera l'objet d'aucune publicité auprès du centre de gestion.

En mars 2013, la ville a informé l'agent qu'elle remplissait les conditions d'éligibilité au dispositif de titularisation introduit par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012. L'intéressée aura ainsi évolué d'un statut d'agent non titulaire de catégorie C à un statut d'agent titulaire de catégorie A sans avoir eu à passer ni concours, ni examen ou ni être inscrite sur une quelconque liste d'aptitude.

### **3.2.4. Recrutement en urgence et dossiers incomplets**

Le recrutement sur des emplois de collaborateur de cabinet (article 110 de la loi n° 84-53) a par ailleurs pu s'effectuer selon des modalités pour le moins succinctes. Les informations portées au dossier de recrutement de deux chargés de mission au cabinet du maire se limitaient aux seuls noms et numéros de portables des intéressés.

Par ailleurs, d'autres lacunes ont été observées dans les dossiers des collaborateurs de cabinet, ainsi au dossier du directeur de cabinet recruté en juin 2011 ne figurait pas d'exemplaire de son contrat (ou une copie) et de ses éventuels avenants.

## **3.3. Les frais de mission**

### **3.3.1. Rappel des principes régissant l'attribution des frais de mission**

Les agents des collectivités territoriales bénéficient de la prise en charge des frais occasionnés par les déplacements qu'ils effectuent dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les conditions de prise en charge et les modalités de remboursement étant définies par différents textes réglementaires.

Les élus ont droit quant à eux au remboursement des frais que nécessite l'exécution des seuls « mandats spéciaux ». Les « mandats spéciaux » comprennent les missions accomplies avec l'autorisation du conseil municipal dans l'intérêt des affaires communales, à l'exclusion de celles qui résultent d'une disposition législative ou réglementaire expresse. Le « mandat spécial » exclut le caractère automatique ou permanent du versement d'indemnités. Il doit correspondre à une opération déterminée de façon précise et entraîner des déplacements inhabituels et indispensables.

Le « mandat spécial » qui permet aux élus de bénéficier du remboursement de certains frais doit donc couvrir une mission expressément attribuée et clairement définie pour être qualifiée de spéciale, mission accomplie dans l'intérêt de la collectivité et avec autorisation de l'organe délibérant.

Le remboursement des frais de mission spéciale est alors liquidé dans des conditions analogues à celles des frais de mission des fonctionnaires territoriaux sur la base d'un remboursement forfaitaire. Les frais du type de mission peuvent ainsi être remboursés sur la base des frais réels et sur délibération du conseil municipal avec présentation d'un état de frais<sup>13</sup>.

Le respect des distinctions comptables entre les missions de différentes natures prévues à l'instruction M14 assure la transparence des opérations prises en charge.

### **3.3.2. Les modalités de prise en charge des frais de mission par la ville**

Diverses modalités de prise en charge des frais de mission ont été mises en place par la ville de Montpellier. Les frais engagés lors d'un déplacement professionnel font la plupart du temps l'objet d'un remboursement sur présentation d'un état de frais et de justificatifs. L'achat des billets de train et des billets d'avion au profit des agents et élus est effectué directement par les services de la collectivité auprès de la SNCF ou d'Air France. Quelques rares élus et cadres

<sup>13</sup> Article L. 2123-18 du code général des collectivités territoriales.

supérieurs<sup>14</sup> disposent d'une carte professionnelle à débit différé. Cette carte leur permet de régler non seulement leurs frais de restauration, de déplacement et d'hébergement liés à des colloques, formations ou déplacements professionnels, mais également ceux de leurs invités ainsi que des dépenses protocolaires (cadeaux par exemple). Par ailleurs la ville recourt à une agence de voyages pour la fourniture de titres de transport, de prestations hôtelières et de prestations annexes liées aux déplacements à l'étranger des élus et des agents en mission.

D'une manière générale les frais de mission sont correctement comptabilisés.

Mais les mandats relatifs à la prise en charge des frais de mission des agents ne sont pas systématiquement appuyés de l'ensemble des pièces justificatives requises. En effet, des ordres de mission à l'appui de certains mandats ne mentionnent pas clairement les frais qui pourront être remboursés.

Les mandats portant règlement de factures au bénéfice de la société Bos Voyages sont accompagnés de la liste des agents ou élus, voire des ordres de mission individuel ou collectif. En revanche, les mandats émis au bénéfice de la SNCF ou d'Air France ne sont jamais accompagnés des ordres de mission.

La collectivité devrait par conséquent harmoniser le traitement du règlement des factures au profit des différents prestataires concernés.

### 3.3.3. Le cas particulier des mandats spéciaux

Une délibération du conseil municipal datée du 13 décembre 2010 règle les modalités de la prise en charge des frais de déplacement des élus et des personnalités extérieures invitées. Elle prévoit que les membres du conseil municipal qui sont appelés à effectuer des déplacements tant en métropole qu'en outre-mer ou à l'étranger, « *soit dans le cadre d'un mandat spécial, soit pour participer à des formations ou à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la ville de Montpellier ès qualités* », ont droit au remboursement des frais exposés hors du territoire de la ville pour l'intégralité des frais de transports (sur présentation d'un état des frais accompagné des factures acquittées) et dans la limite forfaitaire de l'indemnité journalière dont le montant est fixé au niveau national.

Cette indemnité journalière ne permettant pas toujours de couvrir la totalité des frais réellement exposés, la délibération du 13 décembre 2010 prévoit que « *lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte des situations particulières, une délibération peut fixer des règles dérogatoires aux forfaits de remboursements de frais* ».

Cette même délibération traite de la participation de personnalités extérieures, invitées du maire, à diverses missions nationales ou internationales. Elle prévoit que leurs frais seront supportés par la ville de Montpellier, organisatrice de ces différentes manifestations, sur présentation des justificatifs correspondants.

La délibération en cause permet le remboursement de la totalité des frais exposés par les élus dans le cadre des missions spéciales. La chambre rappelle que la réglementation applicable exige de prendre une délibération particulière pour chaque « mandat spécial ».

<sup>14</sup> Il s'agit de Mme le Maire, M. le Premier adjoint au maire, M. le Directeur de cabinet, M. le Directeur général des services, M. le Chef de cabinet, M. le Directeur adjoint de cabinet, M. le Directeur général délégué des services.

### 3.3.4. Une ville très présente à l'international

Les élus municipaux s'attachent à représenter la ville aussi souvent que possible en dehors de nos frontières, comme en témoigne le tableau transmis par la ville et figurant en annexe 10.

La ville a ainsi envoyé des délégations à Chengdu, Séville, Heidelberg, Ljubljana, Turin, Chongqing, Fès, Bari, Saragosse, Tibériade, Sarmato, Rome, Louisville, Genève, Tlemcen, Bruxelles, Barcelone, Maroc, Valladolid, Munich, Copenhague, Stockholm, Oslo, Curitiba, Amsterdam, Guadalajara, Salerne, San Francisco, Leiden, Nagoya, Vérone, Berlin, Vienne, Zagreb, Montréal, Bonn, Tokyo, Tel Haviv..., allant ainsi très au-delà des seules villes jumelées.

Ces voyages, selon la ville, ont pour but de développer des partenariats internationaux, d'œuvrer à la solidarité européenne et internationale par des actions de coopération décentralisée, et de participer à des réseaux d'échanges de pratiques, à des colloques et à des cercles de réflexion.

Au vu des fichiers des mandats transmis par la ville, les montants annuels mandatés à BOS VOYAGES, au titre des séjours à l'étranger sur la période, sont les suivants :

Années	2007	2008	2009	2010	2011	TOTAL
Montant en € TTC	23 200,50	125 027,63	134 324,23	176 913,18	172 774,60	632 240,14

Il est à relever une évolution très importante des dépenses entre 2007 et 2008.

#### ***L'exemple d'une réunion de travail en Chine***

Une mission a plus particulièrement été étudiée. Il s'agit de la « réunion de travail » en Chine en mai 2010 des missionnaires de la ville, accompagnés d'invités et d'agents. L'objet du déplacement est : « *réunion de travail sur le jumelage Chengdu - Shanghai, exposition universelle de Shanghai - du 19 au 25 mai 2010* ».

Ainsi, *a priori* et selon la collectivité, seuls des missionnaires liées à l'institution (élus ou agents) sont partis en Chine en mai 2010, le coût reporté par la ville dans le tableau produit étant de 78 038 € TTC.

Or, il ressort de l'examen des mandats par la chambre que des invités tiers à l'institution, notamment des personnalités du monde économique local, ont été pris en charge par la ville, ce qui porte le coût du voyage à 128 298 € TTC, soit une différence de 50 260 € (annexe 11). Le paiement de cette facture a été curieusement réalisé sur le compte 6232 « Fêtes et cérémonies ».

Par ailleurs les mandats spéciaux requis par la réglementation n'ont par ailleurs pas été produits.

Enfin, la facture émise pour « journalistes Chine groupe » ne fait référence à aucun nom, et est établie « au forfait ».

## 4. L'OPERATION DE L'HOTEL DE VILLE

### 4.1. Présentation

La chambre a procédé à l'évaluation du coût de l'opération d'envergure constituée par la construction du nouvel hôtel de ville de Montpellier appréhendé comme un « *morceau de ville* »<sup>15</sup>, comme les architectes et les élus de la ville le présentent eux-mêmes.

La chambre considère que le coût total du nouvel hôtel de ville ne peut se résumer à celui du seul bâtiment mais qu'un certain nombre d'autres opérations doivent lui être rattachées y compris celles réalisées dans le cadre de la convention d'aménagement.

Ainsi, outre le coût de construction du bâtiment lui-même, sont intégrées dans cette évaluation les dépenses liées à l'aménagement global du site, au concours organisé pour le projet architectural, celles relatives à l'ancien hôtel de ville, à sa remise en état et au déménagement des services, au mobilier de bureau, à l'aménagement des salles techniques et l'équipement secondaire, au parc de stationnement, au parc paysager, au parvis, aux locaux annexes hébergeant certains services et une crèche accueillant principalement des enfants d'agents de la collectivité, aux frais de publicité et d'assistance juridique, ou encore à la mise en lumière du site.

Pour la chambre, l'ensemble de ces éléments est indissociable de l'opération visant à livrer un nouvel hôtel de ville opérationnel, opération qui ne se limite pas au seul périmètre couvert par le mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la construction du bâtiment.

Le dispositif mis en place pour mener à bien cette opération d'envergure s'appuie sur quatre acteurs principaux :

- la ville de Montpellier, maître d'ouvrage ;
- un mandataire pour la réalisation du nouvel hôtel de ville, à savoir la société d'équipement de la région Montpelliéraine (SERM) ;
- le concessionnaire de la zone d'aménagement concertée (dénommée ZAC « Port Marianne Consuls de Mer ») au cœur de laquelle le nouveau hôtel de ville a été édifié (Consuls de Mer Extension), en l'occurrence la SERM ;
- le groupement Atelier Jean NOUVEL / François FONTES, maître d'œuvre de l'hôtel de ville, architecte en chef urbaniste de la ZAC et architecte d'un bâtiment privé racheté partiellement par la collectivité pour y héberger certains services. Cet intervenant est le dénominateur commun entre les diverses composantes de l'opération.

Le 23 juillet 2012, la ville a délibéré sur le coût prévisionnel final du bâtiment qui s'élève à 132 500 000 € TTC. Ce montant prévu par la SERM dans le cadre de son mandat a été proposé à la ville lors de son compte rendu annuel 2011. La chambre prend acte que le montant de 132 500 000 est un montant TTC, le tableau de synthèse présenté par la SERM faisant quant à lui état d'un montant HT.

Elle constate que l'ensemble des coûts identifiés comme liés à l'opération de construction et de mise en service du nouvel hôtel de ville représente un montant total de l'ordre de 181 M€ TTC.

<sup>15</sup> Le Moniteur du 14/11/2011.

## 4.2. Une opération complexe

L'évaluation du coût global de l'opération réalisée par la chambre s'est appuyée sur les données de la maîtrise d'ouvrage, du mandataire, du comptable ainsi que celles recueillies auprès de différentes sources telles que des sites institutionnels.

### 4.2.1. Les acteurs

Les principaux acteurs sont :

- La ville de Montpellier, maître d'ouvrage. Elle a pris en charge l'aménagement des bureaux (mobilier), des salles techniques et l'ensemble de l'équipement secondaire.
- La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) :
  - concessionnaire de la ZAC du secteur des Aiguerelles
  - mandataire dans le cadre de la réalisation de l'opération « hôtel de ville » ;
  - concessionnaire de la ZAC « Port Marianne Consuls de Mer » (périmètre initial et extensions) dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.
- Le Cabinet Dourdin : chargé de la réalisation du programme du bâtiment hôtel de ville.
- L'Atelier Jean NOUVEL / François FONTES :
  - maître d'œuvre pour la réalisation de l'opération « hôtel de ville » ;
  - architecte en chef urbaniste pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne / Consuls de Mer Extension,
  - architecte du bâtiment ICADE, programme privé, aujourd'hui connu sous le nom de « Central Park ».

L'historique et la chronologie de l'opération figurent en annexe 12.

### 4.2.2. Le périmètre

Il ressort nettement des différentes délibérations et d'autres documents officiels que la ville a très tôt décidé une opération globale.

Le règlement de concours approuvé par la délibération du 25 février 2002 précise la nature et la consistance du projet : *« l'hôtel de ville consiste en un bâtiment de 24 000 m<sup>2</sup> de SHON environ. Le périmètre de l'opération s'étend sur un ensemble de 8 ha, dont 4 ha de parc public. La mission attribuée à l'issue du concours porte sur la maîtrise d'œuvre du bâtiment du nouvel hôtel de ville de Montpellier ainsi que sur la maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier formant son environnement (incluant le parc public) ».*

Près de dix ans plus tard, le numéro 362 de la revue *Montpellier notre ville* en novembre 2011 reprenait ces propos de Jean NOUVEL : *« Ce n'est pas un bâtiment solitaire, mais une pièce urbaine entourée d'un grand parc, d'une place, de commerces, de logements, d'une crèche, d'un hôtel ».* La nouvelle mairie est ainsi bien la clef de voûte de l'opération, sa pièce

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

maîtresse, et l'opération n'est pas réductible au seul bâtiment dont la particularité est d'être intégré à un projet d'aménagement global.

L'opération de réalisation du nouvel hôtel de ville de Montpellier est décrite dans la délibération n° 56 prise lors du conseil municipal du 25 février 2002 en ces termes : *« Le bâtiment de l'hôtel de ville sera entouré par une vaste place publique, des programmes de commerces, bureaux et logements, les stationnements et voiries nécessaires, ainsi qu'un parc public. Il sera desservi par la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway ».*

L'opération peut être scindée en deux grands ensembles :

- la partie « bâtiment hôtel de ville et son parking » (passé en procédure de concours restreint) où :

- la ville est maître d'ouvrage;
- seul le programme est réalisé par le cabinet Dourdin ;
- le mandat est confié à la SERM ;
- la maîtrise d'œuvre est attribuée au groupement Atelier Jean NOUVEL / François

FONTES<sup>16</sup> ;

- la partie convention / concession<sup>17</sup> publique d'aménagement de la ZAC « Port Marianne - Consuls de mer extension » attribuée à la SERM, avec comme architecte en chef / urbaniste le groupement Atelier Jean NOUVEL / François FONTES.

De manière synthétique, la construction du nouvel hôtel de ville a été effectuée dans le cadre de deux opérations d'aménagement, d'un mandat d'études, d'un mandat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et d'un mandat de maîtrise d'œuvre.

La ville soutient qu'il convient de distinguer deux opérations :

- « La SERM est titulaire d'une convention publique d'aménagement confiée par la ville pour réaliser la ZAC et ses extensions. Cette opération s'appuie sur un périmètre, un programme et un bilan financier dont elle assume la responsabilité directe sous le contrôle de la ville. La construction de l'hôtel de ville s'est faite sur un des lots, pour lequel la SERM a rempli ses obligations d'aménageur pour viabiliser le terrain » ;

- « La ville a réalisé en qualité de maître d'ouvrage son projet immobilier sur un terrain cédé par l'aménageur. Elle a pour ce faire, après avoir défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle, confié à la SERM en qualité de mandataire le suivi du projet dans le cadre d'un mandat de type "loi MOP" ».

Ainsi, selon la collectivité, *« Pour apprécier le coût de l'opération immobilière de l'hôtel de ville, il y a donc lieu de bien considérer ce qui relève de l'aménagement global de la ZAC et ce qui relève de la construction de l'hôtel de ville ».*

Or, la construction du nouvel hôtel de ville ne s'est pas faite sur un espace équipé et urbanisé.

<sup>16</sup> Pour plus de commodités le maître d'œuvre sera désigné dans cette étude sous l'appellation « Atelier Jean NOUVEL / François FONTES » mais le groupement attributaire est Atelier Jean NOUVEL / François FONTES / SOCIETE TECHNOLOGIES TERREL HUMILITY NOBLE / SOCIETE ANDRE VERDIER au vu de l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre.

<sup>17</sup> Concession d'aménagement depuis la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005.



Le marché de maîtrise d'œuvre du bâtiment de l'hôtel de ville et d'un parking public a été attribué au groupement Jean NOUVEL / François FONTES pour un montant de 6 508 125 € HT (forfait provisoire hors options) par délibération n° 82 en date du 25 juillet 2003. On pouvait lire : *« Il est à noter que la SERM a mené en parallèle avec les lauréats une négociation portant sur les missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier, de maîtrise d'œuvre du parc public, et d'urbaniste coordinateur du quartier, dans le cadre de la convention publique d'aménagement qui lui a été confiée pour la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ».*

La maîtrise d'œuvre porte donc sur la réalisation du bâtiment de l'hôtel de ville, de ses parkings souterrains et de surfaces provisoires, ainsi que du quartier formant son environnement.

La délibération du 29 juillet 2004 approuvant le compte rendu à la collectivité de 2003 (CRAC 2003) sur l'opération « Port Marianne - Consuls de Mer » viendra modifier les modalités d'exécution de la maîtrise d'œuvre confiée au groupement Jean NOUVEL / François FONTES. Il est en effet décidé que *« l'aménagement des places de stationnement, prévu initialement dans le mandat ville - SERM, et répondant aux besoins de l'hôtel de ville, serait réalisé par la SERM dans le cadre de la construction d'un parking accueillant également les visiteurs. Cette réalisation est donc désormais prévue par la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ».*

Par cette décision, les coûts de maîtrise d'œuvre du parking ainsi que ceux liés à sa construction ne relèvent ainsi plus du mandat ville / SERM, mais ils sont désormais rattachés à la convention d'aménagement « ZAC Consuls de Mer Extension ».

Ces deux délibérations de 2002 et 2004 confortent l'approche globale faite par la chambre, qui observe que la ville a fait le choix d'aménager un nouveau quartier avec comme vaisseau amiral la nouvelle mairie, construite en son cœur. La communication externe de la commune sur l'opération va d'ailleurs en ce sens.

#### **4.3. Evaluation du coût global de l'opération NHDV : ses composantes**

##### **4.3.1. Le mandat de maîtrise d'ouvrage**

###### **4.3.1.1. Le contenu du mandat - missions de la société**

Le dossier de concours pour la maîtrise d'œuvre du nouvel hôtel de ville de Montpellier et du quartier formant son environnement, comprenant notamment le programme du nouveau bâtiment, a été approuvé par une délibération en date du 24 septembre 2002.

Pour poursuivre l'opération, la ville a décidé de confier à la SERM un *« mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée comprenant les études et les travaux portant sur la réalisation de l'hôtel de ville. En parallèle, une opération d'aménagement, qui a également fait l'objet du concours de maîtrise d'œuvre cité précédemment, permettra la réalisation du quartier formant l'environnement de l'hôtel de ville, sur un espace d'environ 8 hectares. Cette opération prendra la forme d'une extension de la ZAC "Port Marianne - Consuls de Mer" et fera l'objet d'une convention d'aménagement avec la SERM. ».* Il est ajouté que les acquisitions relatives à cette opération seront réalisées dans le cadre du mandat d'acquisition de Port Marianne.

Le montant total des dépenses du mandat d'études et de travaux du nouvel hôtel de ville s'élève alors à 97 511 000 € TTC (enveloppe financière prévisionnelle arrêtée le 24 septembre 2002 - valeur 2002).

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

C'est la délibération numéro 36 du 19 décembre 2002, intitulée « *Nouvel hôtel de ville de Montpellier - Mandat de réalisation ville / SERM* » qui approuve formellement ce mandat de réalisation entre la ville et la SERM, en application des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (article 3 et suivants) et des articles L. 1523-2 et L. 1523-3 du CGCT ainsi que de l'article 12 de la loi 96-142 du 21 août 1996.

Le mandat couvre la réalisation du bâtiment de l'hôtel de ville et des parkings, souterrains et de surface, à l'usage des agents de cette administration, mais aussi une partie des besoins du quartier.

Il s'agit d'un mandat sans spécificité propre à la nature de l'ouvrage qui expire à l'achèvement de la mission du mandataire, sachant que la durée des travaux y est estimée à 32 mois.

#### **4.3.1.2. Des procédures inadaptées pour certains marchés de fournitures**

Deux lots de mobiliers dits « spécifiques », attribués à deux sociétés différentes, auraient au moins dû, s'ils faisaient effectivement partie du mandat de maîtrise d'ouvrage, être passés ensemble dans le cadre d'une procédure formalisée, éventuellement regroupés avec d'autres lots de mobiliers dits « non spécifiques ».

La commune a précisé qu'un des lots concernés a bien fait l'objet d'un appel d'offres européen, une erreur de plume s'étant glissée dans la délibération. Pour ce qui concerne le second lot, il s'agit d'un mobilier spécifique créé et fabriqué spécialement pour l'ouvrage, satisfaisant de ce fait aux dispositions de l'article 27 du CMP. La chambre souhaite souligner que si ces dispositions s'appliquent par exemple à un mobilier créé et construit spécifiquement pour être intégralement fixé, scellé et installé de manière permanente et harmonieuse dans son environnement, or au cas d'espèce il s'agit de mobilier haut de gamme qui ne rentre pas dans les critères définis à l'article 27.

#### **4.3.1.3. Les avenants à la convention de mandat**

Divers avenants à la convention de mandat ont été passés.

##### **Avenant n° 1 du 18/09/2007 : la mission CSPS assurée par un tiers**

Par avenant n° 1 à la convention de mandat, il a été décidé que la SERM, qui a choisi d'externaliser désormais les missions de CSPS, n'assurerait plus elle-même cette mission dans le cadre dudit mandat. Elle est par conséquent confiée à un prestataire extérieur, sans que l'avenant ne comporte d'évaluation sur le coût de ce transfert. Par ailleurs, la conclusion tardive de cet avenant moins de deux mois avant le démarrage du chantier est un signe d'impréparation.

##### **Avenant n° 2 du 05/08/2009 : mise en valeur nocturne du bâtiment (agence AIK) et différents frais**

L'avenant n° 2 à la convention de mandat avec la SERM pour la réalisation du nouvel hôtel de ville introduit les modifications suivantes (sans chiffrage) :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

- ajouter la mise en valeur nocturne du bâtiment et de son quartier telle qu'elle résulte de l'étude créative de l'agence AIK (dépositaire des droits exclusifs de Yann KERSALE et mandataire de ce dernier) ;

- ajouter les frais d'appels d'offres et de reproduction, les frais de géomètres, les frais d'assurance, les frais d'expertise et de contentieux, les frais de communication relatifs à l'ouvrage, les impôts et taxes et les « autres frais divers liés à l'opération de réalisation de l'ouvrage ».

La prise en charge des dépenses d'appel d'offres et de reproduction de dossiers en 2009, alors que le chantier a débuté en 2007, apparaît surprenante.

### **Avenant n° 3**

L'avenant n° 3, approuvé par la délibération n° 2011/421 du 25 juillet 2011 mais non daté, valide l'aménagement de la salle du conseil municipal, portant notamment sa capacité à 102 places au lieu de 65. L'exposé de la délibération est lapidaire et l'information des élus apparaît pas lacunaire.

*« La ville souhaite, par l'intermédiaire d'un avenant n° 3 à la convention de mandat : intégrer dans les postes de dépense du mandat les frais d'étude et de réalisation des cloisons séparatives des bureaux avec les circulations, ainsi que l'extension de la capacité d'accueil de la salle du conseil de 65 à 102 places. »*

La collectivité a indiqué que l'augmentation de la capacité de la salle du conseil est destinée à anticiper le renforcement de l'intercommunalité avec une évolution des règles fixant le nombre de sièges des instances communautaires, voire de faire en sorte que la taille de la salle du conseil, initialement limitée, n'empêche l'accueil à terme du siège de la métropole.

#### **4.3.1.4. Situation du mandat de maîtrise d'ouvrage au 31/12/2011 (délibération du 23/07/2012 - CRAC 2011)**

Au 31 décembre 2011, le montant total des dépenses réglées par la SERM dans le cadre du mandat de maîtrise d'ouvrage est de 118 245 k€ HT.

Un nouveau bilan prévisionnel actualisé a été évalué à 132 500 k€ TTC (valeur janvier 2012), soit une évolution de 2,1 % par rapport au bilan 2010 (129 755 k€ TTC).

Ce bilan tient compte principalement :

- des évolutions des indices des prix de la construction connus en janvier 2012,
- des provisions pour risque de contentieux sur le lot façade.

Le bilan annexé est reproduit en annexe 13. Curieusement, la valeur apparaît en HT, alors qu'elle est en TTC dans le corps du texte.

La rémunération de la SERM au titre de son rôle de mandataire est de 4 165 000 € HT et le bâtiment est estimé, en coût « final », à 132 500 000 € HT dans le tableau et TTC dans le corps du texte.

Au cours du chantier, à la suite des visites techniques des pompiers préventionnistes du SDIS, des travaux supplémentaires ont également été demandés. Leur montant s'élève à 136 608,77 € HT et ils ont été supportés par la ville dans le cadre du mandat.

#### 4.3.2. Les coûts non compris dans le mandat de maîtrise d'ouvrage

##### 4.3.2.1. La publication de l'avis de concours et l'indemnisation des candidats non retenus

Par délibération du 25 février 2002, la ville a confirmé la « réalisation de l'hôtel de ville et du quartier qui l'environne » et décide le lancement d'un concours d'architecture. Les études et le dossier de concours ont été faits par la SERM via son mandat d'études sur le secteur des Aiguerelles.

Un avis de pré-information a été publié en date du 16 avril 2002 et les coûts de publication se sont élevés à 76 464,38 € HT (91 451,40 € TTC).

S'agissant du contenu de la mission, il est précisé que « le lauréat se verra attribuer les missions suivantes » :

Tranche ferme	Mission 1	Maîtrise d'œuvre, études préliminaires, avant-projet et projet des espaces publics compris dans le périmètre de l'opération d'aménagement.	
	Mission 2	Maîtrise d'œuvre du parc public, études préliminaires, avant-projet et projet.	
	Mission 3	Maîtrise d'œuvre de l'hôtel de ville et de ses parkings.	Mission complémentaire optionnelle, synthèse et coordination SSI. Le mode de dévolution des marchés de travaux est prévu en lots séparés.
Tranche conditionnelle	Mission 4	Mission complémentaire d'assistance du maître d'ouvrage pour le suivi de la réalisation des espaces publics compris dans l'opération d'aménagement.	
	Mission 5	Mission complémentaire d'assistance au maître d'ouvrage pour la préparation des différents programmes de construction, et comprenant : - définition des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères ; - traduction réglementaire sous la forme d'un secteur de plan masse, pour la partie du quartier qui sera comprise dans une opération d'aménagement ; - assistance dans la préparation des différents programmes de construction.	
« La mission ne porte pas sur la maîtrise d'œuvre des programmes immobiliers autres que l'hôtel de ville. »			

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Le concours s'organise en deux phases :

**1<sup>ère</sup> phase** : parti d'urbanisme et définition sommaire d'architecture. « Cette phase est ouverte à 8 équipes. Elle comprend la production d'un parti général sur 8 ha, comprenant le nouvel hôtel de ville, un parc public de 4 ha, et des programmes immobiliers de bureaux, commerces et services.

Ce plan de parti général définit le positionnement, la volumétrie générale et les principes de composition du bâtiment de l'hôtel de ville, ainsi que l'organisation urbaine sur l'ensemble du périmètre d'étude ».

**2<sup>ème</sup> phase** : esquisse. « Cette phase est ouverte à 5 équipes. Elle comprend, sur la base de la proposition faite en première phase :

- esquisse architecturale du bâtiment hôtel de ville, ainsi que la place de l'hôtel de ville,
- plan du parc, niveau étude préliminaire ».

L'enveloppe prévisionnelle des travaux a été estimée à 97 511 000 € TTC valeur 2002, (soit 81 530 936,45 € HT), lors de l'adoption par délibération en date du 24 septembre 2002 du dossier de concours de maîtrise d'œuvre comprenant notamment le nouveau règlement après ajustement et le programme.

S'agissant des indemnités, les 7 candidats recevables au titre de la 1<sup>ère</sup> phase ont reçu 22 000 € et les 5 candidats admis en 2<sup>ème</sup> phase 80 000 €, soit un total de 554 000 €. Cette somme, versée par la ville, doit être intégrée dans l'évaluation du coût global de l'opération.

Par délibération numéro 82 en date du 25 juillet 2003, la ville attribue le marché de maîtrise d'œuvre du bâtiment de l'hôtel de ville et d'un parking public au groupement Jean NOUVEL / François FONTES pour un montant de 6 508 125 € HT (forfait provisoire hors options).

Pour mémoire, le tableau suivant présente la décomposition de la maîtrise d'œuvre entre le bâtiment et les parkings.

	Bâtiment hors parking	Parkings souterrains et parkings provisoires en surfaces
Enveloppe financière prévisionnelle des travaux (valeur M0)	43 265 000,00	7 415 000,00
Forfait provisoire en pourcentage	13,50	9,00
Montant du forfait provisoire	5 840 775,00	667 350,00
Montant total forfaitaire HT	6 508 125,00	
Montant total forfaitaire TTC	7 783 717,50	
Mission complémentaire optionnelle Synthèse	650 000	
Mission complémentaire optionnelle SSI	86 000	

#### 4.3.2.2. Le parking de 718 places

Lors de la signature du contrat de maîtrise d'œuvre approuvé par délibération en date du 25 juillet 2003, le coût provisoire arrêté de ces parkings était de 7 415 000 € TTC et leur construction était confiée par mandat de maîtrise d'ouvrage à la SERM.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Le 29 juillet 2004, par délibération approuvant le CRAC (exercice 2003) de l'opération « Port Marianne - Consuls de Mer », il est prévu que *« l'aménagement des places de stationnement, prévu initialement dans le mandat ville - SERM, et répondant aux besoins de l'hôtel de ville, serait réalisé par la SERM dans le cadre de la construction d'un parking accueillant également les visiteurs. Cette réalisation est donc désormais prévue par la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ».*

Cette décision a eu pour effet de retirer les parkings du « bloc » hôtel de ville initial, intégrés par la suite à la ZAC « Consuls de Mer Extension ».

La justification apportée par la ville est sa volonté d'appréhender différemment les besoins en stationnement du quartier, de substituer *« les déplacements moins polluants aux voitures individuelles »* et qu'ainsi le parking ne devait pas être réservé à la mairie mais à l'ensemble du public.

Cette explication n'apporte pas de réelle justification au rattachement des parkings et de leur coût à la ZAC « Consuls de Mer Extension ». En effet, dès l'origine, il est clairement spécifié dans la convention de mandat ville / SERM (page 5), approuvée par délibération en date du 19 décembre 2002, que le parking serait *« à l'usage des agents de cette administration, mais aussi pour couvrir une partie des besoins du quartier »*. En outre, si tout équipement public doit être réalisé dans le cadre de la ZAC, alors l'hôtel de ville n'aurait pas dû y déroger.

La ville indique de plus que *« le parking a été réalisé dans le cadre de la convention publique d'aménagement car répondant aux besoins des usagers de la ZAC »*. Or, ce parking est aujourd'hui notamment utilisé, comme prévu initialement, par la mairie, les agents municipaux ainsi que par les usagers.

La collectivité indique par ailleurs louer *« 25 places VIP, 93 places pour les véhicules mairie du pool, 9 places pour les vélos mairie »*. Des agents ont également un abonnement personnel pour pouvoir garer leur véhicule, et la délibération du 14 juin 2010 organise la participation financière des agents municipaux bénéficiant d'une carte d'accès au stationnement dans les parkings.

Par délibération du 16 décembre 2011 sera entériné le rachat à la SERM d'un parking de 718 places pour un montant de 14 251 000 € HT. L'acte notarié du 27 mars 2012 rappelle en page 20 que le parc de stationnement est destiné à accueillir les véhicules de service de la mairie et du personnel municipal, ceux des usagers de la municipalité et ceux des clients des commerçants environnants.

Le contrat de maîtrise d'œuvre initial comprenait la maîtrise d'œuvre tant pour le bâtiment que pour les parkings. Pour la chambre, la suppression de la partie « parking » bouleversant l'économie du contrat, aurait dû donner lieu au moins à la conclusion d'un avenant.

La ville fait état d'un avenant n° 1 au contrat de maîtrise d'œuvre initial qui arrête une moins-value de 471 371 € HT correspondant à la maîtrise d'œuvre des parkings. Mais cet avenant ne lui a pas été communiqué et le montant du forfait provisoire des parkings était de 667 350 € HT lors de la conclusion du contrat de maîtrise d'œuvre.

#### **4.3.2.3. La ZAC « Port Marianne - Consuls de Mer Extension »**

##### **4.3.2.3.1. Présentation**

Le site de la SERM présente l'opération de la manière suivante : *« Situé en rive droite du Lez dans la continuité d'Antigone, le quartier des Consuls de Mer offre à Montpellier une nouvelle façade sur son fleuve en prolongeant et en redonnant une cohérence au tissu urbain de cette partie de la ville. »*

Avec l'extension de la ZAC « Consuls de Mer », le quartier s'étend désormais de l'autre côté du Pont Zuccarelli avec le nouvel hôtel de ville. ».

##### **4.3.2.3.2. La ZAC et ses extensions**

Les objectifs de l'opération « Consuls de Mer - Port Marianne » ont été définis par la délibération du conseil municipal en date du 25 mai 1989. Le dossier de création de la ZAC éponyme avait été quant à lui approuvé par délibération du 25 juillet 1989.

Un avenant numéro 1 à la convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du 24 septembre 2002, permettant d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC sur des terrains devant accueillir le nouvel hôtel de ville.

Cette opération devait permettre *« de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de ville »*<sup>18</sup>, tout en prévoyant la réalisation d'un parc public paysager de 4 ha environ, d'un bassin d'orage ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires. Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean NOUVEL / François FONTES.

Un avenant numéro 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération en date du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension. Cet avenant a également prolongé la durée de la convention jusqu'au 31 octobre 2010 et fixé l'échéancier de la participation de la ville à l'opération.

A la suite de la loi n° 2005-809 du 25 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Une première extension de la ZAC, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006. La livraison des équipements était prévue pour fin 2011. Une deuxième extension de la ZAC a été décidée par délibération du 26 mars 2007. Une troisième extension est actuellement initiée.

Il convient de noter que l'ensemble des publications relatives aux extensions et créations de ZAC ont eu un coût. Il s'élève à 51 668,73 € HT pour la ZAC « Consuls de Mer Extension » et est à intégrer à l'évaluation globale de l'opération « nouvel hôtel de ville ».

<sup>18</sup> Voir délibération du 25/07/2011 numéro 2011/414 reçue en préfecture le 1<sup>er</sup> août 2011.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

#### 4.3.2.3.3. *La situation de cette ZAC et ses modalités d'extension*

La convention en question (concession à compter de la loi n° 2005-809) a fait l'objet de nombreux avenants relatifs à des modifications de rémunération du concessionnaire, et elle a toujours été prolongée et/ou étendue par avenants successifs.

Le Conseil d'Etat s'est prononcé, par un arrêt en date du 18 novembre 2011 n° 342147, SNC EIFFAGE AMENAGEMENT, sur la validation législative des conventions conclues avant la loi du 20 juillet 2005, sans publicité ni mise en concurrence.

La jurisprudence « Telaustria » du 7 décembre 2000 de la Cour de Justice de l'Union Européenne avait déjà soumis l'ensemble des contrats conclus par les pouvoirs adjudicateurs aux obligations minimales de publicité et de transparence propres à assurer l'égalité d'accès à ces contrats. Dans son arrêt « Auroux » du 18 janvier 2007, la CJUE rappelait que la passation de convention publique d'aménagement sans publicité préalable ni mise en concurrence était illégale.

Afin d'être conforme au droit de l'Union européenne, la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 a modifié l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme dans le but de soumettre l'attribution des concessions d'aménagement, initialement exempte, à une procédure de publicité et mise en concurrence préalable. Pour des raisons de sécurité juridique, l'article 11 de la même loi a prévu la validation de l'ensemble des conventions d'aménagement signées avant la date de sa publicité, soit avant le 21 juillet 2005. La loi du 20 juillet 2005 visait ainsi à sauvegarder les précédentes concessions d'aménagements passées sans mise en concurrence entre les opérateurs.

Saisis de recours à l'encontre d'actes détachables des conventions signées antérieurement à la loi de validation, les juges de première instance n'ont pas adopté une position unanime quant à l'application de l'article 11 de la loi de 2005. Cette divergence a été confirmée en appel par un grand nombre d'arrêt jugeant que la validation législative prévue par la loi était incompatible avec le droit de l'Union européenne<sup>19</sup>.

Par cet arrêt récent de novembre 2011, le Conseil d'Etat met fin aux divergences relatives à la légalité des conventions d'aménagement conclues sans publicité et mise en concurrence préalable avant la loi du 20 juillet 2005, et par voie de conséquences à leur validation législative prévue dans son article 11. La haute juridiction y affirme que la validation pure et simple de ces conventions ne saurait être autorisée. Elle ajoute que le principe de sécurité permet uniquement aux cocontractants de poursuivre leur relation contractuelle, initialement entachée d'irrégularité, pendant une période transitoire au cours de laquelle ils devront s'entendre pour mettre fin au contrat dans « des conditions acceptables ».

Est par conséquent sans base légale toute convention d'aménagement conclue sans publicité préalable ni mise en concurrence, ou tout avenant relatif à ladite convention, ou tout acte détachable dudit contrat pris après le 7 décembre 2000, ce qui est le cas dans ce dossier.

La chambre invite donc la collectivité à se pencher sur la régularisation de la situation juridique de la convention/concession d'aménagement relative à la « ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Extension », dans l'éventualité notamment de futurs avenants.

<sup>19</sup> CAA Nantes, 19 décembre 2007, Mme et M. JOSSE, n°s 06NT010787, 06NT01087 ; CAA Versailles, 12 mars 2009, Commune de Clichy la Garenne, n° 07VE02221 ; CAA Bordeaux, 10 janvier 2008, SARL Bébé Cristal n° 05BX01147.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

#### 4.3.2.3.4. Programme

La superficie de l'opération d'aménagement « Port Marianne - Consuls de Mer » est de 23,5 hectares, dont 9 ha correspondant à sa première extension (Phase II de la ZAC) et 4 ha correspondants à la seconde extension (Phase III de la ZAC).

Trois grandes phases sont à distinguer :

- phase 1 : secteur nord Antonelli : Quartier des Consuls de Mer
- phase 2 : secteur sud Antonelli - quartier du nouvel hôtel de ville
- phase 3 : secteur Rue des Acconiers / Voie ferrée d'intérêt local

#### 4.3.2.3.5. Bilan au 31 décembre 2011

Le tableau suivant, élaboré à partir des données figurant au compte rendu annuel à la collectivité portant sur l'exercice 2011 et complété par d'autres postes de dépenses identifiés par la chambre, reprend les frais d'études, de rémunération de la SERM, de concours et les autres frais divers. Il convient de prendre en compte dans le bilan global le montant correspondant aux frais de démolitions sur l'emprise du nouvel hôtel de ville (301 486,62 € HT).

#### **Etudes, rémunérations de la société, concours et frais divers**

Etudes	2 728 000 € HT dont 131 000 HT réalisés en 2011
Rémunération de la société	7 145 000 € HT
Fonds de concours	1 187 000 € HT
Frais divers	2 660 000 € HT ont été versés dont 249 000 € HT en 2011
Foncier	
Acquisitions	15 966 000 € HT
Dont une emprise de 8 ha sur laquelle se situe l'hôtel de ville	1 854 196 € HT
Démolitions (emprise HDV)	301 486,62 € HT
Relogement	0
Indemnités	0

#### 4.3.2.3.6. Participation financière de la ville au titre des équipements publics

Les coûts d'études, de foncier et de travaux relatifs au parvis, au parc paysager et aux différentes voiries et réseaux résultant du projet du quartier environnant sont intégrés au bilan de l'opération d'aménagement couvrant l'ensemble du périmètre du concours.

Le financement est assuré notamment par la cession des charges foncières des immeubles de logements, de bureaux et de commerces qui accompagnent l'opération « nouvel hôtel de ville ».

Divers autres aménagements, intégrés au site de l'hôtel de ville, auraient dû relever du mandat de maîtrise d'ouvrage conclu avec la SERM, et non de la concession d'aménagement. Il en est ainsi du parvis de l'hôtel de ville, du parc paysager, d'une partie de Central Park.

#### 4.3.2.3.6.1. *Le parvis*

Un vaste espace, désormais dénommé « place Georges Frêche », permet l'accès des usagers au bâtiment du nouvel hôtel de ville. Ils doivent parcourir une calade en galets sciés pour pénétrer à l'intérieur de l'édifice. Elle en constitue le parvis, selon les termes même de la délibération du 25 juillet 2005 sur le programme de la ZAC « Consuls de Mer Extension ».

Pour la chambre, le parvis ne peut pas être dissocié de l'opération NHDV. Pour la collectivité le seul fait que ce parvis soit désormais appelé « place » suffit à l'exclure de l'opération HDV. Or, le parvis faisait partie intégrante du projet de maîtrise d'œuvre. De plus, si la construction du NHDV ne s'était pas faite à cet endroit, il n'y aurait pas eu de place ou de parvis en ce même lieu, de cette taille, avec cette conception et en utilisant les matériaux spécifiquement choisis pour le revêtement du parvis assurant un prolongement et une unité avec ceux retenus pour le hall de la mairie.

Cette « calade », réalisée dans le cadre de la ZAC « Consuls de Mer Extension » pour un montant de 1 839 929 € HT, doit en conséquence être intégrée dans l'évaluation globale de l'opération.

Par ailleurs, dans le cadre du mandat avec la SERM, un marché à procédure adaptée a été lancé le 11 octobre 2010 afin de prolonger le revêtement du parvis extérieur jusque dans le hall intérieur de l'hôtel de ville. Ce marché a été attribué le 25 novembre 2010 pour un montant de 410 606,19 € HT (délibération du 7 février 2011).

La réalisation des calades « parvis » et « hall d'entrée » représente ainsi un coût global de 2 250 535,19 € HT.

#### 4.3.2.3.6.2. *Le parc paysager*

*« Intégrés au projet de construction du nouvel hôtel de ville, un parc paysager et un parking public souterrain ont été réalisés ou sont en réalisation. »*

Cette phrase est l'introduction de présentation de la ZAC « Consuls de Mer Extension » du dossier intitulé « Urbanisme et aménagement durable un an d'action, 16/03/2008 - 16/03/2009 », document édité par la mairie à l'occasion du « Printemps de la démocratie » de Montpellier.

*« Le parc public couvre une superficie de 4 hectares et constituera l'écrin de la nouvelle mairie ; il comprendra les jardins précieux. Le parking public de 737 places est déjà construit sous le futur parvis et permettra de répondre aux besoins en stationnement de l'ensemble du projet. »*

Dans sa réponse, et alors que la ville fait valoir que ce parc n'est selon elle pas rattachable à l'opération « hôtel de ville », les termes tels que « *jardins précieux du parc* », « *accessibles depuis la salle des mariages* », montrent en réalité son intégration dans un projet global et doit être intégré à l'évaluation de l'opération NHDV. Les toits des bâtiments adjacents, non accessibles au public et couverts de végétation, en sont aussi une prolongation. Le coût estimatif de ce parc paysager peut être arrêté à 4 000 000 € HT.

#### 4.3.2.3.6.3. *Central Park*

Le concours d'architecture avait non seulement pour objet la construction de l'hôtel de ville et celle de son quartier environnant.

Le bâtiment « ICADE », qui se situe au droit de l'hôtel de ville à droite de la place « Georges FRECHE », relève d'un programme privé, dont l'équipe Jean NOUVEL / François FONTES est l'architecte. La ville n'est pas maître d'ouvrage.

Par délibération en date du 14 décembre 2009, la ville de Montpellier a décidé l'achat en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de locaux à destination de bureaux dans le bâtiment ICADE, à proximité immédiate de l'hôtel de ville.

Le contrat prévoyait l'achat de 778 m<sup>2</sup> de locaux livrés bruts destinés à faire l'objet d'aménagements spécifiques pour la crèche A. Cambon et de 2 814 m<sup>2</sup> de locaux aménagés pour y installer des bureaux supplémentaires pour la nouvelle mairie. Le service informatique et celui des œuvres sociales de la ville y sont par exemple aujourd'hui installés.

Un avenant d'un montant de 288 810 € HT relatif à des modifications de sécurité pour la crèche et des modifications de bureaux a été approuvé lors du conseil municipal du 3 octobre 2011. Le coût total de cette acquisition s'élève à un montant de 8 417 610 € HT (10 067 461,56 € TTC).

Ces dépenses (achat en VEFA et marché d'aménagement) doivent donc être également incluses dans l'évaluation globale du coût de l'opération « nouvel hôtel de ville », pour un montant de 8 833 348,71 € HT.

#### 4.3.2.4. **Des aménagements supplémentaires**

##### 4.3.2.4.1. *Commande de trois photographies pour les plafonds*

La commission d'appel d'offres a validé l'achat de trois photographies ou photomontages de l'artiste Alain FLEISCHER, pour un montant de 369 668,25 € HT, afin d'orner les plafonds des trois grandes salles publiques du futur hôtel de ville (hall, salle des rencontres et salle du conseil municipal), dans le cadre du projet architectural de l'équipe Jean NOUVEL / François FONTES.

Ces photographies, dont le coût est à inclure dans l'évaluation globale, sont posées sur du tissu tendu venant recouvrir les plafonds dont le coût s'élève à 718 200,87 € HT.

##### 4.3.2.4.2. *Les mobiliers*

L'ensemble des mobiliers ont été acquis pour un montant global de 4 123 469,09 € HT.

- *Mobiliers pour les espaces publics de l'hôtel de ville : 795 895 € HT*

Il s'agit des mobiliers relatifs aux espaces publics de l'hôtel de ville dont l'accueil, l'état civil, l'attente d'étage, les bars, la salle hors sac, l'espace du maire et les fauteuils de la salle du conseil. A l'issue d'une procédure adaptée, la société attributaire a été retenue pour un montant de 795 895 € HT.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**- Agencement mobiliers spécifiques : 827 574,09 € HT**

Le mobilier spécifique comprend le mobilier des espaces publics de l'hôtel de ville, dont celui de la salle du conseil (hors fauteuils), de la salle des mariages avec bancs, des bureaux « Vie quotidienne » et état civil, des bars, de la salle hors sac, ainsi que celui des accueils d'étage.

Ce marché a été attribué à l'issue d'une procédure adaptée pour un montant de 827 574,09 € HT dans le cadre du mandat à une ébénisterie d'art qui réalise de l'agencement haut de gamme et technique.

**- Mobiliers des espaces de travail de la mairie : 2 500 000 € HT (prévisionnel)**

Une consultation a été lancée pour la fourniture, l'installation, l'assistance à l'utilisation et le service après-vente des équipements mobiliers des espaces de travail de la nouvelle mairie de Montpellier. Il s'agit de marchés allotés à bons de commande sur 36 mois (à compter de la notification du marché) passés sous la forme d'appels d'offres restreint directement par la ville (hors mandat).

3 lots ont été définis, pour un montant prévisionnel de 2 500 000 € HT.

Le montant des lots 1 et 2 sont à intégrer à l'évaluation globale de l'opération « nouvel hôtel de ville » pour 2 465 000 € HT, le lot 3 ayant été abandonné.

**4.3.2.5. Les frais divers**

**4.3.2.5.1. La publicité**

Le coût total de la publicité sur l'opération est de 563 109,69 € HT, dont une partie a été assurée par le mandataire (125 741 € HT), et se ventilant pour le reste entre les frais de communication de la ZAC « Consuls de Mer Extension », qui comprend le secteur de l'hôtel de ville pour un montant de 231 201,24 € HT et diverses dépenses de communication interne ou externe de la collectivité pour 206 167,45 € HT.

Il convient donc d'intégrer les montants de 231 201,24 € HT et de 206 167,45 € HT à l'opération globale.

**4.3.2.5.2. L'assistance juridique**

Le coût de l'assistance juridique relative à l'hôtel de ville s'élevait à 16 216,59 € HT, et à 96 876,47 € HT pour la ZAC « Consuls de Mer Extension », soit un total de 113 093,06 € HT. La collectivité soutient que ces frais doivent être rattachés à la ZAC quelles que soient les opérations réalisées sur les différents lots. Or, la ZAC « Consuls de Mer extension » concerne principalement l'hôtel de ville et la chambre considère que ces frais d'assistance juridique sont à prendre en compte dans l'évaluation globale de l'opération.

**4.3.2.6. Le déménagement**

Le coût total du déménagement, AMO comprise, s'élève à 540 322,75 € HT, montant qui doit s'intégrer dans l'évaluation du coût global de l'opération.

#### **4.3.2.7. Les travaux de la crèche Adélaïde Cambon**

La crèche Adélaïde Cambon, située dans le bâtiment ICADE, a ouvert en février 2012. Elle dispose d'un agrément pour une capacité d'accueil de 58 places.

Les agents municipaux sont en large majorité des usagers de cette crèche (37 enfants d'agents en 2012, soit 64 % de l'agrément, et 32 en 2013, soit 55 % de l'agrément). Après l'achat en VEFA de surfaces au sein du programme « Central Park », les travaux d'aménagement des locaux destinés à accueillir cette structure (sur 778 m<sup>2</sup>) se sont élevés à 636 273,60 € HT, et ils doivent être aussi rattachés selon la chambre à l'opération NHDV.

#### **4.3.2.8. Ancien hôtel de ville**

Lors de leur déménagement vers le nouvel hôtel de ville, les services de la ville ont libéré des locaux et espaces dans l'ancienne mairie. Ces surfaces ont engendré et représentent encore un coût pour la collectivité.

En effet, la ville a pour projet de louer les espaces vides laissés par les services municipaux à des jeunes sociétés, les redevances de ces conventions d'occupation du domaine public étant censées couvrir les charges d'entretien de l'ancien hôtel de ville.

La collectivité a indiqué que « *Le site de l'ancienne mairie avec ses bâtiments est appelé à disparaître, à terme, pour laisser la place à une nouvelle urbanisation. Ce sera la ZAC Pagezy, qui devrait voir le jour d'ici 5 à 7 ans. Aussi, après une étude de marché (...), a-t-il été décidé, dans ce laps de temps, de ne pas laisser vides les locaux, mais d'occuper cet espace pour maintenir une vie dans le quartier. Il est prévu un équipement public au rez-de-chaussée (ancien hall) et des bureaux en location dans les étages* ».

Les coûts relatifs à ces études, produits par la collectivité, s'élèvent à 635 992 € HT.

Les travaux de remise en état des locaux destinés à être loués se sont élevés pour leur part, selon les services de la collectivité, à 1 134 296 € HT, et 150 000 € pour le désamiantage. Le coût global s'élève donc à 1 284 296 € HT.

Des dépenses annuelles de fonctionnement, à hauteur de 288 788 € TTC selon les données fournies par la collectivité (soit 241 453,17 HT), mais aussi quelques recettes, sont encore aujourd'hui toujours rattachables aux locaux de l'ancienne mairie.

Par ailleurs, alors que l'estimation des dépenses annuelles de fonctionnement s'élève au minimum à 350 000 € TTC lorsque les locaux seront tous loués, les services municipaux évaluent des recettes égales à 401 240 €, ce qui paraît optimiste. Selon la ville, les occupants (dont la cité des métiers et ses partenaires, aidés par ailleurs par la collectivité) devraient en effet à terme s'acquitter d'une redevance annuelle, le site restant dans le domaine public.

Etant donné que le bâtiment n'a pas généré de recettes en 2012, les charges nettes s'élèvent à 288 778 € HT selon la ville. Ce montant vient s'ajouter aux dépenses pour les travaux de remise en état cités précédemment.

D'autres travaux devraient encore être entrepris sur le site, comme l'évoquait le conseil municipal lors de sa séance en date du 4 février 2013, s'agissant de l'aménagement de la Cité des métiers dont l'aménagement des locaux était estimé à 500 000 € TTC, 25 % devant être financés par une subvention de la communauté d'agglomération de Montpellier, au titre du PIC 2013.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Un montant de 1 525 749,17 € HT (1 284 296 € HT + 241 453,17 € HT) est donc à intégrer dans l'évaluation globale du coût de l'opération « nouvel hôtel de ville ».

#### **4.3.2.9. Autres marchés « ville »**

Un certain nombre d'autres dépenses d'informatique ou de signalétique en lien direct avec la livraison de l'hôtel de ville et sa mise en service doivent également être incluses pour un montant de 4 580 920,55 € HT. Pour la collectivité, certaines d'entre elles relèvent du fonctionnement de l'hôtel de ville ou entrent dans le cadre d'un renouvellement de matériel, tels les achats de serveurs ou d'imprimantes.

Par la suite, une terrasse accessible du bureau du maire a été aménagée quelques semaines avant l'ouverture, pour un montant de 49 570 € HT dans le cadre du mandat, ainsi que l'installation d'un éclairage supplémentaire et de blocs prises pour un montant de 9 316,67 € HT doivent également être intégrés à l'opération NHDV.

Dans la mesure où ces dépenses ont bien été engagées dans le cadre du nouvel hôtel de ville, comme en fait foi l'objet des marchés et qu'elles ne sont pas substituables à celles payées pour l'ancien bâtiment, elles doivent être incluses dans l'évaluation globale.

Le tableau suivant présente la liste des divers marchés à prendre en compte dans l'évaluation globale de l'opération « nouvel hôtel de ville ».

Intitulé	Observation	Montant € HT
Assistance à maîtrise d'ouvrage systèmes techniques et courants faibles		127 000,00
Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuel dans le futur hôtel de ville	2 lots	lot 1 1 272 583,91 lot 2 457 213,92
Marché négocié - gestion des files d'attente		36 283,25
Futur hôtel de ville - prestations de sécurité	2 lots	lot 1 350 000,00
	BC sans mini /maxi fonctionnement	lot 2 3 500,00
Mise à niveau du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique au futur hôtel de ville	La ville précise dans sa réponse qu'il s'agit d'un transfert vers la rue Durand, ce qui n'est pas du tout mentionné dans l'intitulé du marché (BOAMP 64B du 31/03/2011)	179 479,00
Futur HDV - prestations de sécurité incendie et de sûreté et maintenance des portes, portails et barrières motorisées	attribué le 30/11/2011	230 000,00
Futur HDV - prestations de sécurité incendie et de sûreté et maintenance des portes, portails et barrières motorisées	attribué le 30/11/2011 (autre prestataire)	20 000,00
Terrasse bureau du Maire - éclairage	Marché à bons de commande	9 316,67
Achat de fontaines à eau pour le NHDV		16 263,00
Fourniture d'une cabine de mise en sécurité des armes au NHDV		4 660,00
Achat de cartes magnétiques contrôle d'accès pour l'HDV	consommables	1 642,50
Mobilier technique du NHDV		90 000,00

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Intitulé	Observation	Montant € HT
Achat de badges cartonnés pour accès sécurisé à HDV		475,30
Consultation juridique décoration du NHDV		3 500,00
Assistance technique pour l'optimisation de la fonction nettoyage du futur HDV et des bâtiments communaux	Etude conseil Nettoyage	9 900,00
<b>Sous-total</b>		<b>2 811 817,55</b>
Achat de 115 photocopieurs multifonctions, 80 imprimantes réseau avec contrats de maintenance et de 4 traceurs couleur AO	BC sans mini maxi	lot 1 1 100 000,00
	montant estimé des besoins	lot 2 300 000,00
	3 lots	lot 3 325 000,00
Achat et maintenance de postes de travail bureautique, de serveurs et imprimantes	Lot 2 serveurs Ville	44 103,00
<b>Sous-total</b>		<b>1 725 000,00</b>
<b>TOTAL HT</b>		<b>4 580 920,55</b>

#### 4.3.3. Conclusion

L'évaluation globale de l'opération NHDV, intégrant l'ensemble du périmètre et des rubriques retenues par la chambre, s'élève ainsi à un montant de 181 029 127,33 € TTC.

Ville de Montpellier		SERM (Mandat maîtrise d'ouvrage)		SERM (concessionnaire ZAC « Consul de Mer Extension »)	
Parking racheté à la SERM - délibération 16/12/2011	17 044 196,00	Coût prévisionnel de l'ouvrage CRAC 2011 - délibération du 23/07/2012 – en TTC	132 500 000,00	Frais de publication ZAC « Consuls de Mer Extension »	61 795,80
Central Park (rachat en VEFA par délibération du 14/12/2009 puis avenant de 288 810 € HT par délibération du 03/10/2011 puis marché de travaux de 415 738,71 € HT)	10 564 685,06			Parc paysager (montant estimé)	4 784 000,00
Frais de publication avis de concours Hôtel de Ville	91 451,40			Calade en galets sciés du parvis de l'hôtel de ville	2 200 435,48
Indemnités candidats au concours	662 584,00			Frais de démolition emprise HDV	360 577,76
Commande de trois photos pour les plafonds à l'artiste Alain FLEISCHER	442 123,35			Publicité faite par la ZAC « Consul de Mer Extension »	276 516,68
Mobiliers des espaces de travail	2 948 140,00				
Publicité faite par la ville	246 576,27				
Assistance juridique	135 259,30				
Déménagement	646 226,01				
Crèche (seulement travaux)	760 983,23				
Ancien hôtel de Ville	1 824 796,01				
Divers marchés	5 478 780,98				
<b>Total par acteur</b>	<b>40 845 801,61</b>		<b>132 500 000,00</b>		<b>7 683 325,72</b>

## 5. LA COMMANDE PUBLIQUE

### 5.1. L'organisation administrative et les procédures d'achat public

#### 5.1.1. Présentation générale - organigramme

La ville de Montpellier est dotée d'une organisation par grands pôles de compétences.

Deux directions interviennent plus particulièrement dans le domaine de l'achat public :

- la direction « affaires juridiques et commande publique », comprenant deux services : « commande publique » et « affaires juridiques » ;
- la direction « finances et contrôle de gestion ».

Ces deux directions appartiennent au département « modernisation ». Alors que ce rattachement au même « département » aurait dû permettre une communication efficace, une organisation cloisonnée a au moins partiellement favorisé le défaut de maîtrise constaté à plusieurs reprises dans la mise en œuvre des dispositions applicables en matière de commande publique.

#### 5.1.2. Les délégations, les notes et le règlement intérieur

L'examen de différentes délibérations, arrêtés et notes de services a permis d'appréhender l'organisation interne actuelle mise en place par la collectivité dans le domaine de la commande publique.

##### 5.1.2.1. Les délégations

Elles n'appellent pas d'observations particulières et en application de l'article L. 2122-19 du CGCT, le directeur général des services, a reçu : « *délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 (CGCT) et arrêtés du maire* ».

Au vu de l'arrêté, les délégations consenties au DGS sont importantes, tout comme celles accordées aux subordonnés en cas d'empêchement du DGS.

##### 5.1.2.2. Les notes de service et le règlement intérieur

###### 5.1.2.2.1. Notes

Une série de notes de service élaborées en 2009 ont arrêté les procédures devant être suivies par les services dans le domaine de l'achat public. Elles visent par exemple, la nomenclature, la rationalisation des achats, les guides internes, le contrôle des marchés sans publicité ni mise en concurrence, ou les clauses sociales.

A propos de la nomenclature, une note de service datée du 19 décembre 2008 indique que la « nomenclature d'achats » est en cours de mise en place. Il est précisé qu'il « *est prévu dès janvier 2009 la mise en place d'un outil unique de recensement et de numérotation des MAPA de 4 000 à 206 000 € HT* ».



Or, seuls les MAPA seraient numérotés par le logiciel. Les marchés formalisés seraient idem numérotés par le service de la commande publique.

Ce recensement par agrégat se traduit en pratique de la manière suivante, selon la collectivité : chaque service déconcentré porte un numéro de marché en fonction de la procédure définie par le logiciel. Plusieurs MAPA peuvent être numérotés par différents services déconcentrés, et le seuil des procédures formalisées parfois atteint. Aussi, le prochain marché sera numéroté et lancé en procédure formalisée, ce qui est peu cohérent.

Ce dispositif ne correspond ni à l'esprit ni à la lettre du code des marchés publics.

#### *5.1.2.2.2. Le « règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée »*

La ville de Montpellier a fait le choix de faire délibérer le conseil municipal sur le « règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée », qui est un guide à destination des services amenés à effectuer des achats.

Le dernier règlement a été délibéré en date du 6 février 2012.

La distinction entre les marchés relevant de l'article 30 du code des marchés publics et les marchés passés selon une procédure est malencontreuse car la « procédure adaptée » constitue bien une procédure. La ville s'est engagée à revoir la rédaction de ce document.

### **5.1.3. Une organisation et des outils largement perfectibles**

#### **5.1.3.1. Organisation générale**

De manière générale, la chambre relève le caractère confus de l'organisation de la commande publique, tant en ce qui concerne la passation que l'exécution exposant ainsi la collectivité à des risques importants.

Les difficultés de numérotation des marchés vues supra en sont un exemple particulièrement illustratif.

D'ailleurs la ville a arrêté en janvier 2013 une numérotation unique pour tout marché.

De plus, et outre les numéros de marchés différents, faire le lien entre marché et mandats est difficile. Les marchés en-dessous du seuil de 90 000 € HT ne sont pas suivis financièrement, ou alors seule une information apparaît parfois en zone « commentaires » « *du fichier des mandats* ».

Dans sa réponse, la ville indique que les MAPA supérieurs à 15 000 € HT sont désormais enregistrés dans le logiciel financier.

En outre, on relève un défaut de communication préjudiciable entre la direction des finances et la direction de la commande publique.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

La direction de la commande publique n'est pas habilitée à consulter le logiciel financier. L'exécution des marchés, la mise en œuvre d'une cartographie des achats fiables, le suivi la computation des seuils sont de ce fait rendus impossibles.

En définitive, les défaillances d'organisation et de processus du contrôle interne font courir à la ville des risques juridiques certains.

Sur la période examinée, les constats suivants peuvent être faits :

- décentralisation des procédures entraînant l'absence d'appréciation générale sur les achats ;
- absence de communication entre les services ;
- manque de maîtrise des procédures d'achat public se traduisant par :
  - le recours à la procédure d'appel d'offres une fois que les seuils sont atteints,
  - la non computation des dépenses d'exécution pour relancer les marchés,
  - des agrégats non analysés au regard de l'exécution réelle ;
- lacunes au niveau du suivi financier :
  - défaut de suivi des marchés inférieurs à 90 000 € HT,
  - défaut d'encodage,
  - impossibilité de suivi des marchés.

Sur ces divers constats, la collectivité a indiqué avoir récemment pris des dispositions afin de combler les lacunes relevées.

## **5.2. Frais d'hôtellerie, de restauration et autres dépenses diverses**

La chambre a procédé, sur la base des fichiers de mandats 2010 fournis par la collectivité, à l'examen de certains types d'achats, notamment les frais de restauration, d'hôtellerie et de boissons.

Les montants 2010 de ces diverses dépenses s'élèvent à :

Restaurants	59 903,91 € TTC
Hôtels	25 280,13 € TTC
Vins	55 294,05 € TTC

Il ressort de l'examen de ces mandats diverses observations faisant apparaître :

- un respect inégal des règles de la commande publique (défaut de mise en concurrence, achats hors marché, défaut de computation...) :
  - frais de restauration et d'hôtellerie sans mise en concurrence (respectivement 60 000 € TTC et 25 280,13 € TTC en 2010),
  - achat de vins (55 294,05 € TTC en 2010 dont 57 % hors marchés) ;
- l'absence de décision de l'assemblée délibérante autorisant certaines dépenses ;
- des événements au coût significatif : « Clapassade » pour 94 000 € TTC, cérémonies de vœux pour près de 133 000 € TTC ;

- l'utilisation de cartes bancaires professionnelles pour le paiement essentiellement de frais de bouche ;
- une base juridique fragile pour un certain nombre de paiements :
  - délibération contraire aux textes légaux et réglementaires relatifs aux remboursements et prises en charge des frais pour les cartes professionnelles,
  - absence de certaines mentions justificatives,
  - contrôle insuffisant des dépenses ;
- un manque de maîtrise du domaine de la commande publique par les agents en charge de ce secteur.

### **5.2.1. Les dépenses de restauration**

La chambre rappelle que les modalités de prise en charge et de remboursement des frais de restauration sont réglementées. Seul le conseil municipal peut décider la prise en charge, selon des modalités très précises de certains repas de travail. En dehors d'un mandat spécial ou d'une telle autorisation, le montant des frais de remboursement de repas est de 15,25 € TTC.

Les dépenses de restaurants s'élèvent en 2010 à 59 903,91 € TTC, frais auxquels il convient d'ajouter les dépenses de restauration payées par cartes professionnelles, et les dépenses assimilables à des achats auprès de traiteurs.

Quatre restaurants ont par ailleurs la faveur des agents/élus, accompagnés ou non de personnes extérieures à la collectivité.

A titre d'exemple, dans un restaurant, 189 couverts ont été comptabilisés (y compris les convives présents lors des repas payés avec une carte professionnelle), pour un prix moyen de repas d'environ 41 € par personne.

Par ailleurs, des agents et/ou élus (accompagnés de personnes hors collectivité ou non) se rendent dans des établissements gastronomiques, une facture de 2010 s'étant par exemple élevée à 2 422,50 € TTC pour l'un d'entre eux.

### **5.2.2. Les boissons alcoolisées**

Le montant total minimum d'achat de vins effectué en 2010 est de 55 294,05 € TTC, dont 57 % réalisés en dehors des règles de la commande publique (hors marchés), soit 31 653,08 € TTC.

La ville indique s'être engagée à organiser à l'avenir les conditions d'une procédure de mise en concurrence.

## **5.3. Opérations diverses**

### **5.3.1. Une opération de près de 94 000 € restée sans lendemain : la « Clapassade »**

Montpellier ne possédant pas de spécialité culinaire particulière, un concours a été lancé en août 2009 pour créer un plat reflétant la ville et pouvant participer à son rayonnement. Ce

plat a été nommé la « Clapassade » et le concours a été dénommé « Clapassade, inventez le plat de Montpellier ». Un règlement du concours a été établi et la ville entendait aussi convaincre l'industrie agroalimentaire d'adapter la recette aux contraintes industrielles.

Les frais de communication de cette opération s'élève à 79 035,74 € TTC, la très grande majorité de ces dépenses étant passées dans le cadre de marchés<sup>20</sup>.

Toutefois, l'examen des mandats montre que d'autres dépenses doivent être rattachées à cette opération pour un montant global de 93 690 € TTC, soit :

- 7 300 € TTC pour l'organisation et la présentation du concours culinaire « La Classapade » ;
- 5 107,95 € TTC pour la location des lieux de réception ;
- 2 096,20 € TTC pour l'hébergement et la restauration de « personnalités » ;
- 150 € TTC au titre d'un bon de cette valeur faciale, à dépenser dans un restaurant pour le gagnant du concours.

Aucune délibération du conseil municipal n'a été produite à l'appui de ces dépenses.

S'agissant de l'atteinte de son objectif, la collectivité indique qu'« *Aucune suite industrielle n'a pu être donnée à cette opération. Concernant les restaurants montpelliérains, quelques-uns proposent aujourd'hui la Clapassade à leur carte* ».

Cette opération d'un coût global de 93 690 € n'a donc pas rencontré le succès escompté. La ville a indiqué qu'elle ne disposait « *d'aucun document préalable relatif à l'estimation des retombées économiques de l'opération ou à l'intérêt de la faisabilité* ».

### **5.3.2. Les vœux 2010**

Une évaluation des dépenses engagées à l'occasion des vœux 2010 a été réalisée à partir du fichier des mandats. Elle s'élève à 132 517,80 € TTC et ne représente qu'une partie des frais engagés à cette occasion, d'autres dépenses, telles que des locations de lieux ou de matériels par exemple, ou encore des décorations florales, pouvant avoir été comptabilisées sous d'autres libellés.

Ce coût *a minima* est significatif de dépenses protocolaires pour une opération de la collectivité. L'alimentation représente à peu près 24 000 € TTC sur plus de 132 000 € TTC de dépenses, soit seulement 18 %. Plus de 100 000 € TTC ont été consacrés à la communication, à la décoration des salles, à la vidéo ou encore à l'animation événementielle.

Il est rappelé à la collectivité que cette opération n'aurait dû être mise en œuvre qu'après mise en concurrence dans le respect des règles des marchés publics

<sup>20</sup> Conception et réalisation des annonces presse pour un coût de 6 446,44 € TTC en novembre 2010 ; insertions presse (Midi Libre le 12 octobre 2010, Montpellier Plus le 13 octobre 2010 et le Midi Gourmand de novembre 2010) pour un coût de 15 709,39 € TTC en octobre 2010 ; 49 spots radio sur Chérie FM entre le 9 et le 15 octobre pour un coût de 1 524,19 € TTC.

#### **5.4. Les cartes professionnelles**

##### **5.4.1. Présentation du dispositif**

Par délibération n° 2009/137 en date du 31 mars 2009, la ville de Montpellier a mis en place un système de cartes bancaires internationales, attribuées à certains personnels.

La carte est présentée comme un « *nouveau moyen de paiement efficace, pratique et simple. Il s'agit d'une carte de paiement à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels strictement définis et dans la limite des seuils fixés par la réglementation* ». Les frais de cotisation et les frais de gestion sont à la charge de la ville.

Il est précisé qu'« *aucune dépense à caractère personnel ne pourra être payée avec cette carte* » et que « *les frais professionnels pouvant être pris en charge par ces cartes ainsi que la banque prestataire et les bénéficiaires seront actés par décision du maire* ».

**Les dépenses autorisées** : « à caractère exclusivement professionnel dans l'intérêt des affaires de la commune »

- Frais de restauration, de déplacement<sup>21</sup> et d'hébergement liés à des colloques, formations ou manifestations professionnelles. Les remboursements se feront sur la base forfaitaire réglementaire.

- Frais de représentation remboursés au réel dans la limite de 150 euros par utilisation.

- Repas avec des interlocuteurs professionnels remboursés au réel (joindre obligatoirement la liste nominative des invités ainsi que leurs fonctions pour remboursement).

- Retrait d'espèces pour les trois types de dépenses énumérées ci-dessus (remboursements effectués sur la base de justificatifs identiques à ceux demandés pour les dépenses autorisées pour la carte professionnelle).

- Les dépenses par le biais de cette carte sont autorisées dans la limite de 500 euros par utilisation, à l'exception des frais de représentation limités à 150 euros par utilisation.

**Modalités de remboursement** : les seules dépenses prévues et justifiées par une facture feront l'objet d'un remboursement. Les factures des terminaux de paiement et les relevés bancaires ne sont pas recevables.

**Destinataires** : cinq personnes sont nommément désignées comme attributaires d'une carte professionnelle.

##### **5.4.2. Des dispositions de remboursement de frais irrégulières**

A la suite de la délibération en date du 13 décembre 2010 relative aux modalités et conditions de prise en compte des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées, la ville de Montpellier a actualisé le règlement d'utilisation de la carte professionnelle par une délibération en date du 25 juillet 2011.

<sup>21</sup> Train, avion, taxis, transports en commun.

La chambre rappelle à cet égard que les dérogations aux plafonds réglementaires de remboursement ne sauraient revêtir qu'une durée limitée. Aussi, fixer des dérogations permanentes et illimitées est contraire aux dispositions de l'article 7-1 du décret 2007-23 du 5 janvier 2007 dont le second alinéa est très précis sur la notion de « *durée limitée* ». La cour administrative d'appel de Versailles en date du 21 janvier 2010 (09VE03049), mais aussi le Conseil d'Etat, en date du 11 octobre 2010 (338597) ont d'ailleurs clairement rappelé ces principes.

#### **5.4.3. Des règles d'utilisation non respectées et des dépenses très variées**

Sur l'année 2010, 19 861,23 € TTC ont été mandatés au titre des cartes professionnelles, pour régler des « *frais professionnels strictement définis* » selon les termes de la délibération. Elles sont utilisées majoritairement par des agents de la ville, et non par des élus.

En effet, si les noms des convives apparaissent en général sur les factures, leurs fonctions sont rarement renseignées. Aussi, les justifications des paiements ne sont-elles pas complètement conformes aux règles que la commune a elle-même définies.

Le nombre de convives mentionné n'est également pas toujours exact. Il arrive que 4 couverts soient indiqués sur la facture alors que seules trois personnes sont citées comme ayant pris un repas. Autre exemple, il arrive que seuls le nombre de couverts et le prix total soient mentionnés sur les factures.

La carte professionnelle est également fréquemment utilisée par des agents de direction pour des frais de restauration, avec des repas dans des restaurants gastronomiques pratiquant des tarifs élevés.

Un contrôle est cependant effectué car le remboursement de frais engagés dans des bars de nuits parisiens a par exemple été rejeté. D'autres dépenses font malgré tout dans le même temps l'objet de remboursements alors que les conditions pour qu'elles le soient ne paraissent pas véritablement remplies, ou pour lesquelles la notion de frais professionnels semble relativement éloignée.

#### **5.5. Marchés d'agence de voyages**

La chambre a procédé à l'analyse des marchés d'agence de voyages passés par la ville de Montpellier sur la période examinée. Un même fournisseur, la société BOS VOYAGES, a pourvu quasiment exclusivement aux besoins de la ville, les prestations étant passées aussi bien dans le cadre de marchés qu'en hors marché pour un coût de 1 010 761,53 € TTC. Quelques rares autres opérateurs ont réalisés pour 8 292,41 € TTC en 2010 et 22 829,02 € TTC en 2011 de prestations sur la période.

La répartition des sommes mandatées à BOS VOYAGES de 2007 à 2011 (source : fichiers des mandats fournis par la ville) sont présentées en annexe 14.

L'ensemble des conditions de mise en œuvre des marchés concernés ne pouvaient que conduire la collectivité à effectuer le choix de la société BOS VOYAGES. Une réunion de travail en Chine, particulièrement onéreuse, fera l'objet d'un point particulier.

De manière générale, les divers documents et pièces relatifs aux marchés sont de qualité médiocre, tant sur la forme que sur le fond. Les marchés conclus avec BOS VOYAGES illustrent les lacunes organisationnelles et l'insuffisante maîtrise des procédures d'achat public par les services, ainsi que les déficiences du contrôle hiérarchique et à titre d'exemple : absence de concordance déjà soulignée de numérotation entre la passation et l'exécution des marchés, absence de contrôle des marchés inférieurs à 90 000 € HT.

#### **5.5.1. Marchés n<sup>os</sup> 7AIQ ou 7AIQ 120 0 - « Fourniture de titres de transports nationaux et internationaux et organisation de séjours »**

Ce marché à procédure adaptée (article 28 CMP), à bons de commande avec minimum et maximum (article 77 CMP), a pour objet *« la fourniture de titres de transport nationaux / internationaux et l'organisation de séjours professionnels pour les agents et les élus de la ville de Montpellier »*.

Le lot 1 est relatif à la livraison de titres de transport nationaux (minimum : 27 000 € HT - maximum : 57 000 € HT), et le lot 2 à la livraison de titres de transport internationaux (minimum : 20 500 € HT - maximum : 147 000 € HT).

L'attributaire des lots 1 et 2 est la société BOS VOYAGES. La durée du marché s'étend du 21 janvier 2008 au 31 décembre 2008.

Pour le lot 1, les candidatures ont été jugées recevables pour le lot 2, mention est faite que *« toutes les offres ont été jugées recevables »*. La ville confond donc les notions de candidature et d'offre.

De plus, de significatives irrégularités de forme sont relevées sur les documents de procédure interne. Ainsi, aucune pièce ne mentionne la référence à l'article 29 ou à l'article 30 du code des marchés publics. La ville a indiqué que *« Nous ne faisons pas encore de distinction entre les services relevant de l'article 29 et ceux relevant de l'article 30 »*.

Or, ni les directives qui distinguent les deux catégories de services, ceux jugés prioritaires et ceux jugés non prioritaires, ni le code des marchés publics, n'ont instauré de régime dérogatoire d'application ou d'interprétation et, au regard des spécifications de ce marché, l'article 29 du CMP devait obligatoirement être appliqué.

La chambre ajoute que justifier une procédure adaptée ou l'application d'un article (29 ou 30) par un seuil supposé, car sans computation, révèle une réelle méconnaissance de la réglementation applicable : *« Ne visant pas l'article 30, il est clair que nous parlions d'article 29 et au vu des montants considérés en seuil maximum (204 000 € HT), nous entrons aussi dans le cadre de l'article 28 »*.

La ville a en outre apporté la précision suivante : *« Nous nous plaçons bien dans le cadre de l'article 29 et, vu le montant maximum du marché (204 000 € HT), plus précisément dans le cadre d'une procédure adaptée »*. Cette réponse montre une nouvelle fois l'interprétation erronée des règles de la computation des seuils. La computation des seuils ne résulte pas en effet de la procédure utilisée, ce n'est qu'après une estimation rigoureuse des besoins qu'une procédure est choisie et non l'inverse.

Par ailleurs, les notions de « durée du marché » et « délais d'exécution » ne sont pas équivalentes et la collectivité devra mentionner clairement dans les pièces constitutives, la durée du marché.

La présentation confuse des pièces du marché peut en effet entraîner des difficultés pour les candidats à répondre de manière précise aux conditions de la consultation.

Si le contenu de la première enveloppe intérieure est bien indiqué, aucune mention n'explique celui de la deuxième enveloppe intérieure, contenant l'offre. Ainsi, sans lien avec ce qui précède et dans le même article, il est fait mention d'un « projet de marché » se référant à un « cahier des clauses techniques particulières », absent du dossier de marché, seul un « cahier des clauses particulières » y figurant.

#### **5.5.1.1. Critères de sélection des offres**

Les critères de sélection des offres, pour chacun des lots, reposent sur la valeur technique (qualité du service selon « mémoire justificatif ») pour 60 %, et le prix des prestations, pour 40 %.

#### **5.5.1.2. Notation de la valeur technique**

Dans le rapport d'analyse des offres, la valeur technique est jugée « *au regard du cadre de mémoire technique* », annexe au cahier des clauses particulières.

Les nombreuses imprécisions de rédaction des pièces font que la ville utilise indistinctement des notions différentes, le « mémoire justificatif », le « mémoire technique », le « cadre méthodologique » et le « cadre de mémoire technique ».

Le « mémoire technique » est en fait un « cadre méthodologique » joint au dossier qui est constitué d'un tableau tenant sur une feuille simple reprenant l'ensemble des critères de choix. Le candidat doit ainsi compléter la zone nommée « commentaire »

La ville analyse la valeur technique seulement au regard de ce cadre méthodologique en comparant les commentaires des candidats. Le même document est utilisé pour les deux lots.

#### **5.5.1.3. Notation du prix**

Pour la notation du prix des prestations, la collectivité applique une formule définie en interne, avec un coefficient de pente déterminé préalablement.

Les bordereaux de prix s'apparentent à des détails quantitatifs estimatifs (DQE), qui servent à comparer les offres. Ils correspondent aux transports aller-retour de 1 (lot 1) ou 5 (lot 2) personne(s) sur des destinations prédéterminées métropolitaines (lot 1) ou internationales (lot 2) à une date correspondant à la date *t* de contractualisation. Les candidats doivent remplir un « bordereau de prix » par lot et indiquer le pourcentage de rabais consenti sur catalogue.

Le bien-fondé du recours au bordereau de prix n'apparaît pas nettement. En effet, ces marchés s'exécutent par application de prix unitaires. Or, il s'agit de prix valables pour la durée du marché pour une ou cinq personnes en fonction des lots à une date « *t* » pour des destinations prédéfinies. Il semble ainsi difficile de commander ces voyages dans les conditions contractualisées.



En outre, ces bordereaux ne fixent pas certains frais qualifiables de « frais fixes » tels que les frais d'agence, frais d'acte ou d'assurance par exemple. En conséquence, la collectivité, dans l'exécution de ce marché, est amenée à se déterminer davantage sur le rabais appliqué sur catalogue que sur les « bordereaux de prix », impossibles à utiliser dans les faits. Au final, le marché n'a que l'apparence d'un marché à bons de commande et l'exécution s'effectue par application d'un rabais sur catalogue.

#### **5.5.1.4. Des lacunes dans l'analyse des offres**

##### **5.5.1.4.1. Pour le lot 1**

L'analyse du lot 1 a été effectuée par les deux services utilisateurs. La ville a précisé que *« chaque service a attribué une note en fonction des items du cadre de mémoire technique. C'est la moyenne de ces 2 notes qui est devenue la note définitive de la valeur technique »*.

Pour ce lot 1, l'attributaire a modifié le bordereau de prix en ajoutant des colonnes supplémentaires, et *a contrario* n'a pas complété celle intitulée « prix moyen », au demeurant non défini. L'offre aurait par conséquent dû être déclarée non-conforme. Pour déclarer la conformité, la ville a utilisé une notion juridiquement indéterminée de « conformité induite » qui laisse la chambre perplexe. Il s'agissait en réalité de déclarer conforme un pli qui ne l'était pas.

La collectivité, s'agissant de l'analyse des prix pour les trajets en train, a additionné le coût du voyage en 1<sup>ère</sup> classe et le coût du voyage en 2<sup>ème</sup> classe, mais sur des bases différentes (seconde classe pro ou non selon les « bordereaux » des candidats) rendant ainsi toute comparaison inopérante. La ville reconnaît elle-même : *« Toutefois, les services en charge de ce dossier auraient pu opérer un questionnement plus précis des candidats »*.

Le rabais est pour sa part noté sur 5. Sur les deux candidats, la seule entreprise qui propose un rabais de 2 % obtient 3 sur 5. L'autre société, à savoir l'attributaire BOS VOYAGES, ne propose pas de rabais, et obtient la note de 0. La détermination de la note « 3 » ne repose ainsi sur aucun élément objectif.

L'analyse du critère prix apparaît donc contestable. L'attributaire obtient *in fine* la note de 26,32 sur 40, et l'entreprise non retenue 11,62 sur 40.

La collectivité a par ailleurs ajouté en cours d'analyse un sous-critère « local » sous-couvert de la notion de « disponibilité ». Le candidat installé à Montpellier obtient ainsi la meilleure note au motif contestable de localisme : *« Lors de l'analyse des offres, il a manifestement été considéré par les services en charge du dossier que la proximité géographique pourrait faciliter la réactivité et le suivi du déplacement par une personne unique »*.

Cette considération n'est guère recevable compte tenu des moyens modernes de communication existants.

De plus, l'ajout de sous-critères en cours d'analyse est totalement contraire à la réglementation des marchés publics. La collectivité s'est ainsi exposée à des risques contentieux importants.

#### 5.5.1.4.2. Pour le lot 2

Comme pour le lot 1, les candidats devaient remplir un « bordereau des prix » qui s'apparente davantage à un DQE puisque devaient être complétés les tarifs des voyages aller-retour d'une délégation de 5 personnes en classe « affaires » à destination des villes jumelées avec Montpellier, c'est-à-dire Chengdu, Barcelone, Louisville, Heidelberg, Fès et Tibériade.

La médiocre qualité de rédaction du CCTP a conduit la commune à décider qu'elle ne pouvait comparer les offres de prix du fait d'un « manque de précision » interdisant « une véritable comparaison », et donc « une moyenne des offres [qui] ne correspondrait à rien ».

Or, la société attributaire ne fait aucun rabais sur le tarif clientèle alors que la société non retenue propose un rabais de 2 % qui n'a pas été reporté au rapport d'analyse des offres, et par conséquent non comptabilisé dans la note du candidat concerné.

La collectivité attribue donc le marché à BOS VOYAGES en se fondant seulement sur la valeur technique du mémoire justificatif, cette société obtenant 60/60 sur ce critère.

Cette attribution n'est pas conforme aux dispositions du code des marchés publics, plus spécifiquement celles de l'article 53, dans sa version en vigueur au moment de la passation du marché, qui disposent que si l'attribution ne se fait que sur un seul critère, ce ne peut être que sur celui du prix.

Le sous-critère de « disponibilité », pour ne pas dire « localisme », a également été ajouté en cours d'analyse, exposant l'exécutif aux mêmes risques que ceux évoqués pour le lot 1.

La société BOS VOYAGES obtient pour ce lot les notes maximum pour tous les items du cadre du mémoire technique.

#### 5.5.1.5. Exécution

La chambre a relevé que des paiements sont intervenus irrégulièrement au-delà de la date de validité du marché fixée au 31 décembre 2008.

La commune se doit à l'avenir d'être plus attentive aux contraintes du secteur d'activité concerné afin de rédiger des marchés qui ont fait l'objet au préalable d'une expression du besoin la plus complète possible, les entreprises du secteur pouvant alors répondre sans ambiguïté et de manière précise, pour une analyse de l'offre plus aisée et une satisfaction optimale du besoin.

Pour justifier les carences et les erreurs relevées, la ville met en avant le fait qu'il s'agissait du premier marché lancé dans ce domaine. Or, en 2007, l'ouverture à la concurrence était devenue la règle.

La chambre ne peut que constater que les principes de transparence des procédures, de liberté d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement entre les candidats n'ont pas été respectés.

### **5.5.2. Les autres procédures entre le marché 7AIQ ou 7AIQ1200 et le marché 9M364**

Le marché portant le n° 7AIQ s'est terminé le 31 décembre 2008 et aucun autre marché n'a été notifié avant le 2 février 2010 (marché 9M364).

Ainsi, au moins pendant toute l'année 2009, la ville a commandé des prestations à la société BOS VOYAGES pour un montant de 119 999,14 € TTC, exécutées « hors marché ».

Un MAPA aurait été lancé en mars 2009 et déclaré sans suite en août 2009 en raison d'une mauvaise définition des besoins. Sur l'ensemble de l'année, la collectivité déclare donc avoir procédé par devis préalables. Les commandes ont été quasiment uniquement passées auprès de BOS VOYAGES à l'exception d'environ 10 000 € de auprès de deux autres voyagistes.

Il est surprenant que, dans une collectivité telle que Montpellier, dotée de services en principe expérimentés, de telles erreurs aient pu être commises. La ville devra rapidement mettre en œuvre des mesures destinées à renforcer le contrôle interne pour éviter de s'exposer à des risques juridiques graves de nature administrative, voire pénale.

### **5.5.3. Marché sans validité juridique : la procédure 9M364**

Une procédure adaptée ouverte, selon l'article 28 du CMP, a été initiée par la collectivité ayant pour objet :

*« Afin de permettre aux agents et aux élus de participer à des manifestations protocolaires, des réunions, des colloques, des formations, [...] la ville a besoin de réservation et de fourniture de titres de transport aérien, ferroviaire, maritime et routier, de prestations hôtelières et de prestations annexes comme la restauration, la location de véhicules et divers autres services nécessaires (guides, interprètes, gardes du corps...) lors de ces déplacements à l'étranger, qui interviennent uniquement dans le cadre professionnel ou de formation et qui sont liés aux droits, titres et fonctions ou missions confiées par la ville aux personnes précitées. ».*

Le CCTP précise que « le prestataire assurera la réservation et fournira les titres de transport aérien, ferroviaire, maritime ou terrestre, sur l'ensemble des déplacements à l'étranger ».

La chambre réitère ses observations sur la confusion faite par la ville entre les articles 29 et 30 du CMP, et sur les notions de « délais d'exécution des commande » et de « durée du marché ».

L'attributaire de ce « marché » à bons de commande avec un minimum (20 000 € HT) et un maximum (89 000 € HT), en vertu de l'article 77 du CMP, est l'agence BOS VOYAGES.

#### **5.5.3.1. Déroulement de la procédure**

Trois candidats ont déposé une offre : BOS VOYAGES, la société E et la société F.

Les critères de sélection des candidatures étaient d'une part les garanties et capacités techniques et financières, d'autre part les capacités professionnelles.

Les critères de jugement des offres étaient la valeur technique (au vu d'un mémoire technique) pour 70 %, et le prix des prestations pour 30 % (au vu de l'opération type par application de la formule interne à la collectivité avec un coefficient de pente égal à 5).

S'agissant de l'annexe financière, elle comprend :

- le bordereau des prix unitaires (BPU) intitulé « état des frais fixes » (document 1) ;
- le tableau n° 1 intitulé « simulation des coûts des prestations et frais divers d'agence sur la base d'une opération type » (document 2). Il s'agit d'une « opération type » reprenant les tarifs du BPU, dans le but de chiffrer le coût total des prestations proposées pour le déplacement de Montpellier à Chengdu en aller-retour pour 5 personnes en classe affaires, hôtel 4 étoiles, repas inclus, location de minibus, guide et interprète ;
- le tableau n° 2 « proposition de tarifs et de garanties d'assurances voyages » (document 3).

Le document contractuel tableau n° 1, appelé « opération type » est en fait un détail quantitatif estimatif (DQE). Ce document a la même valeur que le BPU, utilisé pour l'exécution du marché.

La collectivité a souhaité s'entourer de garanties quant à la recherche des vols les moins chers en incitant fortement le futur attributaire à comparer les offres *low-cost*. Des vérifications et des pénalités sont d'ailleurs prévues, et la commune se réserve même la possibilité de s'adresser aux frais et risques du titulaire à un autre prestataire. En revanche, et si la ville souhaite mieux encadrer le prestataire par des clauses contraignantes en cas de non-respect de ses obligations, elle doit faire référence dans ses propres documents à des clauses existantes, et non pas à un article inapproprié, en l'occurrence celui sur les garanties financières.

### **5.5.3.2. Analyse des offres**

L'analyse des offres met en lumière une attribution de notes qui ne reflètent pas les écarts entre les offres, entraînant une rupture d'égalité entre les candidats.

Par ailleurs, la collectivité n'a procédé qu'à l'analyse des déplacements en avion alors que le marché portait également sur le transport maritime et ferroviaire.

#### **❖ Prix**

En préambule la ville a précisé que, pour l'ensemble de l'analyse, « *la personne ayant effectué l'analyse ne comptant plus parmi les effectifs de la ville depuis plusieurs années, il est difficile d'être catégorique dans les réponses apportées à la chambre* ».

Alors que la collectivité avait demandé trois documents aux candidats, à savoir le BPU, l'opération type (tableau 1) et les propositions de garanties et les tarifs d'assurance voyages (tableau 2), elle indique ne pas pouvoir prendre en compte l'ensemble des composantes du critère « prix » au motif que les montants sont « incohérents et incomparables ». Ainsi ne peuvent être pris en compte les « prestations VIP », les « frais de statistiques », et les « frais de service - émission de billets internationaux ». La ville précise, sans le démontrer, que « *La non prise en compte de ces deux critères ne modifie en rien le classement entre les trois candidats* ».

S'agissant de l'analyse des composantes restantes pour le critère « prix », la méthode retenue est peu rigoureuse et imprécise. En effet, elle additionne des éléments

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

disparates et différents : parfois des montants extraits du BPU, parfois des montants pris sur l'opération type, et parfois même des prix dont la source était difficilement identifiable.

Les questions posées aux trois candidats par la ville portant sur des confirmations de prix ne sont pas de nature à éclairer la chambre sur la régularité de la procédure suivie. La ville ne prend pas en compte tous les éléments et choisit les montants les plus favorables ou pas, pour procéder aux divers calculs portant sur l'analyse du prix des différentes offres.

En définitive, l'offre de l'attributaire était la plus chère alors qu'elle a été classée comme la meilleure sur le critère du prix.

❖ *Valeur technique*

L'appréciation objective et égale de la valeur technique des offres présentées semble aussi avoir été également singulièrement malmenée.

S'agissant par exemple de l'offre de la société F, et à propos du sous-critère 1 « suivi personnalisé du marché », il est indiqué « *pas de personnes affectées* », alors que l'offre fait état de 6 personnes affectées à la mairie de Montpellier. Un seul point sépare les offres de la société E, les sociétés F et BOS VOYAGES, alors que, selon le RAO, les sociétés F et BOS VOYAGES ne proposent pas d'agent affecté ni de suivi statistique.

S'agissant de la disponibilité et de la réactivité du candidat (sous critère 2), le peu d'écart entre les offres est également difficilement compréhensible. Les sociétés F et BOS VOYAGES ne renseignent pas les moyens mis en œuvre pour prendre en compte les demandes en cas d'urgence. Or, ils se voient attribuer respectivement une note de 18/20 et de 16/20. En revanche, la société E, qui apporte les précisions les plus détaillées, obtient 19/20.

Les trois candidats se voient par ailleurs attribuer la même note, 18/20, sur le sous-critère 3 (capacité du candidat à rechercher les meilleurs coûts), alors que le RAO ne permet pas de vérifier si les rubriques ont toutes été correctement remplies.

S'agissant du sous-critère 4 (qualité des modalités d'assurance, de prépaiement et des prestations VIP), la note obtenue apparaît enfin très subjective car il y a une contradiction entre les commentaires du RAO sur la partie technique et les commentaires sur la partie prix.

En effet :

- sur la valeur technique : une assurance maximale était demandée (voir article 2.3 CCTP). S'agissant de l'offre de la société E, il est indiqué « *cette agence propose seulement une assurance annulation* », alors que pour la société F, il est mentionné : « *avis moyen sur le critère assurance* ». BOS VOYAGES, « *répond à toutes les demandes, avec proposition d'assurance maximale* ». Finalement, un point seulement sépare chaque offre (société E = 7/10, société F = 8/10 et BOS VOYAGES = 9/10), alors que certains candidats n'ont pas répondu à la demande ;

- sur le prix : l'annexe à l'acte d'engagement sur les assurances indique que : « *le candidat proposera une formule minimale et la formule la plus complète d'assurance (responsabilité civile, hospitalisation, rapatriement, décès, assistance juridique, vol) en précisant les risques couverts* ». Les candidats devaient remplir cette annexe et apporter une réponse en parfaite adéquation avec la demande, sous peine de voir leur offre non analysée.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Après avoir été interrogés, les candidats ont confirmé leurs prix, allant de 39 € HT pour BOS VOYAGES, 52 € HT pour la société F et un prix compris dans une « fourchette » entre 48 et 178 € HT pour la société E.

Compte tenu de toutes les imprécisions et approximations relevées, la chambre considère que l'analyse des offres n'a pas été conduite avec toute la rigueur souhaitable.

#### **5.5.3.3. Validité juridique**

Une anomalie significative affecte la validité juridique de ce « marché ».

En effet, la date de fin du « marché », soit le 31 janvier 2010, est antérieure de 2 jours à la date de sa notification, c'est-à-dire le 2 février 2010, dates confirmées par la collectivité.

Or, la notification, préalable requis avant tout début d'exécution des prestations (article 81 du code des marchés publics), transforme le projet de marché en marché et crée un lien contractuel entre les parties.

C'est aussi la date de notification (soit le 2 février 2010) qui détermine le point de départ de la durée du marché, la date de fin étant fixée au 31 janvier 2010. Ces incohérences majeures font que ce marché n'a donc pas de valeur juridique, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge administratif.

La collectivité a produit un avenant censé lever toute ambiguïté sur la date de fin du « marché », et par conséquent sur la validité des paiements. Cet avenant prolongerait la durée de validité du « marché » jusqu'au 30 juillet 2010.

Cet avenant, signé le 12 février 2010, a été notifié le 9 mars 2010 à l'attributaire du « marché ». Or, un avenant doit porter sur un contrat existant, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. L'avenant en question est donc sans aucune portée pratique.

Enfin, cet avenant censé prolonger les prestations jusqu'au 30 juillet 2010 ne porte mention d'aucune date et ne peut être que frappé de nullité

Les bons de commande passés et les mandats payés dans le cadre de ce « marché » sont par conséquent irréguliers.

#### **5.5.3.4. Montants mandatés**

Le montant global des mandats relatifs au « marché » étudié émis jusqu'en novembre 2010 s'élève à 138 846,93 TTC. Pour mémoire, le montant maximum défini était de 89 000 € HT, soit 106 444 € TTC. Le dépassement s'élève donc à 27 092,75 € HT (32 402,93 € TTC), ce qui correspond à une augmentation de + 30,44 %.

Sur l'année 2010, une somme de 275 909,72 € TTC a été mandatée à BOS VOYAGES en l'absence de marché valide.

#### **5.5.4. Marché 0G791510**

Ce marché, relevant de l'article 30 du code des marchés publics, a pour objet la fourniture de titres de transport, de prestations hôtelières et des prestations annexes liées aux déplacements à l'étranger. Il a été passé sous la forme de l'appel d'offres ouvert. Il est à bons de commande avec minimum (40 000 € HT) mais sans maximum. Sa durée est d'un an à compter de la date de notification (19 avril 2011), reconductible pour trois périodes d'un an. L'attributaire est la société BOS VOYAGES.

##### **5.5.4.1. Montants mandatés**

Un montant de 212 756,22 € a payé dans le cadre de ce marché en 2011 sur un total de 280 680,16 € versés sur cet exercice à BOS VOYAGES.

##### **5.5.4.2. Déroulement de la procédure**

La collectivité a considéré que le marché devait être passé en application de l'article 30 du code des marchés publics. Opter pour une passation via l'article 30, outre des raisons de commodités évidentes liées aux procédures, revient à considérer que dans ce marché mixte le montant des services est supérieur au montant des fournitures<sup>22</sup>.

La qualité des documents établis par la collectivité pour ce dossier restent toujours aussi perfectible. En effet, alors que le choix a été fait d'utiliser les procédures de l'article 30, la délibération indique qu'il s'agit d'un « *appel d'offre européen [...] conformément aux dispositions de l'article 30 du code des marchés publics* », alors que cet article ne vise pas ce type de procédure.

L'article 1 du CCAP évoque quant à lui la notion inadaptée de « *réalisations de prestations similaires* ».

Un marché relatif aux prestations similaires potentiellement mis en œuvre doit être passé dans les trois ans à compter de la notification du marché initial et non de l'achèvement des prestations prévues par lui (CJCE, 14 septembre 2004, Commission contre Italie, affaire C-385/02). Or, au cas d'espèce, le marché initial est passé pour une durée d'un an renouvelable trois fois, soit quatre années au total. La collectivité aurait éventuellement la possibilité de résilier ou de ne pas renouveler le marché initial mais cette action ne lui permettrait pas de passer ce marché de prestations similaires. Afin d'activer l'option, le marché initial doit être en cours d'exécution.

La collectivité a indiqué qu'il s'agissait de clauses types insérées dans tous les marchés de travaux et services, de manière préventive. La chambre estime qu'il appartient à la ville de rédiger des documents clairs et précis, en adéquation et en cohérence avec l'objet du marché.

<sup>22</sup> Article 30 en application à la date de la publication de l'AAPC : « *Lorsqu'un marché ou un accord-cadre a pour objet à la fois des prestations de services mentionnées à l'article 29 et des prestations de services qui n'y sont pas mentionnées, il est passé conformément aux règles qui s'appliquent à celle de ces deux catégories de prestations de services dont le montant estimé est le plus élevé* ».

#### **5.5.4.3. Durée du marché**

A nouveau, des approximations sont constatées à propos de la durée du marché, avec des discordances entre les différentes pièces du marché exposant la collectivité à un risque au regard de la sécurité juridique des contrats.

Si les publicités indiquent que « *le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois par période successive d'un an* », soit une « *durée en années : 4* », le CCAP fait état quant à lui d'une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Le rapport de présentation (article 79 du code des marchés publics) indique enfin que le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification et qu'il est renouvelable pour 3 périodes de un an.

Des erreurs sont relevées y compris sur les montants : le seuil minimum sur la durée initiale du marché est de 40 000 € HT, et identique pour les périodes de reconduction. Or, sur la durée totale du marché, reconductions comprises il est indiqué un montant de 120 000 € manifestement erroné, la quatrième année ne pouvant être neutralisée.

#### **5.5.4.4. Critères**

Les pièces demandées au titre de la candidature sont classiques, ainsi que les critères de sélection des candidatures : « *- garanties et capacités techniques et financières, - capacités professionnelles* ».

L'offre comprend « *l'Acte d'engagement et ses annexes, une annexe financière (bordereau des prix unitaires) et le mémoire technique* ».

Des inexactitudes subsistent cependant dans cette partie pourtant essentielle. En effet, il est indiqué « *l'AE et ses annexes* » et « *une annexe financière* » (BPU). Or, l'annexe financière, donc le BPU, est une annexe de l'acte d'engagement.

De plus, il aurait dû être indiqué que l'« *annexe financière* » ne comprend pas seulement le BPU (document 1 récapitulant les frais d'agence - rémunération du titulaire) mais également un tableau intitulé « *proposition de tarifs et de garanties d'assurance voyages* » (document 2). Or, la collectivité n'a pas indiqué que cet important document dit n° 2, faisant partie de l'offre financière, devait être rendu avec l'offre.

Pourtant, les données de ce tableau entre pour 10 points sur 40 dans la note pour le critère prix, même s'il s'agit d'une simple proposition de tarifs et que ces derniers ne sont pas repris dans le BPU.

#### **5.5.4.5. Analyse des offres**

Les critères de jugement des offres sont pour 60 % la valeur technique, jugée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat (avec 7 thèmes à développer, dont les moyens humains et les moyens matériels mis en œuvre), et pour 40 % sur le prix.

Quatre offres ont été reçues dans les délais, dont une dématérialisée.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Tous les plis ont été examinés et divers documents présentent une nouvelle fois des erreurs, avec notamment la mention « *appel d'offres ouvert en application de l'article 30 du CMP* ».

❖ *Valeur technique*

De manière générale, le choix des offres ne peut porter que sur des critères visant à identifier celle qui est économiquement la plus avantageuse.

Ainsi, sont exclus en tant que critères d'attribution ceux qui sont liés essentiellement à l'appréciation de l'aptitude des soumissionnaires à exécuter le marché (voir CJCE, 17 septembre 2002, Concordia Bus Finland, C 513/99 et 19 juin 2003, affaire C-315/01).

Dans une affaire jugée par la CJCE le 24 janvier 2008, Emm. G. Lianakis AE, c/Dimos Alexandroupolis (aff C-532/06), il est rappelé que « *les critères retenus, par le pouvoir adjudicateur, à titre de "critères d'attribution" portent principalement sur l'expérience, les qualifications et les moyens de nature à garantir une bonne exécution du marché en question. Il s'agit là de critères qui concernent l'aptitude des soumissionnaires à exécuter ce marché et qui n'ont donc pas la qualité de "critères d'attribution" au sens de l'article 36, paragraphe 1, de la directive 92/50* ».

La collectivité fait valoir dans sa réponse un arrêt du Conseil d'Etat (CE) datant du 11 mars 2013, soit deux ans après le marché étudié ici, annulant une ordonnance du juge des référés du TA de Paris, qui avait annulé la procédure de passation d'un marché de travaux de mise en conformité du réseau incendie d'un hôpital.

Le Conseil d'Etat a considéré que le juge des référés avait « *entaché son ordonnance d'une insuffisance de motivation* » et rappelle qu'il est possible « *s'il est non discriminatoire et lié à l'objet du marché, de retenir un critère ou un sous-critère relatif aux moyens en personnel et en matériel affectés par le candidat à l'exécution des prestations du marché afin d'en garantir la qualité technique* ». Le CE annule en fin de compte la procédure au motif que le sous-critère « *présentation de l'entreprise* » était sans rapport avec l'exécution technique et permettait seulement une appréciation de la capacité technique et professionnelle des candidats et se rapportait à l'examen et à la sélection des candidatures.

L'arrêt cité par la collectivité, postérieur de deux ans au marché étudié par la chambre, concerne un marché relatif à la mise en conformité du réseau incendie d'un hôpital requérant une technicité des personnels, différente et peu comparable à celle demandée à des voyageurs.

Il ne suffit pas d'exciper le principe, il faut encore qu'il soit applicable au cas d'espèce. L'arrêt, s'il rappelle le principe, annule la procédure et ne retient pas le sous-critère de la candidature comme élément de jugement des offres.

Aussi, cet arrêt n'apparaît-il pas pertinent quant aux éléments de la candidature introduits dans les critères de choix des offres s'agissant du marché d'agence de voyages passé par la ville.

La collectivité cite en outre dans sa réponse un exemple tiré du guide publié en avril 2013 par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie et des finances sur « *le prix dans les marchés publics* ». Cet exemple évoque une prise en compte de la qualité des moyens techniques spécifiques et les moyens humains dédiés comme critères de jugement des offres.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Il concerne un marché de maîtrise d'œuvre et des missions complémentaires pour la mise en place d'un poste central de régulation du trafic et d'un système de priorité des bus aux feux tricolores avec un système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs. La ville se contente de préciser que les CV des intervenants y sont demandés.

Cet exemple, relatif à une mission de maîtrise d'œuvre complexe et spécifique, n'est pas convaincant quant à la prise en compte d'éléments de la candidature comme éléments de jugements des offres. En effet, au cas d'espèce, un marché de maîtrise d'œuvre d'une telle complexité ne peut être comparé à un marché de fourniture de titres de transports. Il s'ensuit que la technicité des personnels pour le marché de maîtrise d'œuvre ne peut être examinée à l'aune de celle des voyagistes. Aussi, cet exemple avancé par la Ville n'est-il pas pertinent.

La ville, en utilisant au stade du jugement des offres des éléments de la candidature, contrevient par conséquent aux règles de la commande publique et expose l'exécutif à un risque juridique non négligeable.

Il convient de souligner que la collectivité prend en compte les moyens humains et matériels en tant que composante de la valeur technique de l'offre. Ces deux sous-critères de la valeur technique comptent en effet pour 25 % de la note de la valeur technique.

Les moyens humains représentent 8 points et comportent une rubrique « accessibilité » curieusement relative aux heures et jours d'ouverture de l'agence.

Sur ce point, la conclusion sur l'offre de BOS VOYAGES mentionne que « *les critères demandés dans le CCTP ont été parfaitement renseignés, agents et chargé de clientèle qualifiés* ». Or, le CCTP ne comporte aucune mention de ce type qui ne pouvait donc être renseignée.

Enfin, s'agissant des procédures mises en œuvre pour permettre la bonne exécution des prestations, le commentaire précise que « *la société BOS a bien compris les attentes du service de la mairie. Procédure bien adaptée, détaillée comme le précise le CCTP* ». Cette société étant le prestataire sortant, elle disposait nécessairement d'un avantage s'agissant de la connaissance des attentes de la mairie.

Au terme de l'analyse de la valeur technique, BOS VOYAGES obtient 58,5 sur 60, la société G 47,25 sur 60 et la société E 33,25 sur 60.

❖ *Prix*

Pour rappel, le critère prix est noté pour 30 points sur la base du BPU, et pour 10 points sur le montant de l'assurance proposée.

S'agissant du premier sous-critère, la collectivité a additionné tous les frais, et il n'a pas pu être vérifié que les offres ont toutes été examinées sur les mêmes bases. A titre d'exemple, pour les prestations « VIP », le titulaire a indiqué « *nous consulter selon la destination* » et s'agissant des frais de courrier simple et Chronopost, le titulaire a précisé « *selon tarif en vigueur* ». En l'absence d'examen détaillé des autres offres, il n'a pas été possible de vérifier si ces tarifs, non remplis pas BOS VOYAGES, n'ont pas été additionnés pour les autres candidats lorsqu'ils étaient effectivement renseignés.

Si la procédure d'analyse s'est limitée à la somme des seuls prix reportés, certains tarifs pouvant selon les cas être ou ne pas être renseignés, l'égalité de traitement entre les

candidats ne peut être strictement garantie, ce qui est contraire aux règles de la commande publique.

Au terme de l'analyse portant à la fois sur la valeur technique et sur le prix, la société BOS VOYAGES est classée première, distançant de près de 20 points l'entreprise E, elle-même séparée de la société G de 14,5 points.

La conclusion de cette analyse est que « l'appel d'offres européen » pourrait être attribué à BOS VOYAGES, proposition validée en CAO le 1<sup>er</sup> mars 2011.

### **5.6. Les marchés de conseil et de représentation juridique**

La chambre a procédé à l'analyse des marchés de conseil et de représentation juridique passés par la ville. Les principaux constats sont les suivants :

- un même attributaire retenu sur la période examinée pour un montant total mandaté de 1 476 002,47 € ;
- des défauts d'allotissement sans aucune justification probante au regard des exceptions prévues au code des marchés publics ;
- des lacunes en termes de rédaction et de constitution et de hiérarchie des pièces contractuelles mettant une nouvelle fois en lumière d'améliorer le niveau de compétence des services responsables ;
- un manque de transparence dans le choix des offres ;
- des contractualisations sources de préjudices ;
- un suivi financier des marchés extrêmement difficile du fait de l'organisation interne des services de la collectivité.

Sur la période examinée, la ville a dépensé 1 569 182,83 € TTC en frais de consultation et de représentation, ce qui représente une moyenne annuelle de 313 836,56 € TTC (source : fichiers des mandats produits par la commune). Trois procédures de marché ont été mises en œuvre sur la période.

Le niveau de dépenses mandatées le moins élevé (268 677,86 € TTC) est constaté sur l'exercice 2010, le plus élevé sur l'année 2011 (352 973,17 € TTC). Il est à relever que la part des prestations réalisées dans le cadre de marchés n'a pas toujours été prépondérante. Le détail figure en annexe 15.

#### **5.6.1. Les différents marchés passés sur la période**

##### **5.6.1.1. Marchés de prestations de conseils juridiques hors contentieux n° 5AFK119 - décision du 22 juin 2006**

###### **5.6.1.1.1. Présentation d'ensemble**

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée à bons de commande passé en application de l'article 71-1 du CMP pour des prestations de conseil juridique hors contentieux, avec un minimum de 10 000 € HT et un maximum de 40 000 € HT pour une durée d'un an, renouvelable une fois, et il comprend une partie « forfaitaire » sur devis. L'attributaire est la SCP FERRAN VINSONNEAU PALIES NOY.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

La première année d'exécution s'est déroulée du 20 juillet 2006 au 19 juillet 2007 et la seconde du 20 juillet 2007 au 19 juillet 2008. Le marché a été reconduit, mais « *le courrier de reconduction n'a pas pu être retrouvé* » par la ville.

Le marché contient une partie assimilable à une partie « forfaitaire » s'agissant des « *consultations les plus importantes* » (mention sous le BPU). Pour ces consultations, la ville sollicite un devis, qui, lorsqu'il est accepté, devient un prix forfaitaire.

L'article 16 du CMP 2004 alors applicable précise que « *les prix des prestations faisant l'objet d'un marché sont soit des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées, soit des prix forfaitaires appliqués à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités* ». La ville aurait par conséquent dû faire un choix entre « prix unitaire » et « prix forfaitaire », et non pas retenir une solution mixte.

Ce recours au prix « forfaitaire » au cas par cas, sans qu'aucune limite pécuniaire ou de pourcentage maximum ne soient indiqués, équivaut pour la collectivité à avoir signé un marché sans connaissance aucune des prix qui seraient pratiqués.

*5.6.1.1.2. Des lacunes dans l'application du code des marchés publics*

Le marché a été passé selon la procédure adaptée de l'article 28 du code des marchés publics.

La collectivité, comme pour les marchés d'agence de voyage, ne distinguait pas les services relevant de l'article 29 et ceux relevant de l'article 30.

Des erreurs significatives ont à nouveau été constatées. Ainsi, si le règlement de la consultation (RC) demande une liste de références sur les trois dernières années, l'avis fait état des cinq dernières années. Les critères de sélection des candidatures ne sont par ailleurs pas indiqués dans les publicités.

De plus, le RC demande des références touchant aux compétences « *exercées par une commune* », ce qui est susceptible de restreindre le champ d'accès à la commande publique.

L'annexe technique, pièce constitutive du marché (distincte du CCP à l'article 2A du CCP), dispose que les domaines d'intervention du titulaire (liste non exhaustive) porteront sur l'ensemble des domaines du droit (10 matières énumérées non exhaustives).

Le document précise également que les consultations adressées au titulaire porteront (liste non limitative) sur des interprétations réglementaires, le montage d'opérations ou de procédures complexes, la prévention et la limitation des situations contentieuses, l'examen de documents demandant une expertise juridique particulière. Le délai plafond d'exécution est fixé à 10 jours, délai ramené à 24h en cas d'urgence.

Le CMP 2004, alors applicable, prévoyait que l'allotissement ou le marché unique était au choix de la personne responsable du marché (article 10) en fonction « *des avantages économiques, financiers ou techniques* ». Aussi, en choisissant la forme du marché unique, et bien que le groupement soit toujours possible, la collectivité a privé d'accès à la commande publique des cabinets d'avocats de moindre taille.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**5.6.1.1.3. Des confusions entre l'analyse des candidatures et l'analyse des offres**

Certains candidats, dont le futur attributaire, n'ont fourni aucune pièce administrative. Pourtant, les cases correspondantes sont cochées dans le procès-verbal, alors que la mention « aucune pièce administrative » est portée.

Face à cette contradiction, la collectivité reconnaît une vérification trop rapide des pièces avant transmission des plis pour analyse complète au service maître d'ouvrage.

La ville confond également les mentions retenues pour la sélection des candidatures avec les critères d'attribution qui permettent de sélectionner les offres.

Certaines mentions requises pour la sélection des candidatures sont retenues pour l'analyse des offres.

En effet, la valeur technique est jugée au regard du mémoire technique développé par le candidat (pour 80 points sur 100) au regard de :

- ses moyens humains et matériels mis en œuvre pour répondre au marché (60 %) ;
- d'une note décrivant ses modes d'intervention.

Il est irrégulier que des critères de sélection des candidatures soient présents en tant que critères de choix des offres. Les moyens humains et matériels sont ainsi typiquement des critères de sélection des candidatures, et les capacités des candidats doivent avoir été appréciées dès l'examen des candidatures. A défaut, la procédure est irrégulière (CAA Lyon, 17 juillet 2003, Cap Gemini Ernst Young France SA, req n° 02LY01043 et CE, 29 décembre 2006, Société Bertele c/ ville de Lens, req. n° 273783).

Néanmoins, s'il est fréquent d'introduire comme critère de choix des offres, pour des marchés de ce type, les moyens humains et matériels du candidat, il s'agit de les analyser sous l'angle de l'organisation interne mise en place par le candidat pour répondre à la prestation et aux besoins de la collectivité, et non pas seulement du nombre d'avocats, du nombre d'ordinateurs ou du nombre de lignes téléphoniques dédiées.

Sur ce point, la commune a indiqué que « la ville distingue souvent dans ses procédures de marché :

- à l'occasion de l'examen des candidatures, la capacité globale de l'entreprise à exécuter le marché qui ressort notamment de ses moyens humains et matériels globaux ;
- à l'occasion de l'examen des offres, dans l'appréciation de la valeur technique, les moyens humains et matériels affectés à la prestation objet du marché ».

La ville ajoute : « Un gros cabinet disposant de plusieurs dizaines d'associés et collaborateurs présente une capacité globale qui peut être jugée satisfaisante, ce qui ne signifie pas nécessairement que tous ces moyens seront mobilisés dans leur offre pour répondre aux besoins exprimés dans la collectivité. Le RC prévoyait distinctement cette différence puisqu'il demande, au stade des candidatures, une déclaration d'effectifs et de capacité technique et comme critère de jugement des offres les moyens affectés [...] ».

Or, cette notion de « personnels affectés à la prestation objet du marché » n'est pas reprise dans le rapport d'analyse des offres, qui ne fait pas ressortir d'autres éléments que ceux présents dans la candidature. L'équivalence qui peut exister entre les moyens humains et

matériels de la candidature et les moyens humains et matériels « affectés » de l'offre, évoquée par la ville, apparaît dès lors peu crédible.

Par ailleurs, affecter 60 points aux moyens matériels et humains ne peut que favoriser un cabinet important. La méthodologie adoptée, véritable critère permettant de juger partiellement l'offre d'un candidat, ne représente pour sa part que 20 points.

En définitive le marché a été attribué en grande partie sur les moyens matériels et humains du candidat, qui ne sont pourtant que des données de la candidature.

#### *5.6.1.1.4. Le rapport d'analyse des offres*

Le rapport d'analyse des offres comporte 4 colonnes, avec le nom du candidat, la candidature, la valeur technique et le prix.

Le choix du lauréat s'est fait sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse (prix 20 %, valeur technique 80 %), sachant que le prix comporte « toutes les sujétions relatives aux contraintes de temps, d'horaires, de lieux, ainsi que les frais de secrétariat, de déplacements et les frais annexes liés à l'exécution des missions » (BPU). Il est relevé que le déplacement potentiel est inclus dans le prix, ce qui est défavorable pour les candidats éloignés géographiquement. L'annexe 15 présente les notes attribuées aux différents candidats.

Les offres du cabinet Ferran-Vinsonneau-Paliès-Gauer et du candidat moins disant, sont très proches (1,04 point de différence).

Si la cotation de l'offre de prix est facile à déterminer (en appliquant la formule mathématique prédéterminée à une valeur communiquée par le candidat), l'appréciation de la valeur technique, lorsqu'elle repose sur l'appréciation des moyens humains (effectifs, qualifications, organisation), les moyens matériels (informatique, documentation) et la méthodologie, est en revanche plus complexe à mettre en œuvre.

La SCP Vinsonneau et le candidat moins disant ont finalement respectivement obtenu une note globale de 77,14 et 76,10.

Même si un système de cotation donnant une prépondérance trop importante au critère prix n'est pas nécessairement la garantie d'une démarche d'achat efficiente, le candidat peut présenter un taux horaire compétitif et par la suite facturer un nombre élevé d'heures. Les collectivités étant dans l'incapacité d'apprécier le temps utile de travail pour présenter une réponse à une demande de conseil ou de représentation<sup>23</sup>, une pondération différente du prix, ne serait-ce que simplement portée à 25 %, aurait fait évoluer le classement final.

Pour la ville, un prix compétitif en prestations juridiques est à prendre « avec précautions dans la mesure où la collectivité dispose de peu de moyens de contrôle ».

<sup>23</sup> Cf. articles « L'exécution du marché de prestations juridiques » - AJCT 2012 p. 473 - Olivier Didriche ; « Le prix dans les marchés de prestations juridiques » - AJCT 2012 p. 470 - Florian Mokhtar et Aurélien Burel.

#### 5.6.1.1.5. *Un suivi informatique des factures à rattacher au marché défaillant*

Ce marché concernait le conseil juridique, soit 24 045,58 € TTC. Au cours de l'année 2007, 279 000 € TTC ont été dépensés au titre des prestations juridiques. La différence, soit 259 463,66 € TTC recouvre vraisemblablement des frais de représentation.

#### **5.6.1.2. *Le marché de prestations de conseil et de représentation en justice devant toute juridiction n° 7A118420 du 20 février 2008***

##### 5.6.1.2.1. *Un marché non alloti*

L'objet du marché porte sur des prestations de conseil et de représentation en justice. Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Ce marché à bons de commande (minimum 150 000 € HT - maximum 390 000 € HT), d'une durée d'un an reconductible 3 fois, a été passé en application des dispositions de l'article 30 du code des marchés publics, selon une procédure adaptée restreinte. L'attributaire est le groupement SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER et SCP LYON CAEN.

L'article 16 du CMP relatif à la durée du marché n'évoque que la notion de reconduction alors que la collectivité fait état de marchés « renouvelables », notamment dans le RAO.

Si les notions de reconduction et de renouvellement permettent toutes deux de prolonger dans le temps l'exécution d'une prestation de même nature, elles ne sont pas juridiquement équivalentes.

En effet, le renouvellement d'un marché public suppose que ce dernier soit arrivé à terme. Cela implique le lancement d'une nouvelle procédure, avec par conséquent un nouveau cahier des charges et une nouvelle remise en concurrence. Le nouveau marché est alors indépendant du précédent et doit être notifié au nouveau titulaire.

La reconduction concerne un même marché pour lequel le titulaire et les caractéristiques techniques et financières restent inchangés. Il est donc nécessaire pour l'acheteur de préciser à l'avance dans son cahier des charges le nombre de reconductions qu'il prévoit.

Une fois encore des défaillances administratives ont été relevées.

Le marché n'est pas alloti, et il porte sur plus de 15 matières sans que la ville ne justifie aucunement son choix par l'une des trois dérogations possibles prévues par l'article 10 du CMP de 2006. De plus, le conseil et la représentation en justice sont deux métiers différents au regard de la loi n° 71-1130 de 1971 relative à la profession d'avocats, et les prestations peuvent donc être distinctes.

Il est à souligner que pour les deux marchés non allotis de prestations juridiques étudiés par la chambre, la ville avance le même argumentaire :

- « *sur le fond, la complexification et la porosité du droit nécessitent :*
  - *sur une même affaire, de faire appel à des compétences multiples* » : la ville justifie le marché global par un contentieux en commande publique qui nécessiterait « *une connaissance approfondie du droit des collectivités locales* » ;
  - « *du point de vue global, une cohérence du conseil et de la défense* » :

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

- l'allotissement ne permettrait pas des choix stratégiques ;
- l'allotissement ferait peser un risque de confidentialité « *dont le seul garde-fou repose sur la déontologie de la profession d'avocat* » ;

- sur la forme :

- « *un meilleur contrôle de la liquidation de la dépense* » ;
- « *Vis-à-vis des juridictions (et de leur greffe), un marché global permet à ces dernières d'identifier de manière plus aisée un cabinet comme interlocuteur pour toutes les affaires de la collectivité ce qui permet un échange d'information plus facile* ».

La ville, sur le défaut d'allotissement, considère qu'il s'agirait d'une « *appréciation de ses conditions d'application* » et fait valoir deux jugements rendus par le tribunal administratif de Montpellier.

Le premier n'est pas un jugement mais une ordonnance de référé du TA de Montpellier en date du 7 mai 2008 contre un marché de prestation juridique n'ayant pas dissocié prestations aux Conseils et prestations hors Conseils. L'ordonnance n'annule pas la procédure de passation au motif que « *quand bien même d'autres pouvoirs adjudicateurs, pour des marchés similaires, préfèrent recourir à l'allotissement, cette circonstance n'est pas de nature à établir l'existence d'un manquement aux obligations de concurrence* ».

Le juge des référés indique en fait dans son ordonnance que la seule circonstance que d'autres pouvoirs adjudicateurs aient recours à l'allotissement pour les prestations aux Conseils et les prestations hors Conseils – allotissement que mettra en œuvre la ville de Montpellier – n'est pas un motif suffisant pour annuler une procédure.

Ainsi, cette ordonnance ne justifie pas le défaut d'allotissement des procédures de la ville.

Le second est un jugement sur le fond et date du 23 septembre 2011. Il valide le marché global au motif que « *dans l'arrêté du 8 juin 1993 fixant la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat, la spécialisation en droit public regroupe la totalité des matières évoquées dans l'AAPC* » et que « *le découpage en plusieurs lots aurait eu pour conséquence de rendre techniquement plus difficile l'exécution de la prestation* ».

La ville a fait le choix de ne pas allotir ses marchés de conseil et de représentation juridique. Contrairement au cas qu'elle expose à travers ce jugement du tribunal administratif de Montpellier, la ville ne demande pas seulement des compétences en droit public, qui est une spécialisation. La collectivité demande des compétences juridiques diverses et très variées qui ressortent de différentes spécialisations.

Aussi, ce jugement, loin de confirmer la ville dans son argumentaire, renforce l'observation de la chambre.

De manière générale, la chambre souhaite rappeler à la ville qu'aucun des principes régissant la profession d'avocat ne fait obstacle à ce que les marchés de représentation en justice soient précédés d'une procédure de mise en concurrence prévue par le code des marchés publics (CE Ass., 9 avril 1999, *Toubol-Fischer*, n° 196177). De plus, les spécificités de la profession d'avocat ne s'opposent pas à l'application des règles de la commande publique (CE Ass., 5 mars 2003, *Ordre des avocats à la cour d'appel de Paris*, n° 238039).

Outre que les dispositions du code des marchés publics sont particulièrement claires en matière d'allotissement (article 10 CMP 2006), par principe les marchés de prestations



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

juridiques doivent être allotis (TA Lille, 3 juillet 2008, *Société d'avocats Huglo Lepage et associés conseil*, n°080463).

Le pouvoir adjudicateur pourra allotir en fonction :

- des domaines du droit (droit public, droit pénal, droit de l'urbanisme...) ;
- de la nature des prestations, par exemple un lot pour le conseil juridique et un lot pour la représentation en justice. Ce type d'allotissement, bien que regroupant des matières très hétérogènes, a été accepté par le Conseil d'Etat en date du 21 mai 2010, *Commune d'Ajaccio* (n° 333737) ;
- du barreau de rattachement pour les activités de représentation (accomplissement des actes de la procédure). Un allotissement géographique est possible pour la représentation en justice devant le TGI ou la CA dont dépend ce TGI.

La chambre tient cependant à préciser qu'allotissement n'est pas synonyme de parcellisation, voire d'émiettement.

De telles pratiques limitent l'accès à la commande publique et rompent l'égalité entre les candidats.

#### *5.6.1.2.2. Des dispositions qui alourdissent inutilement les documents de la consultation*

La ville a introduit dans le RC en article 1.1. « *La réalisation de prestations similaires* » au sens de l'article 35.II.6 du CMP et la faculté de recours aux « *marchés complémentaires* » prévue par l'article 35.II.5 du CMP.

Ces clauses surchargent inutilement les cahiers des charges.

En effet, le marché relatif aux prestations similaires potentiellement mis en œuvre doit être passé dans les trois ans à compter de la notification du marché initial et non à compter de l'achèvement des prestations prévues par lui (CJCE, 14 septembre 2004, *Commission contre Italie*, affaire C-385/02). Or, le marché initial concerné au cas d'espèce est passé *a priori* pour une durée d'un an renouvelable trois fois, donc quatre ans au total.

La collectivité aurait bien eu le choix de résilier ou de ne pas renouveler le marché initial mais cette action ne lui aurait de toutes les façons pas permis de passer ce marché de prestations similaires. En effet, le marché n'existant plus il n'est plus possible d'activer une éventuelle option.

S'agissant du recours aux marchés complémentaires, il doit pouvoir être motivé par des circonstances objectives et extérieures aux parties, en prouvant l'existence d'une circonstance imprévue et apporter la preuve du caractère incontournable du titulaire en place en démontrant que les prestations complémentaires ne peuvent pas être techniquement ou économiquement dissociées du marché initial « *sans inconvénient majeur* ».

La survenue d'un évènement de ce type apparait dans un marché de cette nature hautement improbable.

#### 5.6.1.2.3. Une sélection des candidatures « par défaut »

Le classement des candidatures devra être établi selon les critères de sélection suivants :

- capacité économique et financière : chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires affecté à l'objet du marché (trois derniers exercices) ;
- capacité technique et professionnelle : titres d'études, avocats spécialisés dans certaines matières, effectifs, matériel et équipement techniques, outils documentaire. Le niveau spécifique minimal exigé est la capacité professionnelle. Cette capacité professionnelle des candidats est notamment analysée au regard de divers critères portant notamment sur la clientèle.

Six cabinets ont présenté leur candidature avant la date limite.

#### ❖ Une éviction de candidats sur un fondement fragile

Alors que des critères précis devaient être mis en œuvre pour sélectionner les candidatures, le RAO précise que la ville a rejeté 4 candidatures sur un autre fondement, à savoir qu'elles ne répondaient pas à l'objet du marché, lequel « prévoit la représentation en justice devant toute juridiction ».

Seules deux candidatures ont donc été jugées recevables car présentant des avocats habilités à plaider devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation : le candidat AA et le groupement SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer /SCP Lyon Caen Fabiani Thiriez.

Alors que la collectivité avait fait le choix de ne retenir qu'un cabinet ayant un avocat habilité à plaider aux Conseils, l'intérêt de demander la constitution d'un dossier complet comportant tout un ensemble de références n'apparaît pas nettement.

L'éviction des autres candidats semble en conséquence d'autant plus fragile que les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (« avocats aux Conseils ») constituent une « profession particulière »<sup>24</sup> régie par le décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991.

La profession particulière est entendue au sens du modèle d'avis annexé au règlement d'exécution (UE) n° 842/2011 de la commission du 19 août 2011, établissant les formulaires standard pour la publication d'avis dans le cadre de la passation de marchés publics.

Cette notice indique que la profession d'avocat aux Conseils est régie par le décret du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, que l'exercice de la profession est contrôlé par l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et qu'un règlement général de déontologie existe, tous distincts de la profession d'avocat au barreau, il s'agit dès lors d'une « profession particulière ».

Cette irrégularité n'a d'ailleurs pas échappé à une candidature écartée sur ce motif qui a adressé un courrier rédigé en ces termes « *La représentation en justice devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation ne peut être assurée que par des avocats aux Conseils, et ne s'adresse donc pas à la même profession. Sauf à considérer que les avocats inscrits à un Barreau étaient exclus de votre consultation, notre exclusion pour ce motif, me paraît irrégulière* ».

<sup>24</sup> Voir site des avocats LYON CAEN et l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

❖ *L'erreur éliminatoire du candidat restant*

Deux offres ont été remises avant le 21 février 2008, et un candidat a, à cette occasion, commis une erreur surprenante pour un professionnel du droit. En effet, alors que ce cabinet avait présenté un dossier de candidature faisant état d'un groupement avec les mandats nécessaires à l'appui, son offre présentait un acte d'engagement établi pour son seul compte.

Le rapport d'analyse des offres relève cette erreur, et le groupement SCP Vinsonneau-SCP Lyon-Caen a par voie de conséquence été déclaré lauréat.

5.6.1.2.4. *L'exécution financière*

L'issue de la procédure s'est traduite par la notification du marché 8M005. Les montants des mandats réglés à la SCP Vinsonneau et Lyon Caen sur la période sont repris dans les tableaux en annexe 16 (source : fichiers des mandats de la ville).

Le marché représente un montant annuel moyen de dépenses de plus 300 000 €. La répartition entre les prestations de consultations et de contentieux n'est pas connue.

A partir du nombre de contentieux et de consultations par domaine fourni par la collectivité, et après regroupement selon la classification globale « droit public / droit privé <sup>25</sup> », le nombre de recours par année se présente de la manière suivante (les contentieux liés aux assurances étant gérés *a priori* par le cabinet d'avocats de la SMACL) :

Années	SCP d'AVOCATS	TOTAL	DROIT PUBLIC	DROIT PRIVE (PENAL)	REFERES
2009	SCP VPNG et Associés	94	70	15	9
	SCP LYON CAEN	2	2	0	0
2010	SCP VPNG et Associés	119	94	17	8
	SCP LYON CAEN	5	5	0	0
2011	SCP VPNG et Associés	121	93	19	9
	SCP LYON CAEN	2	2	0	0
2012	SCP VPNG et Associés	95	76	14	5
	SCP LYON CAEN	2	2	0	0

Ainsi, la multi-compétence demandée d'un cabinet spécialisé dans plus de 15 matières juridiques n'apparaît pas vraiment nécessaire en pratique.

Par ailleurs, la part consacrée aux prestations d'un avocat aux Conseils est très faible, illustrant ainsi le peu d'intérêt d'avoir évincé les autres candidats pour ne retenir que les avocats aux Conseils. L'analyse des besoins apparaît ainsi ne pas avoir été correctement et complètement réalisée.

<sup>25</sup> Le droit public regroupe ici : le droit des marchés publics, l'urbanisme, la préemption (même si l'indemnisation est de la compétence du juge judiciaire), le personnel (car il s'agit de personnel titulaire et de contractuel de droit public en grand majorité), le domaine public et privé, autres divers (droit public). Sont distingués les référés car il n'y a aucune indication du domaine juridique concerné.  
 Le droit privé regroupe ici (termes de la collectivité): « urbanisme pénal », « dégradation volontaire de biens » (les principaux) et « autres divers » (pénal).

**5.6.1.3. Le marché de prestations de conseil et de représentation en justice  
 n° 1H598420 du 2 avril 2012**

**5.6.1.3.1. Cadre général**

Ce marché, alloti et à bons de commande, a été passé en application de l'article 30 du CMP :

- lot 1 : prestations de conseil et de représentation en justice devant les juridictions du premier degré et en appel (avec minimum de 150 000 € HT et maximum annuel de 400 000 € HT) ;
- lot 2 : prestations de conseil et de représentation en justice devant les juridictions de cassation (sans mini et avec un maxi de 50 000 € HT).

Il est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification du marché, et reconduit « *par période successive de 1 an avec une durée maximale de reconduction de 3 ans* » (article 1.4 du CCAP).

La description de la mission est la suivante (article 1.1 du CCAP - CCP) :

*« En relation avec le services affaires juridiques au sein de la direction des affaires juridiques et de la commande publique qui assure l'interface avec les services de la ville, le titulaire du marché assurera tout à la fois des prestations de conseil juridique mais également la représentation en justice de la collectivité devant toutes les juridictions, lorsque la ville le lui demandera expressément ».*

Les domaines d'intervention sont extrêmement larges et recouvrent plusieurs domaines du droit et la ville a cette fois eu recours à l'allotissement, même s'il s'agit d'un allotissement limité dans son effet puisqu'il y a un lot par profession.

**5.6.1.3.2. Une qualité des documents du marché perfectible**

L'attention de la collectivité est une nouvelle fois attirée sur la cohérence des documents et des pièces de marchés entraînant une insécurité juridique réelle.

En effet, le rapport de présentation fait état d'un « *marché à bons de commande avec mini et maxi* » pour les deux lots et, pour le lot 2 spécifiquement « *le montant total des commandes pour la durée initiale du lot est compris entre un minimum et un maximum définis comme suit* :

- *seuil minimum : 0,00 € HT, seuil maximum : 50 000 € HT* ».

En revanche, les publicités et le règlement de consultation (RC) indiquent que le lot 2 est « *sans montant minimum et avec montant maximum* ».

L'article 1.4 du CCAP fixe la durée du marché à un an à compter de la date de notification, et il est « *reconduit par période successive de 1 an avec une durée maximale de reconduction de 3 ans* ». La chambre rappelle une nouvelle fois que la « *durée du marché* » n'est pas l'équivalent du « *délai d'exécution des commandes* ».

La ville a par ailleurs rendu applicable le CCAG-PI de 2009 dans l'article 2 du CCAP/CCP. Ces dispositions semblent ne pas être totalement maîtrisées par les services. En effet, ce document liste en son article 4 les pièces contractuelles, et même s'il est autorisé de

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

rendre contractuelle telle ou telle pièce de marché, il est surprenant de constater que les déclarations des candidats 1 et 2 (DC1 et DC2) le sont.

La ville curieusement a également contractualisé le « détail estimatif ». Il s'agit en fait d'une reprise du bordereau des prix unitaires (BPU) auquel sont ajoutées des quantités sur chaque ligne. Les candidats doivent donc évaluer cette « opération type » et la somme des prestations permet de comparer les offres au stade de l'analyse.

Néanmoins, rendre contractuel un devis a peu de sens car le marché s'exécute majoritairement par bons de commande, et il ne s'agit pas d'un marché forfaitaire.

La ville a expliqué que l'unique objet de l'insertion du DQE dans les pièces constitutives du marché était de pouvoir procéder à la notation des prix unitaires proposés par les différents candidats, et donc permettre une comparaison des prix. Or, citer un document dans les pièces constitutives du marché le rend *de facto* contractuel.

La collectivité s'est engagée à prêter à l'avenir une plus grande attention plus précise à ces points de droit des marchés publics.

S'agissant du BPU, il est noté « *pour les commandes les plus importantes, la ville de Montpellier se réserve la possibilité de réclamer un devis préalable. Dans ce cadre, le devis accepté fera l'objet d'un prix forfaitaire* ». En forfaitisant une partie des prestations, la ville ne sait pas vraiment en définitive les prix qui devront être payés. De plus, aucune restriction ni limitation n'ayant été définie, la possibilité que le montant des prestations dites « forfaitaires » dépasse le montant par application du BPU n'est ainsi pas exclue.

#### 5.6.1.3.3. *La consultation*

Les marchés ont été passés selon la procédure adaptée ouverte en application de l'article 30 du CMP.

Dans le cadre de cette procédure, la collectivité a à nouveau introduit dans le RC (article 1.1.) les clauses de « réalisation de prestations similaires » de l'article 35.II.6 du CMP et la faculté de recours aux « marchés complémentaires » de l'article 35.II.5 du CMP.

Les observations faites précédemment sur ces clauses sont réitérées

Toutes les candidatures ont été jugées recevables lors de la CAO réunie le 28 février 2012.

Selon l'article 5 du règlement de la consultation, les critères de jugement des offres sont pondérés comme suit :

- valeur technique (80 %, note sur 10) jugée sur la base de la note méthodologique ;
- prix (20 %) en appliquant la formule imposée en interne avec un coefficient de pente égal à 5 et en prenant en compte la moyenne des prix proposés par les candidats en application du montant du devis estimatif.

Les offres ont été analysées selon ces critères par le directeur des affaires juridiques de la collectivité.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

S'agissant du critère prix, il était demandé aux candidats de fournir un bordereau des prix unitaires et un « détail quantitatif estimatif », celui-ci distinguant d'une part les consultations juridiques et les représentations en justice évaluées en nombre d'heures (nombre fixé par la ville) et d'autre part des actes forfaitaires (nombre fixé par la ville).

Trois cabinets présentent une offre de prix moins disante que celle du cabinet Vinsonneau (annexe 17).

S'agissant de la valeur technique, l'analyse se base sur une note méthodologique produite à l'appui de l'offre, selon deux critères : d'une part l'organisation humaine et matérielle et la capacité technique affectée à l'opération, d'autre part la description de la méthodologie de travail du candidat permettant la meilleure exécution possible de la prestation, la meilleure collaboration avec les services de la ville et la sécurisation juridique de la collectivité.

Une appréciation portée à partir d'une étude des effectifs et du nombre de personnels dédiés est très aléatoire. En effet, il n'est matériellement pas envisageable que l'ensemble des personnels du cabinet retenu (à savoir 5 avocats associés, 14 avocats collaborateurs et un pôle administratif), soit affecté sans exception aux missions confiées par la ville, comme cela est pourtant noté : « *l'ensemble des membres du cabinet sera mis à contribution pour l'exécution de la prestation* » s'agissant du cabinet VINSONNEAU.

L'offre du candidat classé second mentionne que le cabinet comprend 23 avocats associés, 37 avocats collaborateurs avec chacun un pôle administratif et comptable. L'effectif dédié à la prestation objet du marché est composée « *d'environ 10 avocats* ». Même si le commentaire « *environ* » n'est pas des plus précis, l'offre apparaissait plus étayée.

Le deuxième critère utilisé pour l'appréciation de la valeur technique des offres, à savoir la description de la méthodologie de travail du candidat, est noté sur 7.

La SCP VINSONNEAU, candidat sortant, obtient la note de 6,25 sur 7 et a été déclaré lauréat, tandis que le candidat classé deuxième obtient la note de 5,5 sur 7.

**5.6.1.4. Les frais de justice dans le cadre de la protection fonctionnelle pour un cadre de la ville : 8 372 € TTC en 2010**

La ville a pris en charge les honoraires d'avocats dans le cadre de la protection fonctionnelle accordée à un cadre dirigeant à l'occasion d'une mise en cause pénale. Les agents bénéficiaires de cette protection ont le choix de leur représentant.

Sur ce dossier, la collectivité a fourni différentes pièces dont un courrier du cadre en cause sollicitant le bénéfice de la protection fonctionnelle, un courrier de Madame le Maire accédant à cette demande et une « note d'honoraires provisionnelle » de l'avocat choisi par l'intéressé, datée du 23 novembre 2009 et reçue en mairie le 25 novembre 2009, d'un montant de 8 372 € TTC.

A la date de la demande de protection fonctionnelle sollicitée par l'agent, les dispositions applicables étaient définies par l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983. Celui-ci précise clairement les conditions et modalités de mise en œuvre de la protection fonctionnelle, et une circulaire d'application a été publiée le 5 mai 2008.

Il y est notamment mentionné que « *Quelle que soit la situation considérée, et afin que la demande puisse être correctement instruite, une obligation d'information pèse sur*

*l'administration dont l'agent est issu, à l'égard de l'administration auprès de laquelle la protection est sollicitée. A cette fin, toute information utile sera portée à sa connaissance ».*

Au cas d'espèce, la ville n'a pas sollicité d'éléments d'information auprès de l'administration dont le cadre est issu afin de correctement instruire la demande.

La circulaire évoque également la forme des documents. La demande de protection fonctionnelle doit être « *motivée et apporter toutes précisions utiles sur les faits ou les poursuites pour éclairer l'administration dans sa prise de décision* ». Or la demande de l'agent apparaît comme peu détaillée.

L'administration doit pour sa part apporter une réponse écrite en indiquant selon quelles modalités elle envisage d'accorder la protection. Or, tel n'a pas été le cas.

Si l'agent est libre quant au choix de son avocat, l'administration n'est en revanche pas tenue de prendre à sa charge l'intégralité de ses frais (CE, 2 avril 2003, CHANTALOU).

## **5.7. Le marché de nettoyage**

L'examen des conditions de renouvellement du marché de nettoyage de la ville de Montpellier effectué en 2009 conduit la chambre à formuler les principaux constats suivants :

- introduction de clauses qui ne peuvent être mises en œuvre au regard de la durée du marché (marché complémentaire) ;
- défaut d'allotissement non justifié au regard des exceptions du code des marchés publics ;
- une analyse des prix ou par rapport à l'estimation ou en vertu du ratio « coût de l'offre / coût du marché en vigueur » peu rigoureuse.

En préambule, il est précisé que le titulaire du marché de nettoyage de la ville de Montpellier était, au moment du lancement de la consultation en 2009, la Société Méditerranéenne de Nettoyage (SMN), attributaire d'un marché de 63 mois s'éteignant le 31 mars 2009, d'un montant de 12 250 000 € HT par an, soit 61 250 000 € HT hors révisions semestrielles de prix.

### **5.7.1. Les termes de la consultation**

Par délibération en date du 24 avril 2008, le conseil municipal de la ville de Montpellier a décidé de lancer un appel d'offres européen afin de sélectionner une entreprise pour effectuer les prestations de nettoyage sur l'ensemble du territoire communal. La consultation a été conduite suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 3<sup>ème</sup> alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

#### **5.7.1.1. Les prestations**

Les prestations demandées dans le cadre de ce marché public de services sont forfaitaires (paiement par application des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire correspondant à la totalité des prestations) et couvrent les points suivants :

- la propreté de l'espace public,
- le nettoyage des halles et marchés,

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

- le nettoyage des réceptacles d'eau pluviale,
- l'évacuation des déchets de nettoyage,
- le nettoyage des lieux de manifestations diverses,
- l'astreinte.

La société est payée mensuellement sur présentation d'une situation égale au 12<sup>ème</sup> du forfait annuel correspondant aux prestations exécutées, le montant des pénalités étant défalqué des règlements mensuels.

Sont également prévues la réalisation de prestations occasionnelles en application du bordereau de prix unitaire (BPU), et la possibilité de réquisition en cas de crise.

La durée d'exécution est fixée à 75 mois à compter de la notification du marché, dont une période de préparation de 3 mois non rémunérée débutant à la réception de l'ordre de service et s'achevant au démarrage des prestations.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots, et la prise en compte de variantes n'est pas autorisée.

Les données précisant l'étendue du marché font référence d'une part à la population (248 000 habitants en estimation 2007), d'autre part au linéaire de voirie (682 kms). Le montant prévisionnel du marché est quant à lui évalué à 91,8 M€ (HT).

Le recours aux marchés complémentaires ou aux prestations similaires en application des dispositions des articles 35.II.5° et 35.II.6° du code des marchés publics est possible.

#### **5.7.1.2. La procédure**

La procédure est celle de l'appel d'offres ouvert. Les critères de sélection des candidatures reposent sur les capacités financières, ainsi que sur les capacités techniques et professionnelles.

L'offre économiquement la plus avantageuse est quant à elle appréciée en fonction des critères suivants :

- la valeur technique, avec une pondération de 65 %, se décompose en 5 sous-critères ;
- le montant des prestations, avec une pondération de 30 % ;
- les mesures prises en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement, avec une pondération de 5 %.

La date limite de réception des offres est enfin fixée au 29 septembre 2008, avec un début des prestations prévu à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009.

La collectivité n'a pas eu recours à l'allotissement alors qu'au regard du code des marchés publics alors applicable, et plus précisément de son article 10, l'allotissement est la règle, et le marché global l'exception.

De plus, le dossier n'apporte aucun élément susceptible de justifier le recours au marché global. Les exceptions prévues à l'article 10 du CMP sont très restrictives. Ainsi un marché



global ne peut être conclu que si le pouvoir adjudicateur estime que la dévolution en lots séparés est de nature :

- à restreindre la concurrence ;
- à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations ;
- à ne pas lui permettre d'assurer par lui-même les missions d'ordonnancement, pilotage, coordination (OPC).

Un allotissement géographique, avec des prestations différenciées selon les secteurs, aurait notamment pu être effectué, permettant de susciter une concurrence accrue et de rendre la commande publique accessible à un nombre d'opérateurs plus important.

La ville, en ne respectant pas les règles du droit des marchés, s'expose à des risques contentieux importants.

Dans sa réponse, la ville précise que les possibilités d'allotir ont été étudiées par un bureau d'études et que ce mode de dévolution n'a pas été retenu dans la mesure où l'allotissement n'aurait pas garanti l'augmentation de la concurrence, aurait rendu techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse la prestation. Aucun élément objectif et chiffré ne vient illustrer ce choix.

#### **5.7.2. Les offres**

Sur 6 dossiers retirés, une seule offre a été déposée le 29 septembre 2008 alors que plusieurs entreprises sur le territoire national disposent des capacités requises pour assurer les prestations attendues à l'échelle d'une ville comme Montpellier.

Les documents fournis par le candidat unique, la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN), ont été appréciés comme répondant aux exigences tant du règlement de consultation que du code des marchés publics. SMN déclare un sous-traitant, la société Sud Service, qui fait aussi partie de la *holding* Nicollin (au capital de 7 128 975 €).

La capacité économique et financière est également jugée conforme.

La capacité technique est enfin considérée comme valide, tant au regard des exigences en terme d'effectifs que de moyens matériels, avec des références en matière de marchés de nettoyage sur des collectivités telles que Montpellier.

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 7 octobre 2008 pour procéder à l'examen du rapport de vérification des dossiers contenus dans la première enveloppe ainsi qu'à l'ouverture des offres des entreprises agréées. Le procès-verbal mentionne que la CAO admet la candidature de la société SMN et la met à l'étude, le montant annuel proposé s'élevant à 15 585 127,36 € HT, soit 93 510 764,16 € HT sur 6 ans.

#### **5.7.3. L'analyse des offres**

Sur proposition de la CAO du 25 novembre 2008, l'offre de la société SMN est retenue, les aspects techniques et financiers répondant au cahier des charges, « l'offre étant économiquement avantageuse sur les plans de l'organisation du service, des moyens humains et

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

*matériels, ainsi que sur les prix proposés* ». La CAO décide ainsi d'attribuer le marché à l'unique candidat ayant soumissionné.

L'enveloppe financière évaluée par les services de la commune prenait en compte le coût des prestations du marché alors en cours d'exécution, l'évolution des surfaces et de la démographie (respectivement + 8 % et + 9 %), l'installation de compteurs volumétriques d'eau sur les balayuses et le suivi par GPS des points de prélèvements.

Le tableau des coûts HT des prestations présenté dans le règlement d'appel d'offres (RAO) du 25 novembre 2008 est reproduit ci-dessous. L'extrapolation faite par les services de la commune et les explications y figurant semblent assez peu rigoureuses.

	Montant HT du marché en cours révisé au 31/12/2008	Evolution estimée par la commune	ESTIMATION	OFFRE	Différence offre / estimation	Différence offre/marché précédent
<b>Prestation</b>						
Balayage public	7 511 077 €	634 000 €	8 145 077 €	7 911 384 €	-233 693 €	400 307 €
Lavage de l'espace piétonnier	5 045 492 €	406 752 €	5 452 244 €	5 632 818 €	180 574 €	587 326 €
Vidage CAP (corbeilles à papier)	706 927 €	-706 000 €	intégré dans le balayage			-706 927 €
Nettoient halles	142 977 €	18 000 €	804 780 €	621 332 €	-183 448 €	478 355 €
Nettoient marchés	643 802 €				0 €	-643 802 €
Nettoient manifestations diverses	39 678 €		39 678 €	57 921 €	18 243 €	18 243 €
Enlèvement feuilles mortes	505 528 €		505 528 €	636 827 €	131 299 €	131 299 €
Nettoient avaloirs	216 860 €	80 000 €	296 860 €	312 179 €	15 319 €	95 319 €
Evacuation des déchets de nettoyage	51 387 €		51 387 €	111 475 €	60 088 €	60 088 €
Avenant dégrassement lustrage	122 552 €		intégré dans le lavage			-122 552 €
Désherbage				293 386 €	293 386 €	293 386 €
Astreinte	5 325 €		5 325 €	7 805 €	2 480 €	2 480 €
Total	14 991 605 €	432 752 €	15 300 879 €	15 585 127 €	284 248 €	593 522 €
					1,86%	3,96%

Ainsi, l'évolution de la prestation de nettoyage des halles, qui passe de 142 977 € dans le marché alors en vigueur à 621 332 € dans l'offre de SMN, n'est pas commentée. La ville précise que les moyens humains et matériels supplémentaires, ainsi que les nouvelles prescriptions d'éliminations des déchets mises en place par la communauté d'agglomération, ont augmenté les coûts. Cette explication n'a pas pleinement convaincu la chambre.

L'évacuation des déchets de nettoyage (+ 60 088 € soit + 116 %) ou l'enlèvement des feuilles mortes (+ 131 298 € soit + 26 %) sont d'autres exemples de prestations dont l'évolution semble *a priori* avoir été mal appréciée et qui ne sont expliquées que par « *de nouvelles prescriptions d'élimination mises en place par la communauté d'agglomération* », ce qui n'est pas très éclairant.

Dans un contexte apparent de secteur d'activité faiblement concurrentiel, l'évaluation du coût de l'exécution du service en régie directe aurait pu être utilement effectuée afin d'éclairer le choix de la collectivité.

#### 5.7.4. Exécution et mandats

La ville applique des pénalités pour non-respect des modes opératoires, non-respect des conditions de réalisation d'une intervention prévue au contrat, non signalement des incidents, non-respect des horaires, non-respect de l'objectif de propreté, un comportement non-conforme des agents, un système de suivi non opérationnel, etc. Des photos sont en général annexées à ces constats, et un contrôle est donc réalisé.

Au vu du tableau exhaustif des pénalités appliquées par le pouvoir adjudicateur depuis 2009, on constate que 12 pénalités seulement ont été appliquées, pour un montant de 14 500 € HT.

Sur la période 2007-2011, les montants versés au titre de ce marché se répartissent de la manière suivante :

	2007	2008	2009	2010	2011
TOTAL	16 250 394,39	17 357 523,72	16 538 706,22	16 490 191,64	17 353 245,00

Marché A87 : 2004 à 2009 - Marché F74 : depuis 2009

#### 5.7.5. Une campagne de communication avec un impact difficile à évaluer

La ville a lancé en 2012 une campagne de communication sur la propreté urbaine. Pour un coût de 84 054,93 € HT, elle visait à sensibiliser les citoyens sur l'ampleur des moyens mis en œuvre ainsi que sur le périmètre de voirie à entretenir, dans le but d'améliorer le comportement de la population (annexe 18).

L'impact de cette campagne reste cependant difficile à évaluer, notamment en l'absence de bilan ou d'analyse réalisés *a posteriori*.

La ville précise avoir mis en place un observatoire de la propreté.

## 6. LES SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS PROFESSIONNELS

### 6.1. Rappel du dispositif réglementaire

Le soutien financier des collectivités territoriales aux clubs sportifs professionnels fait l'objet de dispositions législatives et réglementaires figurant dans le code du sport<sup>26</sup> et destinées tout à la fois à assurer le respect des règles de concurrence, s'agissant d'aides accordées de plus en plus à des sociétés privées, et à limiter le risque financier pour les collectivités contributrices. La Cour des comptes a publié un rapport public thématique sur cette question le 10 décembre 2009.

Les concours financiers des collectivités territoriales peuvent prendre la forme de subventions directes et d'achats de prestations de services que le législateur a souhaité encadrer.

L'article L. 113-2 du code du sport dispose ainsi que « *pour des missions d'intérêt général, les associations sportives ou les sociétés sportives peuvent recevoir des subventions publiques* ». Ces subventions font l'objet de conventions, passées dans les conditions prévues à l'article R. 113-5 du même code. La liste des missions est énoncée à l'article R. 113-2 :

- formation, perfectionnement et insertion des jeunes sportifs accueillis dans les centres de formation agréés ;
- participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

Le montant cumulé des subventions, apprécié toutes collectivités confondues, ne peut de plus excéder 2,3 M€<sup>27</sup> par saison sportive.

Le respect des conditions ci-dessus, éligibilité et montant maximum, s'impose, le dispositif ayant été notifié à la Commission européenne qui a estimé qu'il était compatible avec les règles de l'Union européenne<sup>28</sup>.

Aucune autre aide financière ne saurait, dans ces conditions, être accordée pour la gestion d'activités sportives professionnelles, y compris par référence au régime des aides au développement économique<sup>29</sup>.

Les collectivités ne peuvent de même intervenir sous la forme de garanties d'emprunt ou de cautionnement. L'article L. 113-1 du code du sport permet seulement aux collectivités territoriales d'accorder leur garantie aux emprunts contractés en vue de l'acquisition de matériels ou de la réalisation d'équipements sportifs par des associations sportives dont le montant annuel des recettes n'excède pas 75 000 €.

<sup>26</sup> 1) L'article 84 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 portant simplification du droit a autorisé le gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code du sport, qui est parue au journal officiel le 26 mai 2006, suivie de la partie réglementaire, parue le 25 juillet 2007 ; la codification se traduit par le regroupement de l'ensemble des lois et décrets applicables au domaine du sport dans un document unique. Dans le cadre de la réglementation de l'organisation des activités physiques et sportives, le livre 1 délimite dans son titre 1 le rôle des personnes publiques (Etat, collectivités territoriales) alors que le titre 2 est consacré aux associations sportives et sociétés sportives, et le titre 3 aux fédérations sportives et ligues professionnelles.

<sup>27</sup> Décret n° 2001-828 du 4 septembre 2001, article R. 113-1 du code du sport.

<sup>28</sup> Avis de la commission européenne en date du 25 avril 2001.

<sup>29</sup> Article L. 122-11 du code du sport. Il s'agit de prêts, de bonifications d'intérêt, d'avances et d'aides à l'investissement immobilier.

L'article R. 113-3 du code du sport prévoit par ailleurs qu'à l'appui de leurs demandes de subventions, les associations sportives ou les sociétés doivent fournir les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos, ainsi que le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle la subvention est sollicitée, un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales et leurs groupements au titre de la saison sportive précédente et un document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées. Ces documents doivent être annexés à la délibération qui décide l'octroi de la subvention, laquelle doit préciser la saison sportive pour laquelle la subvention est attribuée.

## **6.2. Subventions versées par la ville aux trois principaux clubs sportifs professionnels de Montpellier**

Les trois plus importants clubs sportifs professionnels de Montpellier sont le Montpellier Hérault Sporting Club (MHSC - football), le Montpellier Agglomération Handball (MAHB - handball), et le Montpellier Rugby Club (MRC - rugby). La ville de Montpellier soutient l'action de ces trois structures, notamment par le biais du versement de subventions (cf. annexe 19 au présent rapport).

Pour chacun de ces clubs, le niveau des subventions versées par la commune varie significativement selon les années.

Ainsi, pour le handball, une subvention de 350 000 € a été versée au mois de décembre 2009, soit un montant 5 fois plus élevé que celui alloué habituellement chaque année (70 000 € en 2007 et 2008, 70 000 € ayant déjà été versés en 2009 avant décembre). En décembre 2010, un « solde » de 115 000 € a été versé en sus, puis à nouveau 150 000 € en décembre 2011.

Ces montants sont à rapprocher du recrutement d'un joueur international de premier plan, ce qui n'entre pas dans le champ des missions d'intérêt général, de formation ou d'insertion par le sport, et s'ajoutent aux subventions régulières versées dans le cadre des dispositions de l'article L. 113-2 du code du sport.

A propos du MHR (rugby), une subvention de 600 000 € a été versée en juillet 2011, soit 12 fois plus que le montant des subventions versées annuellement les 4 années précédentes (50 000 €). Une subvention de 57 000 €, avec en objet « 50 % 1850 MTP RUGBY CLUB DCM » a encore été versée en 2012.

Alors qu'en clôture de la saison 2010-2011 le club atteignait la finale du championnat de France de Rugby (Top 14) avec un entraîneur renommé recruté en 2010, la SAOS Montpellier Hérault Rugby a sollicité une aide à la ville lui permettant de franchir le cap d'une importante restructuration financière engagée pour assurer sa survie, notamment avec l'arrivée d'un nouveau partenaire dans l'actionnariat de la SA.

Le conseil municipal a donc alloué à la SAOS une subvention ponctuelle et exceptionnelle de 600 000 € pour la saison sportive 2010-2011, « pour soutenir son haut niveau de formation et sa démarche d'excellence, et permettre l'engagement de partenaires privés capables d'assurer ensuite une gestion pérenne du club » (revue municipale Montpellier notre ville / n° 359 juillet - août 2011). Le versement de cette subvention ne répond donc pas non plus aux dispositions de l'article L. 113-2 du code du sport.

S'agissant enfin du MHSC (football), le niveau des subventions allouées apparaît comme nettement inférieur, et seule la subvention de 100 000 € versée le 28 juin 2011 apparaît

s'écarter significativement de celles respectivement attribuées en 2007, de 15 000 € et en 2012, de 21 550 €.

Alors que les différentes conventions transmises en cours de contrôle ne comportaient pas les pièces prévues par l'article R. 113-3 du code du sport, la collectivité a joint dans sa réponse aux observations provisoires de la chambre les bilans d'activité 2010 et 2011 des actions d'intérêt général engagées par le seul MHR, sans qu'ils ne viennent apporter de justification précise sur l'utilisation de subventions aux montants très significativement supérieurs à la moyenne des périodes antérieures, et a fortiori s'agissant des autres clubs professionnels.

La collectivité a également précisé que depuis 2012, chacun des trois clubs bénéficie d'une « *subvention accordée pour des saisons sportives équivalentes et dont les niveaux sont plus harmonisés* ».

### **6.3. Les conventions de prestations de service**

Des conventions de prestations de services ont été passées par la ville avec les clubs sportifs professionnels du MHR, de MHSC et du MAHB (rugby, football et handball).

Une disposition figure dans les contrats de prestations de services passés avec la SAOS MHR Rugby et le MHSC Football sur des « *places destinées aux collaborateurs de la collectivité, aux invités institutionnels, aux membres des tissus associatifs, aux partenaires ainsi qu'aux élus. A ce titre, un répertoire des invités est tenu à jour à l'occasion de chaque rencontre* ».

Pour la période 2007 à 2012, seuls les répertoires de la saison 2012-2013 ont pu être produits. La ville a indiqué que « *ces listes sont gérées par le chef de cabinet du maire. Il n'a pas été possible de retrouver celles des saisons antérieures à 2012* ».

Les services de la collectivité ne se sont donc pas mis en situation d'assurer de manière fiable l'archivage et le suivi de ces informations, prévues expressément dans les contrats avec le MHR et le MHSC.

Les places seraient majoritairement accordées à des élus, des agents de la mairie et des représentants du monde associatif.

Si les répertoires mentionnent le nombre de places : 2, 3, 1, 4, 5, 10 etc., le bénéficiaire reste toutefois inconnu. L'information est donc incomplète et la ville est invitée à organiser une gestion et un suivi plus fiable, plus précis et plus complet de ces répertoires.

**Délibéré à la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon le 7 octobre 2013.**

## ANNEXES

### Annexe 1 : Calendrier des tirages et remboursements du contrat long terme remboursable (CLTR)

Date	Ref.	Plafond autorisé	Tirage	Remboursement
31/12/2004	CLTR-1	32 000 000,00 €	31 200 000,00 €	
04/01/2005	CLTR-1	32 000 000,00 €		31 200 000,00 €
30/12/2005	CLTR-1	32 000 000,00 €	30 000 000,00 €	
03/04/2006	CLTR-1	31 032 238,00 €		30 000 000,00 €
28/12/2006	CLTR-1	31 032 238,00 €	29 600 000,00 €	
08/01/2007	CLTR-1	30 016 087,00 €		29 600 000,00 €
28/12/2007	CLTR-1	30 016 087,00 €	16 900 000,00 €	
04/01/2008	CLTR-1	28 949 128,00 €		16 900 000,00 €
29/12/2008	CLTR-1	28 949 128,00 €	2 000 000,00 €	
06/01/2009	CLTR-1	27 828 822,00 €		2 000 000,00 €
29/12/2009	CLTR-1	27 828 822,00 €	12 540 000,00 €	
08/01/2010	CLTR-1	26 652 500,00 €		6 500 000,00 €
12/01/2010	CLTR-1	26 652 500,00 €		1 000 000,00 €
13/01/2010	CLTR-1	26 652 500,00 €		5 040 000,00 €
29/12/2010	CLTR-1	26 652 500,00 €	6 000 000,00 €	
05/01/2011	CLTR-1	25 417 262,00 €		6 000 000,00 €
27/12/2011	CLTR-1	25 417 262,00 €	8 000 000,00 €	
06/01/2012	CLTR-1	24 120 468,00 €		6 000 000,00 €
10/01/2012	CLTR-1	24 120 468,00 €		2 000 000,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>136 240 000,00 €</b>	<b>136 240 000,00 €</b>

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 2 : Evolution des charges de fonctionnement de la ville de Montpellier sur la période 2005-2012**

en k€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
CHARGES BUDGETAIRES (solde débiteur de la classe 6)	203 331	217 583	227 787	244 502	240 743	249 153	263 070	287 578
CHARGES DE PERSONNEL	101 196	108 073	117 012	122 508	126 001	132 522	145 549	151 958
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	26 128	25 719	27 556	29 106	29 352	29 450	23 921	24 317
AUTRES CHARGES COURANTES (SD60+SD61+SD62+SD63+SD65)	55 303	62 473	63 937	67 943	66 940	68 141	74 487	77 676
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANTES (charges de personnel + subventions et participations + autres charges courantes)</b>	<b>182 627</b>	<b>196 265</b>	<b>208 505</b>	<b>219 557</b>	<b>222 293</b>	<b>230 113</b>	<b>243 957</b>	<b>253 952</b>
CHARGES FINANCIERES (SD66)	328	1 319	1 999	3 724	3 267	3 591	4 533	5 409
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT REELLES (toutes les charges de fonctionnement y compris certaines charges exceptionnelles, à l'exclusion de la valeur des immobilisations cédées, des "autres charges exceptionnelles" c/678 et des dotations aux amortissements)</b>	<b>183 670</b>	<b>199 220</b>	<b>211 700</b>	<b>223 683</b>	<b>227 225</b>	<b>234 110</b>	<b>249 602</b>	<b>260 293</b>



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 3 : Evolution des « autres charges courantes » de la ville de Montpellier sur la période 2005-2012**

en k€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Achats et variations de stocks (solde débiteur du compte 60)	16 963	17 294	17 993	17 438	17 302	17 081	18 549	19 612
Services extérieurs (solde débiteur du compte 61)	31 369	34 736	37 082	38 237	37 120	36 641	39 246	40 206
Dont Contrats de prestations de service	19 462	22 288	23 533	21 540	20 017	19 531	20 273	21 316
locations	2 154	2 205	2 339	3 154	3 371	3 418	3 704	3 427
entretien et réparations	8 238	8 494	9 059	10 312	9 866	9 655	10 177	10 715
assurances	755	824	875	935	1 048	755	830	929
autres	8 315	10 765	11 260	7 139	5 732	5 703	5 562	6 245
Autres services extérieurs (solde débiteur du 62 hors 621)	4 749	6 311	6 398	9 134	9 934	10 660	12 948	13 907
Dont rémunérations intermédiaires et honoraires	523	580	411	658	781	732	681	696
Publicité, publications, relations publiques	2 477	3 261	3 454	5 237	5 667	5 968	8 123	8 137
Transports de biens et transports collectifs	142	208	136	163	197	132	535	566
déplacements, missions, réceptions	141	147	123	150	179	262	352	452
frais postaux et de télécommunication	855	850	711	1 083	1 019	1 017	1 100	1 047
autres	611	1 265	1 563	1 843	2 091	2 549	2 157	3 009
Impôts et taxes (solde 63 hors 631 et 633)	392	2 740	1 046	1 350	867	1 063	1 182	1 166
Autres charges de gestion courantes (solde du 65 hors 655 et 657 ie subventions et participations)	1 830	1 392	1 418	1 784	1 717	2 695	2 562	2 785
<b>TOTAL</b>	<b>55 303</b>	<b>62 473</b>	<b>63 937</b>	<b>67 943</b>	<b>66 940</b>	<b>68 140</b>	<b>74 487</b>	<b>77 676</b>

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 4 : Liste des principales associations et personnes de droit privé bénéficiaires de subventionnement de fonctionnement en 2010 et 2011**

Organisme	Fonction	Montant 2010	Montant 2011
Maison de Montpellier à Chengdu	920 - rayonnement international	90 000 €	100 000 €
Académie Internationale de Musique	923 - culture	90 000 €	30 000 €
Attitude (Hip-Hop, Skateboard, Bmx...)	923 - culture	100 000 €	80 000 €
Cœur de livres (ex la comédie du livre)	923 - culture	220 000 €	170 000 €
Comédie du livre	923 - culture	35 000 €	
Confluence (conception et organisation de manifestations littéraires)	923 - culture	106 000 €	100 000 €
Fond régional d'art	923 - culture	100 000 €	
Music events	923 - culture	125 000 €	125 000 €
FISE	924 - sport	90 000 €	85 000 €
HLT Sport Club	924 - sport	200 000 €	100 000 €
Montpellier Agglo Athletic méditerranée	924 - sport	157 000 €	152 100 €
Montpellier Handball	924 - sport	105 000 €	54 880 €
MPL Agglo Handball EUSRL	924 - sport	115 000 €	150 000 €
Hérault Rugby Club	924 - sport	50 000 €	92 000 €
SAOS Montpellier Hérault Rubby	924 - sport		600 000 €
Office du tourisme	929 - action économique	1 767 500 €	1 820 525 €
Comité des Œuvres Sociales et Culturelles	920 - services généraux	408 000 €	440 000 €
Ecoles privées (total)	922 - réussite éducative		1 800 440 €

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 5 : Evolution des produits de fonctionnement de la ville de Montpellier sur la période 2005-2012**

En K€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (produits budgétaires) - Solde créditeur de la classe 7</b>	249 425	251 048	260 989	273 547	285 321	298 153	299 803	320 658
dont RESSOURCES FISCALES (SC73)	130 165	137 820	142 459	148 267	166 351	175 442	182 491	191 080
DGF et autres dotations (SC 74)	75 336	76 273	80 111	80 177	83 264	85 849	86 380	88 133
AUTRES PRODUITS COURANTS (SC70 produits des services du domaine et ventes diverses + SC75 autres produits de gestion courante ie revenus des immeubles, redevances des fermiers et autres)	27 857	24 861	29 313	30 840	27 898	24 185	26 563	27 563
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANTS (SC70 produits des services du domaine et ventes diverses + SC71 production stockée + SC72 travaux en régie + SC73 mpôts et taxes + SC74 dotations et participations + SC75 autres produits de gestion courante)</b>	<b>233 358</b>	<b>238 954</b>	<b>251 883</b>	<b>259 284</b>	<b>277 513</b>	<b>285 476</b>	<b>295 434</b>	<b>306 776</b>
en % des produits totaux	94%	95%	97%	95%	97%	96%	99%	96%
AUTRES PRODUITS (SC76 produits des participations, revenus des VMP, SC77 produits exceptionnels sur opérations de gestion, SC79 transferts de charges)	16 066	12 094	9 105	14 263	7 810	12 677	4 369	13 882
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT REELS (Solde créditeur de la classe 7 -SC775 produits sur cessions des immobilisations - SC776 différences sur réalisations - SC78 reprises sur amortissements et provisions)</b>	<b>239 189</b>	<b>242 189</b>	<b>252 673</b>	<b>264 574</b>	<b>282 162</b>	<b>294 465</b>	<b>297 766</b>	<b>308 233</b>
en % des produits totaux	96%	96%	97%	97%	99%	99%	99%	96%

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 6 : Evolution des principales ressources fiscales de la ville de Montpellier sur la période 2005-2012**

En k€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts locaux et contributions directes (SC 731)	124 527	130 310	134 004	140 197	156 586	161 665	167 088	174 296
Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (SC7325)								731
Droits de stationnement (SC 733)					3 355	4 000	4 066	4 313
Taxe sur les pylones électriques (SC 734)	49	51	39	41	43	47	50	52
Taxe sur l'électricité (SC 735)	3 828	3 855	3 947	3 959	4 349	4 486	4 646	4 611
Taxe activités services (SC 7361)			50	41				
Taxe de séjour (SC 7362)	735	767	995	962	910	1 062	1 052	1 047
Impôts sur les spectacles (SC 7363)	223	167	106	28	513	357		1
Taxe locale sur la publicité extérieure (SC 7368)	178	78	92	93	102	799	1 126	2 434
Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe sur la publicité foncière (SC 7381)	8 788	8 676	9 310	8 999	6 067	9 167	10 604	9 736
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>138 328</b>	<b>143 904</b>	<b>148 543</b>	<b>154 320</b>	<b>171 925</b>	<b>181 583</b>	<b>188 632</b>	<b>197 221</b>
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>249 425</b>	<b>251 048</b>	<b>260 989</b>	<b>273 547</b>	<b>285 321</b>	<b>298 153</b>	<b>299 803</b>	<b>320 658</b>
<b>Part des recettes fiscales par rapport au total des recettes de fonctionnement</b>	<b>55,46%</b>	<b>57,32%</b>	<b>56,92%</b>	<b>56,41%</b>	<b>60,26%</b>	<b>60,90%</b>	<b>62,92%</b>	<b>61,51%</b>
Pour info, Reversement - impôts sur les spectacles du CCAS (SD 739)	-8 164	-6 084	-6 084	-6 054	-6 114	-6 141	-6 141	-6 141
<b>TOTAL RESSOURCES FISCALES NETTES (SC73)</b>	<b>130 164</b>	<b>137 820</b>	<b>142 459</b>	<b>148 266</b>	<b>165 811</b>	<b>175 442</b>	<b>182 491</b>	<b>191 080</b>

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 7 : Evolution des principales dotations perçues par la ville de Montpellier sur la période 2005-2012**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
DGF dotation forfaitaire	45 846 305 €	46 544 846 €	47 194 709 €	47 746 745 €	51 163 202 €	51 260 165 €	50 358 767 €	50 429 486 €
DGF solidarité urbaine	- €	7 242 152 €	8 078 877 €	8 958 836 €	9 138 013 €	9 247 669 €	10 464 344 €	11 349 731 €
Dotation nationale de péréquation	3 044 177 €	3 206 237 €	3 177 113 €	3 168 516 €	3 770 792 €	3 896 920 €	3 737 494 €	4 184 404 €
DGF permanents syndicaux	- €	70 571 €	74 428 €			40 984 €	20 617 €	- €
<b>DGF</b>	<b>48 890 482 €</b>	<b>57 063 806 €</b>	<b>58 525 127 €</b>	<b>59 874 097 €</b>	<b>64 072 007 €</b>	<b>64 445 738 €</b>	<b>64 581 222 €</b>	<b>65 963 621 €</b>
Dotation élus locaux	6 897 288 €							
Dotations spécifique au titre des instituteurs	95 941 €	72 117 €	50 749 €	19 257 €	19 453 €	14 040 €	11 232 €	11 232 €
Dotation générale de décentralisation	1 161 568 €	1 175 161 €	1 204 499 €	1 229 931 €	1 230 833 €	1 231 221 €	1 212 248 €	1 244 305 €
Participation Etat - Emplois jeunes	112 409 €			18 353 €	75 660 €	585 489 €	70 712 €	97 553 €
autres participations Etat	519 266 €	65 809 €	1 109 186 €	248 538 €	128 418 €	434 549 €	254 716 €	258 853 €
Participations regions		100 000 €	100 000 €	100 000 €			85 000 €	72 034 €
Participations Département	92 140 €	361 142 €	197 662 €	418 072 €	280 244 €	470 500 €	460 599 €	465 521 €
Participations groupement	498 917 €	513 403 €	700 289 €	843 231 €	743 992 €	790 140 €	683 764 €	791 394 €
CCAS et caisse des écoles			373 006 €	356 542 €	290 468 €	286 429 €	286 423 €	198 681 €
Autres organismes	7 479 141 €	8 021 666 €	9 326 892 €	9 104 974 €	9 221 279 €	9 820 749 €	10 826 848 €	11 267 261 €
<b>DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>16 856 670 €</b>	<b>10 309 297 €</b>	<b>13 062 283 €</b>	<b>12 338 898 €</b>	<b>11 990 346 €</b>	<b>13 633 117 €</b>	<b>13 891 541 €</b>	<b>14 406 834 €</b>
Autres dotations et participations et compensations	9 589 283 €	8 899 726 €	8 523 642 €	7 964 040 €	7 201 239 €	7 770 050 €	7 906 895 €	7 762 051 €
<b>TOTAL</b>	<b>75 336 435 €</b>	<b>76 272 828 €</b>	<b>80 111 053 €</b>	<b>80 177 035 €</b>	<b>83 263 592 €</b>	<b>85 848 905 €</b>	<b>86 379 658 €</b>	<b>88 132 505 €</b>

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 8 : Evolution des dépenses d'investissement de la ville de Montpellier sur la période 2005-2012**

en k€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total emplois d'investissement budgétaires (chiffres DGFIP)	134 080	137 563	150 961	129 200	136 572	142 256	140 134	163 156
<b>Emplois d'investissement stables</b>	<b>131 410</b>	<b>136 035</b>	<b>147 734</b>	<b>124 761</b>	<b>135 622</b>	<b>141 731</b>	<b>138 757</b>	<b>163 002</b>
Dépenses d'équipement	94 416	94 711	103 938	95 911	117 586	102 224	103 418	121 581
Subventions d'équipement	0	5 570	5 000	4 676	8 762	8 823	10 237	5 132
Remboursement en capital des emprunts	31 222	30 643	31 014	19 750	9 122	17 700	12 780	17 071
Part au sein des emplois stables								
Dépenses d'équipement	71,85%	69,62%	70,35%	76,88%	86,70%	72,13%	74,53%	74,59%
Subventions d'équipement	0,00%	4,09%	3,38%	3,75%	6,46%	6,23%	7,38%	3,15%
Remboursement en capital des emprunts	23,76%	22,53%	20,99%	15,83%	6,73%	12,49%	9,21%	10,47%
Total	95,61%	96,24%	94,73%	96,45%	99,89%	90,84%	91,12%	88,21%

*NB : le tableau ci-dessus ne présente aucun chiffre pour les subventions 2005 car la réglementation ne prévoyait pas leur prise en charge au sein des dépenses d'investissement avant 2006.*

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 9 : Evolution de la répartition des dépenses d'investissement de la ville de Montpellier par fonctions (autres que remboursement de la dette)**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
SERVICES GENERAUX	8 255 668	8 305 166	17 353 422	27 715 356	31 618 465	40 437 273	45 046 490	38 498 764
SECURITE ET SALUBRITE	1 147 530	282 172	292 914	659 815	964 564	735 458	707 138	223 981
ENSEIGNEMENT ET FORMATION	10 626 803	9 794 026	9 334 214	7 413 086	19 825 913	7 608 936	10 309 603	18 548 652
CULTURE	1 681 005	2 742 969	2 641 428	3 120 103	3 678 435	4 527 253	2 578 336	3 087 471
SPORT ET JEUNESSE	5 767 813	5 294 331	9 866 272	9 617 867	8 793 984	4 439 111	1 954 054	9 315 533
INTERVENTIONS SOCIALES ET DE SANTE			185 476	159 946	283 652	76 350	106 426	115 602
FAMILLE	2 857 679	834 199	492 838	1 909 008	1 259 917	1 801 527	2 260 550	2 034 067
LOGEMENT		492 323		98 995				
AMENAGEMENT, SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	63 625 371	74 780 807	76 874 803	56 719 105	59 850 098	54 245 572	50 665 958	54 770 746
ACTION ECONOMIQUE	754 409	155 760	1 921 435	472 122	147 395	477 875	91 508	234 166
OPERATIONS PATRIMONIALES	64 029	2 500 000						
DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	31 754 308	30 853 829	31 271 518	19 911 075	9 199 156	27 369 349	25 919 582	36 165 635
TRANSFERT ENTRE SECTIONS	7 545 767	1 527 638	726 902	1 403 521	950 109	537 148	493 918	
OPERATIONS SOUS MANDAT						12 395	12 221	8 292
TOTAL	134 080 380	137 563 220	150 961 222	129 199 998	136 571 689	142 268 247	140 145 783	163 002 909

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

### Annexe 10 : Mission en chine

Tableau issu de l'analyse effectuée à partir des mandats							
Nom	Qualité	Coût	Référence du mandat	Date du mandat	N° de facture	Date de la facture	Commentaire
I	Directeur adjoint d'un service municipal	43 080,00	18456/2528	23/07/2010	236246	31/05/2010	"Forfait voyage"
J	Chargé de mission grands équipements						
K	Rédacteur journal interne						
L	Directeur département action solidaire						
B	Chef de cabinet						
M	Directeur service communication						
JOURNALISTES		20 598,00	23382/3213	21/09/2010	239567	09/08/2010	"Communication intra Chine" - Prestations annexes et forfait repas - pas d'indication sur les noms des journalistes
MANDROUX Hélène	Maire	14 360,00	14183/2203	30/06/2010	236245	31/05/2010	"Forfait voyage"
TOUCHON Jacques	Elu						
N	?	50 260,00	16180/2203	30/06/2010	236247	31/05/2010	"Forfait voyage"
O	Président d'une société et président d'un syndicat patronal associé à la direction de la CCI						
P	Président de la CCI de Montpellier						
Q	Journaliste à la télévision locale (TV SUD)						
R	Président d'une importante société locale d'habillement et de puériculture et Directeur d'un domaine viticole comportant un hôtel de luxe local						
S	Vice-présidente CCI						
T	Directeur général d'une société d'informatique implantée localement						
		128 298,00					

Les parties grisées correspondent à des lignes ne figurant pas dans le tableau initial transmis par la ville, le nombre de journalistes « groupe Chine » n'étant par ailleurs pas précisé.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

### ANNEXE 11 : Dépenses mandatées à BOS VOYAGES

Années	Montant mandaté TTC	Pourcentage d'écart entre les années
2007	102 233,62	
2008	224 507,88	119,60
2009	127 430,15	- 43,24
2010	275 909,72	116,52
2011	280 680,16	1,73
	1 010 761,53	

Numéro de marché	Montant mandaté en TTC
5M020	9 677,19
7M001	43 956,96
7M002	28 893,58
8M0004	138 250,96
8M003	66 863,36
G79	212 756,22
sans numéro***	510 363,26
	1 010 761,53

Années	Champ n° marché vide : montant mandaté TTC
2007	22 245,48
2008	24 284,98
2009	119 999,14
2010***	275 909,72
2011	67 923,94
	510 363,26

\*\*\* dont 138 846,93 € TTC au titre du marché 9M364, référencé en zone « commentaire » et non dans la colonne « numéro de marché ». Ces sommes sont à rattacher, sauf exception, à 2010.

Numéro de marché en passation	Objet	Numéro de marché en exécution	Date de notification	Fin de marché	Remarques
7AIQ ou 7AIQ120 0	Déplacements nationaux	8M003	21/01/2008	31/12/2008	
	Déplacements internationaux	8M0004			
9G128231	Fourniture de titres de transport aérien sur le territoire national	G12	01/07/2009	en cours	
9M364 ou 9M3641510	Service d'agences de voyages pour la fourniture de titres de transport, de prestations hôtelières et de prestations annexes liées aux déplacements à l'étranger des élus et des agents en mission	9M364	02/02/2010	31/01/2010	Marché sans existence juridique. Avenant de prolongation notifié le 09/03/2010 (prolongation jusqu'au 30/07/2010) – avenant par essence sans existence juridique.
0G791510	Service d'agences de voyages pour la fourniture de titres de transport, de prestations hôtelières et de prestations annexes liées aux déplacements à l'étranger des élus et des agents en mission	G79	19/04/2011	18/04/2012	

## **Annexe 12 : Historique et chronologie de l'opération nouvel hôtel de ville**

### Historique de l'opération du nouvel hôtel de ville

L'urbanisation de Montpellier s'est faite par étapes successives, au fur et à mesure de la croissance de la cité, et l'« hôtel de ville » a connu plusieurs localisations.

C'est en 1969 que le conseil municipal, alors présidé par François DELMAS, a voté la construction de la nouvelle mairie, place Francis Ponge, pour un coût l'équivalent à 13,3 M€ actuels (valeur 2012)<sup>30</sup>.

Néanmoins, si la construction de l'hôtel de ville place Francis Ponge avait représenté un coût de 71 € par habitant, la construction du nouvel hôtel de ville (le bâtiment seul) représente 505 € par habitant<sup>31</sup>.

### Eléments chronologiques

25/05/1989 : par délibération, création de la ZAC « Consuls de Mer - Port Marianne » et définition des objectifs de l'opération. Superficie : 16 ha. Concessionnaire : SERM. La ZAC Port-Marianne est confiée à l'architecte Rob KRIER, prenant le relais de Ricardo BOFILL.

09/05/1994 : la ville confie par délibération l'aménagement de la ZAC « Port Marianne Consuls de Mer » à la SERM (concession).

31/07/1998 : la ville confie par délibération mandat à la SERM pour l'étude du nouvel hôtel de ville.

25/02/2002 : par délibération numéro 56, reçue en préfecture le 07/03/2002, le conseil municipal :

- confirme « la réalisation du nouvel hôtel de ville et du quartier qui l'environne » ;
- autorise le lancement d'une consultation pour la maîtrise d'œuvre du nouvel hôtel de ville de Montpellier et du quartier formant son environnement » ; concours restreint ;
- approuve le règlement de cette consultation ;
- décide de créer le jury

24/09/2002 : par délibération numéro 65 reçue en préfecture le 14/10/2002, la ville approuve :

- Le dossier de concours de maîtrise d'œuvre comprenant :
  - le nouveau règlement du concours après ajustement ;
  - le programme de l'hôtel de ville, des parkings publics et de l'opération d'aménagement ;
- L'enveloppe prévisionnelle (97 511 000 € TTC valeur 2002, soit 81 530 936,45 € HT)
  - du coût de construction du nouvel hôtel de ville (83 246 000 € TTC valeur 2002) ;
  - de l'opération de construction de 700 places de stationnement public (14 265 000 € TTC valeur 2002) ;
  - les coûts d'étude, de foncier et de travaux de la place, du parc, des différentes voiries et réseaux résultant du projet du quartier environnant, seront intégrés au bilan de l'opération d'aménagement couvrant tout le périmètre du concours.

<sup>30</sup> Voir site de l'INSEE qui permet de convertir des francs en euros en prenant en compte les éléments requis. « Compte tenu de l'érosion monétaire due à l'inflation, le pouvoir d'achat de 12 000 000 francs en 1969 est donc le même que celui de 13 262 730,62 euros en 2012 ». Il est l'œuvre de l'architecte Jean-Claude DESHONS. Montpellier compte à l'époque 183 000 habitants et 1 170 agents.

<sup>31</sup> 257 351 hab. (2010) - source Wikipédia.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

24/09/2002 : par délibération, la ville approuve l'avenant numéro 1 à la convention publique d'aménagement<sup>32</sup>. Cet avenant permet d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue Antonelli, sur des terrains devant accueillir le nouvel hôtel de ville.

19/12/2002 : délibération numéro 36, reçue en préfecture le 30/12/2002, approuvant le mandat de réalisation ville / SERM. Signature le 08/01/2003.

Seul le programme de l'hôtel de ville a été réalisé par la ville avec l'aide d'un bureau spécialisé. Le dossier de concours a, quant à lui, été réalisé par la SERM dans le cadre du mandat d'études sur l'aménagement du secteur des Aiguerelles, mandat qui s'est achevé fin 2002.

*« Pour poursuivre l'opération, il est proposé de confier à la SERM un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée comprenant les études et les travaux portant sur la réalisation de l'hôtel de ville. En parallèle, une opération d'aménagement [...] permettra la réalisation du quartier formant l'environnement de l'hôtel de ville, sur un espace d'environ 8 ha. Cette opération prendra la forme d'une extension de la ZAC « port Marianne - Consuls de mer » et fera l'objet d'une convention d'aménagement avec la SERM. Enfin, les acquisitions relatives à cette opération seront réalisées dans le mandat d'acquisition de Port-Marianne. Le montant total des dépenses du mandat d'études et de travaux du nouvel hôtel de ville s'élève à 97 511 000 € TTC (valeur 2002) », soit 81 530 936.45 € HT.*

25/07/2003 : par délibération numéro 82, reçue en préfecture le 31/07/2003, la ville procède à l'attribution du « marché de maîtrise d'œuvre du bâtiment et d'un parking public ».

Il convient de noter que la SERM avait été chargée par mandat de procéder à la négociation avec les lauréats pour le marché de maîtrise d'œuvre du bâtiment de l'hôtel de ville et d'un parking public. La SERM était aussi chargée, en parallèle, de négocier sur les missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier, de maîtrise d'œuvre du parc public, d'urbaniste coordonnateur du quartier dans le cadre de la convention publique d'aménagement qui lui a été confiée pour la ZAC Port Marianne - Consuls de mer.

► **Attributaire** : l'équipe J. NOUVEL / F. FONTES / Terrel Technologies/Verdier  
Montant : 6 508 125 € HT (forfait provisoire hors option) pour le bâtiment hôtel de ville et le parking

25/07/2003 : par délibération numéro 82 du 25 juillet 2003, la ville fixe les objectifs et modalités d'association du public à la première extension de la ZAC Port Marianne Consuls de Mer (superficie : 9 ha), comprenant un bassin d'orage (20 000 m<sup>3</sup>), un parc de stationnement public (700 places), ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier. Les études relatives à cette extension ont été confiées à l'équipe Jean NOUVEL / François FONTES.

Indication de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux qui comprennent la « réalisation d'un nouvel hôtel de ville et de ses parking extérieurs » :

- bâtiment : 43 256 000 € HT
- parkings : 7 415 000 € HT

<sup>32</sup> Voir délibération du 09/05/1994 qui confie l'aménagement de la ZAC à la SERM puis les avenants référencés sous cette délibération puis la transformation en convention publique d'aménagement par avenant numéro 4 (délibération du 25/07/2001). Il s'agit donc du premier avenant portant sur la convention publique d'aménagement qui n'est que la transformation de la concession de 1994.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

➔ Total : 50 671 000 € HT

31/03/2004 : délibération numéro 33 reçue en préfecture le 8 avril 2004 approuvant la création de la première extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer.

Extrait :

« Cette extension vise notamment à répondre aux objectifs suivants :

- permettre la réalisation du nouvel hôtel de ville en vue d'améliorer considérablement par rapport à l'hôtel de ville actuel, les conditions d'accueil du public et les conditions de travail des élus et de l'administration municipale ;
- permettre l'aménagement d'un quartier vivant et animé, prolongeant au sud le quartier des Consuls de Mer [...] ;
- rendre possible la création d'espaces publics et privés, et notamment du parvis de l'hôtel de ville, nécessaires à l'animation et à la vie du quartier ;
- réaliser un parc public contribuant, notamment à la mise en valeur du Lez et de ses berges ;
- améliorer les accès et les dessertes internes automobiles, piétonnes et cyclistes de ce quartier [...] ;
- permettre l'amélioration des conditions de stationnement en réalisant des places de stationnement publiques à répartir notamment sous le parvis de l'hôtel de ville ».

29/07/2004 : délibération approuvant le CRAC (exercice 2003) de l'opération « Port Marianne - Consuls de Mer ». Il est prévu que « l'aménagement des places de stationnement, prévu initialement dans le mandat ville - SERM, et répondant aux besoins de l'hôtel de ville, serait réalisé par la SERM dans le cadre de la construction d'un parking accueillant également les visiteurs. Cette réalisation est donc désormais prévue par la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ».

29/07/2004 : délibération approuvant l'avenant numéro 2 à la convention publique d'aménagement, désignant la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension. Cet avenant a également prolongé la durée de la convention jusqu'au 31/10/2010 et fixé l'échéancier de la participation de la ville à l'opération.

29/07/2004 : délibération du conseil municipal décidant que le parking initialement prévu dans le mandat ville - SERM serait réalisé par la SERM dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consul de Mer.

07/10/2004 : délibération arrêtant le dossier de réalisation ZAC.

01/02/2005 : délibération approuvant l'APD.

Printemps 2006 : début phase opérationnelle première extension ZAC Port Marianne Consuls de Mer - Livraison prévue fin 2011.

26/07/2007 : délibération numéro 277/314, reçue en préfecture le 02/08/2007, portant approbation du compte rendu annuel d'activité (exercice 2006) et avenant n° 1.

Bilan prévisionnel : 115 935 900 € TTC (valeur janvier 2007), soit 96 936 371,23 € HT.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

18/09/2007 : avenant n° 1 à la convention de mandat avec la SERM pour la réalisation du nouvel hôtel de ville. La SERM n'assure plus elle-même la mission de CSPS (coordination en matière de sécurité et protection de la santé) et la confie à un prestataire extérieur.

Novembre 2007 : démarrage chantier (39 mois de travaux).

27/07/2009 : délibération numéro 2009/320, reçue en préfecture le 05/08/2009, relative à l'approbation du CRAC (exercice 2008) et de l'avenant n° 2.

Enveloppe prévisionnelle (janvier 2009) : 125 393 000 € TTC, soit 104 843 645,40 € HT.

05/08/2009 : avenant n° 2 à la convention de mandat avec la SERM pour la réalisation du nouvel hôtel de ville.

Mai 2011 : 2<sup>ème</sup> extension de 4 ha de la ZAC Port Marianne - Consuls de mer.

25/07/2011 : délibération numéro 2011/421, reçue en préfecture le 01/08/2011, relative à l'approbation du CRAC (exercice 2010) et de l'avenant n° 3 à la convention de mandat.

Enveloppe prévisionnelle du programme (janvier 2011) : 129 755 000 € TTC, soit 108 490 802,60 € TTC.

01/08/2011 : avenant numéro 3 à la convention de mandat avec la SERM pour la réalisation du nouvel hôtel de ville.

16/12/2011 : rachat des volumes 14, 15 et 10 du parking à la SERM : 17 044 196 € TTC

06/02/2012 : nouvelle extension de la ZAC Port Marianne Consuls de Mer.

23/07/2012 : délibération numéro 2012/419 reçue en préfecture le 30/07/2012 - CRAC (exercice 2011). Au 31/12/2011 ont été réalisés 118 245 000 € TTC de dépenses. Le bilan prévisionnel du mandat s'établit à 132 500 000 € TTC (tenant compte de l'évolution constatée des indices du coût de la construction connus en janvier 2012, de leur évolution anticipée pour 2012, ainsi que des provisions pour risque de contentieux sur le lot 6 - Façades).

01/10/2012 : Approbation du dossier de création de la nouvelle extension de la ZAC Port Marianne Consuls de Mer (mais dossier de réalisation non encore approuvé).

12/11/2011 : Inauguration du nouvel hôtel de ville.

15/11/2011 : Ouverture au public.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 14 : Déplacements à l'étranger depuis 2007**

Année	Dates	Destination	Objet du déplacement	Coût	Mandatement en marché (n° marché)	Hors marché
2007	Avr.-07	Chengdu	Signature accord de santé entre faculté Chengdu et CHU Montpellier du 27/03 au 6/04/2007	4 283,20	7M 0021	
2007	Juil.-07	Heidelberg via Düsseldorf	Visite Heidelberg du 7 au 08/07/2007	5 299,30 (pour 6 personnes)	7M 0021	
2007	Oct.-07	Chengdu	Foire internationale agricole de Chengdu du 23/10 au 1/11/2007	5 711,00	7M 0021	
2007	Oct.-07	Chongqing	Table ronde des Maires français et chinois du 20 au 30/10/2007	5 711,00	7M 0021	
2008	Fév.-08	Chengdu	Remise de la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Chengdu du 26/02 au 08/03/2008	5 212,84	8M0004 08	
2008	Mar.-08	Chengdu	Participation au salon du vin du 17 au 20/03/2008	2 206,52	8M0004 08	
2008	Avr-08	Fès	Déplacement dans le cadre du 1200 <sup>ème</sup> anniversaire de la ville de Fès du 4 au 06/04/2008	4 566,10 (pour 5 personnes)	8M0004 08	
2008	Mai.-08	Bari	Biennale de l'art contemporain du 20 au 24/05/2008	1 562,06	8M0004 08	
2008	Juin-08	Fès	Réunion Euromed et Festival de musique sacrée du monde du 7 au 11/06/2008	6 163,58 (coût global pour 9 personnes)	8M0004 08	
2008	Juill-08	Chengdu	Mission humanitaire à Chengdu du 5 au 9/07/2008	19 508 (pour 4 personnes)	8M0004 08	
2008	Juil-08	Tibériade	Réunions de travail sur le jumelage et accueil officiel à Jérusalem du 16 au 22/07/2008	48 725,00 (coût global pour 8 personnes)	8M0004 08	
2008	Oct.-08	Rome	Festival Fotoleggendo de Rome du 3 au 5/10/2008	1 988,22 (coût pour 2 personnes)	8M0004 08	
2008	Nov.-08	Louisville	Séminaire « Waging peace in our communities » du 10 au 17/11/2008	29 053,32 (coût pour 5 personnes)	8M0004 08	
2009	Janv-09	Tlemcen	Signature accord de jumelage du 17 au 20/01/2009	17 620,00	8M0004 08	
2009	Avr-09	Louisville Sherbrooke	Finale de la coupe de la Ligue de handball du 6 au 13/04/2009	26 700,00 (coût pour 3 personnes)		Oui

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Année	Dates	Destination	Objet du déplacement	Coût	Mandatement en marché (n° marché)	Hors marché
2009	Mai-09	Fès	Signature accord avec CCI dans le cadre du jumelage avec la ville de Fès du 25 au 26/05/2009	1 256,02 (coût pour 2 personnes)		Oui
2009	Juil-09	Bruxelles	Réunion Ligne grande vitesse à la Commission Européenne du 22/07/2009	896,09		Oui
2009	Juil-09	Barcelone	Mission exploratoire, visite du musée COSMO CAIXA du 12 au 13/07/2009	1 315,00 (coût pour 6 personnes)		Oui
2009	Août-09	Maroc	Raid des Marocains du monde (caravane médicale) du 2 au 09/08/2009	3 638,67 (coût pour 3 personnes)		Oui
2009	Sept-09	Louisville	Célébration des villes jumelles de Louisville du 2 au 9/09/2009	9 802,28 (coût pour 2 personnes)		Oui
2009	Sept-09	Heidelberg	Réunion de travail sur le jumelage et validation de projets du 24 au 26/09/2009	6 241,26 (coût pour 6 personnes)		Oui
2009	Oct-09	Sarmato	Journées internationales de la Saint Roch du 2 au 04/10/2009	10 447,20 (coût pour 5 personnes)		Oui
2009	Oct-09	Valladolid via Barcelone	Invitation par le MAHB pour match de handball le 18/10/2009	1 044,88 (coût pour 2 personnes)		Oui
2009	Nov-09	Munich	8 <sup>ème</sup> de finale de football féminin à Munich du 11 au 12/11/2009	8 421,85 (coût pour 4 personnes)		Oui
2009	Déc-09	Copenhague	Sommet de Copenhague du 8 au 10/12/2009	11 866,15 (pour 5 personnes)		Oui
2009	Déc-09	Copenhague	Climate Change Conférence du 16 au 20/12/2009	3 496,66 (pour 3 personnes)		Oui
2010	Janv-10	Curitiba	Rencontre du partenariat global sur villes et biodiversité au Brésil du 4 au 10/01/2010	4 296,02 (pour deux personnes)		Oui
2010	Fév-10	Amsterdam	Préparation de la visite du maire de CORPUS en Hollande du 8 au 9/02/2010	1 953,64 (coût pour 2 personnes)		Oui
2010	Mai-10	San Francisco	Colloque IDATE « innovation et économie numérique » du 2 au 7/05/2010	4 400,00		Oui
2010	Mai-10	Leiden	Visite des musées CORPUS et BOERHAAVE et ville de Leiden du 6 au 07/05/2010	9 299,79 (coût pour 7 personnes)		Oui



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Année	Dates	Destination	Objet du déplacement	Coût	Mandatement en marché (n° marché)	Hors marché
2010	Mai-10	Chengdu Shanghai	Réunion de travail sur le jumelage Chengdu - Exposition universelle de Shanghai du 19 au 25/05/2010	128 298		Oui
2010	Juin-10	Fès	Préparation au Forum "Union pour la Méditerranée" et ouverture du Festival des Musiques Sacrées de Fès du 1 au 07/06/2010	8 353,84 (coût pour 5 personnes)		Oui
2010	Sept-10	Shanghai	Remise du prix d'échanges et de coopération des villes amicales pour la Chine du 8 au 12/09/2010	8 307,45		Oui
2010	Oct-10	Nagoya	Conférences des parties (COP 10) sur la biodiversité biologique au Japon du 22 au 27/10/2010	39 659,66 (pour 6 personnes)		Oui
2010	Nov-10	Berlin	Visites d'expositions à Berlin et visite du musée d'hygiène de Dresde du 26 au 28/11/2010, en vue de la création de la cité Hippocrate	14 921 (coût pour 4 personnes)		Oui
2011	Mai-11	Chine	Congrès IDATE « la révolution numérique chinoise » du 6 au 14/05/2011	5 605,00	G79 11	
2011	Mai-11	Chengdu	Célébration du 30 <sup>ème</sup> anniversaire de jumelage Montpellier / Chengdu du 25 au 30/05/2011	24 362,92 (coût pour 7 personnes)*	G79 11	
2011	Juin-11	Fès	Festival des musiques sacrées du 2 au 6/06/2011	1 073,68		
2011	Juin-11	Montréal	Forum économique International des Amériques du 5 au 10/06/2011	27 960,00 (coût pour 4 personnes)	G79 11	
2011	Juin-11	Heidelberg	Célébration du 50 <sup>ème</sup> anniversaire de jumelage Montpellier / Heidelberg du 27 au 29/06/2011	8 090,63 (coût pour 7 personnes)	G79 11	
2011	Sept-11	Heidelberg	Célébration du 25 <sup>ème</sup> anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg du 23 au 24/09/2011	5 032,25 (coût pour 5 personnes)	G79 11	
2011	Sept-11	Tokyo	24 <sup>ème</sup> congrès mondial de l'Union des Architectes du 25 au 30/09/2011	37 814,36 (coût pour 4 personnes)	G79 11	
2011	Oct-11	Tel Aviv Tibériade	Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne du 24 au 28/10/2011	25 716,00 (coût pour 6 personnes)	G79 11	
2011	Nov-11	Bruxelles	Cérémonies des capitales européennes de la biodiversité et remise du prix capitale biodiversité du 23 au 27/11/2011	5 307,72 (coût pour 5 personnes)	G79 11	

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Année	Dates	Destination	Objet du déplacement	Coût	Mandatement en marché (n° marché)	Hors marché
2011	Déc-11	Tlemcen	Colloque "Médecins et médecine de Tlemcen, du 10 <sup>ème</sup> siècle à nos jours" et réunion de travail sur le jumelage du 4 au 07/12/2011	5 683,15 (coût pour 6 personnes)	G79 11	
2011	Déc-11	Chengdu	Réunion de travail avec le Maire de Chengdu et institutionnels locaux sur les projets 2012 à développer et participation au dernier événement célébrant le 30 <sup>ème</sup> anniversaire de jumelage à la maison de Montpellier à Chengdu du 25/12/2011 au 01/01/2012	3 269,23 (coût pour deux personnes)	G79 11	

*Tableau réalisé à partir des informations transmises par la ville.*

\* Ce montant doit correspondre à des assurances ou les billets ont été « forfaitisés » avec le reste du voyage qui a coûté 24 362 € au total pour 7 personnes.

Tous ces mandats ont été au bénéfice de BOS VOYAGES.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

### Annexe 15 : Dépenses de prestations juridiques

2007	TOTAL	EN MARCHES (5AFK1190 *)	HORS MARCHES	POURCENTAG E HORS MARCHES
VINSONNEAU	268 236,32	24 045,58	244 190,74	91,04
LYON CAEN	10 764,00	0,00	10 764,00	100,00
	279 000,32	24 045,58	259 463,66	93,00
2008	TOTAL	EN MARCHES (8M005 et 5AFK1190 *)	HORS MARCHES	POURCENTAG E HORS MARCHES
VINSONNEAU	279 259,56	193 721,91	85 537,65	30,63
LYON CAEN	33 452,12	29 146,52	4 305,60	12,87
	312 711,68	222 868,43	89 843,25	28,73
2009	TOTAL	EN MARCHES (8M005)	HORS MARCHES	POURCENTAG E HORS MARCHES
VINSONNEAU	319 102,60	315 959,04	3 143,56	0,99
LYON CAEN	28 345,20	28 345,20	0,00	0,00
	347 447,80	344 304,24	3 143,56	0,90
2010	TOTAL	EN MARCHES (8M005)	HORS MARCHES	POURCENTAG E HORS MARCHES
VINSONNEAU	257 076,66	254 424,19	2 652,47	1,03
LYON CAEN	11 601,20	11 601,20	0,00	0,00
PEZET	8 372,00		8 372,00	100,00
	277 049,86	266 025,39	11 024,47	3,98
2011	TOTAL	EN MARCHES (8M005)	HORS MARCHES	POURCENTAG E HORS MARCHES
VINSONNEAU	352 327,33	351 240,17	1 087,16	0,31
LYON CAEN	645,84	645,84	0,00	0,00
	352 973,17	351 886,01	1 087,16	0,31

La ville a fait parvenir à la chambre les montants mandatés au titre du marché 5AFK1190 relatif au conseil juridique, non suivi dans le logiciel financier car inférieur à 90 000 € HT. Aussi, ce montant représente-t-il la computation des factures émises sur ce marché, la somme ayant été précisée par la collectivité. La ville a fourni le tableau suivant :

	Total mandaté sur la période en € HT	Total mandaté au titre du marché € HT	Différence (représentation en justice)
Du 20 juillet 2006 au 20 juillet 2007	297 027,03	17 545,32	279 481,71
Du 20 juillet 2007 au 20 juillet 2008	242 006,18	30 545,84	211 460,37

La chambre retient pour base la demi-somme des montants mandatés sur chaque année d'exécution dudit marché, en considérant que ce marché a été reconduit de manière régulière étant donné que la collectivité n'a pas retrouvé le courrier de reconduction.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon  
Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

## Annexe 16

Tableaux d'analyse des offres du marché n° 5AFK119

	Valeur technique (sur 80)	Prix (sur 20)	Total (sur 100)
Ferran-Vinsonneau-Paliès-Gauer	72	5,14	77,14
Candidat AA	61	15,10	76,10
Candidat AB	59	10,46	69,46
Candidat AC	54	15,10	69,10
Candidat AD	49	10,46	59,46
Candidat AE	50	4,40	54,40
Candidat AF	35	10,46	45,46

Les offres de prix (taux horaire) s'échelonnaient de 120 à 180 euros HT :

Ferran-Vinsonneau-Paliès-Gauer	180
Candidat AA	120
Candidat AB	150
Candidat AC	120
Candidat AD	150
Candidat AE	190
Candidat AF	150

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 17 : Analyse des offres du marché de prestations de conseil et de représentation en justice n° 1H598420**

**BILAN DES OFFRES DU LOT 1**

CABINET	VALEUR TECHNIQUE		PRIX		TOTAL	Classement
	Note /10	Note pondérée /80	Note /10	Note pondérée /20	Note /100	
	1,75	14,00	7,37	14,74	28,74	9°
	5,00	40,00	2,53	5,06	45,06	7°
	8,00	64,00	5,58	11,16	75,16	4°
	8,50	68,00	4,00	8,00	76,00	3°
	4,25	34,00	1,55	3,10	37,10	8°
Cabinet d'avocats (SCP) VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER et ASSOCIES	9,00	72,00	6,90	13,80	85,80	1°
	6,75	54,00	7,02	14,02	68,02	5°
	8,50	68,00	7,71	15,42	83,42	2°
	6,50	52,00	4,78	9,56	61,56	6°

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 18 - Campagne de communication sur la propreté urbaine**

<b>PROPRETE URBAINE</b>	<b>84 054,93</b>
ANATOME - Accompagn + faisabilité + supports brigade	8 348,08
ANATOME - Visuels + kakés + adhésifs etc	19 321,38
IMPACT - 2 000 dépliants format 100 x 210 mm	1 839,45
SERIGRAPHIE MODERNE - Affiches brigade propreté	5 421,47
MIDIMEDIA - Insertion presse Brigade Propreté	8 613,71
K-PRODZ - Réalisation de 3 Clips interactifs	1 196,00
20 MINUTES - Insertion Presse	4 248,19
CART COM - 30 000 impression et diffusion	4 413,24
MEDIA FAB - Kaké + adhésifs	11 863,60
GAZETTE - Insertion presse	4 251,78
HERAULT DU JOUR - Insertion presse	14 043,57
AVL DIFFUSION - 500 dossiers	494,46

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

**Annexe 19 : Subventions et autres dépenses en faveur des 3 principaux clubs sportifs**

**HANDBALL**

Exercice	Mandat	Date	TTC	Nature	Objet	Marche
2007	4435	23/02/2007	70 000,00	6574	MONTPELLIER HANDBALL - BP 2007	Subventions
2007	20181	29/06/2007	25 116,00	6042	FAC.MHB 50 2007 DU 14/06/2007	
			<b>95 116,00</b>			
2008	5149	23/02/2008	70 000,00	6574	128 - MTP HANDBALL BP 2008	Subventions
2008	18084	13/06/2008	12 558,00	6042	FAC. F.59/2008 MAHB DU 25/05/2008	
2008	31820	10/10/2008	12 558,00	6042	MAHB F.187/2008 DU 25/09/2008	8AIR
			<b>95 116,00</b>			
2009	3463	16/02/2009	35 000,00	6574	128 - HANDBALL AGGLOMERATION BP 2009	Subventions
2009	5421	10/03/2009	35 000,00	6574	128 MONTPELLIER HANDBALL VERSEMENT MARS	Subventions
2009	33126	08/12/2009	350 000,00	6574	128 MONTPELLIER HANDBALL	Subventions
2009	6574	20/03/2009	12 558,00	6042	MPT AGGLO F.18/2009 DU 24/02/2009	8AIR
2009	22220	25/08/2009	275 000,00	6042	FAC. MAHB F112/2009 DU 20/08/2009	G17
			<b>707 558,00</b>			
2010	19196	30/07/2010	35 000,00	6574	128 MPL HANDBALL- BP- ECHEANCE JUIN 2010	Subventions
2010	22304	07/09/2010	35 000,00	6574	128 MTP HANDBALL BP ECH SEP	Subventions
2010	32201	10/12/2010	115 000,00	6574	MPL AGGLO HANDBALL EUSRL - SOLDE	Subventions
2010	32202	10/12/2010	35 000,00	6574	128 MPL HANDBALL - BP - SOLDE 50%	Subventions
2010	24840	05/10/2010	275 000,00	6042	MAHB F 163/2010 DU 20/09/2010	G54
2010	5205	09/03/2010	275 000,00	6042	MAHB 142010 DU 15/02/2010	G17
			<b>770 000,00</b>			
2011	33412	02/12/2011	150 000,00	6574	5442 EURSL MTP AGGLO HAND DCM 2011/505	Subventions
2011	10088	19/04/2011	34 300,00	6574	128 MONTPELLIER HANDB DCM 2011/47 F 50%	Subventions
2011	16571	16/06/2011	20 580,00	6574	128 MTP HANDBALL DCM 2011/47 30% 2EME VE	Subventions
2011	1297	25/01/2011	275 000,00	6042	FAC. MAHB F 2/2011 DU 12/01/2011	G54
2011	27323	01/10/2011	261 250,11	6042	MAHB F16/2011/2012 DU 16/09/2011	H35
			<b>536 250,11</b>			

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Exercice	Mandat	Date	TTC	Nature	Objet	Marche
2012	3516	16/02/2012	261 249,89	6042	MAHB F75/2011/2012 DU 31/01/2012	H35
2012	11681	24/04/2012	33 250,00	6574	128 MTP HANDBALL DCM 2012/73 F 50%	
2012	15140	30/05/2012	13 720,00	6574	128 MTP HANDBALL DCM 2012/72 SOLDE	
2012	15141	30/05/2012	19 950,00	6574	128 MTP HANDBALL DCM 2012/73 30% VERS 2	
2012	30601	09/10/2012	260 999,89	6042	MAHB F 8/20112/2013	H80
2012	32907	30/10/2012	13 300,00	6574	128 ASSO MTP HANDBALL dcm 2012/73 SOLDE	
			602 469,78			



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

## RUGBY

Exercice	Mandat	Date	TTC	Nature	Objet	Marche
2007	4434	23/02/2007	50 000,00	6574	MTP HERAULT RUGBY CLUB - BP 2007	Subventions
2007	19262	22/06/2007	19 375,00	6042	RUGBY CLUB F.2007050652 DU 05/06/2007	
2007	34808	09/11/2007	105 890,80	2313	RUGBY CLUB F.2007280801 DU 28/08/2007	
			<b>175 265,80</b>			
2008	5150	23/02/2008	50 000,00	6574	1850 - MTP HERAULT RUGBY CLUB BP 2008	Subventions
2008	2291	01/02/2008	60 088,00	6042	SA MONTPE RUG F.2008210109 DU 21/01/2008	
2008	9358	01/04/2008	60 088,00	6042	MPT RUGBY CLUB F.2008250201	
2008	38939	09/12/2008	70 270,00	6042	FAC. MTP RUGBY CLUB DU 03/11/2008	8AJC
			<b>240 446,00</b>			
2009	3464	16/02/2009	50 000,00	6574	1850 MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB	Subventions
2009	4061	19/02/2009	72 000,00	6042	RUGBY F2009270165 A08-09 DU 27/01/2009	8AJC
2009	22053	21/08/2009	71 135,00	6042	MTP RUGBY CLUB F2009170812 DU 16/08/2009	G16
			<b>193 135,00</b>			
2010	4399	26/02/2010	71 135,00	6042	MTP RUGBY CLUB F2010110221 DU 11/02/2010	G16
2010	14012	11/06/2010	960,00	6232	FAC. MONTPE RUGBY CLUB F 2010010513	
2010	21160	20/08/2010	71 135,00	6042	MONTPE RUGBY CLUB2010090828 09/08/2010	G55
2010	34616	07/01/2011	50 000,00	6574	1850 MTP RUGBY CLUB DCM 2010/4	Subventions
			<b>193 230,00</b>			
2011	1583	28/01/2011	71 135,00	6042	MRC F 201140122 DU 14/01/2011	G55
2011	23225	06/10/2011	67 994,40	6042	REIMP MDT 23225 SUR MARCHÉ 11M418	11M418
2011	7146	29/03/2011	57 500,00	6574	1850 MTP HERAULT RUGBY 1VERS DCM 2011/47	Subventions
2011	16011	10/06/2011	1 107,10	6238	MTP RUGBY CLUB F2011120501	
2011	16985	21/06/2011	34 500,00	6574	1850 MTP HERAULT RUGBY CLUB DCM 2011/47	Subventions
2011	17915	28/06/2011	6 600,00	6238	MTP RUGBY F2011010608 DU 01/06/2011	
2011	20439	22/07/2011	600 000,00	6574	5368 SAOS MTP HERAULT RUGBY DCM 2011/250	Subventions

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Exercice	Mandat	Date	TTC	Nature	Objet	Marche
2011	23225	17/08/2011	67 994,40	6042	MTP HER RUGBY F2011190721 DU 19/07/2011	
2011	1	06/10/2011	- 67 994,40	6042	REIMP ANN MDT 23225, BJ 3148 DU 17/08/20	
			<b>838 836,50</b>			
2012	7033	16/03/2012 00:00	68 498,40	6042	MTP RUGBY F2012260125 DU 26/01/2012	11
2012	8104	23/03/2012 00:00	23 000,00	6574	1850 MPL HERAULT RUGBY CLUB DCM 2012/72	
2012	8105	23/03/2012 00:00	24 250,00	6574	1850 MONTPELLIER RUGBY CLUB DCM 2012/73	
2012	9012	30/03/2012 00:00	3 100,00	6232	MONTPELLIER RUGBY F 2011190502	
2012	15920	05/06/2012 00:00	14 550,00	6574	1850 MTP RUGBY CLUB DCM 2012/73 30%	
2012	29775	02/10/2012 00:00	33 250,00	6574	1850 MTP RUGBY CLUB DCM 2012/424 50%	
2012	32725	26/10/2012 00:00	71 498,40	6042	FAC. MPL RUGBY F 2012120901 DU 12/09/201	12
2012	32903	30/10/2012 00:00	19 950,00	6574	1850 Mtp Rugby Club dcm 2012/424 2nde	
2012	32904	30/10/2012 00:00	9 700,00	6574	1850 Mtp Rugby Club dcm 2012/73 solde	
2012	33932	09/11/2012 00:00	57 000,00	6574	5368 MTP RUGBY CLUB DCM 2012/368 50%	
2012	33936	09/11/2012 00:00	13 300,00	6574	1850 MTP RUGBY CLUB DCM 2012/424 SOLDE	
			<b>338 096,80</b>			

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

## FOOTBALL

Exercice	Mandat	Date	TTC	Nature	Objet	Marche
2007	6985	20/03/2007	15 000,00	6574	MTP HERAULT SPORT CLUB - BP 2007	Subventions
2007	19260	22/06/2007	122 008,00	6042	FAC.MHSC S607F193 DU 14/05/2007	
2007	1796	02/02/2007	4 784,00	6135	FAC. MHSC CLUB F200610M0271	
2007	5251	06/03/2007	3 588,00	6042	FAC. MHSC F.200701M0485	
2007	6642	16/03/2007	1 794,00	6042	FAC. MHSC F.200702M0330 DU 08/02/2007	
			<b>147 174,00</b>			
2008	20493	04/07/2008	61 004,00	6042	MTP HLT SPORT F708F353 DU 25/06/2008	
2008	5744	29/02/2008	1 554,80	6135	FAC. MONTPELLIER HERAULT F.S708F253	
2008	33548	24/10/2008	61 004,00	6042	MONTP.HER.SPORTCLUB FS809F152 30/09/2008	8AIS
			<b>123 562,80</b>			
2009	4060	19/02/2009	61 004,00	6042	CLUBFOOT MTP FS809F336 DU 30/01/2009	8AIS
2009	22054	21/08/2009	61 004,00	6042	MHSC SASP F S910F184 DU 11/08/2009	G15
2009	23797	11/09/2009	3 000,00	6042	MTP HERAULT SASP FS809F491	
2009	23798	11/09/2009	5 400,00	6042	MTP HERAULT SASP FS809F487	
2009	32060	01/12/2009	350,00	6238	FAC. MTP HERAULT SPORT FS910F407	G15
2009	36220	08/01/2010	15,00	6232	MHSC F910F368 DU 29/10/2009	
			<b>130 773,00</b>			
2010	964	22/01/2010	750,00	6232	FAC. MHSC F910F365 DU 28/10/2009	
2010	5663	12/03/2010	60 654,00	6042	MHSC FS910F625 DU 25/02/2010	G15
2010	7079	26/03/2010	350,00	6042	MHSC F.S910F657 DU 16/03/2010	
2010	8125	09/04/2010	99,99	6232	MHSC FB910F084 DU 10/02/2010	
2010	10717	07/05/2010	500,00	6238	FAC. MHSC F35013 DU 20/04/2010	
2010	22144	03/09/2010	49 036,00	6042	MHSC F 11F140 DU 24/08/2010	G59
2010	22145	03/09/2010	11 964,00	6042	MHSC F 11F139 DU 24/08/2010	G59
2010	23577	21/09/2010	130,00	6232	MHSC FS910F633 DU 26/02/2010	
			<b>123 483,99</b>			
2011	3512	18/02/2011	11 964,00	6042	MONTP HER F S011F438 DU 28/01/2011	G59
2011	3547	18/02/2011	49 036,00	6042	FAC. MONTP HER. F SO11F439 DU 28/01/2011	G59
2011	17966	28/06/2011	100 000,00	6574	5443 SASP MTP HER SPORT CLUB DCM 2011/47	Subventions
2011	18804	05/07/2011	4 784,00	6238	MHSC FS011F372 DU 06/01/2011	
2011	23918	23/08/2011	3 610,00	6238	MPT HERAULT F.10F542 DU 21/01/2010	
2011	24448	01/09/2011	2 870,40	6238	MPT HERAULT F.11F263 DU 01/11/2010	
2011	25701	16/09/2011	7 685,00	6042	MPT HERAULT F.1112F056 DU 04/08/2011	

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

Exercice	Mandat	Date	TTC	Nature	Objet	Marche
2011	25701	06/10/2011	7 685,00	6042	REIMP MDT 25701 SUR MARCHÉ 11M419	11M419
2011	25942	20/09/2011	7 350,00	6574	1104 MTP HERAULT SPORT DCM 2011/302 50%F	Subventions
2011	27681	04/10/2011	50 232,00	6042	SC SPONSORING 1112F055	
2011	27681	06/10/2011	50 232,00	6042	REIMP MDT 27681 SUR MARCHÉ 11M419	11M419
2011	29713	21/10/2011	50,00	6232	SC SPONSORING F.S910F250 DU 09/09/2009	
2011	29714	21/10/2011	15,00	6232	SC SPONSORING F.S910F368 29/10/2009	
2011	33389	02/12/2011	8 500,00	6238	MHSC F047-FNL-CDL DU 19/10/2011	
2011	1	06/10/2011	- 7 685,00	6042	REIMP ANN MDT 25701, BJ 3512 DU 16/09/20	
2011	1	06/10/2011	- 50 232,00	6042	REIMP ANN MDT 27681, BJ 3788 DU 04/10/20	
			<b>246 096,40</b>			
2012	7493	20/03/2012	7 685,00	6042	MHSC BILLETTERIE DU 02/02/2012	11M419
2012	7606	20/03/2012	50 232,00	6042	MHSC SPONSORING DU 02/02/2012	11M419
2012	9995	11/04/2012	8 491,60	6574	1104 MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB DCM	
2012	10792	17/04/2012	7 100,00	6574	1104 MONTEPLIER HERAULT SPORT CLUB DCM	
2012	18265	22/06/2012	612,35	6232	MHSC F 1112F128 DU 21/05/2012	
2012	32726	26/10/2012	56 810,00	6042	MHSC FS1213F228 DU 26/09/2012	12M904
2012	32727	26/10/2012	7 755,00	6042	MHSC FS1213F227 DU 26/09/2012	12M904
2012	33953	09/11/2012	23 920,00	6042	MHSC F.S1213F251	12M904
2012	37344	04/12/2012	4 250,00	6042	MTP HERAULT SPORT F.1213F161	
2012	40860	28/12/2012	7 350,00	6574	1104 MHSC DCM 2012/72 SOLDE 2011	
2012	40861	28/12/2012	7 100,00	6574	1104 MHSC DCM 2012/73 SOLDE 2012	
2012	41001	01/01/2013	2 392,00	6042	MPT HERAULT F.1213F428 DU 30/11/201	
2012	9995	12/04/2012	- 8 491,60	6574	ANN MDT 9995 ERREUR MONTANT	
			<b>175 206,35</b>			

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

## LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

---

AAPC	avis d'appel public à la concurrence
ACM	office public de l'habitat de la communauté d'agglomération de Montpellier
AE/CP	autorisations d'engagement / crédits de paiement
AP/CP	autorisations de programme / crédits de paiement
BC	bon de commande
BOAMP	Bulletin officiel des annonces des marchés publics
BP	budget primitif
BPU	bordereau des prix unitaires
BS	budget supplémentaire
CAA	cour administrative d'appel
CAF	capacité d'autofinancement
CAO	commission d'appel d'offres
CCAP	cahier des clauses administratives particulières
CCAS	centre communal d'action sociale
CCTP	cahier des clauses techniques particulières
CDI	contrat à durée indéterminée
CE	Conseil d'Etat
CET	compte épargne-temps
CGCT	code général des collectivités territoriales
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CLTR	crédit long terme renouvelable
CMP	code des marchés publics
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
CRAC	compte rendu à la collectivité
CSPS	coordination en matière de sécurité et protection de la santé
DGCL	Direction générale des collectivités territoriales
DGF	dotation globale de fonctionnement
DGS	directeur général des services
DM	décision modificative
DQE	détail quantitatif estimatif
EBF	excédent brut de fonctionnement
EPCI	établissement public de coopération intercommunale
ETP	équivalent temps plein
FCTVA	fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée
GVT	glissement vieillesse technicité
HS	heure supplémentaire
HT	hors taxes
ICNE	intérêt couru non échu
M€	million d'euros
MAPA	marché à procédure adaptée
NBI	nouvelle bonification indiciaire
NHDV	nouvel hôtel de ville
RAO	règlement d'appel d'offres
RC	règlement de la consultation
SA	société anonyme
SAAM	Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives - Ville de Montpellier*

SAEM	société anonyme d'économie mixte
SAOS	société anonyme à objet sportif
SERM	Société d'équipement de la région montpelliéraine
SHON	surface hors œuvre nette
SMTU	Société montpelliéraine de transports urbains
TA	tribunal administratif
TaM	Transports de l'agglomération de Montpellier
TTC	toutes taxes comprises
VEFA	vente en l'état futur d'achèvement
ZAC	zone d'aménagement concerté

**Réponse de l'ordonnateur aux observations définitives  
en application de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières**

Une réponse enregistrée :

- Réponse du 14 novembre 2013 de Madame Hélène MANDROUX, maire de la commune de Montpellier

Article L. 243-5 du code des juridictions financières, 4<sup>ème</sup> alinéa :

*« Les destinataires du rapport d'observations disposent d'un délai d'un mois pour adresser au greffe de la chambre régionale des comptes une réponse écrite. Dès lors qu'elles ont été adressées dans le délai précité, ces réponses sont jointes au rapport. Elles engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ».*



**LE MAIRE**

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES  
DE LANGUEDOC ROUSSILLON

14 NOV 2013  
136/581  
COURRIER ARRIVEE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier

à

Monsieur Nicolas BRUNNER  
Président de la Chambre Régionale des  
Comptes de Languedoc Roussillon  
500, Avenue des Etats du Languedoc  
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Monsieur le Président,

Vous m'avez adressé par courrier en date du 7 novembre dernier, réceptionné le jour même, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes, consacré à la gestion de la Ville de Montpellier.

Vous voudrez bien trouver dans le document annexé à ce courrier les réponses que la Ville entend apporter à ces observations.

Néanmoins, et au préalable, je souhaite souligner un certain nombre d'éléments relatifs à la forme et au fond du contrôle dont la Ville a fait l'objet.

La Chambre Régionale des Comptes a débuté son contrôle de la gestion de la Ville de Montpellier le 14 février 2012, soit il y a 21 mois. Cette date apparaissait à l'époque suffisamment éloignée des échéances électorales pour que l'ensemble de la procédure puisse être achevé avant le 1<sup>er</sup> décembre 2013, début de la période de réserve liée aux élections municipales.

Dans un souci de transparence démocratique, la Ville a toujours beaucoup insisté sur ce point auprès de la Chambre de façon à pouvoir débattre publiquement, et avant le scrutin, des observations de la Chambre et des réponses de la Ville. À cet effet, la Ville a indiqué à la Chambre, dès le printemps 2013, qu'elle positionnerait un conseil municipal le dernier lundi de novembre, soit le 25, pour pouvoir y inscrire le débat en question. Compte tenu des délais de procédure (reprographie des documents et communication aux élus) ceci supposait que la Ville ait reçu la notification officielle de fin de procédure au plus tard le vendredi 15 novembre.

Ces éléments étant rappelés, et connus de la Chambre depuis longtemps, je suis au regret de constater, qu'à l'issue d'un contrôle de 21 mois, la Chambre a transmis à la Ville son rapport d'observations définitives le 7 novembre, obligeant celle-ci à rédiger sa réponse définitive, destinée à être annexée au rapport, en moins d'une semaine, ce qui n'est pas très respectueux de l'objectif affiché de transparence de l'action publique.



Par ailleurs, la Ville regrette les fuites survenues dans la presse à compter du 24 octobre dernier dans une procédure jusqu'ici marquée par le respect de la confidentialité de la phase contradictoire. Elle a été amenée à constater, comme la Chambre l'a fait elle-même, que les informations publiées par les médias reposaient sur la diffusion d'un faux rapport de 59 pages, rédigé sur la base du rapport d'observations provisoires, confidentiel, ainsi que de pièces de procédure, tout aussi confidentielles. Ce faux document, manifestement destiné à nuire à l'image de la Ville ainsi qu'à un certain nombre des élus et fonctionnaires, a conduit à publier des informations erronées à caractère diffamatoire. La Ville a d'ores et déjà porté plainte contre X pour faux et usage de faux et se réserve le droit de porter plainte en diffamation, sans préjudice de ce que pourront être amenées à faire les personnes nommément mises en cause.

Au final, la Ville constate que si la chambre émet, comme c'est son rôle, un certain nombre de critiques à l'endroit de la gestion de la Ville, ces critiques (que pour certaines, la Ville réfute) ne portent que sur des sujets assez limités eu égard au champ global de l'action municipale et que par ailleurs, beaucoup d'éléments de cette action sont mis en avant de façon très positive. La Ville ne peut donc que regretter le préjudice médiatique qu'elle a dû subir avant même de pouvoir répondre officiellement aux commentaires effectifs de la Chambre.

Je souhaite à présent évoquer le fond du rapport en commençant par souligner le caractère laudateur des commentaires effectués sur la politique de la petite enfance, objet d'un rapport spécifique, mais lié au contrôle principal de la collectivité.

D'autre part, je me félicite que la Chambre reconnaisse que la situation financière est saine, que l'encours de dette est nettement inférieur à la moyenne de la strate et ne comporte aucun produit toxique, que la capacité de désendettement se situe dans la zone verte, et que les marges de manœuvre restent entières.

Je me félicite également de la qualité de l'information des élus, soulignée par la Chambre, notamment dans le domaine budgétaire ou du suivi de la dette. J'ai en effet souhaité attacher une importance particulière à la transparence budgétaire, qui est un des fondements de la démocratie. Et je suis fière, en cette fin de mandature, de laisser dans la clarté une situation financière saine qui permettra à la Ville de continuer à faire face aux nombreux enjeux qui l'attendent.

A cet égard, dans un contexte national marqué par la dégradation de la situation générale des finances locales, je voudrais souligner que la Ville doit absorber une demande sociale en équipements et services publics, notamment dans le domaine de l'enfance ou de l'éducation, directement corrélée à la croissance de sa population, alors que la dynamique des bases de sa fiscalité est loin de procurer des ressources supplémentaires au même rythme et que les dotations de l'Etat sont en constante diminution. En réalité, et depuis plusieurs exercices, c'est un effort très important de redéploiement de moyens, financiers et humains, qui est opéré pour faire face à ces nouveaux besoins sans générer une dépense supplémentaire excessive et en maintenant des marges de manœuvre effectives.

Concernant les personnels, et malgré la forte croissance de la demande sociale de services aux publics, la Chambre révèle à juste titre que l'essentiel de la croissance de l'effectif municipal est liée à une politique volontariste de déprécarisation des personnels vacataires ainsi qu'à l'intégration dans le service public municipal des maisons pour tous. Si l'absentéisme a augmenté sur la période, outre que ce phénomène s'observe de façon générale dans les collectivités locales, il s'explique localement par les mesures de déprécarisation. En effet, comme il est rappelé dans la suite de la réponse, l'intégration d'agents vacataires revient à intégrer leur absentéisme dans les statistiques. De plus, les agents concernés dont la moyenne d'âge est relativement élevée sont souvent très directement touchés par la pénibilité des tâches. Bien entendu, ceci n'exonère pas la Ville de conduire des actions volontaristes de lutte contre l'absentéisme, ce qu'elle fait depuis plusieurs années avec une intensité croissante. Au final, je note que la Chambre souligne le fait que la masse salariale par habitant est inférieure de 13 % à la moyenne des villes de la strate.

S'agissant des pratiques de la Ville en matière de recrutements et de carrières, je tiens à affirmer ici que la gestion des ressources humaines est conforme aux règles et principes de la Fonction Publique Territoriale, et qu'elle fait l'objet d'un dialogue social permanent qui n'autoriserait aucun manquement à ces règles. Je regrette en particulier que l'examen au cours de la procédure contradictoire de quelques situations individuelles (revêtant de l'aveu même de la chambre un "caractère restreint" au vu de la taille de l'échantillon étudié) ait donné lieu à des fuites ayant pu entraîner la mise en cause nominative d'agents de la collectivité.

La Chambre indique que l'opération de construction de la nouvelle mairie représente en réalité un coût pour la Ville de 181 millions d'euros. Je maintiens que la construction de l'Hôtel de Ville, réalisée en mandat confié à la SERM, a coûté 132,5 millions d'euros, chiffre non contesté, et que les autres dépenses imputées à l'opération par la Chambre sont pour la plupart des dépenses d'aménagement liées à la ZAC Consuls de Mer qui auraient été réalisées même en l'absence d'opération "nouvelle mairie". Il en va ainsi du parking public, dans un quartier où les difficultés de stationnement sont multiples, des espaces publics (place Georges Frêche et parc public), ou de la crèche Adélaïde Cambon qui vient compléter l'offre publique d'accueil de la petite enfance.

Même en rattachant à l'opération des dépenses telles que le renouvellement du réseau de téléphonie, l'acquisition des droits relatifs aux photographies qui ornent les plafonds des trois grandes salles ou le déménagement, le coût total de l'opération serait de l'ordre de 136 millions d'euros, soit un écart de 2,66 % par rapport au coût du mandat de construction.

La Chambre elle-même semble se ranger à cette analyse lorsqu'elle parle dans sa synthèse page 5/133 du "coût de construction du seul bâtiment pour un montant de 132,5 M€ TTC" ou lorsqu'elle indique page 29/133 que "l'opération nouvel Hôtel de Ville aura coûté environ 135 M€ sur la période".

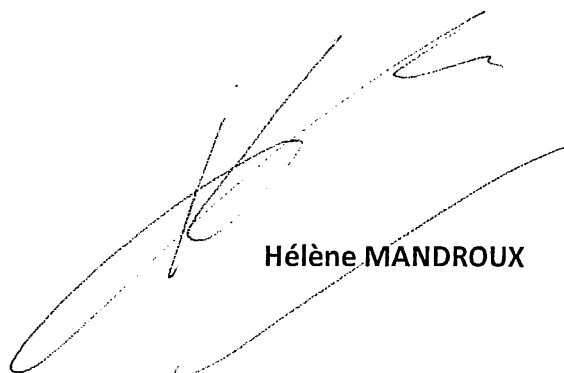
J'ajoute pour conclure cette partie que le coût du mandat sera vraisemblablement revu à la baisse lors de la clôture de celui-ci au conseil municipal de décembre et qu'il devrait s'établir à un montant inférieur à 132 millions d'euros.

Si la Chambre a pu constater un certain nombre de dysfonctionnements dans la chaîne de la commande publique, je tiens à préciser que la Ville a elle-même fait réaliser en 2012 un audit du processus de traitement de ses marchés publics qui a débouché sur un plan d'action. Je souligne par ailleurs que l'ensemble de la chaîne de la commande publique a fait l'objet d'une réforme en profondeur dès 2009, avec remise à plat de la nomenclature, définition des seuils, mise en place d'un compteur des marchés et élaboration d'une doctrine et d'un règlement intérieur voté par le conseil municipal. Peu de villes d'une taille comparable se sont à ce jour engagées dans un exercice de transparence aussi abouti. Même si certains points soulevés par la Chambre traduisent parfois une appropriation insuffisante de ces règles par certains services, cette observation ne saurait revêtir un caractère général eu égard au volume annuel global de la commande publique (350 à 400 marchés publics par an représentant au moins 120 millions euros de volume d'achats publics).

Enfin, s'agissant des clubs sportifs, les aides versées sont régulières et conformes à la réglementation en vigueur. A l'image de l'ensemble des autres collectivités de la place, la Ville de Montpellier s'est attachée à soutenir ces clubs dans le cadre des actions d'intérêt général qu'ils développent et qui jouent un rôle très important auprès de la jeunesse.

En conclusion, je tiens à souligner que la Ville a tout mis en œuvre pour faciliter le travail de la Chambre lors de ce contrôle, ce que les magistrats qui en étaient chargés ont d'ailleurs reconnu par écrit lors d'un échange de mail avec le directeur général des services. Dans un souci de transparence démocratique afin de permettre que le débat sur les observations de la Chambre puisse avoir lieu avant les élections, la Ville a transmis en un mois sa réponse aux observations provisoires, alors qu'elle disposait de deux mois pour le faire et a mis moins d'une semaine pour communiquer à la Chambre sa réponse définitive alors qu'elle pouvait y consacrer un mois complet. Ces efforts importants, et inhabituels dans de pareilles circonstances, montrent que si la Ville prend acte de certaines des observations de la Chambre, elle est fière de la qualité de sa gestion et de l'action publique qu'elle met en œuvre au service des Montpelliéraines et des Montpelliérains.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



Hélène MANDROUX

**Réponse de la Ville de MONTPELLIER  
au rapport d'observations définitives  
N° 136/1096 du 7 novembre 2013  
de la Chambre régionale des comptes  
2<sup>ème</sup> cahier – Exercices 2006 et suivants**

## SOMMAIRE

Introduction commune aux parties fiabilité des comptes et situation financière .....	10
<b>1. LA FIABILITE DES COMPTES .....</b>	<b>11</b>
<b>1.1 Un suivi déficient du patrimoine .....</b>	<b>12</b>
1.1.1 L'absence d'inventaire à jour .....	12
1.1.2 Les titres de participation .....	13
1.1.3 Les travaux en cours .....	13
1.1.4 Les mises à disposition.....	13
1.1.5 La valorisation du cheptel.....	14
<b>1.2 Un suivi rigoureux de l'endettement bancaire .....</b>	<b>14</b>
<b>1.3 Les anomalies affectant la fiabilité des comptes.....</b>	<b>14</b>
1.3.1 Tenue de la comptabilité d'engagement .....	14
1.3.2 Application du principe de prudence : amortissements et provisions .....	15
1.3.3 Les erreurs d'imputation comptable.....	16
<b>1.4 Conclusion .....</b>	<b>16</b>
<b>2. LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE .....</b>	<b>18</b>
<b>2.1. La formation de l'autofinancement .....</b>	<b>18</b>
2.1.1. Les charges de fonctionnement.....	18
2.1.2 Les produits de fonctionnement .....	19
2.1.3 L'excédent brut de fonctionnement.....	20
2.1.4 La capacité d'autofinancement ou épargne brute.....	20
2.1.5 L'épargne nette .....	20
<b>2.2 Les emplois d'investissement.....</b>	<b>21</b>
2.2.1 Une politique d'investissement orientée vers les dépenses d'équipement.....	21
2.2.2 La répartition des dépenses d'équipement par secteur d'activité .....	22
<b>2.3 L'endettement.....</b>	<b>22</b>
2.3.1 L'évolution de l'encours.....	22
2.3.2 Une annuité de la dette relativement modérée .....	22
2.3.3 Une capacité de désendettement peu élevée mais en augmentation .....	23
2.3.4 Un endettement sans risques avérés .....	23
<b>2.4 Les marges de manœuvre.....</b>	<b>23</b>
2.4.1 L'autofinancement.....	23

2.4.2	La fiscalité.....	23
2.4.3	L'endettement.....	24
2.4.4	L'investissement.....	24
3.	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	25
3.1.	L'analyse quantitative.....	25
3.1.1.	Les effectifs de la commune .....	25
3.1.2.	Le temps de travail.....	28
3.2.	Des anomalies en matière de recrutement et de promotion .....	31
3.2.1.	L'absence d'accomplissement de formalités substantielles .....	31
3.2.2.	Absence du respect des règles de recrutement.....	33
3.2.3.	Des contractuels bénéficiant irrégulièrement d'un déroulement de carrière.....	34
3.2.4.	Recrutements en urgences et dossiers incomplets .....	34
3.3.	Les frais de mission .....	35
3.3.1.	Dispositif de remboursement des frais de déplacement des agents.....	35
3.3.2.	Dispositif de remboursement des frais de déplacement des élus .....	36
3.3.3.	Une Ville très présente à l'international.....	37
4.	OPERATION DU NOUVEL HOTEL DE VILLE.....	38
4.1	Présentation .....	39
4.2	Une opération complexe .....	39
4.3	Évaluation du coût global de l'opération NHDV : ses composantes .....	41
4.3.1	Le mandat de maîtrise d'ouvrage.....	41
4.3.2	Les coûts non compris dans le mandat de maîtrise d'ouvrage .....	43
4.3.3	Tableaux de synthèse .....	53
5.	COMMANDE PUBLIQUE .....	55
5.1.	L'organisation administrative et les procédures d'achat public .....	55
5.1.1.	Présentation générale – organigramme .....	55
5.1.2.	Les délégations, les notes et le règlement intérieur.....	55
5.1.3.	Une organisation et des outils largement perfectibles .....	57
5.2.	Frais d'hôtellerie, de restauration et autres dépenses diverses .....	59
5.3.	Opérations diverses .....	60
5.4.	Les cartes professionnelles.....	60
5.5.	Marchés d'agences de voyages .....	61
5.5.1.	Marchés n° 7AIQ – « Fourniture de titres de transports nationaux et internationaux et organisation de séjours » .....	61

5.5.2.	Les autres procédures entre le marché 7AIQ ou 7AIQ1200 et le marché 9M364 .....	63
5.5.3.	Marché 9M364 .....	63
5.5.4.	Marché 0G791510 .....	64
5.6.	Les marchés de conseil et de représentation juridique.....	66
5.7	Le marché de nettoyage .....	71
5.7.5.	Une campagne de communication avec un impact difficile à évaluer .....	73
6.	LES SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS PROFESSIONNELS.....	75

## SYNTHESE

Ainsi que la Chambre le mentionne en introduction de sa synthèse, la Ville de Montpellier connaît un dynamisme démographique qui impacte mécaniquement les services municipaux devant répondre à une demande sociale en forte croissance. L'absorption de ces besoins se réalise nécessairement par une mobilisation importante des femmes et des hommes qui composent les effectifs de la Ville de Montpellier ainsi que par une politique d'investissement très dynamique. Il s'agit là d'un point essentiel qui fonde les choix de politiques publiques opérés sur la durée du contrôle.

L'analyse de la Chambre révèle par ailleurs la bonne santé financière de la collectivité qui, malgré un cycle élevé d'investissements, réunit tous les bons ratios financiers et témoigne d'une maîtrise des deniers publics malgré un contexte dégradé au plan national. L'épargne nette s'établit à 119 € par habitant contre 69 € au niveau de la strate, permettant un effort d'équipement soutenu de 435 € par habitant contre 304 € pour la strate. L'annuité de la dette reste contenue à 86 € par habitant contre 148 € au niveau de la strate, avec une capacité de désendettement dans la « zone verte », et un encours sans risque avéré et sans produit toxique. Afin de préserver ses marges de manœuvre, notamment en fonctionnement, la Ville s'est engagée dans une démarche de maîtrise de sa masse salariale par la création d'outils de pilotage spécifiques : les contrats d'objectifs. S'agissant de ses recettes et dépenses d'investissement, la Ville met en œuvre un processus de stabilisation de son stock de dette, malgré la jeunesse de celle-ci, qui vise à l'horizon 2016 à limiter le besoin de financement au niveau du remboursement annuel du capital de la dette. Cette stratégie nécessite un très gros travail sur le plan pluriannuel d'investissement et justifie la mise en place, depuis l'exercice 2013, d'une gestion en AP/CP qui donne une visibilité totale sur la réalité des engagements financiers de la collectivité.

La Chambre note l'effort important accompli par la Ville pour améliorer la présentation des comptes. Le suivi de l'inventaire est depuis plusieurs années au cœur des efforts de la Ville sur le plan comptable : outre le recours à un cabinet spécialisé, des agents sont spécifiquement dédiés à cette mission. Plusieurs délibérations, notamment en 2009 et en 2013 ont conduit à préciser les écritures comptables. Il s'agit désormais d'inscrire prioritairement ce point dans les axes d'amélioration du dialogue comptable et budgétaire avec le comptable public. La Ville a démontré sa volonté d'assurer la bonne retranscription de la valeur de son patrimoine dans l'état de l'actif et poursuivra ses efforts. S'il reste du chemin à parcourir, la Ville ne peut le faire seule en vertu du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable. Sur la plan des ressources humaines, la hausse des effectifs est bien comme la Chambre l'expose le résultat de la volonté municipale de titulariser des agents en situation précaire ou vacataire et de réintégrer dans l'effectif les agents de l'ancienne régie des maisons pour tous. La politique des ressources humaines de la Ville a aussi pour objectif d'offrir aux agents des conditions acceptables d'avancement, de formation et de parcours professionnels, dans un contexte d'allongement des carrières, de vieillissement des agents et de pénibilité des tâches, dans l'intérêt du service public. La Ville note cependant que la Chambre souligne le fait que la masse salariale par habitant reste inférieure de 13% à la moyenne des Villes de la strate.

Ainsi que la Chambre le relève dans son rapport, la question de l'absentéisme est au cœur des dispositifs prioritaires mis en œuvre par la Ville. Dans le domaine des carrières, l'analyse de la Chambre de dix cas d'espèce est par ailleurs très contestable, la plupart des situations étant en réalité régulières



et en conformité avec les textes. En tout état de cause, au vu de la spécificité des cas étudiés, la Chambre ne saurait en tirer une analyse générale de la gestion des ressources humaines.

La Chambre produit ensuite une analyse de l'opération « nouvel hôtel de ville » et établit le coût de l'opération à un montant de l'ordre de 180 000 000 € HT. Cette estimation totalement erronée découle d'un postulat de la Chambre qui additionne les dépenses de l'opération hôtel de ville avec celles de l'opération d'aménagement des quartiers Consuls de Mer réalisé en ZAC. Or, comme n'importe quelle ZAC de la Ville, l'opération Consul de Mer prévoit une série d'équipements publics qui auraient été réalisés même en dehors de la construction de la nouvelle mairie. La Ville retient cependant que la Chambre ne conteste pas le coût réel du mandat de construction de la nouvelle mairie tel qu'il figure dans le compte rendu à la collectivité et qui est établi à 132,5 M€ HT.

L'examen de la Chambre portant sur le secteur de la commande publique montre selon ses termes « *une insuffisante maîtrise de ce secteur* ». Si la Ville ne remet pas en question certains dysfonctionnements qui ont pu être révélés par l'examen de la Chambre, elle regrette que la démarche d'amélioration engagée en 2008 (notamment la numérotation des marchés, la computation des seuils, l'élaboration d'un guide de la commande publique) n'ait pas été relevée dans le rapport. Par ailleurs, comme pour les situations individuelles, la Ville considère qu'il n'est pas possible de tirer des conclusions de portée générale sur la base de l'analyse de quelques cas particuliers qui au final représentent une part marginale de l'activité de commande publique qui porte annuellement sur 350 à 400 marchés publics d'au moins 120 millions euros de volume d'achats publics. En outre, la Ville s'est déjà employée à régler la plupart des dysfonctionnements soulevés.

Enfin, s'agissant des subventions aux clubs sportifs professionnels, les aides versées sont régulières et conformes aux textes. Elles sont consacrées à des actions d'intérêt général en vertu de conventions adoptées en conseil municipal. Un contrôle est également exercé sur la réalisation des actions.

## RECOMMANDATION DE LA CRC

La Ville de Montpellier rejoint la plupart des recommandations proposées par la Chambre. Certaines sont déjà intégrées aux actions de la Ville visant à améliorer de façon continue les services publics communaux :

Recommandations de la Chambre		Observations de la Ville de Montpellier
<b>Situation financière</b>		
1	Retrouver des marges de manœuvre en diminuant les charges afin de rétablir une capacité d'autofinancement limitant un recours trop important à l'emprunt qui alourdit l'encours de dette et augmente les frais financiers	La Ville est engagée dans une démarche de stabilisation de son stock de dette en limitant son niveau d'investissement à un besoin de financement égal ou inférieur à l'annuité en capital remboursée sur l'exercice.
2	Améliorer la fiabilité des comptes : achever la mise à jour de l'inventaire, actualiser les immobilisations et travaux en cours, apurer les comptes provisoires retraçant des opérations anciennes jamais soldées, constituer les provisions obligatoires, rectifier les erreurs d'imputation affectant des chapitres budgétaires	La Ville a poursuivi sans discontinuer la démarche qu'elle a engagée en 2007 pour mettre à jour son inventaire et le rapprocher de l'état de l'actif, notamment au travers de deux importantes délibérations de régularisation votées en 2009 et 2013. Mais le succès de cette action dépend également de l'action du comptable public.
<b>Ressources humaines</b>		
3	Maîtriser l'évolution des effectifs, par une action notamment sur le niveau des charges de personnel	La Ville est déjà engagée dans cette démarche avec la création en 2012 de contrats d'objectifs, outils de pilotage et de modernisation de son action publique.
4	Renégocier la durée de temps de travail annuel, ce qui aura un impact favorable sur les charges de personnel	
5	Rechercher les causes d'un absentéisme élevé et mettre en place les dispositions permettant d'atteindre un niveau acceptable	Pour lutter contre l'absentéisme, la Ville a d'ores et déjà engagé de multiples actions : contrôle, formation, prévention, réorganisation des services...

6	Recourir principalement au personnel statutaire pour pourvoir les postes vacants au niveau de l'encadrement supérieur (agents de catégorie A)	Cette recommandation est également infondée : par les deux plans successifs de titularisation ou encore la mise en œuvre récente de la loi Sauvadet, la Ville a toujours montré son attachement à ne pas maintenir des agents en situation de précarité et à couvrir ses besoins dans le respect du statut de la fonction publique territoriale. Sur la période de contrôle, la Chambre a d'ailleurs observé une plus forte augmentation des titulaires que des contractuels. Enfin, la principale source d'augmentation du nombre des agents non titulaires est l'intégration des Maisons pour tous qui a entraîné la reprise des personnels en CDI de droit public. La plupart d'entre eux, éligibles à la loi Sauvadet, devraient intégrer le statut d'ici à la fin de l'année, ce qui réduira à 5,75 % la part des agents non titulaires sur emplois permanents dans l'effectif global.
<b>Commande publique</b>		
7	Mettre en service un outil pratique d'aide à la commande publique à destination des agents concernés (guide des procédures), avec des modalités de mise à jour	La Ville s'est déjà engagée dans une démarche de modernisation de ses guides et de ses procédures, ainsi qu'elle a pu l'exposer à la Chambre dans le cadre de son contrôle.
8	Mettre en place un système d'information permettant d'avoir un suivi complet des procédures d'achat, depuis la création du marché jusqu'aux mandats de paiement	Cette évolution est en cours.
9	Mettre en place un plan de formation des agents en charge du secteur de la commande publique	Dans le cadre de sa politique de formation, la Ville conçoit des itinéraires cadres destinés à renforcer et actualiser les compétences et connaissances des managers territoriaux sur les fonctions ressources, dont celle des achats. Une attention particulière sera également portée sur toute la chaîne de la commande publique.
10	Développer un véritable contrôle interne sur les procédures d'achat public	La Ville veillera à renforcer ce contrôle interne mais signale qu'elle a missionné la société Ernst and Young pour exercer un contrôle régulier de la passation et de l'exécution des marchés à procédure adaptée.

11	Susciter une meilleure mise en concurrence en utilisant les dispositions offertes par le code des marchés publics	La Ville n'a pas à rougir de ses pratiques en matière de mise en concurrence et maintiendra bien entendu ses efforts pour optimiser les conditions de mise en concurrence par un usage stratégique du code des marchés publics.
<b>Subventions</b>		
12	Mettre en place un véritable contrôle interne de l'utilisation des subventions municipales versées aux clubs sportifs professionnels afin d'assurer une transparence suffisante de l'utilisation des fonds publics	Cette recommandation ne concerne que les clubs sportifs. La Ville exerce bien les contrôles nécessaires et inscrit d'ailleurs cette action dans le cadre d'un processus global de contrôle opéré les services instructeurs, le service contrôle de gestion rattaché à la direction des finances et du contrôle de gestion et enfin par le recours à une inspection générale externalisée qui examine la conformité de l'usage des subventions reçues par des tiers, sur la base d'une grille de critères physico financiers qui établissent une cartographie du risque.

## Introduction commune aux parties fiabilité des comptes et situation financière

La Ville de Montpellier prend acte des tendances positives constatées par la Chambre sur la fiabilité des comptes et la situation financière de la Collectivité entre 2006 et 2012.

Ces années auront été des années de profondes mutations de la fonction financière de la collectivité autour de trois axes forts :

- une amélioration de la **transparence des comptes** qui trouve sa traduction dans le rapport définitif qui acte :
  - une information délivrée complète sur la gestion de la dette communale,
  - des progrès sur les Débats d'Orientations Budgétaires,
  - une mise à disposition des données financières et budgétaires sur internet,
  - la mise en place d'une planification stratégique des investissements : les AP/CP.
- une démarche de **qualité comptable** qui est pointée sur plusieurs thématiques :
  - des efforts importants pour mettre à jour l'inventaire comptable,
  - une bonne comptabilisation des titres de participation sur la période étudiée,
  - un apurement des comptes de travaux en cours,
  - un suivi rigoureux de l'endettement bancaire,
  - une meilleure imputation des charges de fonctionnement.
- une volonté de **performance financière** qui est constatée sur les résultats financiers de la structure :
  - une épargne nette de 119 € par habitant contre 69 € au niveau de la strate,
  - une section d'investissement performante tournée vers l'équipement de la Ville,
  - un effort d'équipement soutenu : 435 € par habitant contre 304 € pour la strate,
  - une annuité de dette contenue : 86 € par habitant contre 148 € au niveau de la strate,
  - une capacité de désendettement dans la « zone verte »,
  - un encours de dette sans risque avéré et sans produit toxique.

Le contrôle de la Chambre présente l'intérêt de proposer des pistes d'amélioration de la gestion financière, pistes dont certaines sont d'ores et déjà réalisées :

- la mise en place de provisions afin de sécuriser la gestion communale (cf. point 1.3.2.2),
- la correction de certaines imputations en investissement (cf. points 1.3.3.3 et 1.3.3.4).

Enfin, il conviendra de finaliser rapidement certaines actions afin de présenter des comptes de bilan entièrement actualisés :

- l'intégration par les services de l'Etat de la délibération de mars 2009 portant sur le rapprochement de l'inventaire de l'ordonnateur et de l'état de l'actif du comptable,
- la comptabilisation des dernières mises à disposition à l'Agglomération,
- l'apurement du compte « cheptel », demandé à juste titre par la Chambre.

## 1. LA FIABILITE DES COMPTES

La fiabilité des comptes a été regardée par la Chambre essentiellement sous l'angle du suivi de l'inventaire. Il convient donc de préciser en avant-propos les travaux engagés par la Ville sur ce dossier et les travaux restant à mener :

- A la demande du nouvel ordonnateur élu en 2004, la Ville a entrepris en 2006 une opération de mise en conformité de son bilan comptable. Un marché pour mandater un cabinet de consultant spécialisé dans ce domaine a été lancé préalablement aux rapports provisoire et définitif du précédent contrôle de la Chambre.  
Le rapport de 2007 de la Chambre a toutefois été décisif pour asseoir cette démarche permettant d'aboutir à une plus grande lisibilité des comptes municipaux. Le contrôle actuel de la Chambre sera tout aussi décisif car il est en train de permettre de lever les derniers obstacles qui persistent.
- **La Ville a ainsi délibéré en mars 2009 sur un actif à jour au 31 décembre 2006.** C'est cette délibération qui est en attente d'intégration par les services de l'Etat.
- **Cette délibération du 30 mars 2009 a été validée conjointement par les ordonnateurs et comptables de l'époque :** c'est l'aboutissement d'un travail en commun.
- **La Ville a transmis à la Chambre le flux indigo inventaire arrêté au 31 décembre 2011** qui vient compléter la délibération de 2009. L'exercice 2012 est quant à lui en cours de finalisation.

L'instruction M14 a été ici respectée à la fois à la lettre mais aussi dans son esprit de transparence nécessaire des comptes publics.

La Ville a fait aboutir la part de la démarche qui lui incombe en reprenant l'ensemble des écritures de bilan qui concernent les années 60, 70, 80, 90 et 2000 (si l'on considère que la codification actuelle des Comptes Administratifs et Comptes de Gestion débute avec le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique) voire au-delà (création des communes en décembre 1789). Rappelons à ce stade que ce travail a de fait porté sur des exercices antérieurs à l'informatisation de la fonction comptable ce qui a occasionné un travail conséquent de collecte d'informations, travail qui explique la durée finale de la mission diligentée par la Ville.

## 1.1 Un suivi déficient du patrimoine

### 1.1.1 L'absence d'inventaire à jour

Avant la transmission du rapport provisoire de la Chambre Régionale des Comptes de 2007, La Ville, dans une démarche volontaire, a lancé un avis d'appel public à la concurrence en décembre 2006 pour la mise à jour de son inventaire.

Le marché a été attribué à un cabinet spécialisé pour une mise à jour de l'inventaire de la Ville au 31 décembre 2006. Cette démarche a été menée en concertation et avec la participation de la Trésorerie Principale Municipale. La procédure de mise à jour et la délibération ont été validées par cette dernière.

L'objectif affiché de la Ville était d'ajuster l'inventaire et l'état de l'actif comptable. Le travail du cabinet spécialisé a ainsi permis de corriger la balance comptable en changeant d'affectation certains biens.

La Ville rappelle qu'il ne s'agissait pas d'affecter des biens en fonction des comptes existants mais bien d'affecter les biens aux comptes appropriés. L'ajustement entre l'inventaire et l'état de l'actif comptable a été acté par délibération n° 2009/138 du 30 mars 2009 et l'inventaire a été transmis par flux informatique à la Trésorerie Principale Municipale la même année.

Début 2012, la Ville de Montpellier a décidé de concentrer ses efforts sur la mise à jour de l'inventaire et a relancé la Trésorerie Principale Municipale sur l'intégration du flux transmis en 2009.

Le Comptable a alors fait état de points de blocage sur ce dossier. Pour faciliter le suivi de ce projet, la Ville a décidé de créer un poste de coordinateur qualité comptable afin de mettre à jour l'inventaire. La Ville a alors repris le fichier de l'inventaire sur la base des nouvelles demandes de la Trésorerie, a modifié les dates antérieures à 1945 (point non bloquant en 2009) et a repris les numéros d'inventaire. Le cabinet spécialisé est intervenu à titre gracieux pour aider à la finalisation du fichier. Ceci a abouti à un nouveau transfert du fichier indigo inventaire en février 2013.

Par courriel du 23 mai 2013, la Trésorerie Principale Municipale a informé la Ville que des écritures budgétaires devaient être effectuées (pour un montant de 72 millions d'euros sur 1 485 millions) pour réimputer les opérations comptables effectuées avant 2006 et faire ainsi coïncider les comptes comptables avec l'inventaire. L'inscription budgétaire de ces sommes a été faite au Budget Supplémentaire 2013 voté en juillet et les titres et mandats correspondants ont été émis.

Dès l'intégration dans Hélios de l'inventaire établi au 31 décembre 2006, la Ville pourra fournir les flux 2007 à 2011, car, **à ce jour, l'inventaire de la Ville est actualisé au 31 décembre 2011.**

A ce stade, le dernier blocage serait celui qui résulterait du caractère massif des modifications à traiter (plusieurs dizaines de milliers de références) par les services du Comptable.

### **1.1.2 Les titres de participation**

Les écritures comptables de ces titres de participations sont, conformément à la nomenclature comptable, enregistrées sur les comptes dédiés 261 et 266.

Les écritures enregistrées pour la période étudiée (2005-2011) sont fiables et conformes aux divers mouvements effectués en dépenses et recettes.

La Ville s'engage à procéder à la régularisation comptable de :

- l'attribution de participations gratuites de la SERM en 1993,
- la revalorisation des titres de participation de la SAEM SMTU (aujourd'hui TAM) en 1996.

Il convient de préciser que la gestion de l'état de l'actif est obligatoire pour les collectivités depuis 1997. Ce jeu d'écriture comptable pour inscrire dans le patrimoine de la collectivité des éléments obtenus à titre gracieux incombait avant la mise en place de la M14 au Comptable public.

### **1.1.3 Les travaux en cours**

**524 millions d'euros ont été transférés des comptes de travaux sur les comptes définitifs par le biais de la délibération du 30 mars 2009.**

**La Ville a également transféré 172 millions d'euros en 2012 et 190 millions en 2013. Avec ces régularisations de 886 M€, le solde du compte 23 restant à régulariser s'élève à 161 M€.**

La délibération entre l'inventaire et l'état de l'actif comptable de 2009 a transféré les travaux en cours sur les comptes définitifs jusqu'au 31 décembre 2006 pour un montant de 524 millions d'euros. La Ville de Montpellier était en attente de l'intégration de l'inventaire pour transférer les travaux en cours depuis 2007 sur les comptes définitifs.

Au regard des difficultés d'intégration de l'inventaire dans Hélios, la Ville a procédé en 2012 à la réintégration des travaux terminés au compte de gestion 2012 pour un montant de 172 millions d'euros. De même, au compte de gestion 2013 apparaîtra la réintégration des travaux pour un montant à ce jour d'environ 190 millions d'euros.

### **1.1.4 Les mises à disposition**

La Ville a transféré la compétence de la gestion de l'eau potable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. La Ville a intégré les résultats 2009 du budget annexe de l'eau au budget principal par délibération n°2010/444 du 4 octobre 2010.

Les écritures comptables ont été effectuées sur l'exercice 2011 par mandats n°18068 et 18490. Le Procès-verbal de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers a été adopté par délibération n°2012/515 du Conseil Municipal du 12 novembre 2012.

Toutes les opérations inhérentes à la Ville ont ainsi été effectuées sur ce dossier.



En ce qui concerne les mises à disposition du musée de l'Histoire de France en Algérie et du Gymnase du Peyrou dans l'espace Pitot, ces deux opérations feront l'objet d'une régularisation budgétaire dès que l'inventaire aura été intégré dans Hélios. Il est en effet paradoxal pour la Ville de sortir de son patrimoine des éléments portés à la délibération de 2009 et non intégrés dans Hélios.

#### **1.1.5 La valorisation du cheptel**

La Ville s'engage sur ce point à régulariser le solde constaté et ce, dans le strict respect de l'instruction M14.

#### **1.2 Un suivi rigoureux de l'endettement bancaire**

La Ville prend note des remarques positives formulées par la Chambre concernant le suivi de la dette, qui viennent encourager sa grande implication dans ce domaine.

Le rapport de la Chambre vient constater sa volonté de transparence, d'information et acte une parfaite connaissance de son endettement.

Il est à noter sur ce point que la volonté de transparence de la Ville est aussi regardée sous l'angle de la communication financière de la structure que la Chambre considère comme étant en progrès sur la période étudiée (amélioration de l'information des élus et des citoyens).

#### **1.3 Les anomalies affectant la fiabilité des comptes**

##### **1.3.1 Tenue de la comptabilité d'engagement**

Le Code Général des Collectivités territoriales prévoit dans son article L2122-19 que le Maire peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature aux responsables de services communaux.

La Ville de Montpellier a donc décidé de déléguer aux directeurs la signature des bons de commande.

Cependant, tous les bons de commande sont visés et validés par la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion et par le Service Achats et Production Graphique afin de s'assurer de la disponibilité des crédits au budget de la Ville et de vérifier la bonne imputation et le bon suivi financier par les services. Un contrôle centralisé est donc opérationnel.

La Ville s'est également engagée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 dans la procédure des **autorisations de programmes et crédits de paiement**. Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, le Conseil Municipal a adopté un règlement de gestion financière des dépenses d'équipement et par délibération 2013/2 du 4 février 2013, la Ville a autorisé la création des autorisations de programme pour l'année 2013.

### 1.3.2 Application du principe de prudence : amortissements et provisions

#### 1.3.2.1 Les amortissements

La Ville confirme que l'amortissement des immobilisations fait l'objet d'un suivi rigoureux et ce malgré la non-intégration dans Hélios de l'inventaire au 31 décembre 2006. Il est strictement conforme à l'instruction budgétaire et comptable M14.

Ceci est dument retracé dans les Comptes Administratifs.

Il est à noter que dans le point 1.1.1 la Chambre demande à la Ville de rajouter à cet état les biens non amortis. Ce sera chose faite dès le prochain Compte Administratif et fera coïncider l'état avec les balances comptables.

#### 1.3.2.2 Le provisionnement

Concernant le provisionnement, la Ville a pris acte de la remarque de la Chambre Régionale des Comptes et a inscrit à la décision modificative du mois d'octobre 2013 une provision pour litiges de 200 000 € qui a été mandatée (mandat 33334 du 22 octobre 2013) ainsi qu'une provision pour créances irrécouvrables de 300 000 € qui a elle aussi été mandatée (mandat 33335 du 22 octobre 2013).

Elle s'inscrit totalement dans les bonnes pratiques prudentielles préconisées par la Chambre.

Pour le suivi des créances irrécouvrables, la Ville souhaite préciser que sa procédure, contrairement à ce qui est écrit, passe par une analyse fine des restes à recouvrer.

Sur les précédents exercices, l'analyse du comptable a systématiquement été amendée suite au travail des services de la Ville comme en témoigne le tableau ci-dessous :

Créances irrécouvrables	Montant proposé par le Comptable	Montant délibéré
2011	474 674,80	402 968,41
2012	443 297,45	401 136,12
2013	547 359,15	501 665,67

En outre, la Ville procède chaque trimestre ainsi qu'à l'occasion de la proposition d'admission en non-valeur à une revue de détail des sommes non recouvrées.

En ce qui concerne la provision pour garanties d'emprunt, la Ville confirme que le suivi de l'encours et du capital restant dû par les bénéficiaires de ces emprunts, ainsi qu'une veille des procédures collectives (sauvegardes, redressements et liquidations judiciaires) sont assurés par les services.

Par ailleurs, dès lors qu'en application de la circulaire NOR/MCT/B/05/10036/C, la reprise des provisions a été effectuée sur l'exercice 2006 par le comptable public, le compte 1517 n'a plus été abondé.

La Ville s'engage à constituer une provision dès lors qu'elle aura connaissance d'encourir un risque financier au titre de garantie d'emprunt.

### **1.3.3 Les erreurs d'imputation comptable**

#### **1.3.3.1 Le crédit revolving**

La Ville reconnaît que le libellé des anciens titres et mandats pourrait laisser penser que l'option de tirage sur ligne de trésorerie prévue au contrat est utilisée, ce qui n'est pas le cas. Elle confirme donc que l'imputation servie est la bonne et veillera à libeller correctement l'objet des opérations à l'avenir.

Elle ne souscrit toutefois pas à la conclusion de la Chambre sur ce contrat qui est actionné, au même titre que les autres pour aboutir à l'emprunt d'équilibre de la structure et qui n'a vocation à être remboursé en début d'exercice que si et seulement si les disponibilités de la Ville le permettent ce qui a été le cas sur les exercices étudiés.

#### **1.3.3.2 Les avances sur commandes d'immobilisations**

La remarque de la Chambre Régionale des Comptes sur les opérations antérieures à 2005 est légitime et nécessitera un passage des sommes visées aux comptes 21.

#### **1.3.3.3 Les subventions d'équipement versées**

La Ville a pris acte de la remarque de la Chambre Régionale des Comptes et a régularisé les écritures comptables sur les comptes nature adéquats dès la Décision Modificative du mois d'octobre 2013. Les écritures ont été passées le 18 octobre (mandats 32142 et 32143, titres 4418 et 4419).

#### **1.3.3.4 Les subventions d'équipement transférables et les fonds affectés à l'équipement transférable**

La Ville a pris acte de la remarque de la Chambre Régionale des Comptes et a régularisé les écritures comptables sur les comptes nature adéquats dès la Décision Modificative du mois d'octobre 2013. Les écritures ont été passées le 18 octobre (mandats 32141 et 32144, titres 4416 et 4420).

### **1.4 Conclusion**

Le rapport de la Chambre Régionale des Comptes porte une vision de la qualité des comptes dans laquelle la Ville de Montpellier se retrouve entièrement.

Les efforts accomplis dès 2007 sur la comptabilité patrimoniale et ceux intervenus plus récemment en 2013 (en terme de provisionnement notamment) viennent témoigner de la volonté de qualité comptable de notre structure.

Les pistes d'amélioration proposées sur cette thématique seront suivies scrupuleusement.

## **2. LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE**

Dans la deuxième partie du rapport d'observations provisoires, la Chambre analyse la situation financière de la Ville de Montpellier sur la période du contrôle.

### **2.1. La formation de l'autofinancement**

#### **2.1.1. Les charges de fonctionnement**

##### **2.1.1.1 Les charges de personnel**

L'évolution des charges de personnel retracée par la Chambre sur la période est conforme à la réalité connue par la Ville de Montpellier. Elle traduit la montée en puissance de certains secteurs de l'action municipale (la liste des équipements réalisés portée au point 2.2.1 vient illustrer ceci) ainsi que la volonté politique forte de déprécarisation et de réintégration de certains services (Maison pour tous).

Le cas le plus significatif à cet effet est l'évolution sur la période de la masse salariale dédiée à la réussite éducative (fonction 922) qui en valeur absolue est passée de 24,5 M€ en 2005 à 43,3 M€ en 2012 soit +77%. Ce poste vient constater financièrement la priorité absolue donnée à la réussite éducative et la déprécarisation des effectifs dans ce secteur.

L'analyse de la période doit en outre être regardée toute chose égale par ailleurs. Ainsi, les Maisons Pour Tous intégrées en 2011 n'ont pas généré de charges supplémentaires pour la Ville mais simplement un transfert de crédits de subvention vers des crédits de personnel.

**Ainsi, entre 2005 et 2012, hors transfert des Maisons Pour Tous, les charges de personnels auront évolué de 44%.**

Enfin la Chambre constate qu'à fin 2012 la masse salariale par habitant à Montpellier est inférieure de 11% à la moyenne de la strate ce qui vient encourager la Ville de Montpellier à poursuivre dans la voie d'une gestion des ressources humaines adaptée aux besoins de la population, portant une rémunération juste pour ses effectifs et s'intégrant dans une vision prospective des comptes garantissant une gestion de long terme sécurisée.

##### **2.1.1.2 Les autres charges de fonctionnement courantes**

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville

#### **2.1.1.3 Les subventions de fonctionnement versées**

La Chambre rapporte que le niveau des subventions versées par la Ville de Montpellier est significativement inférieur aux communes de la même strate tant en pourcentage des charges de fonctionnement (8,37% en 2012 contre 12,81% pour la moyenne de la strate) qu'en euros versés par habitant (93 € en 2012 contre 128 € pour la moyenne de la strate). Ces éléments sont un marqueur de notre rigueur de gestion en la matière.

Ainsi et ce depuis plusieurs années, l'exécutif municipal a affirmé sa volonté d'avoir la position la plus juste et la plus responsable afin que les associations les plus actives et qui ne peuvent pas fonctionner sans l'aide de la Ville soient prioritaires en matière de subventionnement.

La Ville de Montpellier participe donc au développement de la vie associative locale tout en se donnant les moyens d'instruire les demandes pour que chaque euro de subvention octroyé soit un euro utile.

#### **2.1.1.4 Les charges financières**

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville

### **2.1.2 Les produits de fonctionnement**

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville

#### **2.1.2.1 L'évolution des produits fiscaux**

La Ville prend note de l'analyse faite par la Chambre de l'évolution des montants perçus et de la part qu'ils représentent dans les produits de fonctionnement. En complément, elle souhaite apporter les quelques précisions qui suivent.

L'essor de 42% des ressources fiscales au sens large et de la part qu'elles représentent dans l'ensemble des recettes de fonctionnement est massivement sous-tendu par l'accroissement sensible de la population montpelliéraine sur la période et par la construction importante de logements neufs en réponse à l'évolution démographique.

Pour ce qui concerne spécifiquement les contributions directes locales, la Ville doit préciser que, sur la période, plusieurs facteurs ont contribué à l'augmentation du produit et de la part qu'il représente :

- des opérations conjointes DGFIP/Ville conduites annuellement à compter de 2005, visant à optimiser le recensement des bases et à assurer une équité fiscale sur le territoire,
- l'abandon en 2009 du taux dérogatoire (19%) de l'abattement général à la base de la taxe d'habitation, ramené à 15% (taux maximum du droit commun),
- une augmentation unique, en 2009, des taux.

Concernant les autres impôts et taxes, la Ville confirme que l'augmentation des produits sur la période s'explique notamment par l'inscription de ces recettes dans l'imputation comptable appropriée.

Jusqu'en 2008, les droits de stationnement étaient comptabilisés au compte 757 « Redevances versées par les fermiers et concessionnaires ». A partir de 2009, et ceci dans un souci de qualité comptable et de sincérité budgétaire, ces recettes ont été comptabilisées au compte 7337 « Droits de stationnement ».

#### **2.1.2.2 Les dotations**

La Ville confirme l'analyse de la Chambre qui note que sa DGF par habitant est inférieure de 6 % à la moyenne de la strate.

Ceci vient démontrer qu'à Montpellier plus qu'ailleurs, les bons résultats de la gestion financière sont dus à une maîtrise des fondamentaux endogènes de la Collectivité.

#### **2.1.3 L'excédent brut de fonctionnement**

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville.

#### **2.1.4 La capacité d'autofinancement ou épargne brute**

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville.

#### **2.1.5 L'épargne nette**

La Ville se félicite de la remarque de la Chambre qui démontre que la capacité d'autofinancement de la Ville est supérieure de 72% à la moyenne nationale.

Avec une épargne nette de 119 € par habitant contre 69 € pour les Villes de la strate, la Ville de Montpellier se positionne comme une Ville vertueuse sur sa section de fonctionnement, ce qui lui permet de mener une politique d'investissement ambitieuse tout en ayant un recours à l'emprunt maîtrisé.

## 2.2 Les emplois d'investissement

### 2.2.1 Une politique d'investissement orientée vers les dépenses d'équipement

La Ville a fait de sa croissance démographique un levier de développement du territoire. Ainsi le choix a été pris d'investir de façon majeure sur la période concernée afin de gérer les flux de nouveaux arrivants tout en améliorant le cadre de vie des quartiers Montpelliérains.

La Ville de Montpellier aura donc atteint un niveau d'investissement supérieur à la moyenne nationale de 43% qui aura été un formidable moteur pour l'emploi. Ceci aura notamment permis de porter, au-delà des travaux de maintenance des équipements, des opérations de rénovation urbaine et des créations de ZAC, les investissements suivants sur la période étudiée (certains équipements étaient encore en cours de construction fin 2012) :

#### 12 écoles :

1. Ecole maternelle Anthonioz De Gaulle
2. Ecole maternelle Marguerite Yourcenar
3. Ecole élémentaire Jean Jaurès
4. Ecole élémentaire François Mitterrand
5. Ecole maternelle Michel de l'Hospital
6. Ecole élémentaire Jules Verne
7. Ecole élémentaire Rabelais
8. Ecole primaire Michel de l'Hospital
9. Ecole primaire Olympe de Gouge
10. Ecole primaire François Mitterrand
11. Ecole Cheng Du : ouverture 2013,
12. Ecole Beethoven : ouverture 2013

#### 7 crèches

1. Crèche Pinocchio
2. Multi accueil Ile aux trésors
3. Crèche Robin des bois
4. Multi accueil Mowgli
5. Crèche La Petite Sirène
6. Crèche Adélaïde Cambon
7. Crèche Joséphine Baker

#### 6 équipements structurants :

1. Serre Amazonienne
2. Maison de la prévention Santé



3. Maison Pour Tous François Villon
4. Mairie de Montpellier
5. La Panacée
6. EAI / Parc Montcalm

### 2.2.2 La répartition des dépenses d'équipement par secteur d'activité

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville.

## 2.3 L'endettement

### 2.3.1 L'évolution de l'encours

La Ville prend note de l'analyse faite par la Chambre de l'évolution des caractéristiques de son endettement sur la période.

Pour maintenir le niveau de ses investissements, soutenir l'économie locale et répondre aux besoins d'une population qui s'accroît, la Ville a en effet fait le choix, en toute connaissance de cause, de recourir à l'emprunt de manière modérée, afin de ne pas faire porter sur les seules générations actuelles par le biais de l'impôt local le poids des investissements qui profiteront aux générations futures.

Comme l'a observé la Chambre, la situation financière de la Ville demeure saine. La Ville réaffirme ici les efforts qu'elle concentre sur la qualité de sa gestion de la dette, et précise ces quelques éléments factuels ci-dessous qui en caractérisent la teneur :

- en 2012, par comparaison aux données moyennes de la strate, une **annuité par habitant inférieure de 42%** à la moyenne (86 € par habitant contre 148 € par habitant pour la strate).
- un **encours de dette inférieur de 18% à la moyenne nationale** (887 € pour Montpellier contre 1084 pour la strate en 2012),
- une dette jeune, constituée avec prudence, répartie pour moitié entre contrats à taux fixes et à taux variables avec un taux moyen inférieur au taux moyen consenti aux Villes de la strate
- une dette sans risque sur l'échelle GISSLER, ne comportant à ce jour aucun produit structuré, protégée par le règlement intérieur adopté le 22 juin 2009 qui limite le recours à ces produits, dans le temps et en volume, aussi bien pour la Ville que pour les partenaires auxquels elle consent une garantie d'emprunt.

### 2.3.2 Une annuité de la dette relativement modérée

La Ville prend note que la Chambre confirme, une **annuité par habitant 2012 inférieure de 42%** à la moyenne (86 € par habitant contre 148 € par habitant pour la strate).

### **2.3.3 Une capacité de désendettement peu élevée mais en augmentation**

L'objectif prospectif de la Ville est de garder sa capacité de désendettement en « zone verte ». Sur la période étudiée la Chambre note que cet objectif est tenu.

La Chambre observe ici la capacité de la Ville à faire face au remboursement de sa dette ainsi que sa situation financière favorable.

### **2.3.4 Un endettement sans risques avérés**

La Chambre confirme que la Ville a gardé une structure de financement saine sans risques avérés conformément à son règlement intérieur adopté le 22 juin 2009.

La Ville a conservé une position éthique et gestionnaire qui lui aura permis de ne souscrire aucun emprunt structuré voire toxique.

## **2.4 Les marges de manœuvre**

### **2.4.1 L'autofinancement**

Ce point n'appelle aucune remarque particulière de la Ville.

### **2.4.2 La fiscalité**

Sur la période, en matière de fiscalité directe locale et comme le note la Chambre, la Ville a pris la décision d'augmenter les taux de la fiscalité directe locale une fois, en 2009, pour compenser le désengagement de l'Etat. Elle a en outre maintenu une politique d'abattement sur la taxe d'habitation largement favorable aux contribuables modestes et aux familles nombreuses, et réajusté en 2009 l'abattement général à la base qui a été ramené au taux maximum de droit commun.

La Chambre énonce que les taux de la taxe d'habitation et du foncier bâti de la Ville sont supérieurs aux taux moyens des Villes de la strate (20,99% et 23.05%).

La Ville souhaite apporter les précisions suivantes :

Les taux de la Ville, gelés depuis 2009, s'élèvent à **22,49%** pour la **taxe d'habitation** et **31,18%** pour le **foncier bâti**. Pour procéder à une comparaison plus objective, il conviendrait de tenir compte des politiques d'abattements conduites, qui diffèrent selon les Villes. La Chambre constate que ces indicateurs ne sont pas fournis par la Direction Générale des Collectivités Locales ce qui est une réalité.

L'analyse financière se doit toutefois d'auditer tous les critères aboutissant au montant de la cotisation communale de chaque contribuable.

Ainsi, en intégrant les mesures facultatives d'abattement à la base existant à Montpellier, le taux réel (ou taux reconstitué) de la taxe d'habitation de la Ville en 2012 serait proche de **18,50%**

TAXE D'HABITATION 2012	
<b>Base imposée</b>	<b>329 M€</b>
<b>Taux voté</b>	<b>22,49%</b>
<b>Produit collecté</b>	<b>74 M€</b>
<i>Réduction de cotisations par abattements facultatifs</i>	<i>16 M€</i>
<i>Bases abattues correspondantes</i>	<i>71 M€</i>
<i>Base globale reconstituée</i>	<i>400 M€</i>
<b>Taux reconstitué ou taux réel appliqué</b>	<b>18,50%</b>

La Chambre note enfin, sur la période 2005-2012, une augmentation des bases imposables à la taxe d'habitation et au foncier bâti de 27% et 20%. La Ville précise que la revalorisation forfaitaire cumulée des bases sur la période s'élève à 14,32%.

L'évolution physique des bases observée traduit quant à elle notamment l'accroissement du parc des biens imposables aux impôts ménages, en lien avec l'essor démographique de la Ville de Montpellier.

#### **2.4.3 L'endettement**

Ce point n'appelle aucune remarque complémentaire de la Ville.

#### **2.4.4 L'investissement**

Ce point n'appelle aucune remarque complémentaire de la Ville.

### 3. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Chambre consacre une partie de son analyse des comptes et de la gestion de la collectivité à la gestion des ressources humaines.

Contrairement aux autres niveaux de collectivités, la masse salariale des communes représente plus de la moitié des dépenses de fonctionnement, ce qui traduit le fait que leur premier levier d'action concerne la gestion de services à la population, là où d'autres collectivités concentrent leurs moyens sur du partenariat.

En conséquence, la masse salariale en elle-même, qui est la contrepartie de ces moyens humains, ne peut être considérée comme un indicateur de mauvaise gestion. Elle représente d'une part le niveau d'effort consacré au service public, et d'autre part la proportion des services publics gérés en régie par rapport à ceux qui sont délégués ou confiés à des prestataires.

Bien entendu, s'agissant d'argent public, les communes ont le devoir de s'assurer que l'allocation des moyens humains est faite de la façon la plus efficace.

Il est également important de rappeler la particularité de la structure des effectifs d'une commune, eu égard à ses nombreux services à la population : ainsi, ce sont en majorité des agents de catégorie C et B qui composent nos effectifs, à la différence des Etablissements publics de coopération intercommunale ou des Régions où la part de cadres territoriaux est beaucoup plus importante.

Cette structure influe nécessairement sur les problématiques rencontrées par la collectivité dans la gestion de ses moyens humains.

#### 3.1. L'analyse quantitative

##### 3.1.1. Les effectifs de la commune

La Chambre fait état d'une augmentation des effectifs de la commune de 17% de 2007 à 2011, passant ainsi de 3 363 à 4 072 agents sur postes permanents.

Au cours de son raisonnement, la Chambre considère qu' *« alors que l'intercommunalité s'est développée et que les communes n'ont pas connu d'élargissement de leur champ de compétence, il ressort des bilans sociaux 2007, 2009 et 2011 que le nombre d'agents (...) a augmenté »*.

Il est important d'intégrer à l'analyse, ainsi que la Chambre l'évoque, le développement et l'attractivité du territoire qui ont conduit à **une forte augmentation démographique**, et donc à une **augmentation mécanique du volume de services publics à rendre à la population**.

Ainsi, dans le domaine scolaire, on observe une progression de **1 800 élèves sur la période de 2008-2011, dont plus de 1 000 en maternelle**. Cette augmentation des effectifs a entraîné l'ouverture de 33 « classes-élèves » entre 2008 et 2011 (en optimisant le nombre d'élèves par classe), la construction

de 32 classes-bâtiments dans les secteurs à forte progression démographique et le réaménagement de logements de fonction transformés en classes dans les écoles existantes.

Sur la période 2006-2011, on constate également une **augmentation de l'accueil collectif dédié à l'enfance**, tant pour ce qui concerne les crèches collectives (+22%) que les crèches associatives (+19%). Cette augmentation témoigne du **dynamisme de l'accueil collectif montpelliérain, qui correspond à une plus grande demande des familles**. La Ville de Montpellier a développé son offre en ouvrant une crèche de 48 places d'accueil collectif et 6 places d'accueil familial. Deux établissements multi accueil municipaux ont été agrandis (5 places chacun). Par ailleurs, deux établissements municipaux ouvriront en 2012 (février et septembre) dont une augmentation de 130 places dont 18 en accueil familial.

Sur la période couverte par le contrôle, et ainsi que cela a été présenté dans le chapitre 2, dans le seul domaine de l'éducation et de l'enfance, de nouveaux équipements ont été ouverts sur le territoire communal sans que la pression démographique ne permette d'en fermer aucun autre : 12 écoles, 7 crèches.

Ces équipements qui s'imposent à la commune nécessitent donc l'affectation de personnel communal (ATSEM, entretien et maintenance, puéricultrices...) ce qui entraîne une hausse de nos effectifs.

#### Evolution des AERS et des ATSEM de 2007 à 2011

Effectif activité Education	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 2007 - 2011
<b>ATSEM</b>	387	390	386	398	418	8 %
<b>AERS</b>	254	259	396 <sup>1</sup>	414	426	68 %

Par ailleurs, comme le relève la Chambre dans son rapport, l'augmentation des effectifs est directement liée à **trois mesures phares** qui ont marqué la politique municipale de gestion des ressources humaines sur la période du contrôle :

- un **plan de déprécarisation des agents d'entretien** avec la mensualisation de 201 agents vacataires au 1er août 2009, une mise en stage au 1er janvier 2010. A cela s'ajoute le passage d'agents à temps non-complet à temps complet,
- un **plan de déprécarisation des animateurs** par la mensualisation de 160 agents au 1er mai 2011, 115 mises en stage au 1er septembre 2011 et 45 au 1er janvier 2012,
- **l'intégration des maisons pour tous** dans les effectifs municipaux avec 246 agents au 1er janvier 2011 et 87 mis en stage au 1er avril 2011.

Ces trois mouvements ont eu mécaniquement un impact important sur les effectifs sans que le périmètre des activités municipales soit modifié. La titularisation des vacataires s'est directement

<sup>1</sup> Progression liée au plan déprécarisation de 201 agents d'entretien vacataires dont 133 au sein du service Education

traduite par une augmentation des postes ouverts au tableau de l'effectif. Quant à la municipalisation des maisons pour tous, elle a substitué des emplois, et donc des salaires, au versement d'une subvention annuelle à l'ancienne régie.

Par ailleurs, il convient également de noter deux éléments importants :

- la déprécarisation des agents d'entretien et de restauration scolaire s'est faite dans la filière technique dans le cadre d'emploi des adjoints techniques. C'est ce qui explique la forte augmentation des effectifs de cette filière, totalement déconnectée de ce que l'on appelle les « services techniques ». En l'occurrence, il s'agit bien d'agents travaillant dans le domaine de la compétence éducative de la commune, un peu à l'image des techniciens et ouvriers de service (TOS) dans les conseils généraux et régionaux.
- la substitution d'agents titulaires à temps complet aux vacataires pour assurer les tâches d'entretien et de restauration a généré une importante rigidité organisationnelle. En effet, ces tâches sont très inégalement réparties dans la journée, et le besoin d'effectif se concentre lors de la pause méridienne, ou pour les accueils périscolaires du matin ou du soir, dont l'éloignement dépasse la durée normale d'une journée de travail. La déprécarisation des agents d'entretien et de restauration scolaire était une mesure incontournable car elle a permis de donner un statut à des personnels, souvent en situation fragile, qui étaient maintenus dans une précarité inacceptable, de leur donner également une formation et de les intégrer pleinement au projet éducatif de la Ville. Mais l'organisation même de la journée scolaire dans ce nouveau cadre a généré un besoin complémentaire d'emplois, à périmètre de service public inchangé sur le plan quantitatif, et ce malgré l'amélioration de la qualité des conditions d'accueil des enfants.

Ces choix de politique de gestion des ressources humaines participent ainsi à la défense de l'emploi en général et de l'emploi public en particulier sur le territoire montpellierain.

L'ensemble de ces éléments explique les évolutions positives des effectifs et de la masse salariale. Néanmoins, face au dynamisme du territoire et aux besoins de la population, la Ville a la volonté de garantir de façon transparente la meilleure allocation des effectifs ainsi que le pilotage de la masse salariale. C'est pour répondre à cet enjeu que la Ville de Montpellier a **mis en place des contrats d'objectifs** à compter de 2013. Ces contrats d'objectifs, présentés à la Chambre dans le cadre de son contrôle, permettent d'établir nos prévisions au plus près de nos besoins, tout en évaluant l'impact pluriannuel des mesures prises. Il s'agit à la fois de responsabiliser les services de la collectivité et de maîtriser les dépenses de personnels sur tous les postes : emplois permanents, heures supplémentaires, vacations. Dans le cadre de l'élaboration du budget, le bureau de la municipalité a ainsi arbitré que l'effectif total de la Ville devrait rester constant en 2013, et ce malgré l'ouverture de nouveaux équipements au public (Panacée, écoles, crèches). Les contrats d'objectifs ont ainsi permis de gérer des redéploiements au sein de chacun des départements de l'administration, et parfois même entre ces départements.

Un outil de pilotage est adossé au contrat d'objectif et permet à chaque département de suivre et de gérer au mieux ses moyens humains en fonction des absences, des vacances de postes et des renforts saisonniers. Deux indicateurs sur le taux d'encadrement et la part des postes non titulaires permettent de compléter l'analyse par une approche qualitative des effectifs.

Les contrats d'objectifs impliquent par ailleurs un renforcement de la solidarité entre les services et un développement de la responsabilité collégiale, comme par exemple pour la gestion des agents en surnombre.

Cet outil s'inscrit donc dans une **démarche de professionnalisation et une modernisation du pilotage de l'action publique**. La Ville regrette que la Chambre n'y ait pas fait allusion dans ses observations.

### **3.1.2. Le temps de travail**

#### **3.1.2.1. Cadre réglementaire et aménagement du temps de travail**

Outre les dispositifs présentés par la Chambre, le temps de travail dans la fonction publique est également encadré par la **loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale**.

Cette loi introduit dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 l'article 7-1 qui dispose :

*« Les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et des établissements publics mentionnés au premier alinéa de l'article 2 sont fixées par la collectivité ou l'établissement, dans les limites applicables aux agents de l'Etat, en tenant compte de la spécificité des missions exercées par ces collectivités ou établissements. »*

***Les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale peuvent être maintenus en application par décision expresse de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement prise après avis du comité technique paritaire, sauf s'ils comportent des dispositions contraires aux garanties minimales applicables en matière de durée et d'aménagement du temps de travail. »***

Le conseil municipal, par délibération du 26 juin 2000, a adopté l'accord sur la réduction du temps de travail. La Ville de Montpellier, par cet accord RTT convenu avant 2001, a pu pérenniser comme un avantage acquis les dispositions particulières qui peuvent conduire à un nombre d'heures annuelles inférieur à 1607 heures. La Ville note que la Chambre rejoint cette analyse.

#### **3.1.2.2. La mesure de l'absentéisme**

La Ville ne conteste pas les chiffres donnés par la Chambre, issus de ses propres documents et corrigés à la suite de l'analyse contradictoire. Si elle ne peut évidemment se satisfaire d'un taux d'absentéisme trop élevé, elle tient cependant à indiquer que le calcul de l'évolution entre 2007-2009 et 2007-2011 est faussé par le fait que la base de 2007 ne prend pas en compte les absences des agents positionnés sur des postes de vacataires. Or, comme cela a été évoqué précédemment, les effectifs de la Ville intègrent des agents par le biais de plans successifs de déprécarisation à partir de 2009. Ainsi les fortes

évolutions pointées par la Chambre ne révèlent pas une augmentation de l'absentéisme, mais la présence d'un absentéisme masqué en 2007, eu égard à la nature des contrats de certains agents.

Ainsi que la Chambre le souligne dans son rapport, la problématique de l'absentéisme est une préoccupation majeure de la collectivité. Un plan de lutte contre l'absentéisme est en cours d'élaboration et un certain nombre d'actions visant à renforcer le sentiment d'appartenance et à donner aux cadres une formation commune ont déjà été entreprises.

Les mesures de déprécarisation et d'intégration des agents d'entretien ainsi que celle des adjoints d'animation, par la nature et la pénibilité du métier sont particulièrement génératrices d'absentéisme. La Ville a donc mis en place des formations "gestes et postures" obligatoires. Une réflexion d'ensemble est menée sur le métier et une mission d'évaluation a été commandée à un cabinet de conseil qui a déjà rendu une première série de préconisations en termes de matériel ou encore de mécanisation de certaines tâches.

Conséquence directe de cette volonté de lutter contre l'absentéisme, le service Prévention a été réorganisé et un service Prévention des risques professionnels a été créé avec des moyens humains renforcés.

S'agissant des procédures internes de contrôle, la Ville communique très régulièrement auprès de ses agents sur les procédures de déclaration d'absence et modernise ses pratiques. Ainsi, un serveur vocal de déclaration de maladie ordinaire, enfant et conjoint malade va être mis en place pour permettre aux services de disposer de l'information de l'absence d'un agent le plus rapidement possible et avoir ainsi la possibilité de s'organiser au plus vite. De plus, la Ville va se doter d'un horodateur afin de limiter le contentieux autour du dépôt des arrêts maladie. Les agents auront une preuve de dépôt par le biais d'un récépissé.

Par ailleurs, la Ville met en œuvre un contrôle médical des absences. Cette mesure suppose néanmoins la réception de l'arrêt de travail avant de pouvoir déclencher le contrôle et ne peut donc être mise en œuvre pour combattre le micro absentéisme (jusqu'à trois jours). De plus, dans le meilleur des cas, le médecin contrôleur déclare l'arrêt injustifié et préconise la reprise du travail à l'issue de celui-ci.

C'est pourquoi la Ville complète cette action par des actions ciblées de contrôle systématique de tous les absents d'un service sur une période précise.

### **3.1.2.3. Les heures supplémentaires**

La Chambre analyse l'évolution des heures supplémentaires par filières entre 2007 et 2011. Elle indique que *« la filière technique a consommé en moyenne 67% des heures supplémentaires effectuées sur la période. Les services de la police municipale représentent pour leur part 20% des heures supplémentaires et la filière administrative 12%. »*.

La Chambre ajoute ensuite : *« Alors que les services techniques ont vu leurs effectifs progresser de 301 agents soit + 15%, le volume d'heures supplémentaires n'a diminué que de 3% dans les services techniques. »*



Il est en effet important de souligner que la hausse de l'effectif d'agents des services techniques évoquée par la Chambre ne correspond pas à une hausse des effectifs des services techniques mais résulte de la déprécarisation des agents d'entretien qui appartiennent à la filière technique. Ces agents (AERS) sont affectés dans des écoles, sur des tâches précises et ne font pas d'heures supplémentaires. Donc, AERS mis à part, sur un effectif stable, le volume d'heures supplémentaires a légèrement diminué.

S'agissant de la filière culturelle, l'augmentation des heures supplémentaires est liée à une augmentation significative des événements culturels d'envergure.

Ces manifestations culturelles ainsi que les manifestations sportives, les manifestations récurrentes ou des événements plus ponctuels ont également impacté la filière de la police municipale. Toutefois, l'organisation du service a permis une baisse tendancielle des heures supplémentaires depuis deux ans. Des missions ont été réduites et d'autres réorganisées, ce qui permet à effectif constant de répondre aux fortes contraintes opérationnelles.

Dans le but de maintenir la tendance à la baisse soulignée par la Chambre dans son rapport, la Ville a réactualisé fin 2012 sa délibération ainsi que les procédures relatives à la réalisation d'heures supplémentaires. Cette mise à jour a été accompagnée par une forte campagne de communication auprès de l'encadrement et des agents. Les rappels ont concerné principalement les règles de droit, les conditions de mise en œuvre des heures supplémentaires et du respect des volumes maximum individuels et des limites réglementaires. La DRH a réalisé un outil de suivi mis à disposition des services afin de leur permettre de suivre leur consommation dans le détail et de s'assurer du respect des règles évoquées ci-dessus.

En complément, la Ville a mis en place la présentation de l'état détaillé et motivé des dépassements au Comité Technique Paritaire. Le contrôle s'en trouve ainsi accentué et participe à la maîtrise collective des heures supplémentaires. Cette maîtrise des heures supplémentaires a également été intégrée aux contrats d'objectifs évoqués plus haut.

Pour conclure, il est important de revenir sur les fondements d'une politique de gestion des ressources humaines. Il serait en effet dommageable de se limiter à l'angle des effectifs et du temps de travail (c'est-à-dire à l'angle purement financier et comptable) et de ne pas **analyser de façon qualitative la politique des ressources humaines de la Ville de Montpellier, notamment sur le plan de la responsabilité sociale d'un employeur public**. Ainsi la Ville de Montpellier a développé une politique volontariste en la matière, malgré un environnement économique national contraint, en favorisant les promotions internes, assurant un plan de déprécarisation, œuvrant pour un développement de la formation statutaire, en offrant des parcours de formation individualisés et des parcours professionnels aux agents...

Pour la seule année 2012, on dénombre 221 avancements d'agents de catégorie C ce qui représente 30% des promouvables. Pour la catégorie B, ce sont 42 avancements et 7 promotions internes. Enfin, pour la catégorie A, on décompte 27 avancements et 7 promotions internes. Cela représente ainsi près de 15% des agents promouvables en 2012.

La politique municipale en faveur de la formation est également volontariste et au bénéfice des agents. Ainsi, les budgets déployés sur la période du contrôle sont les suivants :

Année	Budget Primitif	Evolution annuelle
2007	240 000,00 €	
2008	240 000,00 €	0%
2009	300 000,00 €	25%
2010	466 559,00 €	56%
2011	500 000,00 €	7%
2012	540 000,00 €	8%

En agissant différemment, la collectivité n'aurait pas pris ses **responsabilités** face à l'allongement des carrières, au vieillissement des agents, à la pénibilité de certains métiers et à l'usure professionnelle.

Nous poursuivons aujourd'hui ces actions en axant nos efforts sur la politique municipale de prévention des risques professionnels. Dès lors, s'agissant par exemple de la question de l'absentéisme, dont le niveau est relevé par la Chambre, le contrôle pourrait utilement relever les nombreuses initiatives qualitatives menées par la collectivité envers ses agents, et qui participeront dans le temps à endiguer ce phénomène qui existe dans de nombreuses organisations.

### 3.2. Des anomalies en matière de recrutement et de promotion

La Chambre a analysé la situation administrative de 10 agents dont elle signale qu'ils appartiennent pour l'essentiel au cabinet (5 cas), à la direction de la communication rattachée au cabinet (2 cas), à la direction des relations internationales rattachée au cabinet (1 cas), à la direction générale (1 cas) et à une direction des services administratifs.

Au-delà du fait qu'elle ne partage pas les conclusions de la Chambre sur les différents cas étudiés pour les raisons détaillées ci-dessous, la Ville tient à souligner qu'il n'est pas possible d'en tirer des conclusions générales sur le soi-disant non-respect des règles de recrutement et de gestion des carrières.

Elle prend acte du fait que la Chambre elle-même souligne le « caractère restreint de l'échantillon étudié » qui est à rapporter à la taille de l'effectif municipal qui compte plus de 4000 agents, et tient à rappeler son attachement au respect des règles de la fonction publique.

La Ville tient également à souligner qu'elle entretient un dialogue social intensif avec les organisations syndicales, et que ces dernières, parfaitement informées, ne toléreraient, et c'est leur rôle, aucun manquement à ces règles.

#### 3.2.1. L'absence d'accomplissement de formalités substantielles

*a – passage devant des commissions obligatoires*

Ayant analysé le dossier administratif du directeur général des services, la Chambre considère que l'intégration directe de ce dernier dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux n'a pas été soumis à l'avis de deux commissions et se trouve, de ce fait, entachée d'une fragilité juridique.

En premier lieu, la Ville tient à faire remarquer que le choix effectué par le directeur général des services d'être radié du corps des professeurs d'université pour intégrer le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux s'inscrit dans une démarche de mise en cohérence de son statut avec ses fonctions, ce que nul ne l'obligeait à faire, et certainement pas ses intérêts de carrière aussi bien en termes de mobilité professionnelle que de rémunération (un professeur des universités en fin de carrière peut prétendre à la hors échelle E alors qu'un administrateur territorial dans les mêmes conditions d'ancienneté, ne pouvait prétendre qu'à la hors échelle B au moment où a été prononcée cette intégration directe).

En second lieu, la Ville tient à faire observer à la Chambre que si l'intéressé a choisi l'intégration directe à la place du détachement, ce n'est pas parce que cette deuxième solution lui aurait été « préjudiciable » (pour reprendre les termes de la Chambre), l'intégration directe étant prononcée dans les mêmes conditions que le détachement, conformément à l'article 68-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée par l'article 2 alinéa IV de la loi 2009-972.

La Chambre considère que le dossier du directeur général des services aurait dû être soumis à la commission d'homologation prévue dans le décret du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emploi des administrateurs territoriaux au titre VI intitulé « constitution initiale du cadre d'emplois et autres dispositions transitoires. »

La Ville fait remarquer à la Chambre que selon les termes mêmes de ce décret, cette commission n'avait vocation à examiner que les situations des agents en poste au 30 décembre 1987 mentionnées à l'article 28 dudit décret lors de la constitution du cadre d'emploi. Elle n'a donc pas à examiner les demandes d'intégration directe prévues par la loi 2009-972 du 3 août 2009, dans laquelle elle n'est d'ailleurs pas mentionnée.

La Ville reconnaît par contre ne pas être en mesure de produire l'avis de la commission administrative paritaire. Par une pratique ancienne que l'on retrouve dans d'autres collectivités, la Ville de Montpellier ne saisit la CAP sur les positions administratives des agents (détachement, disponibilité, mise à disposition, etc.) qu'une fois par an, en marge de la CAP de promotion interne et d'avancement de grade. Une liste de noms est soumise à l'avis de la commission, et cette liste régularise la situation des agents concernés. Cette pratique est susceptible de générer des oublis ce qui a vraisemblablement été le cas ici. Il a été mis un terme à cette pratique et dorénavant, chaque arrêté relatif à la position administrative d'un agent vise explicitement l'avis de la CAP lorsqu'elle doit être consultée.

La Ville considère donc qu'à l'exception de l'absence au dossier de l'avis consultatif de la CAP, la procédure d'intégration directe du directeur général des services dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux est juridiquement fondée et conforme à la loi du 3 août 2009. Elle n'a d'ailleurs fait l'objet d'aucune observation de la part du contrôle de légalité.

### *b – Quotas et conditions de promotion*

La Chambre considère qu'une promotion interne dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux survenue en 2010 ne serait pas fondée, « le nombre de recrutements de référence dans ce même cadre d'emploi n'ayant pas été atteint. » La Chambre fonde son analyse en contestant la comptabilisation de l'intégration directe du directeur général des services dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux au titre des recrutements de référence.

Or, l'intégration directe constitue bien l'un des cas pris en compte pour le calcul du quota par le décret 85-1229 du 20 novembre 1985 relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale qui précise que sont pris en compte « les recrutements par intégration directe dans la fonction publique territoriale de fonctionnaires d'autres fonctions publiques. »

Ainsi, la Ville soutient que la promotion interne dont il est question a été prononcée dans le respect des règles en vigueur.

#### **3.2.2. Absence du respect des règles de recrutement**

La Chambre conteste un certain nombre de recrutement d'agents non-titulaires effectués en vertu de l'article 3 de la loi de 1984.

La Ville rappelle que l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 prévoit la possibilité de procéder au recrutement d'agents non titulaires pour pourvoir des emplois permanents de catégorie A « lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient. » Ces dispositions constituent une dérogation au principe que l'emploi public est réservé aux agents titulaires de la fonction publique. Elles ont été prévues par le législateur pour faire face à un certain nombre de situations spécifiques. L'appréciation de la justification du recours à cette procédure pour les besoins des services reste subjective. Bien entendu, il convient d'appliquer ces dispositions avec beaucoup de prudence, et dans le respect des principes fondateurs du statut de la fonction publique, notamment le principe de l'égalité d'accès à l'emploi public, ce qui suppose a minima une publicité sur les vacances de postes faite auprès du centre de gestion ainsi qu'une délibération du conseil municipal pour autoriser le recrutement sur le poste d'un agent non titulaire.

Dans la plupart des cas cités par la Chambre, la Ville a agi dans le cadre des règles rappelées ci-dessus pour régulariser des situations de décalage manifeste entre la position administrative et les responsabilités exercées, pour prendre en compte la situation d'un agent déjà présent dans ses effectifs compte tenu de l'évolution de l'organisation de la collectivité, ou pour répondre à des besoins spécifiques des services.

Le fait que la Chambre relève des fragilités juridiques dans l'établissement des contrats d'un certain nombre de personnes ne signifie pas que la Ville a agi en contradiction avec les règles en vigueur et traduit la variété d'interprétations qui peuvent être faites de l'article 3 de loi 84-53 du 26 janvier 1984.

S'agissant plus particulièrement de la situation du directeur du protocole, la Ville rappelle que l'intéressé a été recruté sur un emploi de catégorie C et que cette modalité de recrutement comme le souligne la Chambre, est inadaptée à l'occupation d'un emploi permanent de direction. C'est pour

corriger cette erreur initiale qu'il a été proposé à l'intéressé de démissionner de la fonction publique de façon à pouvoir être recruté sur un emploi de catégorie A, en qualité de non-titulaire, conformément à l'article 3 de la loi de 1984 précitée. Le niveau de sa rémunération a été fixé de façon cohérente avec son âge, son expérience professionnelle, et à un niveau équivalent à la rémunération globale, heure supplémentaires incluses, qu'il percevait dans la situation précédente.

### **3.2.3. Des contractuels bénéficiant irrégulièrement d'un déroulement de carrière**

La Ville s'étonne que la Chambre utilise le pluriel dans le titre de ce paragraphe (*des contractuels*) alors qu'elle concentre son analyse sur l'examen d'une seule situation qu'elle juge irrégulière.

S'agissant du dossier évoqué, l'évolution des différents contrats résulte de l'évolution du positionnement de l'intéressée au sein de la collectivité. Ces contrats ont été passés en application de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, déjà évoquée, et justifiés par les besoins du service. Les postes correspondants ont fait l'objet d'un avis de vacance publié auprès du centre de gestion et d'autorisation du conseil municipal de recruter un non titulaire.

Le contrat à durée indéterminée dont a bénéficié l'intéressée en novembre 2012 répond aux dispositions de l'article 3.4 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, modifié par la loi 2012-347 du 12 mars 2012, qui prévoit que « tout contrat conclu ou renouvelé pour pourvoir un emploi permanent en application de l'article 3.3 avec un agent qui justifie d'une durée de services publics effectifs de six ans au moins sur des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique est conclu pour une durée indéterminée. » Ce contrat était donc de plein droit et conforme à la jurisprudence compte tenu de la durée de ses services de non titulaire.

Enfin, la Chambre semble s'étonner que la Ville ait informé l'intéressée qu'elle remplissait les conditions d'éligibilité au dispositif de titularisation introduit par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, dite loi Sauvadet. La Ville tient à souligner qu'indépendamment de l'appréciation sur l'évolution de la carrière de l'intéressée, son éligibilité à la loi Sauvadet tient strictement à des raisons liées à son ancienneté, l'objectif même de loi étant d'offrir une perspective d'intégration aux agents ayant travaillé dans la fonction publique sans avoir passé les concours.

### **3.2.4. Recrutements en urgences et dossiers incomplets**

Là encore, la Chambre fonde ses observations sur l'examen des dossiers des collaborateurs de cabinet, qui relèvent d'un traitement très particulier défini par le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987.

L'article 5 de ce décret prévoit que « la décision par laquelle un collaborateur de cabinet est recruté détermine les fonctions exercées par l'intéressé et le montant de sa rémunération ainsi que les éléments qui servent à la déterminer. »

L'article 7 précise que « la rémunération individuelle de chaque collaborateur de cabinet est fixée par l'autorité territoriale. Elle comprend un traitement indiciaire, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement y afférents ainsi que, le cas échéant, des indemnités. » La seule contrainte légale est constituée par un plafond qui limite :

- le traitement indiciaire à 90% de l'indice terminal de l'emploi fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire ou du grade le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité ;
- le montant des indemnités à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel ou du grade de référence mentionnés ci-dessus.

Enfin, l'article 10 précise que le nombre maximal de collaborateurs de cabinet dont peut disposer l'autorité territoriale d'une Ville en fonction de sa strate de population.

Sous réserve du respect de ces règles, les conditions du recrutement d'un collaborateur de cabinet sont laissées à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

L'ensemble des situations examinées par la Chambre est conforme à ces dispositions.

### 3.3. Les frais de mission

La Chambre analyse les dispositifs existants pour le remboursement ou la prise en charge des frais de mission. Il convient de bien clarifier ces processus et distinguer les dispositifs qui concernent les agents et les dispositifs qui concernent les élus.

#### 3.3.1. Dispositif de remboursement des frais de déplacement des agents

Les remboursements des frais de mission des agents sont gérés au niveau de la Direction des Ressources Humaines.

La prise en charge et les remboursements de ces frais de mission des agents de la Ville de Montpellier sont conformes aux textes :

- une prise en charge **des frais réels pour les dépenses de déplacements** : par un remboursement selon le forfait kilométrique pour les déplacements en véhicules personnels et par une prise en charge directe pour les déplacements en transports en commun. A noter que la majeure partie des déplacements sont réalisés en train et en seconde classe.
- une prise en charge **forfaitaire des repas et nuitées** en application des dispositions combinées du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 et du décret n°2006-781 du 03 juillet 2006

Pour cela, l'administration signe **un ordre de mission** détaillant la mission et les modalités du déplacement (cf. annexe RH n°18) :

- le motif du déplacement (professionnel, formation / préparation concours, accompagnement d'un élu, ou autre à préciser),
- l'intitulé de la mission,
- la durée,
- le moyen de transport (et les motifs lorsqu'il s'agit d'un véhicule personnel, ainsi que les pièces à produire),

- les frais liés au déplacement (péage, parking, transports en communs, taxi avec motivation et en précisant les conditions pour y avoir recours),
- les repas,
- l'hébergement,
- les autres dépenses à préciser.

Il convient également de préciser que le circuit de visas des ordres de mission passe par toute la chaîne hiérarchique du Directeur au DGS, ce qui confirme le contrôle exercé sur les remboursements réalisés.

Ainsi que la Chambre l'affirme, *« d'une manière générale, les frais de mission sont correctement comptabilisés »*.

### 3.3.2. Dispositif de remboursement des frais de déplacement des élus

Lorsque les déplacements concernent le territoire national, un ordre de mission est signé par Madame le Maire, après visa hiérarchique du Directeur du Secrétariat général, du Directeur Général des Services et du Directeur de Cabinet, et détaille l'objet et les modalités du déplacement, ainsi que le remboursement des frais autorisés.

Les frais de mission sont remboursés selon les principes suivants :

- **au réel pour les frais de restauration et d'hébergement.**

En effet, les dépenses de séjour (hébergement et restauration) sont par défaut remboursées forfaitairement dans les conditions définies par l'article R. 2123-22-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 : l'indemnité journalière est fixée à 75,25 €, elle comprend une nuitée à 60 € et une indemnité repas à 15,25 €.

Or, cette indemnité journalière ne permettant pas de couvrir la totalité des frais réellement engagés par les élus, la Ville a adopté une délibération conforme aux dispositions de l'article 7-1 du décret précité, qui lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte des situations particulières, fixe des règles dérogatoires aux forfaits de remboursements de frais.

Ainsi, la délibération n° 2010/573 du 13 décembre 2010 précise que les dépenses d'hébergement et de restauration engagées par les élus, qui correspondent à la réalisation d'une mission précise ou d'une formation, limitée dans le temps et dans l'intérêt de la commune, sont prises en charge sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement.

- **au réel pour les frais de déplacement** sur présentation d'un état de frais et de factures.

S'agissant du cas particulier de l'**international**, les déplacements et le remboursement des frais s'opèrent dans le cadre de l'exécution d'un **mandat spécial**. Dans ce cas, ces mandats étant circonstanciés et limités dans leur durée, la délibération les approuvant permet de déroger au remboursement forfaitaire des frais et de passer à un remboursement au réel.

Un **ordre de mission** est systématiquement signé par le Maire, après visa hiérarchique du Directeur du Secrétariat général, du Directeur Général des Services et du Directeur de Cabinet.

S'agissant des délibérations du conseil municipal autorisant le mandat spécial, la Ville prend acte des observations de la Chambre. Il convient toutefois de relever que depuis 2012, une délibération est systématiquement passée en conseil municipal préalablement à l'exécution d'un mandat spécial.

### **3.3.3. Une Ville très présente à l'international**

Ainsi que la Chambre l'évoque dans son rapport, les déplacements des élus à en Europe et à l'International résultent de différents objectifs :

- **assurer la représentation de la Ville** de Montpellier et **développer des partenariats** internationaux de sorte à développer l'**attractivité** et le **rayonnement** du territoire (tourisme d'agrément, tourisme d'affaire, développement de l'emploi),
- maintenir des relations de qualité avec des **Villes jumelées** et participer à la **solidarité** européenne et internationale par des actions de coopération décentralisée.
- participer à des **réseaux d'échanges de pratiques**, des colloques et des cercles de réflexion sur l'évolution de l'action locale, de sorte à la fois favoriser l'approche innovante de la Ville et la positionner comme un acteur dynamique de ces évolutions.

Dès lors, il n'est pas surprenant que la présence de la Ville à l'étranger dépasse la seule liste des Villes jumelées.

Pour ne citer qu'un exemple emblématique de son attractivité et de sa posture internationale, la Ville de Montpellier s'est affirmée comme **un acteur incontournable de la biodiversité**.

Ainsi la Ville participe activement au réseau "Global Partnership on Cities and Biodiversity" de la CDB, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité. Elle est également reconnue par les plus hautes instances internationales et membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU. La Ville a été primée à plusieurs reprises et a notamment été désignée en 2011 capitale française et européenne de la biodiversité.

#### **L'exemple d'une réunion de travail en Chine**

S'agissant des déplacements à l'étranger, la Ville souhaite préciser que dans certains cas, et à titre exceptionnel, la délégation de la Ville de Montpellier peut être composée de personnalités locales dont les fonctions ou les missions participent à la représentation du territoire.



#### 4. OPERATION DU NOUVEL HOTEL DE VILLE

Il est utile de préciser en introduction que la Chambre se fonde sur un postulat qui n'est pas partagé par la Ville et qu'elle conteste vivement.

Le bâtiment de l'hôtel de ville s'intègre dans une opération d'aménagement d'ensemble réalisée dans le cadre d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) articulant la réalisation d'un programme global de construction avec la programmation d'équipements publics nécessaires à l'urbanisation de ce « *morceau de Ville* » et dont la réalisation ne dépend pas de l'implantation de l'Hôtel de ville.

Il s'agit donc de **deux opérations distinctes** :

- **l'opération hôtel de ville réalisée sous mandat** de la SERM, équipement public de la Ville financé uniquement sur ses fonds,
- **la concession publique d'aménagement**, qui comporte un programme d'équipements publics qui bénéficient en partie aux programmes immobiliers de la ZAC, et qui sont ainsi financés en partie par les recettes foncières. Ces équipements publics dont la programmation est arrêtée par une délibération du conseil municipal entrent donc dans le bilan financier de la ZAC.

Rien ne justifie ainsi au plan juridique et financier que le coût du nouvel hôtel de ville intègre ces équipements publics de la ZAC, et notamment :

- le parc paysager, la place George Frêche et le parc de stationnement qui ne sont pas des équipements propres à l'hôtel de ville répondant aux besoins exclusifs de la Ville. Ils répondent aux besoins des usagers du quartier et bien au-delà. **Ils sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'aménageur dans le cadre de la ZAC conformément à l'article L.300-4 et L311-1 du Code l'urbanisme,**
- la réalisation d'une crèche dans un programme promoteur, cette crèche répondant également à des **besoins générés par la ZAC** dans son ensemble.

Le coût de 132 500 000 TTC euros n'est également pas contestable et n'est d'ailleurs pas contesté par la Chambre. Ce coût ressort clairement des éléments financiers arrêtés dans le cadre du mandat confié à la SERM et faisant l'objet de comptes rendus annuels à la collectivité présentés au conseil municipal. L'objet de ce mandat portant exclusivement sur le **bâtiment de l'hôtel de ville** qui constitue en tant que tel **une unité fonctionnelle au sens du droit de la construction indépendante des équipements périphériques dont elle bénéficie.**

La Chambre elle-même dans son rapport prend acte de ce chiffre dans son analyse de la situation financière de la Ville en indiquant page 5/133 un « *coût de construction du [...] bâtiment retrace [...] dans le mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SERM pour un montant de 132 500 000 € TTC* » et page 29/133 en parlant de « *l'achèvement de l'opération « nouvel hôtel de ville », qui aurait coûté environ 135M€ sur la période* ».

Par ailleurs, les dépenses liées à l'opération d'aménagement sont, comme celles liées au mandat de construction de la nouvelle mairie, **parfaitement transparentes**. Elles font l'objet chaque année, devant le conseil municipal, d'un compte-rendu à la collectivité détaillé. Ces documents ont été

communiqués à la Chambre durant son contrôle et permettent une parfaite traçabilité des deux opérations, sans qu'aucune dissimulation ne puisse être opérée.

#### 4.1 Présentation

La Chambre considère que *« le coût total du nouvel hôtel de ville ne peut se résumer à celui du seul bâtiment mais qu'un certain nombre d'autres opérations doivent lui être rattachées y compris celles réalisées dans le cadre de la convention d'aménagement »*.

Ce postulat ne repose sur aucun fondement et résulte d'un parti pris de la Chambre.

La distinction mandat/concession est parfaitement justifiée sur le plan juridique. Concevoir l'hôtel de ville et la ZAC dans un même contrat est juridiquement très délicat :

- dans le cadre de la concession d'aménagement : l'hôtel de ville étant un équipement à l'usage du public et non un équipement public inclus au programme de la ZAC, la réalisation aurait été impossible au regard des dispositions de la loi « SRU » du 13 décembre 2000 réformant le régime des concessions d'aménagement,
- inversement, la réalisation de l'opération d'aménagement en mandat serait d'une trop grande complexité et emporterait des risques liés au maniement de deniers publics et aux surcoûts liés à l'absence des recettes de charges foncières que permet le bilan de la ZAC.

Comme exposé en introduction, le mandat et la concession publique d'aménagement sont soumis au régime du compte rendu annuel approuvé par le Conseil municipal ce qui assure la plus totale transparence dans le déroulé de ces opérations.

#### 4.2 Une opération complexe

La Ville rejoint la Chambre s'agissant de l'appréciation du caractère complexe de l'opération.

La Chambre évoque une ZAC secteur des Aiguerelles concédée à la SERM. Il convient de préciser qu'aucune ZAC ne porte ce nom et qu'il s'agit d'une seule et unique ZAC « Port Marianne – Consuls de Mer ».

Il est utile de rappeler au préalable les fondements de la politique urbaine menée par la Ville de Montpellier depuis de nombreuses années notamment en matière de réalisation d'équipements publics en application de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme .

La Ville de Montpellier a toujours mené un projet urbain volontariste afin de maîtriser son développement urbain en permettant à tous de se loger et de bénéficier d'équipements publics de proximité (mairies annexes, maisons pour tous, écoles, gymnases,..) et de rayonnement métropolitain (CORUM, Piscine olympique, opéra, stades de football et de rugby). L'outil juridique qui a toujours été privilégié par la Ville de Montpellier est la ZAC en ce qu'il permet :

- une maîtrise foncière,

- un encadrement de la forme urbaine produite du fait de l'implication très forte de l'architecte en chef notamment sur les espaces publics,
- et l'association des habitants ou usagers au processus de fabrique de la Ville.

Soucieuse de tenir les objectifs de production de logements pour tous, tels que définis dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville mène des opérations de ZAC sur l'ensemble de son territoire. Dans le PLH 2007-2012, la Ville de Montpellier a rempli ses obligations, soit la construction de 2700 logements/an dont 20 % de logements locatifs sociaux. Ce sont ainsi, 1200 à 1500 logements qui ont été construits en ZAC durant cette période, soit environ 50 % de la production annuelle, soulignant le volontarisme de la Ville et la pertinence de l'outil retenu : la ZAC.

Dans tous ces quartiers nouveaux produits selon la procédure de ZAC, des équipements publics sont implantés et des espaces publics de qualité sont aménagés (places, pistes cyclables, rues et parcs) offrant ainsi aux habitants des conditions de vie agréables dans un cadre respectueux de l'environnement. La Ville de Montpellier, soucieuse de respecter les principes du développement durable, fabrique une Ville dense dans laquelle la nature a une place importante.

Dans le cadre des opérations d'aménagement réalisées sous forme de ZAC, les équipements publics, tels que prévus dans le Programme des Equipements Publics (PEP) ou répondant partiellement aux besoins des nouveaux habitants, sont mis à la charge financière de la concession à hauteur du besoin des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone (article L.311-4 du code de l'urbanisme).

Des **parcs publics** sont financés en partie par le bilan de l'opération de ZAC, car ouverts aux nouveaux habitants, et par la Ville car ils s'adressent à tous les Montpelliérains. C'est le cas du Parc de l'hôtel de ville qui va irriguer l'ensemble des quartiers alentours, dont l'extension du quartier des Consuls de Mer (500 logements), et assurer ainsi aux nombreux nouveaux habitants un espace vert de proximité accessible à tous (desserte assurée par plusieurs rues et avenues, par le pont de la République et par trois lignes de tramway).

Il en est de même pour les **espaces publics de qualité** qui sont intégrés à toutes les opérations d'aménagement de quartiers.

Dès lors, dans le cadre du programme des équipements publics (PEP) de la ZAC Consuls de Mer, approuvé par délibération du 25/07/2005, les **équipements publics** suivants sont prévus :

- la réalisation d'une place publique devant la nouvelle mairie d'une superficie d'environ 6 600 m<sup>2</sup>,
- l'aménagement d'un parc public paysager d'environ 4 ha et d'un bassin d'agrément entre le futur hôtel de ville et le Lez,
- l'aménagement d'une place urbaine au croisement de l'avenue du professeur Antonelli et du chemin de Moularès,
- la construction d'un bassin d'orage de 20 000 m<sup>3</sup> et canalisation du ruisseau des Aiguerelles (lutte contre la pollution du Lez),
- la construction d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement urbain (lutte contre les inondations),

- la réalisation d'un ouvrage de transparence hydraulique,
- la construction d'un parc de stationnement enterré d'environ 700 places,
- la réalisation de voies de transit, des pistes cyclables et des réseaux divers (assainissement, électricité,...) nécessaires au fonctionnement de la ZAC.

En conséquence, plus de la moitié du coût d'aménagement de ce nouveau quartier, équipements publics identifiés dans le PEP compris, est couvert par l'aménageur. Et cette proportion aurait été encore plus importante s'il n'avait pas été nécessaire de réaliser dans le cadre de cette opération des réseaux primaires assez complexes.

La Chambre ne peut considérer que les équipements publics réalisés dans le cadre de la ZAC soient des espaces d'agrément liés uniquement au nouvel hôtel de ville. Ainsi qu'elle le fait pour tous les nouveaux quartiers (cf. exemples cités ci-dessus), la Ville n'aurait pas réalisé le quartier de logements « Consuls de Mer » sans un parc public. En ce sens, la présence de l'équipement majeur que représente l'hôtel de ville n'est pas le fait générateur de la création des équipements publics qui l'entourent.

Au contraire, et contrairement à ce que laisse entendre la Chambre, le nouvel hôtel de ville a bien été réalisé sur un lot préalablement aménagé de la ZAC consuls de mer, comme n'importe quel programme immobilier.

#### **4.3 Évaluation du coût global de l'opération NHDV : ses composantes**

##### **4.3.1 Le mandat de maîtrise d'ouvrage**

###### Contenu du mandat

Le mandat est adossé au programme de l'opération (à l'article 1 « objet du contrat » et article 2 modification du programme) lequel mentionne explicitement les mobiliers et équipements inclus et exclus du programme.

En complément, le contrat de maîtrise d'œuvre comprenait en annexe 1 une liste des équipements et mobiliers couverts par la mission de maîtrise d'œuvre et par conséquent inclus dans le coût de l'ouvrage.

###### Procédures inadaptées pour certains marchés de fournitures

S'agissant de l'achat de mobiliers, la Chambre considère que les procédures étaient inadaptées pour certains marchés. Un des lots a fait l'objet d'une procédure adaptée (« petit lot » article 27 du CMP). Ce lot de mobilier spécifique fait partie intégrante des lots de travaux annoncés dans l'avis de pré-information. Ce marché répond aux critères fixés par le CMP pour les « petits lots » : son montant est inférieur à 1M€ et ne représentant pas plus de 20% de l'ensemble des lots. Il s'agit bien d'un marché

de travaux en ce qu'il vise l'achat de mobiliers spécifiques créés et fabriqués spécialement pour cet ouvrage et indissociables de ce dernier

#### Avenants à la convention de mandat

Trois avenants à la convention de mandat ont été réalisés et illustrent **la grande complexité dans l'exécution de l'ouvrage et la volonté de transparence sur l'étendue des frais à intégrer** dans le bilan du mandat à l'instar de l'avenant n°2 mentionné plus loin.

Il est important de souligner que malgré la grande complexité de l'ouvrage, **cette opération fait l'objet d'un nombre de contentieux très limité.**

S'agissant de l'**avenant n°1**, la Chambre considère que « *la conclusion tardive (...) est un signe d'impréparation* ».

Cette remarque est incorrecte en ce que cet avenant est le résultat d'un changement interne et volontaire de la SERM qui a souhaité ne plus réaliser directement les missions de CSPS afin d'apporter une garantie complémentaire aux maîtres d'ouvrage et limiter les risques juridiques. Ainsi, tous les contrats de la SERM quels que soient les maîtres d'ouvrage et les opérations ont fait l'objet d'avenants. Ces missions font désormais l'objet d'une externalisation systématique.

Il faut noter que cette pratique d'externalisation est devenue très générale en matière de maîtrise d'ouvrage publique, et que la Ville ne procède pas autrement pour les opérations qu'elle traite elle-même.

Par ailleurs, cet avenant n'a eu aucune incidence financière et technique préjudiciable, au contraire, elle s'est traduite par une mise en concurrence pour désignation d'un nouveau prestataire.

S'agissant de l'**avenant n°2**, ce dernier n'a pas « ajouté » de dépenses à l'opération comme la Chambre l'indique mais visait à préciser les frais relevant jusque-là d'une liste non exhaustive, de sorte à assurer une plus grande transparence auprès des élus et des tiers.

S'agissant de l'**avenant n° 3** portant sur des modifications de la salle du Conseil Municipal, il s'agissait en effet d'une évolution de bonne gestion liée aux perspectives d'évolution du bloc communal, d'ailleurs renforcées aujourd'hui par la volonté du législateur de faire de l'agglomération montpelliéraine une Métropole.

En effet, le projet bâti sur un cahier des charges ancien, prévoyait la réalisation d'une salle du conseil de 65 places, soit quatre de plus que le nombre actuel d'élus de la Ville de Montpellier. Compte tenu des perspectives de renforcement de l'intercommunalité, et des nouvelles règles fixant le nombre de sièges des instances communautaires, il a été décidé de porter à 100 places la capacité d'accueil de la salle du conseil. Située au cœur du bâtiment, il n'aurait pas été possible d'en modifier la capacité ultérieurement. S'agissant donc d'anticipation, la Ville a fait preuve de discernement en faisant en sorte que la taille de la salle du conseil n'empêche à terme l'hôtel de ville d'accueillir le siège de la métropole ce qui est une évolution assez naturelle compte tenu de la dimension symbolique de ce bâtiment

#### Situation du mandat de maîtrise d'ouvrage au 31/12/2011

Il convient de préciser que le montant du mandat s'élèvera à un maximum de 132 500 000 € tel que voté au CRAC 2011. Ce chiffre sera confirmé, voire rectifié à la baisse, par l'approbation du quitus du mandat de la SERM prévue au conseil municipal de décembre 2013.

#### **4.3.2 Les coûts non compris dans le mandat de maîtrise d'ouvrage**

##### La publication de l'avis de concours et l'indemnisation des candidats non retenus.

L'hôtel de ville et son environnement ont été identifiés par la Ville et la SERM comme un secteur de l'opération d'aménagement **nécessitant un traitement technique** particulier permettant d'optimiser l'insertion du bâtiment dans son environnement immédiat. **Il aurait été procédé de la même manière pour le traitement d'un macro-lot à vocation de logement ou à vocation économique.**

Pour favoriser l'insertion de l'hôtel de ville, il a été décidé de recourir à une même équipe de maîtrise d'œuvre pour la conception de l'hôtel de ville, du parc de stationnement et des espaces publics afin d'assurer une cohérence d'ensemble. Ainsi, une procédure unique sous forme de concours de maîtrise d'œuvre a été organisée aboutissant à la conclusion de trois contrats distincts :

- un contrat de maîtrise d'œuvre pour des espaces publics de la ZAC,
- un contrat d'architecte urbaniste
- un contrat de maîtrise d'œuvre pour l'Hôtel de ville et ses parkings,

La Ville a certes fait **le choix d'une procédure complexe**, mais juridiquement parfaitement valide, en ce qu'elle poursuivait des **objectifs précis** dans sa politique d'aménagement :

- **favoriser une unité architecturale,**
- **assurer une cohérence globale du projet,**
- **répondre à la spécificité d'un site** qui imbriquait les ouvrages les uns avec les autres.

S'agissant du programme immobilier Central Park, le choix du même architecte (associé au demeurant à une équipe différente) par ICADE a relevé d'une décision propre au promoteur qui sur le plan opérationnel partageait les mêmes préoccupations que l'aménageur.

##### Le parking de 718 places

Il est utile d'indiquer que pour un projet débuté en 2002, soit neuf ans avant la livraison du bâtiment, il est tout à fait naturel que la programmation évolue dans le temps pour répondre à de nouveaux besoins ou à l'évolution des habitudes. Il en va ainsi, notamment, de la modification de la salle du conseil pour tenir compte d'évolutions institutionnelles, et de l'intégration du parking dans le programme des équipements publics de la ZAC puisque la mairie, dans le cadre de sa politique de

promotion des transports doux, entendait inciter ses agents à adopter différents modes de transport. Dès lors, il était logique de faire entrer parking dans le cadre de la concession d'aménagement qui s'inscrit dans une durée de long terme, et qui permet de répondre aux besoins du quartier où le besoin de stationnement reste élevé.

La Chambre fait référence à la convention de mandat initiale. Est tout aussi valable l'avenant n°2 à la concession publique d'aménagement de la ZAC Consuls de Mer approuvée par le Conseil Municipal du 30 juillet 2004 qui explique que le parking est destiné également à répondre aux besoins des usagers de la ZAC dont ceux des programmes immobiliers adjacents à la mairie, dans la logique de l'opération d'aménagement rappelée plus haut.

Le parking dit « de l'hôtel de ville » appartient à la Ville qui l'exploite en régie via un prestataire de service, EFFIA, dans le cadre d'un budget annexe. Aucune place de ce parking ne fait l'objet d'une amodiation. Il est utilisé par les habitants du quartier, par les usagers de l'hôtel de ville, les clients des commerces du parvis ainsi que par les agents de la mairie qui y souscrivent un abonnement personnel dans le cadre du PDE. Enfin, pour ses besoins propres, la Ville loue des places auprès du prestataire (25 VIP, 93 véhicules mairie du pool, 9 places réservées aux vélos mairie). Au total, plus de 65% de la capacité d'accueil du parking est affectée exclusivement à l'accueil du public, qu'il s'agisse des usagers de l'hôtel de ville, des clients des commerces environnants ou des riverains.

Il s'agit bien d'un parking public, et non d'une annexe de l'hôtel de ville. D'ailleurs, comme dans les ZAC Nouveau Saint Roch ou Jacques Cœur, un parking aurait été construit même si l'Hôtel de ville n'avait pas été implanté sur la ZAC.

Par ailleurs, et comme la Ville a pu le présenter à la Chambre dans la phase contradictoire, le contrat initial de maîtrise d'œuvre a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération conseil municipal du 1<sup>er</sup> février 2005. Cet avenant a permis de fixer la rémunération du Maître d'œuvre et prendre en compte les évolutions de programme. Ainsi, le montant de la moins-value correspondant à la réalisation des parkings s'élevait bien, comme indiqué à la Chambre, à 471 371€ HT. Toutefois, la délibération portant sur l'ensemble du contrat de maîtrise d'œuvre et sur les différents postes de rémunération de la mission fait apparaître une plus-value finale est de 68 294€ HT, ce qui a pu induire en erreur la Chambre dans son raisonnement.

#### La ZAC « Port Marianne – Consuls de Mer et Extension »

La Chambre présente un résumé non exhaustif de l'historique de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer qui n'appelle pas d'observation particulière. Toutefois, elle évoque à la fois les extensions du périmètre de ZAC et les extensions de la concession faites par avenants.

Pour éviter toute confusion, il est donc important de préciser que la 3ème extension (ou phase 4) initiée par délibération du 6 février 2012 n'a pas fait l'objet d'une extension de la concession (rappel : les phases 1, 2 et 3 sont dans la concession conclue avec la SERM, mais pas la phase 4, celle-ci se faisant en régie sans concessionnaire).

Concernant la prolongation et/ou l'extension de la concession par avenants successifs, la complexité technique de l'opération, sa durée dans le temps (1er traité de concession signé en mai 1994) et les différentes évolutions législatives intervenues justifient pleinement ces évolutions contractuelles.

La commune prend acte des remarques effectuées par la Chambre sur la régularité de la concession d'aménagement et, plus particulièrement, sur les avenants la concernant ayant été pris après le 07 décembre 2000.

La Ville tient toutefois à rappeler :

- Que la concession d'aménagement a été conclue à une date (1994) à laquelle aucune obligation de publicité et de mise en concurrence n'était requise par les textes ou la jurisprudence.
- Que la sécurité juridique de cette concession est aujourd'hui assurée dès lors que les délais de recours à son encontre ont été purgés.
- Qu'en ce qui concerne les avenants pris sur cette concession après le 07 décembre 2000 :
  - Ces avenants ont été conclus bien avant que la jurisprudence du Conseil d'Etat de 2011 ne s'oppose à la validation législative de ces concessions telle que prévue par la loi du 20 juillet 2005.
  - Les délais de recours à l'encontre de ces avenants étant aujourd'hui purgés, leur sécurité juridique ne peut être remise en cause.

La situation passée est donc sécurisée. En outre, aucun futur avenant n'est envisagé sur cette opération de telle sorte que la régularisation évoquée par la Chambre ne paraît pas nécessaire.

Sur le programme, la Chambre cite 3 grandes phases de l'opération. Il y a en réalité 4 phases dont les superficies sont rappelées ci-dessous :

- Phase 1: 12 ha
- Phase 2: 8 ha
- Phase 3: 4 ha
- Phase 4 (hors concession) : 1,5 ha

Soit un total d'environ 25 ha pour la ZAC.

**S'agissant de la participation financière de la Ville au titre des équipements publics**, la Chambre affirme que divers aménagements de l'opération d'aménagement auraient dû relever du mandat et non de la concession (parc paysager et parvis de l'hôtel de ville notamment).

Ces aménagements constituent des équipements publics et sont présentés comme tels dans le programme des équipements publics de la ZAC : ils s'intègrent dans une opération d'ensemble comprenant également des logements (près de 600 logements uniquement pour les phases 2 et 3 de la ZAC), des bureaux et des commerces, et répondent à des besoins allant bien au-delà du seul hôtel de ville (intérêt de niveau métropolitain). La réalisation du parc paysager ou de la place Georges Frêche se justifie même sans la réalisation du nouvel hôtel de ville (cf. présentation générale précédente).



Certains ouvrages intégrés dans le parc constituent d'ailleurs une réponse à des problèmes hydrauliques existant bien avant la réalisation de l'hôtel de ville : c'est le cas par exemple du chenal des Aiguerelles et du bassin d'orage (lutte contre les pollutions du Lez et de la Méditerranée en évitant les débordements du réseau unitaire lors de crues), ou de la transparence hydraulique réalisée dans le parc permettant d'évacuer les eaux de ruissellement urbain des secteurs nord et d'éviter les inondations.

Par ailleurs, l'hôtel de ville constitue un volume de l'opération d'ensemble (volume n°1) pour lequel la Ville n'avait pas la possibilité de le réaliser en régie. Elle a donc décidé une réalisation dans le cadre d'un mandat pour ce seul volume.

Dans la logique du financement des équipements publics de la ZAC définie à l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, les équipements publics cités répondent aux besoins des usagers de la ZAC. Dans cette logique, le programme de l'hôtel de ville est traité de la même manière que les autres programmes immobiliers. Leur coût a été répercuté dans la charge foncière des terrains d'assiette du projet.

Par ailleurs, la SERM a réalisé des équipements primaires répondant partiellement aux besoins de la ZAC. La partie non couverte par les charges foncières perçues a été assumée par la Ville par le biais d'une participation aux équipements publics. Au regard du code de l'urbanisme, rien ne justifie l'obligation d'intégrer la place Georges Frêche, le parc paysager et encore moins Central park dans le mandat. De plus sur le plan technique, rien ne permet d'affirmer que l'hôtel de ville, la place, le parc paysager, le programme Central park constitue un ensemble immobilier complexe indissociable.

S'agissant du « **parvis** », la Ville ne considère pas que « *le seul fait que ce parvis soit désormais appelé « place » suffit à l'exclure de l'opération hdv* ». La Ville a simplement rappelé que l'appellation « parvis », utilisée dans un premier temps et reprise par les médias, est erronée et qu'il s'agit bien d'une place dénommée officiellement « Place Georges Frêche » par délibération du 7 février 2011.

Par ailleurs, la place Georges Frêche d'une superficie de 6 600 m<sup>2</sup> dessert le nouvel hôtel de ville, un hôtel 4 étoiles, une cinquantaine de logements, une quinzaine de commerces, le parc, le parking public de 700 places et l'hôtel de ville. Sa superficie importante (la moitié de la place de la Comédie) lui confère un rôle majeur à l'échelle de la Ville. Elle est desservie par trois lignes de tramway ce qui assure une parfaite accessibilité pour tous les Montpelliérains.

Cet espace public majeur n'est pas seulement le « parvis » de l'hôtel de ville mais bien une place publique qui remplit de multiples fonctions et permet d'accueillir de grandes manifestations à destination d'un large public (bal du 14/07, Gay pride,...tour de France, FISE,...).

Ainsi, ces dépenses d'aménagement de la place pour un montant de 1 839 829 €HT ne peuvent donc être intégrées au coût de l'opération hôtel de ville.

La calade, revêtement du Hall de l'hôtel de ville, était en revanche prévue initialement dans le mandat et faisait l'objet du lot 14 du marché de travaux : cette dépense est donc intégrée dans le coût global de l'ouvrage, soit 132 500 000 euros TTC.

S'agissant du **parc paysager** et en ce qui concerne la citation du document de communication édité à l'occasion du printemps de la démocratie, il est important de rappeler que ce document n'a aucune valeur juridique.

La Chambre ne peut pas considérer que le parc de l'hôtel de ville n'est qu'un espace d'agrément lié uniquement au nouvel hôtel de ville, même s'il est accessible et visible depuis la salle des mariages de l'hôtel de ville. Il s'agit d'un espace de nature ouvert à tous les Montpelliérains et également aux touristes qui viennent nombreux découvrir le bâtiment exceptionnel signé Jean Nouvel ainsi que le pont de la République, véritable prouesse technique dessinée par Rudy Ricciotti. Il convient également de rappeler que ce parc sera aussi être utilisé par les futurs habitants de l'opération globale (environ 600 logements envisagés, soit à termes environ 1200 habitants concernés directement par cet équipement).

Dès lors, les dépenses d'aménagement du parc d'un montant estimé de 4 000 000 € HT ne peuvent être intégrées au coût de l'opération hôtel de ville.

S'agissant de **Central park**, il s'agit d'un programme immobilier privé dans lequel la Ville a acheté certains volumes.

Cette opportunité d'achat a permis de loger des services qui à l'origine ne devaient pas être déplacés (Direction des systèmes d'information, Direction de l'Architecture et de l'Immobilier, service d'hygiène ...). Cet achat a donc permis le regroupement de services pour une meilleure performance du service public. Les locaux libérés ont soit été remis en location (GAROSUD), soit la résiliation de leurs baux a été réalisée (Carré Montmorency, Echelles de la Ville, tour du Triangle).

En termes de bilan financier, doivent donc être pris en compte les économies et gains. Le tableau ci-dessous reprend l'analyse de l'ensemble des flux financiers.

<b>BUREAUX CENTRAL PARK</b>		
<b>Coûts</b>	Achat VEFA	6 473 800.00 €
	Avenant	288 810.00 €
	Travaux d'aménagements	415 638.71 €
	<b>TOTAL COUTS HT</b>	<b>7 178 248.71 €</b>
<b>Recettes et non dépenses*</b>	Loyers économisés Carré Montmorency HT	385 000.00 €
	Loyers Economisés Echelles de la Ville HT	132 224.00 €
	Loyers économisés Polygone	20 917.00 €
	Loyers perçus Garosud HT	59 900.00 €
	<b>TOTAL ANNUEL Recettes et économies HT</b>	<b>598 041.00 €</b>
	Sur une durée d'amortissement sur 20 ans HT	11 960 820.00 €
<b>BALANCE COUTS/RECETTES HT</b>		<b>4 782 571.29 €</b>
<b>BALANCE COUTS/RECETTES TTC</b>		<b>5 719 955.26 €</b>
* : Montants calculés avec charges		

Il en ressort qu'il convient, si cette opération doit être rattachée à l'opération HDV, de noter qu'elle permet une économie, pour une durée d'amortissement de 20 ans, de 4 782 571.29 € HT, soit 5 719 955.26 € TTC. Cette opération permet également des recettes de cession comme la vente de l'immeuble de l'Avenue Frédéric Mistral (900 000 €).

### Des aménagements supplémentaires

La Chambre évoque trois photographies installées sur les plafonds de salles publiques de l'hôtel de ville. Ces dépenses peuvent en effet être intégrées au coût de l'opération hôtel de ville.

Elle évoque ensuite la question des mobiliers. L'ensemble des mobiliers n'a pas été acquis dans le cadre du mandat. En effet, sont inclus dans le mandat uniquement les mobiliers directement en contact avec les Montpelliérains (accueil dans le hall, guichets multi-services, ...) et les grandes salles à vocation protocolaires (salle du conseil municipal, salle du bureau municipal, bureau du Maire, salle des mariages, ...). Les autres mobiliers à destination des espaces de travail des élus et des agents tout comme les salles de réunion ont été achetés directement par la Ville.

Le changement d'hôtel de ville était une occasion pour changer et uniformiser le mobilier vétuste des élus et des agents. Il a donc été décidé de renouveler tout le mobilier en n'utilisant qu'une seule gamme pour les élus et les agents quel que soit le grade ou la fonction de ces derniers. Les mobiliers encore utilisables ont été distribués aux associations montpelliéraines.

Toutefois, il convient de préciser que ces dépenses de renouvellement auraient été réalisées dans le cadre de la politique de gestion du patrimoine mobilier de la Ville, indépendamment de la réalisation d'un nouvel hôtel de ville.

### Les frais divers

S'agissant des dépenses de publicité/communication et des dépenses juridiques, les dépenses rattachées à la ZAC sont des prestations non liées à l'hôtel de ville : en tout état de cause, ces dépenses auraient été réalisées en l'absence de l'opération hôtel de ville.

Dès lors, la Chambre ne peut rattacher les frais de publicité/communication de la ZAC Consuls de Mer extension (231 201,24€ HT) qui concernent tous les équipements de la ZAC (logements, bureaux, commerces...).

Par ailleurs, ainsi que cela a été présenté à la Chambre dans le cadre de son contrôle, le mandat comprenait bien des frais de publicité/communication à hauteur de 125 741€ HT soit 150 063,31€ TTC. Ces frais ne sont pas à ajouter à l'opération, en ce qu'ils sont déjà intégrés dans le coût global de l'ouvrage, soit 132 500 000 euros TTC.

Seules les dépenses de communication réalisées par la Ville, à hauteur de 27 894,13€ HT soit 33 339,86€ TTC pourraient être ajoutées au montant global de l'opération hôtel de ville.

S'agissant de l'assistance juridique, la Chambre ne peut pas retenir les frais de conseil et d'assistance juridique engagés dans la concession qui l'auraient été même si l'hôtel de ville n'avait pas été construit : c'est une nécessité pour les différents programmes de logements, bureaux, hôtel,... à l'instar des opérations conduites dans le cadre de procédures juridiques similaires (ZAC).

Il convient donc de sortir du tableau de synthèse le montant réservé pour le conseil et l'assistance juridique des autres programmes de la ZAC : 96 876,47 € HT.

### Le déménagement

Comme la Chambre l'indique dans son rapport, la Ville a eu recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour le transfert et l'emménagement du futur hôtel de ville. Il convient de préciser que l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) choisie par la Mairie est loin de n'avoir eu pour seule mission que le déménagement. En effet, les missions de cette AMO, comme définies dans le marché cité par la Chambre, sont :

- l'implantation d'environ 960 postes de travail d'espace de type tertiaire (space planning),
- l'assistance à l'achat du mobilier (rédaction des CDC et suivi/renouvellement),
- le transfert d'environ 960 agents et élus vers le futur hôtel de ville (rédaction du cahier des charges du déménagement et suivi),
- les plans d'emménagement et d'implantation du mobilier,
- l'assistance au déménagement,
- l'assistance après déménagement.

Grâce à cette AMO mais aussi évidemment à l'engagement des agents de la Ville, les budgets n'ont pas été dépassés et il n'y a eu aucune rupture dans le service public qu'offre la Ville de Montpellier, malgré la complexité de l'opération de déménagement des services d'un site à l'autre, et dont une majeure partie accueille des usagers.

Il convient d'ajouter que le déménagement de 960 agents provenant de sites différents, et pour beaucoup d'entre eux n'ayant jamais changé de lieu de travail, est une affaire dont la complexité n'est pas uniquement technique mais aussi psychologique. Le temps et l'attention consacrée à la réorganisation des postes de travail, grâce à l'appui de l'AMO, et dans le cadre de réunions menées dans chaque direction et ayant conduit à la redéfinition d'un projet de service, a permis de réaliser le déménagement sans aucune rupture dans l'offre de service public et avec un gain substantiel en matière de productivité.

Le coût du déménagement évoqué par la Chambre intègre également le rachat, recyclage, vidage et débarras des locaux libérés. La Ville a lors de cette opération soutenue des structures de l'économie solidaire et des projets associatifs. Le résultat est la distribution à **98 associations montpelliéraines** de lots de meubles et sièges pour un total d'environ 500 mobiliers distribués.

Dans son évaluation, la Chambre intègre également des prestations de déplacements, petites réparations et mise au rebut de mobilier. Ces coûts ne sont pas à ajouter complètement aux marchés de déménagement de l'Hôtel de ville. En effet, ce marché a été utilisé pour les 3 catégories de prestations décrites ci-dessous :

- Déménagements entre sites n'ayant aucun rapport avec le nouvel ou l'ancien hôtel de ville.
- La réaffectation de mobilier de l'ancien Hôtel de ville vers des sites extérieurs. Il s'agit plus de prestations évitant à la Ville d'acheter des nouveaux mobiliers que d'une prestation en lien avec le déménagement vers le nouvel Hôtel de ville.
- Evacuation et mise en filière de reconditionnement des meubles non emportées par les associations pour un montant de 6 683.40 € HT.

Seule la prestation d'évacuation pour un montant de 6 683.40 € HT pourrait être à rapprocher éventuellement des marchés de déménagements de l'Hôtel de ville.

#### Les travaux de la crèche A.Cambon

Cet équipement public entre dans la programmation de la Ville et dans le cadre du contrat enfance jeunesse. Il permet d'élargir l'offre d'accueil proposée à la population montpelliéraine et ne peut donc être lié à l'opération de l'hôtel de ville.

Ainsi, dans le cadre du « contrat enfance 2011/2014 » (contrat de partenariat entre la Ville et la Caisse d'allocations familiales) approuvé au Conseil Municipal du 16 décembre 2011, la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser 211 places dans les établissements municipaux à l'horizon 2014, et la CAF de cofinancer à 55% les investissements.

Aussi, dans le cadre de ce contrat, ont été notamment réalisées ou sont en cours de réalisation, trois extensions de crèches et trois crèches neuves. Les crèches neuves sont construites dans les nouveaux quartiers : Petite Sirène dans le quartier de Malbosc, Joséphine Backer (en VEFA) dans le quartier d'Ovalie et une crèche dans les quartiers des Consuls de Mer.

La Ville a saisi l'opportunité de l'achat en VEFA d'une partie des surfaces de bureaux de Central Park pour les aménager en établissement pour la petite enfance. L'établissement a été mis en service en février 2012. Le montant de l'achat des locaux s'établit à 1 655 000 € HT et le montant des travaux de la crèche à 636 273.60 € HT, soit un ratio par berceau de 39 500 €.

Cette crèche est donc bien réalisée dans le cadre du contrat enfance, et non en lien avec la construction de la mairie. Ainsi, sur les 58 places fixées dans l'agrément donné par la CAF, seuls 37 enfants d'agents communaux ont été accueillis en 2012 et 32 en 2013, soit 55% de l'agrément. Il faut noter que sur ces 32 enfants, 13 (41%) habitent au voisinage de la crèche.

#### Ancien Hôtel de ville

L'argumentaire de la Chambre sur ce point interroge fortement la Ville. En effet, l'ancien hôtel de ville est **un bâtiment vétuste, trop petit** pour répondre aux besoins de la population et détient par ailleurs **une position urbaine stratégique** indéniable.

La désaffectation de ce bâtiment ne peut être considérée comme un coût mais comme **une véritable opportunité pour la Ville**. Ce bâtiment, actif immobilier, entre désormais dans le cadre du plan de gestion active du patrimoine qui conduit à des locations, cessions ou projets plus globaux d'aménagement.

En prévision de la libération de ce bâtiment, la Ville a confié au BE Ad Valorem en 2006, une mission d'expertise immobilière et de valorisation, et au cabinet d'architecture Dusapin et Leclercq fin 2006 une étude d'aménagement de ce futur quartier.

Ces études ont montré la nécessité de lancer une opération ambitieuse de désenclavement du centre-Ville, sur un périmètre de 6 hectares environ, situé entre Antigone, la voie ferrée et le centre

commercial du Polygone. Dans cette perspective a été créée la ZAC PAGEZY, approuvée au conseil municipal du 27 juillet 2009.

Aussi, pour soutenir l'activité du site dans l'attente du démarrage opérationnel de la ZAC, la Ville a établi, en octobre 2010, une stratégie de réutilisation temporaire du bâtiment :

- restitution du passage public entre les places F Ponge et Aguesseau,
- occupation des espaces de la tour (R+6) par des espaces de bureau sous forme d'AOT, les recettes devant compenser les frais;
- amorcer une action nouvelle de service public partenarial, la Cité des Métiers (700 m<sup>2</sup>), en lien avec la MLJAM (360 M<sup>2</sup>) qui libérera ses locaux aux Echelles de la Ville (qui seront revendus);
- remettre en service l'ancienne salle des Rencontres (salle Pagezy) qui permet d'accueillir de nombreuses manifestations notamment organisées par le tissu associatif.
- aménagement d'un poste sécurisé de prise d'armes de la Police Municipale.

Cette opération, largement anticipée par rapport au déménagement de la mairie, est donc complètement détachée de l'opération nouvelle mairie et participera à la future opération de renouvellement urbain dont l'ambition est de renforcer le cœur de Ville et les liaisons entre le centre historique et Antigone.

#### Autres marchés Ville

Certaines des dépenses affichées par la Chambre ne peuvent être rattachées à l'opération hôtel de ville. La Ville propose le tableau suivant rectifié :

	OBJET	MONTANTS RETENUS PAR LA CRC	MONTANTS RETENUES PAR LA VILLE	REMARQUES
1	AMO Systèmes techniques et courants faibles	127 000,00 €	127 000,00 €	
2	Fournitures et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuel dans le futur hdv (lot 1)	1 272 583,91 €	1 272 583,91 €	
3	Fournitures et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuel dans le futur hdv (lot 2)	457 213,92 €	457 213,92 €	
4	Marché négocié - gestion des files d'attente	36 283,25 €	36 283,25 €	
5	Prestations de sécurité	350 000,00 €	- €	Relève du fonctionnement de l'hôtel de Ville. Montant attribué
6	Prestations de sécurité	3 500,00 €	- €	Relève du fonctionnement de l'hôtel de Ville. Montant attribué
7	Système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne	179 479,00 €	- €	Il s'agit du déménagement du local de gestion des bornes du local Rue Foch, au local Rue Durand. Pas de liaison avec l'Hôtel de Ville
8	Prestations de sécurité incendie et de sûreté et maintenance des portes, portails et barrières motorisées	230 000,00 €	- €	Relève du fonctionnement de l'hôtel de Ville (doublon avec n°5, montant estimé)
9	Prestations de sécurité incendie et de sûreté et maintenance des portes, portails et barrières motorisées	20 000,00 €	- €	Relève du fonctionnement de l'hôtel de Ville (doublon avec n°6, montant estimé)
10	Terrasse bureau du Maire - éclairage	9 316,67 €	9 316,67 €	
11	Fontaines à eau	16 263,00 €	16 263,00 €	
12	Fourniture d'une cabine de mise en sécurité des armes	4 660,00 €	4 660,00 €	
13	Achat de cartes magnétiques contrôle d'accès	1 642,50 €	- €	Consommables et dépenses récurrentes de fonctionnement
14	Mobilier technique du NHDV	90 000,00 €	68 781,96 €	Il s'agit d'une enveloppe pour l'achat de mobiliers techniques pour la salle Pétrarque et le CSU, COC, qui représente un marché spécifique de 68 781.96 TTC
15	Achat de badges cartonnés pour accès sécurisés à HDV	475,30 €	- €	Prévu initialement mais non réalisé
16	Consultation juridique décoration	3 500,00 €	3 500,00 €	
17	Assistance technique pour l'optimisation de la fonction nettoyage	9 900,00 €	9 900,00 €	
	<b>Sous-total</b>	<b>2 811 817,55 €</b>	<b>2 005 502,71 €</b>	
18	Achat de 115 photocopieurs multifonctions, 80 imprimantes	1 100 000,00 €	- €	Le renouvellement du parc Imprimantes se fait à dates régulières. Pas de lien avec le nouvel hôtel de Ville (montant 288 000€ HT)
19	réseau avec contrats de maintenance	300 000,00 €	- €	Pas de commande passée sur ce lot
20	et de 4 traceurs couleur AO	325 000,00 €	- €	Rien à voir avec l'HDV : Traceurs pour le besoin de fonctionnement des services. Pas pris sur le budget
21	Achat et maintenance de postes de travail bureautique, de serveurs et imprimantes	44 103,00 €	- €	Opération concernant les serveurs centraux du système informatique, indépendant de leur implantation.
	<b>Sous-total</b>	<b>1 769 103,00 €</b>	<b>- €</b>	
	<b>TOTAL</b>	<b>4 580 920,55 €</b>	<b>2 005 502,71 €</b>	

### 4.3.3 Tableaux de synthèse

		Montants et rattachements établis par la CRC (en TTC)	Montants et rattachements établis par la Ville de Montpellier (en TTC)	Motifs sur lesquels se fonde la Ville
Ville de Montpellier	Parking racheté à la SERM - délibération 16/12/2011	17 044 196,00	0,00	Equipement public de la ZAC
	Central Park	10 564 685,06	0,00	programme immobilier privé
	Frais de publication de concours Hôtel de Ville	91 451,40	0,00	montant compris dans le mandat et dans le coût global de l'opération de 132 500 000€
	Indemnités candidats au concours	662 584,00	0,00	montant compris dans le mandat et dans le coût global de l'opération de 132 500 000€
	Commande de trois photographies pour les plafonds	442 123,35	442 123,35	
	Mobiliers des espaces de travail	2 948 140,00	0,00	dépenses comprises dans la politique de renouvellement des biens mobiliers de la Ville
	Publicité faite par la Ville	246 576,27	33 339,86	La Chambre inclue dans ce montant 150 063,31€ TTC qui sont déjà compris dans le mandat et le coût global de l'opération de 132 500 000 € ; Seuls 33 339,86€ pourraient être rattachés à l'opération
	Assistance juridique	135 259,30	0,00	frais rattachés à la ZAC quelques soient les opérations réalisées sur les différents lots
	Déménagement	646 226,01	646 226,01	
	Crèche (seulement travaux)	760 983,23	0,00	Equipement public compris dans la programmation de la Ville au titre de con trat enfance jeunesse
	Ancien hôtel de Ville	1 824 796,01	0,00	plan de gestion active du patrimoine de la Ville
	Divers marchés	5 478 780,98	2 398 581,24	cf. tableau rectifié
<b>Sous-total Ville de Montpellier</b>		<b>40 845 801,61</b>	<b>3 520 270,46</b>	
<b>SERM (mandat)</b>	Coût prévisionnel de l'ouvrage CRAC 2011 - délibération du 23/07/2012 en TTC	132 500 000,00	132 500 000,00	Le bilan du mandat qui est en cours de finalisation pour une DCM en décembre prochain prévoit un coût d'opération inférieur à 132 500 000 € TTC
<b>Sous-total SERM (mandat de maîtrise d'ouvrage)</b>		<b>132 500 000,00</b>	<b>132 500 000,00</b>	
<b>SERM (Concession)</b>	Frais de publication ZAC "Consuls de Mer Extension"	61 795,80	0,00	frais rattachés à la ZAC quelques soient les opérations réalisées sur les différents lots
	Parc paysager	4 784 000,00	0,00	Equipement public de la ZAC
	Calade en galets sciés du parvis de l'hôtel de Ville	2 200 435,48	0,00	la place George Frêche est un équipement public de la ZAC
	Frais de démolition emprise HDV	360 577,76	0,00	frais de démolition de l'emprise relevant de la ZAC, quelque soit l'opération réalisée sur le site
	Publicité faite par la ZAC "Consuls de Mer Extension"	276 516,68	0,00	frais rattachés à la ZAC quelques soient les opérations réalisées sur les différents lots
<b>Sous-total SERM (concessionnaire ZAC "Consuls de Mer Extension")</b>		<b>7 683 325,72</b>	<b>0,00</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>181 029 127,33</b>	<b>136 020 270,46</b>	



Dès lors, le coût de l'opération, incluant le coût du mandat et certaines dépenses directement mandatées par la Ville dont le coût du déménagement, fait ressortir une évolution de 2,66%. Et dès lors que ce dernier coût de l'ordre de 640 000 € TTC, qui n'a pas théoriquement à figurer dans le coût de réalisation de l'hôtel de ville, est neutralisé, l'écart entre le coût total et le coût du mandat n'aurait été que de 2,17 %.

Par ailleurs, ainsi que cela a été précédemment évoqué, le coût du mandat établi à 132 500 000 € TTC est un montant maximum. Le montant effectif sera établi lors du quitus du mandat prévu à la fin de l'année 2013 et fera très vraisemblablement l'objet d'une moins-value.

**En conclusion, à périmètre constant, le coût de construction de l'Hôtel de ville a été parfaitement maîtrisé. La présentation faite par la Chambre est une autre vision du dossier mais ne permet pas d'affirmer que les coûts n'ont pas été maîtrisés.**

## 5. COMMANDE PUBLIQUE

La Ville de Montpellier tient ici à préciser qu'elle a déjà répondu point par point à l'ensemble des observations de la Chambre dans le cadre de la procédure contradictoire. Elle regrette néanmoins que certaines des réponses qu'elle a pu faire au moment du rapport provisoire n'aient pas été prises en compte par la Chambre.

Elle n'entend donc pas, à ce stade de la procédure, répéter ce qu'elle a déjà pu détailler de façon circonstanciée mais souhaite reprendre de manière plus synthétique quelques points.

### 5.1. L'organisation administrative et les procédures d'achat public

#### 5.1.1. Présentation générale – organigramme

La Ville souligne que les directions du protocole, des relations internationales et de la communication sont rattachées au directeur de cabinet, en dehors de la ligne hiérarchique du directeur général des services. Cette particularité peut être à l'origine d'un manque d'appropriation des consignes administratives par les services concernés qui cherchent avant tout à atteindre un objectif opérationnel. Or, l'essentiel des exemples factuels analysés par la Chambre porte sur des actions relevant justement de ces directions.

C'est la raison pour laquelle le comité technique paritaire du 13 décembre 2013 sera saisi d'une modification de l'organigramme général qui rattachera administrativement ces trois directions à l'organigramme des services, tout en maintenant sur elles une autorité fonctionnelle émanant du cabinet du Maire.

#### 5.1.2. Les délégations, les notes et le règlement intérieur

La Ville regrette que l'examen de La Chambre ne relève pas le travail important de rationalisation effectué par la Ville depuis plusieurs années en matière de commande publique.

Ainsi, alors même que la Ville de Montpellier a mis en place, à la différence de nombreuses autres collectivités, une nomenclature de ses besoins lui permettant de développer le processus de computation de ceux-ci ainsi qu'un corpus conséquent de règles internes fixé tant par délibération que par notes de services, la Chambre ne prend pas en compte cette dynamique globale.

Elle évacue ainsi ces développements pourtant positifs en quelques paragraphes et limite son analyse à quelques points dont certains de pure forme :

- Ainsi l'analyse du processus de computation est effectuée en cinq lignes ne traduisant pas la réalité du processus mis en place.

Dans les faits, pour se conformer à l'article 27 du code, la Ville a mis en place un recensement des besoins, obligatoire, fait chaque année (depuis 2009) en fin d'année civile pour la suivante, et par tous les services de la Ville. A l'issue, la restitution des besoins computés est mise en ligne, accessible à tous les agents municipaux. Ses principaux intérêts sont la prévision des achats et, par la computation automatique, l'indication de la procédure à appliquer, connue dès le début d'année, agrégat par agrégat pour chaque marché qui sera numéroté. Elle permet également aux services de connaître en amont le contexte dans lequel sera passée leur procédure et éventuellement de l'adapter.

Le recensement a permis l'émergence de besoins transversaux aux services de la Ville. Ces besoins ont été satisfaits par le lancement d'une seule consultation (souvent allotie) selon les prescriptions de l'article 27 du code.

Les services sont régulièrement alertés – lors des réunions annuelles de préparation au recensement – sur l'importance de recenser aussi exhaustivement que possible leurs besoins afin que la procédure indiquée par agrégat dans la restitution à l'issue du traitement informatique de la computation soit fiable et demeure invariable pour l'année en cours.

Le fonctionnement idéal serait évidemment que ces besoins prévisionnels soient totalement exacts de manière à ce que les procédures collent le plus possible à la réalité. Il n'est toutefois pas forcément toujours possible aux services de définir précisément sur une année à venir la totalité exhaustive de leurs besoins ne serait-ce que parce que la Ville est amenée à devoir parfois réagir sur des événements ou des enjeux non prévisibles.

Dans cette dernière hypothèse que la Chambre décrit comme le fonctionnement de base de la computation, il est donc effectivement possible qu'un service se voit imposer une procédure formalisée alors qu'un MAPA a déjà été passé sur le même agrégat préalablement.

Mais cette situation n'est qu'une exception qui s'applique aux besoins imprévus en début d'année à l'occasion du recensement. De manière générale, comme indiqué plus haut, le recensement et la computation permettent le lancement d'une procédure unique (marché transversal) par agrégats.

Si ces nouveaux besoins ont vocation à devenir réguliers, ils seront l'année suivante prévus et inscrits lors du recensement des besoins.

Force est de constater que les besoins d'une collectivité ne sont pas toujours parfaitement prévisibles de façon sincère et raisonnable et que le code des marchés publics ne doit pas empêcher l'action administrative dans l'hypothèse de besoins imprévisibles.

Enfin, la Ville souhaite mentionner que si le système mis en place peut encore être amélioré, beaucoup de collectivités n'ont encore organisé aucune computation en leur sein.

En cela, le système de computation mis en place permet de parfaitement respecter la lettre et l'esprit du code des marchés publics.

- Il en va de même pour l'analyse du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée à l'occasion de laquelle la Chambre limite son analyse à une coquille figurant dans le sommaire.

Comme indiqué par la Chambre, cette coquille sera corrigée par la Ville à la première modification de son règlement. Il faut toutefois préciser que, nonobstant ce point de forme relatif au sommaire, le contenu du règlement intérieur lui-même ne laisse planer aucun doute sur les procédures applicables.

Il est toutefois dommage que cet élément constitue la seule appréciation portée sur un document de plusieurs dizaines de pages organisant les procédures de marché au sein de la Ville.

### **5.1.3. Une organisation et des outils largement perfectibles**

La Ville ne conteste pas un certain nombre des lacunes constatées par la Chambre sur ce point. Elle tient cependant à remarquer, comme le souligne la Chambre elle-même, que sur les constats effectués un certain nombre de dispositions correctrices ont d'ores et déjà été prises.

Ainsi :

- En ce qui concerne la numérotation des marchés publics, celle-ci a été unifiée depuis une note de service en date de janvier 2013 ce qui permettra à l'avenir d'avoir une traçabilité plus simple des marchés de leur passation à leur exécution.
- Les marchés d'un montant compris entre 15 000 et 90 000 euros sont désormais saisis sur le logiciel financier depuis le 19 juillet 2012 en application d'une note de service en date du 16 juillet de la même année ce qui permet un meilleur suivi de l'exécution financière des MAPA.

En outre, certains des constats réalisés par la Chambre sont effectués de manière trop générale et ne traduisent pas la réalité du fonctionnement au sein de la Ville.

Ainsi :

- **Sur le fait que la décentralisation des procédures entraînerait l'absence d'appréciation générale sur les achats.**

La Ville considère cette affirmation inexacte. Il convient en effet tout d'abord de préciser qu'il est difficile pour une collectivité de la taille de Montpellier d'envisager autre chose qu'une organisation partiellement décentralisée en matière de marchés publics.

Ensuite, si l'on peut toujours discuter de leur caractère suffisant ou non, il convient d'indiquer que, contrairement ce que soutient la Chambre, la Ville dispose d'outils lui permettant une appréciation générale sur ses achats :

- la nomenclature des achats mise en place ainsi que les outils de computations permettent une estimation des besoins et leur classement homogène à l'échelle de la collectivité. Elle permet également le développement de marchés transversaux. Cette estimation s'appuie bien évidemment sur l'exécution des marchés antérieurs.

En complément à ce qui a déjà été dit plus avant sur la computation, il faut signaler ici que le recensement des besoins et la restitution de ceux-ci, computés, n'est pas issu de simples additions.

Le recensement des besoins effectué par les services de la Ville fait, en effet, avant restitution, l'objet d'une analyse qualitative de la part du service de la commande publique. Cette analyse permet :

- d'orienter les services vers des marchés déjà existants dès lors que les besoins qu'ils ont exprimés sont déjà couverts par un marché existant
- corriger les erreurs de saisie des services (imputation sur un mauvais agrégat...)
- identifier et faciliter la mise en place de marchés transversaux.

Ce n'est qu'une fois ce travail de fond effectué que la restitution a lieu présentant la computation.

- le logiciel financier permet lui aussi une vision globalisée de la consommation sur les marchés.
- ces outils et le pilotage qu'ils permettent sont encore optimisés depuis les modifications relatives à l'unification des numéros de marchés et à l'inscription sur le logiciel financier des marchés de moins de 90 000 euros.
- La Ville dispose en outre d'une centrale d'achats qui centralise et contrôle l'achat en matière de fournitures.
- enfin, et pour finir, la commune rappelle qu'en raison du caractère partiellement décentralisé de la commande publique, elle a organisé les conditions d'un contrôle interne des procédures lancées de manière décentralisée par ses services.

Pour ce faire, après appel d'offres, elle a conclu fin 2011 un marché public de prestations d'inspection interne avec un cabinet spécialisé.

Parmi les missions confiées au prestataire figure en premier point le contrôle des procédures de marché. Il s'agit, de manière plus précise, de vérifier que les règles de computation et de procédures prescrites au sein de la collectivité sur la base des règlements intérieurs et des différents applicatifs développés par le service de la commande publique sont correctement appliqués par le services .

Ces inspections sont organisées de manière récurrente.

L'ensemble de ces points permet une appréciation globale sur les achats de la Ville alors même que son organisation est décentralisée. La Ville reconnaît par contre volontiers que ces outils de contrôle et de pilotage peuvent être encore améliorés.

- **Sur le fait que les deux principaux services ne communiqueraient pas (renumérotation des marchés, impossibilité de suivre l'exécution financière pour le service de la commande publique...).** Là encore, la Ville considère cette affirmation inexacte. Comme déjà indiqué, la gestion des marchés est scindée en deux services entre la passation et le suivi de l'exécution. Si cette organisation peut effectivement engendrer un fonctionnement autocentré, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas de communication.

A cet égard, la Ville rappelle une nouvelle fois que la question de la numérotation des marchés et de l'amélioration de leur exécution financière a d'ores et déjà été effectuée entre les deux services considérés.

- **Sur le fait que les procédures d'achat public ne seraient pas maîtrisées :** la Chambre établit ce constat en égrenant des faits relatifs à la computation.

Tout d'abord il convient de rappeler que si le code des marchés publics définit les grands principes de la computation (caractère homogène, unité fonctionnelle, opération de travaux....), il laisse chaque collectivité organiser celle-ci dans le respect de ces principes.

Ensuite, la Ville a déjà développé préalablement l'organisation de la computation en explicitant en quoi elle respectait le code des marchés publics.

**La Chambre précise son grief en développant le fait que la computation ne prendrait pas suffisamment en compte l'exécution des marchés.** La Ville a déjà développé des réponses sur ces points (prise en compte du poids d'éventuels avenants par la prise en compte de ceux-ci à l'occasion du recensement des besoins suivant, computation des besoins imprévus en cours d'années alors que le code des marchés publics évoque bien le montant estimé du besoin et que la circulaire de 2009 n'impose pas de computation pour ceux-ci, enfin, si ces besoins imprévus ont vocation à devenir réguliers les années suivantes ils sont intégrés dans le recensement annuel intervenant en début d'année).

En outre, et de manière générale, les services lorsqu'ils programment le lancement d'un marché, définissent leur besoin en prenant en compte l'exécution des marchés précédents.

La Ville trouve donc paradoxal que la Chambre établisse une telle appréciation sur un prétendu manque de maîtrise sur la question précise de la computation alors même, comme déjà indiqué, que la Ville a organisé en la matière un système global et que toutes les collectivités sont encore loin d'avoir mis une telle computation en place.

- **Sur le fait que des lacunes existeraient au niveau du suivi financier :** ici encore, la Ville renvoie à ses réponses précédentes et rappelle le renforcement du suivi financier des marchés intervenu (uniformisation entre les directions de la numérotation des marchés, saisie dans le logiciel financier des MAPA de 15 à 90 000 euros, rappel par note de service de l'obligation de renseigner le numéro de marché sur tous les bons de commande passés en exécution).

## **5.2. Frais d'hôtellerie, de restauration et autres dépenses diverses**

Sur ce point la Ville regrette les appréciations parfois peu nuancées portées par la Chambre dans ce domaine. S'il est exact qu'un certain nombre d'achats nécessite une plus grande formalisation, la Ville ne s'est pour autant pas placée en dehors des règles de la commande publique.

Ainsi, en ce qui concerne le vin, l'achat, s'il s'effectuait directement auprès des vignerons producteurs sans intermédiaire, était précédé d'une phase de sélection à l'occasion de laquelle un jury composé de plusieurs personnes qui dégustaient et choisissaient à l'aveugle les vins à acheter.

En ce qui concerne les dépenses de restauration et d'hôtellerie : sur ce point, alors que la Chambre relève simplement le montant global de dépenses et une absence de mise en concurrence, il convient de rappeler que ces prestations relèvent de l'article 30 du code des marchés publics.

Or, ces prestations ne sont pas soumises à computation du fait de leur caractère non homogène. En effet, le Guide des bonnes pratiques en matière de marchés publics du 29 décembre 2009 rédigé par les services de l'Etat précise :

*« Le montant des marchés de service non prioritaires passés en application de l'article 30 du code des marchés publics est évalué, sans qu'il soit fait référence à la notion de service homogène, mais marché par marché ».*

La Ville applique donc ces dispositions. Chaque repas étant considéré comme un marché et ne dépassant pas, de loin, le seuil au-delà duquel une procédure de mise en concurrence est obligatoire, celle-ci n'est pas effectuée.

La Ville souhaite malgré tout rappeler que, ce faisant, elle fait néanmoins appel à une pluralité de prestataires.

De manière plus précise, en ce qui concerne les prestations d'hôtellerie, la Ville précise que les dépenses relevées par la Chambre ont toutes été effectuées sur l'année 2010. Or, à la fin de cette même année et afin de permettre une meilleure visibilité en la matière, la Ville a lancé une consultation pour ces prestations d'hôtellerie et a notifié le 27 janvier 2011 le marché OM573, comportant plusieurs lots correspondant à des catégories d'hôtels, et a retenu 3 attributaires par lot.

### **5.3. Opérations diverses**

En ce qui concerne l'opération « la Clapassade », la Ville relève que la Chambre précise elle-même que la très grande majorité des dépenses ont été passées dans le cadre de marchés. Ces marchés ayant eux-mêmes, nécessairement, fait l'objet d'une délibération préalable d'attribution, il est inexact d'affirmer qu'aucune délibération n'existe à l'appui de ces dépenses.

En outre, la Ville remarque qu'en ce qui concerne les dépenses présentées comme n'étant pas passées dans le cadre de marchés, celles-ci concernent pour l'essentiel des prestations relevant de l'article 30. Ces prestations doivent donc être appréciées individuellement. Etant toutes d'un montant inférieur au seuil de mise en concurrence, un marché n'était donc pas obligatoire et une délibération n'était pas nécessaire.

### **5.4. Les cartes professionnelles**

Sur ce point, il est important de noter que le recours à la carte professionnelle garantit une bien meilleure transparence des dépenses et un contrôle de celles-ci par rapport, par exemple, à l'usage habituel dans les collectivités de « bon repas ». En effet, chaque carte professionnelle est adossée sur le compte personnel de son attributaire, qui règle directement la dépense, et n'est remboursé que dans la limite de l'éligibilité de l'objet et du respect des forfaits définis par les textes (pour les hôtels notamment) et des plafonds autorisés par le règlement d'utilisation de la carte.

La Ville se félicite des remarques de la Chambre Régionale des Comptes sur le contrôle mis en place qui vise à garantir l'intérêt local de la dépense.

### **5.5. Marchés d'agences de voyages**

Encore une fois, la Ville regrette que le contenu du rapport de la Chambre ne fasse pas l'objet de plus de nuances.

Tout d'abord et de manière globale, la Chambre relève, sur la période du contrôle, des prestations passées auprès de la société BOS Voyages pour un montant global de 1 010 761, 53 €. La Ville tient ici à préciser qu'un tel montant ne correspond en aucun cas à la rémunération proprement dite de la société prestataire sur cette période.

En effet, dans le cadre du recours à une agence de voyages les sommes étant versées à celles-ci sont principalement destinées à permettre le paiement des sommes dues aux compagnies aériennes ou ferroviaires, aux hôtels et aux restaurants. La rémunération de l'agence de voyage consiste dans des frais générés sur chaque opération (réservation de billet, location de voitures,...) dont l'importance n'a rien à voir avec la somme totale versée (quelques dizaines d'euros sur des montants de billets ou de prestations pouvant atteindre plusieurs centaines ou milliers d'euros)

La Ville souhaite en outre, à ce stade, réfuter totalement la remarque de la Chambre selon laquelle l'ensemble des conditions de mise en œuvre des marchés ne pouvaient que conduire à effectuer le choix de la société BOS Voyages. La Ville n'a pas l'intention de reprendre point par point et de manière exhaustive tous les éléments signalés par la Chambre et auxquels elle a déjà répondu dans le cadre de la procédure contradictoire. Quelques remarques non exhaustives seront faites sur chaque procédure.

La Ville tient toutefois à signaler la difficulté pour les entreprises du secteur considéré à s'inscrire dans le cadre des procédures formalisées de marché ce qui explique en grande partie les difficultés mentionnées par la Chambre.

#### **5.5.1. Marchés n° 7AIQ – « Fourniture de titres de transports nationaux et internationaux et organisation de séjours »**

Sans entrer dans le détail des points relevés auxquels la Ville a déjà répondu dans le cadre de la procédure contradictoire, quelques remarques sont nécessaires.

Sur ce marché, les observations principales de la Chambre portent d'abord sur ce qu'elle considère être une application erronée des règles de la computation de seuils par la Ville. Ce constat est apparemment issu d'une incompréhension entre la Ville et la Chambre. En effet, la Ville n'a jamais voulu signifier comme l'indique la Chambre que le recours à l'article 29 ou 30 se justifie par un seuil supposé ou que la computation résulte de la procédure utilisée. Il est en effet tout à fait clair que le choix entre ces deux articles s'effectue en fonction de l'objet du marché et non en fonction de son montant et que la computation résulte d'une estimation rigoureuse des besoins.

La Ville a juste indiqué qu'elle se plaçait bien dans le cadre de l'article 29 et, vu le montant maximum du marché (204 000 € HT), plus précisément dans le cadre d'une procédure adaptée (article 28).



Ce seuil n'était pas supposé comme l'indique la Chambre. Il correspondait au montant maximum des deux lots étant précisé qu'il est effectivement computed puisque c'est bien le montant total du besoin qui a été pris en compte tous lots confondus et quel que soit le service gestionnaire.

Il y a donc bien eu computation au niveau de la collectivité et application correcte d'une procédure adaptée au vu du montant maximum indiqué dans les pièces du marché.

Sur ce marché, les remarques principales de la Chambre portent ensuite sur ce qu'elle estime être des lacunes dans l'analyse des offres.

Dans son rapport, la Chambre mêle deux éléments bien distincts pour conclure que la Ville a déclaré conforme un pli qui ne l'était pas. La Ville réfute absolument cette observation de la Chambre alors même que la Ville a déjà eu l'occasion de s'exprimer plusieurs fois sur ce point dans le cadre de la procédure contradictoire.

Tout d'abord la Chambre tire des simples termes d'une réponse qui lui a été faite par la Ville la conviction qu'elle aurait développé une notion juridiquement indéterminée de « conformité induite ». Une telle interprétation est totalement erronée.

Dans le cadre du questionnaire n°5 sur la commande publique, la Chambre a interrogé notamment la Ville sur la présentation des offres dans le cadre de ce marché. A la question précise de la Chambre qui demandait de préciser « *comment a été jugée la recevabilité des plis, notamment quant à la forme* » la Ville a répondu « (...) *Sur la question de la recevabilité : il ressort de l'examen des plis conservés par le service que les deux candidats avaient constitué leurs plis avec 2 enveloppes intérieures. Le rapport indique que les deux candidats ont été jugés recevables à l'issue de l'examen des candidatures. Par contre, aucune mention n'est portée sur la conformité des offres : celle-ci est induite.* »

Cette dernière phrase n'avait en aucun cas pour objet de développer sur le fond une notion de conformité induite. Elle précisait juste que le rapport d'analyse des offres, après avoir expressément indiqué que les candidatures avaient été jugées recevables, ne faisait pas de même pour la conformité des offres mais qu'il fallait conclure du fait que les deux offres avaient bien été analysées dans le rapport et que la Ville avait jugé celles-ci conformes.

Malgré cette réponse pourtant claire, la Chambre persiste dans sa conviction en mêlant à ce point une remarque relative au bordereau de prix en considérant que l'attributaire n'a pas complété une colonne de celui-ci ce qui aurait dû aboutir à ce que son offre soit déclarée non conforme.

Là encore, la Ville a déjà eu l'occasion de répondre.

Le règlement de la consultation précisait que la notation du prix des prestations serait calculée en prenant en compte le montant de l'opération type. Ce montant résultait de la moyenne des prix de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> classe devant être renseignés par chaque candidat pour chaque type de voyage prévu.

Si la société Bos Voyages n'a pas rempli la colonne « prix moyen », cela ne signifie pas pour autant que son offre n'était pas, sur ce point, conforme dans la mesure où la colonne prix moyen ne constitue en aucun cas un prix unitaire mais seulement un calcul de la moyenne entre prix de 1<sup>ère</sup> classe et prix de 2<sup>ème</sup> classe.

Ce prix moyen pouvait donc parfaitement être calculé par la Ville sur la base des prix unitaires remplis par le candidat. En effet, lorsqu'un détail quantitatif est mal rempli du fait d'une erreur matérielle, la collectivité peut effectuer elle-même le calcul s'il est possible d'y parvenir grâce aux prix unitaires.

#### **5.5.2. Les autres procédures entre le marché 7AIQ ou 7AIQ1200 et le marché 9M364**

Cette partie n'appelle pas de réponse particulière de la Ville.

#### **5.5.3. Marché 9M364**

Sans entrer dans le détail des points relevés auxquels la Ville a déjà répondu dans le cadre de la procédure contradictoire, quelques remarques.

La Chambre indique que l'analyse des offres mettrait en lumière une attribution de notes qui ne reflèterait pas les écarts entre les offres.

La Ville tient ici à faire valoir que, d'un point de vue général, l'appréciation notamment technique d'une offre dans le cadre d'un marché n'est pas nécessairement une science exacte ce qui peut expliquer l'appréciation de la Chambre.

La Chambre indique ensuite que la collectivité n'a procédé qu'à l'analyse des déplacements en avion alors que le marché a également trait au maritime et au ferroviaire.

Il est exact que la notation des prix s'est appuyée sur une opération type laquelle incluait des déplacements uniquement aériens alors que la BPU prévoit des prix unitaires pour l'avion, le train et le bateau mais rien n'interdit qu'une opération type n'inclue pas la totalité des prix figurant dans le BPU.

En ce qui concerne le critère prix, la Ville ne cache pas avoir eu dans ce MAPA des difficultés à obtenir de l'ensemble des entreprises candidates des éléments permettant une comparaison facilitée des prix demandés, ce qui explique notamment le fait que des questionnements auprès de celles-ci aient eu lieu et que l'analyse ait pris tant de temps.

La Ville maintient toutefois avoir effectué son analyse de la manière la plus objective possible.

En ce qui concerne la valeur technique, si la Ville regrette un certain nombre d'erreurs d'expressions dans le rapport d'analyse des offres, après vérifications et comme déjà indiqué dans le cadre de la procédure contradictoire, il s'avère que, malgré ces coquilles, la notation chiffrée est cohérente et retrace correctement les écarts entre les offres sur les différents points relevés par la Chambre (suivi personnalisé, disponibilité et réactivité, capacité à rechercher les meilleurs coûts, qualité des modalités d'assurance..).

La Chambre relève enfin la question de la date de fin du marché (31 janvier 2010) antérieure de 2 jours à la date de sa notification (2 février 2010) et de plus de 2 mois à la date de l'avenant pris pour en prolonger la durée.

La Ville ne nie pas ces dates ni le contenu des remarques de la Chambre sur ce point. Elle tient cependant à rappeler ici que marché était un MAPA et que le décalage de date constaté s'explique en grande partie par les difficultés et les questionnements intervenus sur l'analyse des offres laquelle n'a pu être finalisée que très peu de temps avant l'échéance prévue du marché.

En ce qui concerne les montants mandatés, la Ville tient à souligner que le dépassement du montant maximum constaté en exécution ne serait plus susceptible d'intervenir aujourd'hui puisque les marchés de plus de 15 000 euros sont désormais tous enregistrés sur le logiciel financier.

#### **5.5.4. Marché 0G791510**

La Chambre estime ici que la référence faite dans ce marché à la notion d'appel d'offre européen alors qu'il s'agit d'un marché relevant de l'article 30 du code des marchés publics traduit le caractère perfectible de la qualité des documents établis par la collectivité.

A cet argument de forme, la Ville souhaite opposer un argument de fond en précisant que la rédaction de ce marché souligne simplement le fait que, bien que se situant dans le cadre de l'article 30 du code, la Ville, par souci de transparence et d'ouverture la plus large possible à la concurrence, a décidé de lancer une procédure sous la forme d'un appel d'offres ouvert européen publié au JOUE.

En ce qui concerne les autres éléments de forme :

- la Ville prend acte des remarques de la Chambre estimant que les clauses types mentionnées dans le marché nuisent à la clarté de celui-ci mais tient à faire remarquer toutefois que ce type de clause n'affecte ni la régularité ni la compréhension du marché.
- la Ville prend également acte des remarques de la Chambre sur le fait que la durée du marché n'est pas rédigée de manière identique dans les différents documents examinés (publicité, CCAP, rapport de présentation). Elle remarque toutefois là encore, que malgré ces différences de rédaction relevées, la lecture de l'ensemble des pièces du marché décrit bien une même durée de marché à savoir : 1 an avec possibilité de 3 reconductions de 1 an. Soit une durée totale maximale de 4 ans.
- La Ville reconnaît par contre l'erreur signalée dans le rapport de présentation. Ledit rapport indique en effet que le montant minimum global, reconductions comprises, est de 120 000 €. Il s'agit d'une coquille, puisque le montant minimum global, reconductions comprises, pour 4 ans est bien 160 000 € (4 X 40 000 €) et non 120 000 €. Ce document à destination du contrôle de légalité n'est toutefois pas en tant que tel susceptible d'affecter la régularité du marché.

En ce qui concerne l'analyse des offres, la Chambre indique que la Ville aurait pris en compte dans son analyse des éléments liés à l'appréciation de l'aptitude des soumissionnaires à exécuter le marché, c'est-à-dire des éléments de candidature.

La Ville indique ici que tel n'est pas le cas et regrette que sa position, pourtant confortée par la jurisprudence du Conseil d'Etat soit toujours contestée par la Chambre.

De manière classique, la Ville distingue souvent dans ses procédures de marché :

- à l'occasion de l'examen des candidatures, la capacité globale de l'entreprise à exécuter le marché qui ressort notamment de ses moyens humains et matériels globaux,
- à l'occasion de l'examen des offres, dans l'appréciation de la valeur technique, les moyens humains et matériels affectés à la prestation objet du marché.

Dans le cas d'espèce, le règlement de consultation faisait ainsi état parmi les pièces de candidature devant être produites :

- au titre des moyens humains et matériels, d'une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- au titre des moyens matériels, une description de l'équipement technique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Le même règlement posait comme sous critère de la valeur technique :

- les moyens humains mis en œuvre permettant l'exécution des prestations,
- les moyens matériels mis en œuvre.

En outre, le mémoire technique auquel renvoyait le règlement de consultation précisait encore ce sous critère (« *qualité, expérience et qualification minimum des agents proposés, chargé de clientèle dédié...* »)

La Ville souhaite ici indiquer que cette possibilité est reconnue par le Conseil d'Etat dans un arrêt en date du 11 mars 2013 (N° 36470, Annexe CP n° 38) :

*8. Considérant qu'aux termes de l'article 52 du code des marchés publics : " (...) Les candidatures (...) sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence, ou, s'il s'agit d'une procédure dispensée de l'envoi d'un tel avis, dans le règlement de la consultation. Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité sont éliminées (...) " ; qu'aux termes du I de l'article 53 du même code : " Pour attribuer le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fonde : 1° Soit sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché, notamment la qualité, le prix, la valeur technique (...) et les caractéristiques opérationnelles. D'autres critères peuvent être pris en compte s'ils sont justifiés par l'objet du marché (...) " ; que, si elles imposent au pouvoir adjudicateur de vérifier les capacités des candidats au moment de l'examen des candidatures, ces dispositions ne lui interdisent pas, s'il est non discriminatoire et lié à l'objet du marché, de retenir un critère ou un sous-critère relatif aux moyens en personnel et en matériel affectés par le candidat à l'exécution des prestations du marché afin d'en garantir la qualité technique ;*

En outre, dans son guide « le prix dans les marchés publics » publié en avril 2013, la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances, cite elle-même (page 47, Annexe CP n° 39) comme exemple de critère de jugement des offres la qualité des moyens techniques spécifiques et moyens humains dédiés :

« **Ex 2** : maîtrise d'œuvre et missions complémentaires pour la mise en place d'un poste central de régulation du trafic (TCSP) et d'un système de priorité des bus aux feux tricolores avec un système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs (SAEIV).

Critères : 1. valeur technique (50%) appréciée au regard :

- *qualité des moyens techniques spécifiques et moyens humains dédiés (CV des intervenants) 10 %*
- *méthodologie employée pour le déroulement de l'étude 10 %*
- *qualité et pertinence du plan de communication 10 %*

... »

La Chambre considère que ces éléments ne peuvent être utilisés par la Ville au motif qu'ils seraient postérieurs au marché concerné et seraient applicables à des types de marchés différents de celui examiné.

Elle considère en outre que si l'arrêt du Conseil d'Etat rappelle le principe, il le considère non applicable dans l'affaire concernée et annule la procédure.

La Ville tient, elle, à rappeler que les jurisprudences du Conseil d'Etat valent essentiellement pour les principes qu'elles dégagent plus que pour les cas d'espèce qu'elles traitent et qu'elle considère sa position sur le sujet fondée.

La Ville tient en outre à préciser qu'elle applique cette position sur un grand nombre de ses procédures formalisées et que le contrôle de légalité n'a jamais émis de critique portant sur sa légalité ou son bien-fondé.

#### **5.6. Les marchés de conseil et de représentation juridique**

Sur ce type de marché la Ville regrette une fois encore que certaines des réponses effectuées en phase contradictoire n'aient pas été prises en compte par la Chambre.

##### **5.6.1.1. Marché de prestations de conseils juridiques hors contentieux n° 5AFK- décision du 22 juin 2006**

Quelques remarques :

- Tout d'abord la Ville conteste l'affirmation de la Chambre selon laquelle le marché contiendrait une partie assimilable à une partie « forfaitaire ».

Le marché considéré est un marché à prix unitaires. Il prévoit toutefois que, pour les consultations les plus importantes, la Ville se réserve le droit de solliciter auprès du titulaire un devis préalable.

Il s'agissait de pouvoir, lorsqu'une consultation paraissait importante en terme de volume d'heures (et dès lors que les tarifs unitaires étaient horaires), de pouvoir solliciter du cabinet un devis qui nous indiquerait combien d'heures il pensait nécessaires pour étudier la question et nous proposer des solutions.

En fonction du devis et de l'enjeu lié à la question posée, la Ville conservait alors la possibilité soit d'effectuer dans ces conditions la consultation, soit de réduire la question posée, soit encore de procéder à de nouvelles recherches de son côté, afin de limiter le travail du prestataire et de pouvoir réduire les dépenses de la Ville.

Il s'agissait donc de pouvoir mieux contrôler les dépenses dans ce cadre-là. Bien évidemment, le devis étant établi sur les prix unitaires fournis par le prestataire, la Ville contrôle le respect de ceux-ci. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un prix forfaitaire sans limite pécuniaire comme l'indique la Chambre.

- Ensuite, la Chambre fait état de « lacunes » dans l'application du code des marchés publics.

Elle fait état de telles lacunes d'abord sur des questions de forme en considérant, notamment, que le fait que la Ville ait demandé des références touchant aux compétences exercées par une commune serait susceptible de restreindre le champ d'accès à la commande publique.

La Ville ne voit pas en quoi ce serait le cas et signale, de plus, qu'aucune candidature n'a été écartée dans la procédure considérée.

L'essentiel de la critique de la Chambre porte toutefois sur le fait que celle-ci estime que la Ville n'aurait pas dû choisir la forme du marché unique, laquelle priverait d'accès à la commande publique les cabinets de moindre taille. La Ville souhaite d'abord relever ici que la Chambre n'est elle-même pas convaincue par son propre argument puisqu'elle relève que le groupement est toujours possible pour les cabinets de moindre taille.

Ensuite et de manière plus précise, il convient de relever ici que le choix du marché unique en la matière n'est pas tant une lacune qu'une appréciation par la Ville des conditions d'application du code des marchés. La Ville a ainsi pu avancer dans le cadre de la phase contradictoire un ensemble d'éléments justifiant à ses yeux le recours à un marché unique en matière de prestations juridiques

Ainsi et par exemple :

- sur le fond, la complexification et la porosité des droits nécessitent sur une même affaire, de faire appel à des compétences multiples et, d'un point de vue global, une cohérence du conseil et de la défense,
- sur la forme, le marché global permet une prestation facilitée en permettant au cabinet retenu de connaître de manière plus approfondie les enjeux et logiques institutionnelles de la collectivité (plus difficile quand on ne confie qu'un nombre restreint de prestations dans le cadre d'un allotissement.).

La réciproque est également vraie, les services juridiques appréhendant de manière plus complète le fonctionnement d'un cabinet. La non multiplication des interlocuteurs dans le cadre d'un allotissement permet également un meilleur contrôle de la liquidation de la dépense, les agents en charge du suivi financier n'ayant pas à jongler avec différentes facturations.

Enfin, et pour finir, vis-à-vis des juridictions et de leur greffe, un marché global permet à ces dernières d'identifier de manière plus aisée un cabinet comme interlocuteur pour toutes les affaires de la collectivité ce qui permet un échange d'informations plus facile.

Pour toutes ces raisons, la Ville a estimé que l'allotissement en matière de prestations juridiques risquait de rendre celles-ci techniquement plus difficiles.

Les arguments produits par la Ville, pourtant étayés par un certain nombre de jurisprudences administratives notamment locales (TA Montpellier 07/05/2008, TA Montpellier 23/09/2011), n'ont pas convaincus la Chambre, ce que la Ville regrette.

- Enfin, la Chambre reprend le même argumentaire que celui opposé à la Ville pour les marchés d'agences de voyages en considérant une nouvelle fois que la collectivité confond les mentions retenues pour la sélection des candidatures et celles relevant de l'analyse des offres.

La Ville souhaite ici faire valoir les arguments développés sous le point 5.5.4 et notamment l'arrêt du Conseil d'Etat permettant de prendre en compte dans l'analyse de l'offre les moyens affectés.

Or, ainsi que le souligne la Chambre elle-même, la valeur technique du marché considéré portait bien, dans sa composante moyens humains et matériels, sur l'analyse des moyens et matériels « mis en œuvre pour répondre au marché » (personne référente, CV des personnes affectées à la prestation...).

En ce qui concerne le rapport d'analyse des offres, l'affirmation de la Chambre selon laquelle l'inclusion du déplacement potentiel dans le prix est défavorable aux candidats géographiquement éloignés doit être relativisée puisque l'analyse des offres démontre que des cabinets locaux n'ont pas eu une meilleure note technique que certains cabinets parisiens.

Par ailleurs la question des frais de déplacement est très délicate à mettre en œuvre dans ce type de prestations. Ainsi, les coûts de déplacements peuvent être intégrés au coût unitaire par les candidats ou remboursés sur justificatifs lors de l'exécution du marché. Faire le choix de cette dernière hypothèse ne permettrait pas nécessairement un achat public efficient car le coût total de la prestation n'est alors pas maîtrisable par la collectivité et, in fine, en remboursant des frais de déplacements par nature inconnus, le coût horaire sera peut-être plus élevé que celui du candidat effectivement retenu.

#### **5.6.1.1.5. Un suivi informatique des factures à rattacher au marché défaillant**

La Chambre se montre ici paradoxale puisqu'après avoir relevé dans son titre un suivi des factures jugé défaillant, elle précise le détail de l'exécution dudit marché.

Dans le cadre de la procédure contradictoire la Ville a effectivement fourni le détail de l'exécution financière du marché permettant de bien différencier les prestations relevant du conseil de celles relevant de la représentation en justice.

#### **5.6.1.2. Le marché de prestations de conseil et de représentation en justice devant toute juridiction n° 7A1184200 du 20 février 2008**

La Chambre mentionne ici quelques éléments de forme, dont la mention dans le rapport d'analyse des offres d'un marché renouvelable dont le sens est différent d'un marché reconductible. La Ville prend

bonne note de la remarque de la Chambre. IL convient toutefois de signaler que tant l'avis de publicité, que l'acte d'engagement et le CCP mentionnaient bien le caractère reconductible du marché de telle sorte que le contrat ne présentait pas d'ambiguïté pour les candidats.

Il en va de même pour l'inclusion dans les pièces du marché de références aux prestations similaires et marchés complémentaires. Si la Ville ne nie pas, qu'en l'occurrence, le recours à ces dispositions n'aurait pas été possible, elle tient à faire remarquer que mise à part la « surcharge » des documents de la consultation relevée par la Chambre, ces dispositions ne remettent pas en cause la légalité du marché, ni les conditions d'analyse des offres.

La Chambre effectue ensuite sur ce marché les mêmes critiques de défaut d'allotissement que celles effectuées sur le marché précédent. La Ville renvoie donc ici sur les justifications apportées plus haut (point 5.6.1.1) tout en précisant que jusqu'à présent aucune jurisprudence n'a pu démontrer qu'une prestation d'avocats fasse ressortir indiscutablement et clairement des prestations distinctes entre conseil et représentation.

La Chambre relève enfin que l'éviction de candidats ne présentant pas d'avocats aux conseils lui paraît fragile alors que ces avocats constituent une profession particulière qui les distinguerait des avocats au barreau. La Ville relève à cet égard que la prestation n'était pas « réservée » à une profession particulière, mais ouverte à l'ensemble des cabinets d'avocats, avec la seule particularité qu'il fallait nécessairement se grouper avec un cabinet d'avocats habilité à plaider devant les juridictions de Cassation. La Ville reconnaît qu'elle aurait peut-être pu préciser de manière plus expresse la nécessité de pouvoir plaider devant les juridictions suprêmes. Néanmoins, les cabinets d'avocats sont par définition des professionnels du droit et la Ville estimait son cahier des charges suffisamment clair. A noter à cet égard que deux candidats l'ont d'ailleurs compris en se présentant en groupement.

La Ville a cependant tiré, avant même l'examen de la Chambre, les conséquences de ces éléments dans le dernier marché de prestations juridiques conclu en 2012 en prévoyant des lots distincts pour les avocats au conseil et les avocats au barreau.

#### **5.6.1.2.4. L'exécution financière**

A l'occasion de l'examen de l'exécution financière du marché, la Chambre aborde de nouveau la question de la multi-compétence en soulignant que demander plus de 15 domaines de compétences est inadapté et en estimant que la matière juridique peut se résumer à une summa divisio : droit public/droit privé/droit pénal.

La Ville tient ici à préciser que si cette summa divisio permet une classification sommaire de la matière juridique, elle ne reflète pas la diversité des domaines auxquels la Ville est confrontée. La Ville a ainsi fourni à la Chambre dans le cadre de la phase contradictoire un certain nombre d'éléments illustrant la diversité des matières juridiques, notamment en droit public.

En effet, aujourd'hui, et sous le coup de la complexification croissante du droit, un avocat n'est plus spécialisé de manière globale en droit public. Sa spécialisation se fait au sein de ce grand domaine sur des matières beaucoup plus ciblées (droit de l'urbanisme, droit de la fonction publique, droit des marchés publics...).



C'est en ce sens que, contrairement à ce qu'indique la Chambre, la multi-compétence souhaitée par la Ville dans son marché est nécessaire. L'ensemble des matières demandé par la collectivité a d'ailleurs trouvé une application variable mais complète.

Enfin, même si les dossiers confiés à un avocat au conseil sont peu nombreux, ils existent et nécessitent une grande réactivité, tenant les délais de pourvois en cassation, qui n'auraient pas permis de relancer une mise en concurrence spécifique sur le dossier concerné.

#### **5.6.1.3 Le marché de conseil et de représentation en justice n° 1H5984200 du 02 avril 2012**

La Chambre reprend ici un certain nombre d'éléments auxquels il a déjà été répondu préalablement.

Il convient de souligner que ce dernier marché a fait l'objet d'un allotissement afin de prendre en compte la distinction entre les juridictions des deux premiers degrés et les juridictions de cassation.

En ce qui concerne l'analyse des effectifs jugées « aléatoire », la Chambre fait allusion à une mention figurant dans le rapport d'analyse des offres selon laquelle, s'agissant de la SCP VPNG et Associés, « l'ensemble des membres du cabinet sera mis à contribution pour l'exécution de la prestation ». La Chambre estime qu'il n'est matériellement pas envisageable que l'ensemble des personnels du cabinet retenu soit affecté sans exception aux missions confiées par la Ville.

Telle n'était pas l'intention de la Ville dans son rapport d'analyse. Il s'agissait simplement d'indiquer que tous les avocats du cabinet seraient un jour ou l'autre amenés à contribuer à l'exécution de la prestation. S'il peut résulter une éventuelle maladresse de rédaction conduisant à une mauvaise interprétation, le sens de « mis à contribution » ne sous-entendait pas du tout que la Ville ait pu croire que tous les avocats travailleraient à 100% sur ce marché.

Ce n'est d'ailleurs jamais le cas. L'activité contentieuse étant irrégulière, les avocats sont, au gré des sollicitations de leurs clients, affectés sur différentes missions et différents clients. L'idée est de savoir à quel nombre d'avocats la Ville peut recourir pour répondre à ses besoins.

Concernant l'offre du candidat arrivé second, il s'avère que celle-ci n'était pas étayée, le chiffre étant imprécis et les noms n'étant pas fournis ; en outre, le nombre d'avocats annoncés comme étant affectés était inférieur à celui du cabinet retenu.

Enfin, il convient de rappeler que cet élément n'était pas le seul à entrer en compte dans l'analyse de ce critère. La Ville a pris en compte dans ce critère noté sur 3, les éléments du candidat classé second et que la Chambre considère « plus étayée ». Ainsi, la SCP VPNG et Associés a obtenu la note de 2.75/3 et la SCP classée 2<sup>de</sup> a obtenu la note de 3/3.

#### **5.6.1.4 Les frais de justice dans le cadre de la protection fonctionnelle pour un cadre de la Ville : 8 372 €**

La Ville ne comprend pas pourquoi la Chambre traite ici un cas particulier de protection fonctionnelle alors même que la Ville applique, en la matière, les mêmes principes à tout agent ayant effectué une telle demande de protection.

La protection fonctionnelle est un droit reconnu de manière très large par la jurisprudence administrative et les dispositions de la circulaire du 05 mai 2008, si elles indiquent un certain nombre d'orientations, ne s'opposent pas à ce que chaque collectivité développe une politique propre en la matière.

Dans le cadre de sa politique de ressources humaines, la Ville a toujours attribué très largement son soutien aux agents mis en cause ou agressés dans le cadre de leurs fonctions et n'a jusqu'à présent refusé la protection fonctionnelle que dans des cas où elle bénéficiait d'éléments très circonstanciés prouvant l'absence de lien avec les fonctions ou l'aspect personnel d'une faute.

Dans le cas d'espèce, la Ville maintient qu'il n'existe pas d'obligation réglementaire lui imposant de solliciter des pièces lui permettant d'apprécier l'opportunité de l'octroi de la protection fonctionnelle, mais que celle-ci est due lorsque les conditions sont remplies (CE 14/02/1975 TEITGEN), tout éventuel refus pouvant être contesté par le biais d'un recours pour excès de pouvoir.

A noter également, que dans ce cas d'espèce, les faits ont, in fine, légitimé la protection accordée puisque les poursuites pénales ont abouti à un non-lieu.

En ce qui concerne la remarque de la Chambre selon laquelle l'administration n'aurait pas précisé selon quelles modalités elle envisageait d'accorder sa protection, La Ville souhaite ici préciser que :

- le régime de la protection fonctionnelle instauré au sein de la Ville a été précisé par plusieurs documents internes produits notamment par la DRH et déclinant les modalités d'accompagnement de la collectivité dans ce type de circonstances,
- ce cadre permet donc aux agents de comprendre la totalité des droits que leur ouvre la protection fonctionnelle. Le dispositif prévoit un courrier d'attribution de protection fonctionnelle signé par le Maire qui renvoie ensuite l'agent à la Direction des Affaires Juridiques afin de permettre un échange et répondre le plus précisément possible à sa situation (plainte, pas de plainte, orientation vers le psychologue du travail...).

Cette procédure permet d'une part d'engager une discussion avec les agents et être certains de leur exacte compréhension de leur protection, et d'autre part de pouvoir nouer des liens permettant un accompagnement humain dans cette prise en charge, puisque la majorité d'entre eux se sent souvent démunie dans ce type de situation (la protection faisant très souvent suite à des agressions pour les agents de la police ou de la surveillance de la voie publique et des espaces verts).

## **5.7 Le marché de nettoyage**

La Chambre estime tout d'abord que le défaut d'allotissement réalisé par la Ville n'a pas été justifié alors que la Ville a apporté l'ensemble des réponses dans le cadre de la phase contradictoire.

A cette occasion encore, la Ville souhaite faire remarquer que le défaut d'allotissement constaté par la Chambre ne découle pas d'une non-application des règles du droit des marchés mais, au contraire, d'une appréciation de celles-ci.

La version actuelle du Code, dans son article 10, préconise de retenir l'allotissement dès lors que celui-ci ne rend pas plus complexe le marché, notamment lorsque l'allotissement présente :

- un inconvénient financier lorsque le coût global peut se révéler plus élevé en ayant recours à un marché alloti,
- un inconvénient technique lié à la cohérence de la prestation.

La décomposition en lots doit être justifiée par la spécificité des prestations à fournir dans le cadre de chaque lot mais ne doit pas faire perdre le bénéfice d'un regroupement qui permettrait une réduction du coût global de la prestation.

Lors de l'étude préparatoire à l'élaboration du cahier des charges du marché de nettoyage, analyse confiée à un bureau d'études spécialisé, les possibilités d'allotir ont été étudiées et ce mode de dévolution n'a pas été retenu aux motifs suivants :

- La reprise du personnel prévue par la convention collective et par le code du travail ne permet pas d'affecter les agents à des lots géographiques ou à des prestations particulières. En effet, le prestataire du précédent marché, s'il a l'obligation de fournir les informations sur le nombre et le coût du personnel à reprendre, bénéficierait d'un avantage concurrentiel certain si la Ville lui avait demandé de fournir une liste du personnel par futurs lots géographiques ou par lots techniques. Il aurait pu anticiper ses réponses au cahier des charges en répartissant à son avantage le personnel en fonction du coût de chaque agent entre les différents lots. Cet avantage aurait pu constituer un motif de recours par un concurrent potentiel pouvant contester le principe d'égalité.
- L'interdiction des offres variables suivant le nombre de lots retenus ne favorise pas la réduction des coûts. Dans ce type de marché, les frais de centre et les frais divers ainsi que ceux liés au matériel et à sa maintenance représentent une part importante du prix global et forfaitaire. L'allotissement, n'ayant d'intérêt que de confier à des prestataires différents les différents lots, il aurait eu pour effet de multiplier les frais (fonciers pour le parc véhicules et atelier de maintenance, logiciel de suivi par GPS et système de transmission des informations à la Ville).
- La cohérence technique de la prestation est plus difficile en cas d'allotissement. Le maintien du nettoyage des avaloirs dans le marché de nettoyage a été évalué, cette prestation aurait pu faire l'objet d'un lot technique. Cette hypothèse n'a pas été retenue car le fait de confier la prestation de nettoyage des avaloirs à un autre prestataire aurait eu pour effet de déresponsabiliser le prestataire du nettoyage, les cantonniers se contentant alors de pousser les déchets dans les avaloirs au lieu de les ramasser. La cohérence technique en cas d'allotissement est également rendue plus complexe en ce qui concerne le système de suivi par GPS (localisation des véhicules, suivi des prestations réalisées par rapport à celles prévues, remontées d'information à la Ville). Comme il est impossible d'obliger les candidats à utiliser le même système de suivi GPS et de remontée d'informations, le service gestionnaire du marché aurait été confronté à des difficultés techniques supplémentaires et aurait dû augmenter le nombre d'agents affectés aux tâches de contrôle des prestations.

Enfin, l'intérêt de l'allotissement est, suivant le sens donné par la Commission Européenne, d'accroître la concurrence en augmentant le nombre de candidats potentiels et de permettre la réactivité locale. Comme le souligne la Chambre, sur 6 dossiers retirés, une seule offre a été déposée alors que plusieurs entreprises sur le territoire national disposent des capacités requises pour assurer les prestations attendues à l'échelle d'une Ville comme Montpellier. La Ville s'est plusieurs fois émue du manque de candidats pour ce marché et les marchés précédents.

Au vu des contraintes exposées ci-dessus, l'allotissement n'aurait pas garanti l'augmentation de la concurrence, aurait rendu techniquement plus difficile et financièrement plus couteuse la prestation.

C'est sur cette appréciation que la Ville n'a pas fait le choix de l'allotissement.

La Chambre estime ensuite que l'analyse effectuée l'a été de façon « assez peu rigoureuse » notamment quant à l'estimation et au coût du marché précédent.

Si la Chambre souligne que l'évolution de la prestation des halles passe de 142 977€ dans le marché précédent à 621 332 € dans l'offre de la SMN, une lecture plus attentive de la Chambre du tableau inséré dans leur rapport, montre que la prestation de nettoyage des halles et celle de nettoyage des marchés ont été regroupées en une seule prestation pour favoriser la synergie de moyens.

Sur la prestation globale nettoyage des Halles et Marchés, c'est en fait 170 447 € qui sont économisés par rapport au marché précédent grâce à cette synergie !

La Chambre cite également une augmentation de 60 088 € (soit 0,39 % par rapport au montant global de l'estimation) du coût d'évacuation des déchets de nettoyage que la Chambre juge mal appréciée alors que dans le rapport d'analyse des offres, il est spécifié que le candidat augmente ces coûts pour tenir compte des nouvelles prescriptions d'élimination des déchets mises en place par la Communauté d'Agglomération. En effet, depuis la fermeture du centre d'enfouissement, les lieux de déchargement des déchets du nettoyage sont répartis sur trois centres différents suivant leur nature et leur taux de siccité (cf. article 4.10.2 du CCTP).

L'évaluation du coût de la prestation d'évacuation des déchets était plus difficile compte tenu de plusieurs paramètres (taux de rotation des engins entre le lieu d'intervention et les lieux de déchargement, temps « haut le pied », c'est-à-dire temps d'interruption des prestations), ces deux paramètres étant fonction des capacités de remplissage des engins choisis par le candidat.

En ce qui concerne l'évacuation des feuilles mortes, comme il l'est écrit dans le rapport d'analyse des offres, le candidat SMN propose des moyens humains et matériels supplémentaires (un aspire feuilles et des prestations en double poste, y compris les jours fériés) par rapport à l'ancien marché pour garantir les objectifs de résultats exigés au cahier des charges.

#### 5.7.5. Une campagne de communication avec un impact difficile à évaluer

La Chambre considère que « *l'impact de la campagne de communication reste difficile à évaluer, notamment en l'absence de bilan ou d'analyse réalisés a posteriori* ».

Une campagne de communication dans le domaine de la propreté urbaine est par nature difficile à évaluer. Elle n'entraîne pas d'effets directs quantifiables et ses impacts sont généralement éphémères. Il s'agit surtout pour la Ville de rendre les habitants et les commerçants acteurs de la propreté de leur cadre de vie et non plus usagers d'un service. Cette sensibilisation passe à la fois par une communication auprès de la population et des actions de contrôle et de sanctions des contrevenants

Il convient également de préciser que la propreté urbaine est une notion complexe avec différentes composantes : le nettoyage et la propreté de l'espace public, les façades et la lutte contre les tags, la lutte contre les dépôts sauvages ou les déjections canines. Elle mobilise donc différentes autorités organisatrices que sont la Ville pour le nettoyage et la lutte contre les incivilités et la Communauté d'agglomération pour la gestion des déchets.

Dans la perspective d'amélioration continue de ses services, la Ville procède enfin à l'évaluation de l'impact de sa politique de propreté urbaine. Pour cela et comme la Chambre l'indique dans son rapport, elle s'appuie sur un observatoire de la propreté qui permet de mesurer la qualité de la propreté par le recours à des indicateurs pertinents et fiables.

Dès lors, la Chambre ne peut conclure à l'absence d'outil d'évaluation dans ce domaine

## 6. LES SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS PROFESSIONNELS

La Chambre analyse le soutien de la Ville de Montpellier aux clubs sportifs professionnels de son territoire : le MHSC (football), le MAHB (handball) et le MHR (Rugby).

En premier lieu, la Ville tient à souligner que la politique de soutien aux clubs sportifs professionnels a fait l'objet en 2009 d'une analyse approfondie de la cour des comptes au plan national. Cette analyse met en avant les difficultés auxquelles sont confrontées les collectivités locales dans la gestion de ces soutiens. Le rapport de la Cour des Comptes met notamment en exergue les limites de la connaissance et du contrôle des fonds publics apportés aux clubs sportifs professionnels par les personnes publiques. L'analyse de cette politique publique fait également l'objet d'une étude en cours d'élaboration par l'Assemblée Nationale, pour laquelle la Ville de Montpellier a été auditionnée en 2013. Les travaux de la délégation illustrent dans quelle mesure les enjeux liés à la politique publique en faveur du sport sont bien d'envergure nationale, compte tenu de l'aspect multi-partenarial (Etat, collectivités territoriales, organismes sociaux et opérateurs, mouvement sportifs, entreprises et ménages) et au regard des problématiques juridiques rencontrées.

Il paraît donc important à la Ville de rappeler que les objectifs principaux d'une politique publique des sports sont de deux sortes : soutenir le sport de haut niveau et développer les activités physiques et sportives pour tous. La politique publique sportive, plus que n'importe quelle autre politique publique, est par nature à la croisée de toutes les collectivités publiques : Etat, Région, Département, Intercommunalité et Ville. Dès lors, l'analyse réalisée par la Chambre, à l'instar des autres politiques publiques, ne peut se borner à prendre en compte un aspect strictement financier ou juridique sans également intégrer les retombées multiples d'une politique sportive sur un territoire. Dans un tel contexte, il n'est pas possible pour la Ville de Montpellier de ne pas intégrer dans son action les acteurs locaux du sport de haut niveau.

Ainsi, s'agissant des clubs sportifs professionnels, leurs rayonnements participent indéniablement au développement et à l'attractivité de la Ville et de son territoire, même si les retombées économiques sont difficiles à quantifier.

Localement, ce sont trois clubs sportifs de haut niveau qui prospèrent dans l'élite nationale. Le tissu économique montpelliérain n'a pour autant pas la surface nécessaire pour assurer le sponsoring privé de ces grands clubs. Dès lors, face aux renforcements de ces trois clubs, la Ville de Montpellier a conduit une stratégie politique de développement avec le déploiement sur son territoire d'un volet d'insertion sociale, conforme aux missions d'intérêt général prévues par les textes.

S'agissant du MAHB, en 2009, le club de Montpellier est déjà multiple champion de France et souhaite devenir un grand club européen en se fixant comme objectif volontariste de gagner à nouveau la ligue des champions européenne déjà acquise en 2003. En parallèle d'un recrutement sérieux, le MAHB s'émancipe et rayonne sur le territoire. Le nombre de ses éducateurs et sa structure de formation permettent à présent de devenir un partenaire privilégié de la Ville, essentiellement dans le développement d'actions de quartiers, qui fera donc l'objet d'une convention et d'une subvention à la hauteur des enjeux territoriaux.

La Ville a ainsi produit dans le cadre du contrôle la convention de 2009 signée avec le club de handball qui détaille le soutien financier de la collectivité et les actions d'intérêt général déployée par le MAHB sur le territoire.

Pour rappel, les termes de la délibération de 2009 et la convention détaillant les engagements de la Ville et du Club sont clairs et conformes aux dispositions du code du sport, rappelées par la Chambre dans son rapport :

- des actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées,
- des actions d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale : interventions dans des quartiers de la Ville, au sein de cinq pôles éducatifs municipaux, actions dans le cadre du conseil municipal des enfants, stage vacances et tournois scolaires, échanges avec des associations locales, participation au dispositif de service d'accueil minimum.

Ces éléments justifient donc le montant de la subvention au titre de l'intérêt général et des actions concrètes réalisées. Ces actions font également l'objet d'un bilan annuel retraçant le nombre de participants sur chacun des événements.

Pour autant, la Chambre développe une analyse appuyée sur des faits n'ayant aucun fondement générateur commun en liant, par exemple, la politique de soutien de la Ville et des événements propres à l'activité du club sportif étudié.

S'agissant du MHR, la Chambre opère de nouveau des rapprochements entre le soutien de la Ville et une actualité propre au club sportif. La Ville a été sollicitée en 2011 pour aider le club professionnel, et a répondu favorablement au motif de l'intérêt général, des actions de formations et d'insertion par le sport dont les bilans d'activités 2010 et 2011 présentés à la Chambre attestent de l'intégration de cette enveloppe municipale de 600 000 € dans les budgets du MHR sur les actions prédéfinies.

Enfin, ainsi que la Chambre le relève, il est nécessaire de rappeler le travail de rationalisation de la politique de soutien aux clubs sportifs : à compter de 2012, chacun des trois clubs professionnels bénéficiera d'une subvention accordée pour des saisons sportives équivalentes et dont les niveaux sont plus harmonisés.

**Conseil Municipal 25 novembre 2013**  
**Décisions prises par Madame le Maire**  
**depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

<b>Numéro de la décision</b>	<b>Synthèse de la décision</b>
----------------------------------	--------------------------------

2013/0189	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Namer-Tomas (SELARL)
2013/0221	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Véronique BAUMANN
2013/0222	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ STE BOUYGUES TELECOM
2013/0224	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOLER
2013/0225	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ REICHERT
2013/0227	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Nathalie LEVY
2013/0271	Attribution de la maintenance du logiciel FME à la société Veremes pour un montant de 600 € HT
2013/0288	De conclure un avenant de transfert de marchés suite à la cession des activités de la société Océ-France à la société Canon France SAS
2013/0293	Décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de water-polo, sport de haut niveau à Montpellier saison 2013-2014, au seul prestataire habilité, le Montpellier water-polo, pour un montant H.T. de 30 000 €
2013/0295	De conclure un avenant n°1 au marché 1M15 avec l'entreprise SEDOA pour un montant de 1822.40 € HT



2013/0296	La Ville de Montpellier décide de mettre à disposition de l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires une salle du Centre de Ressources Darwin pour l'organisation d'une formation du 7 au 11 octobre 2013.
2013/0297	La propriété mise en vente à un promoteur par Mme RICARD et M. TEYSSIER se situe dans la ZAC Consuls de Mer. La Ville poursuit sa politique de réserves foncières dans la ZAC dont l'état d'avancement ne permet pas la délivrance de permis pour des projets isolés. Le prix étant excessif, il est proposé de préempter au prix des Domaines, 600 000 €.
2013/0298	De conclure un contrat de production et de cession de droits de diffusion d'une performance artistique, pour un montant de 40 400.00 € HT avec l'entreprise 1024 Architecture
2013/0299	De conclure une convention de mise à disposition de locaux à la Ville par le Centre Chorégraphique National de Montpellier Languedoc-Roussillon à l'occasion de la manifestation ZAT! 7, novembre 2013
2013/0300	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la Société FONCIERE DE RENOVATION, située 450 le Grand Mail, cadastrée section LR 296, Copropriété Font del Rey lots 1124-1146-1151-1177, pour un montant de 66.355 €.
2013/0301	De signer un avenant pour le marché à procédure adaptée attribué à la Société Qualiconsulting, pour la mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du Plan d'Orientation Interne, Plan de gestion de l'assainissement, Plan de gestion des fumiers du Parc Darwin, Bois de Montmaur et Réserve naturelle, en raison de l'augmentation des prestations pour un montant supplémentaire de 4 500 € HT.
2013/0302	L'opération Relocalisation et Extension de la Crèche Sophie Lagrèze, portée par la Direction de la Réussite Educative, peut faire l'objet d'une subvention FEDER de 558 630.60 euros et prévoit un financement dédié de 1.980.000 euros par emprunt. Un appel d'offres a donc été lancé et La Banque Postale a présenté l'offre la plus avantageuse au regard des critères requis.
2013/0303	De passer une convention de cession à titre gracieux d'animaux de laboratoire avec l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale de Montpellier.
2013/0304	D'attribuer le marché référencé 3C03458191, relatif à la mission de base de maîtrise d'oeuvre pour la restructuration des vestiaires, réfectoire, laverie, sanitaires, atelier de la zone technique du Parc Darwin à la Société ACTUA pour un montant de 144 000 € HT.
2013/0305	D'exercer le droit de préemption, pour le Compte de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, sur la propriété NHIM située 72 avenue de Toulouse, cadastrée section HZ 27, pour un montant de 180.000 € plus 15.000 € de commission.
2013/0306	De conclure des conventions d'amodiation du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs pour la location, à compter du 1 <sup>er</sup> novembre 2013, de 64 emplacements pour un montant de 7470 € et pour une durée de 10 ans.
2013/0307	De conclure une convention d'occupation d'un logement à titre onéreux avec Madame Lemonnier-Jessueld Catherine à l'école Jean Mermoz pour un montant de 221.40 € par mois.
2013/0308	De conclure une convention d'occupation d'un logement à titre onéreux avec Monsieur François Des Rieux à l'école Garibaldi pour un montant de 430.13 € par mois.
2013/0309	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LEVY Nathalie

2013/0310	De conclure une convention d'occupation d'un logement à titre onéreux avec Madame Maurand Françoise à l'école Desbordes Valmore pour un montant de 221.40 € par mois.
2013/0311	D'attribuer le marché à bons de commande d'une année renouvelable deux fois, à l'association PACT HABITAT 34 pour une action d'intermédiation locative pour l'hébergement temporaire de ménages dans le cadre de procédures de Péril et d'insalubrité avec propriétaires défaillants.
2013/0312	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans la Procédure d'expulsion de terrains communaux entre la rue du Mas Rouge et l'avenue Raymond Dugrand
2013/0313	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL UNIPERSONNELLE DELZENE
2013/0314	De conclure une convention d'occupation d'un logement de fonction à titre gracieux de l'école élémentaire Winston Churchill avec Mme Bonnal Anne, institutrice.
2013/0315	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHAIX Thierry
2013/0316	D'autoriser la signature de la convention d'occupation d'un logement à titre onéreux à l'école maternelle Simone Signoret pour Madame Ruiz Laura.
2013/0317	D'autoriser la signature d'une convention d'occupation d'un logement à titre gracieux à l'école élémentaire Charles Baudelaire pour Monsieur Thierry Soonckindt, instituteur.
2013/0318	De confier le marché « maintenance et réparation de matériel horticole » à l'entreprise LMS pour un montant annuel maxi de de 50 000€ HT
2013/0319	D'attribuer le marché "Achat de matériel de nettoyage" à la société B.C.P.E LA NORME pour un montant maximum de commande de 89 000.00 € HT. C'est un marché unique à bon de commande dont l'exécution est prévu de la date de sa notification au 31 décembre 2014.
2013/0320	Attribution du marché à procédure adaptée pour le développement d'un logiciel SIG pour la gestion du patrimoine voirie, à la société BUSINESS GÉOGRAPHIC, pour un montant de 21645€ HT
2013/0321	D'attribuer le marché "Achat de détecteurs pour les bornes automatiques disposées sur la voirie de Montpellier" à la société RS COMPONENTS SAS, pour un montant maximum de commandes de 35 000 € HT. C'est un marché unique à bons de commande passé pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.
2013/0323	D'attribuer un marché pour la réalisation d'une mission d'accompagnement à la formalisation du plan stratégique local sur le quartier de la Mosson à la société EGIS CONSEIL pour un montant de 41450 € HT
2013/0325	De conclure un contrat de cession du spectacle Braseros pour un montant de 18 022.40 € HT avec la compagnie La Machine dans le cadre de la ZAT!7 Boutonnet Beaux Arts les 10 et 11 novembre 2013.
2013/0326	D'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de Me BERNARD, situé 44 rue du Fbg du Courreau, cadastré section BX 115, pour un montant de 5 000 € plus 2 000 € de commission.
2013/0328	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Guy RODIER.

2013/0329	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Monsieur KOCIAK.
2013/0330	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ M. Pierre-Henri COMBET.
2013/0331	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: aide au montage d'expositions et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels, pour un montant maximum de 86 000 € pour deux ans à compter de la notification, à l'entreprise PAVIE.
2013/0332	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de restauration (catering) pour le personnel artistique et technique dans le cadre de la manifestation ZAT! de novembre 2013, pour un montant maximum de 20 000 € HT, à l'entreprise Sauces Cévennes.
2013/0333	La Panacée Centre de Culture Contemporaine De conclure un contrat de production du projet Art by Telephone... recalled, pour un montant de 33 200.00€ HT avec la SARL Solang Production.
2013/0334	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Moulin des 7 Cans / rue Albert Dubout.
2013/0340	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ Monsieur MARCAL.

**Ville de Montpellier / Namer-Tomas (SELARL)**  
**Référé expertise et provision**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre des infiltrations d'eau observées en plusieurs points dans l'école maternelle du groupe scolaire Anthonioz de Gaulle / Jaurès, une expertise a été menée ;
- Que le rapport d'expertise a été remis au Tribunal administratif le 20 octobre 2012 ;
- Que sur le fondement de ce rapport et conformément aux préconisations de l'expert, la Ville a proposé à la société SMAC ACIEROID la conclusion d'un protocole transactionnel aux fins de réaliser les travaux ; que cette proposition est restée vaine ;
- Que, dès lors, la Ville a procédé elle-même à la réalisation des travaux préconisés par l'expert conformément à ses prescriptions ; Toutefois, des désordres persistent ;
- Que, dans ces conditions, il convient de solliciter la re-désignation d'un expert ainsi que de demander le versement d'une provision à la Ville par la société SMAC couvrant les frais liés à l'expertise réalisée, aux travaux entrepris ainsi qu'au préjudice subi ;
- Qu'il convient de défendre la Ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/9/2013  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ Véronique**  
**BAUMANN**  
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de**  
**construire PC 34172 12 V0341**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2013/1323/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL durant la période du 23 Juillet 2013 au 31 Juillet 2013 inclus.

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 18 avril 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à M. AUSSEIL Alain un permis de construire visant à surélever un garage pour créer un logement supplémentaire, 1 B Rue Maillart ;
- Que Mme BAUMANN a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 17/06/2013 sous le n°1302783-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/9/2013  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ STE BOUYGUES**  
**TELECOM**  
**Recours pour excès de pouvoir contre le rejet de la**  
**demande de déclaration préalable n° DP 34172 12**  
**00780**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2013/1323/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL durant la période du 23 Juillet 2013 au 31 Juillet 2013 inclus.

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 29 janvier 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable déposée par la STE BOUYGUES TELECOM, visant à installer des antennes relais, 51 boulevard Ernest Renan ;
- Que la STE BOUYGUES TELECOM a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/06/2013 sous le n°1303172-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/9/2013  
Notifiée le :

**ASSURANCE**

**RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE**

**AFFAIRE SOLER**

**DECISION DE DEFENDRE**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2013/1323/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL durant la période du 23 Juillet 2013 au 31 Juillet 2013 inclus.

**Considérant :**

- Que Monsieur SOLER a fait une chute sur la voie publique le 19 septembre 2010 route de Lavérune ;
- Que Monsieur SOLER impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 27/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 20/9/2013  
Notifiée le :

**ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE  
AFFAIRE REICHERT  
DECISION DE DEFENDRE**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2013/1323/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL durant la période du 23 Juillet 2013 au 31 Juillet 2013 inclus.

**Considérant :**

- Que Madame REICHERT a fait une chute le 25 avril 2012 impasse de Chaldée ;
- Que Madame REICHERT impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 27/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/9/2013  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**COMMUNE DE MONTPELLIER c/ Nathalie LEVY**  
**Requête en annulation et suspension de l'Arrêté**  
**Portant Ordre d'Interruption de Travaux n° PE 34172**  
**13V0064 du 01/07/13**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n°2013/1323/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL durant la période du 23 Juillet 2013 au 31 Juillet 2013 inclus.

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 01 juillet 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a ordonné à Mme Nathalie LEVY d'interrompre les travaux entrepris sur sa propriété située 655 avenue de la CAVALADE.
- Que Mme LEVY a déposé deux requêtes auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER. La première, en date du 09/07/2013 référencée n°1303127-1, visant à annuler l'arrêté. La seconde, à la même date, référencée n° 1303128-1, visant à le suspendre ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/08/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 30/09/2013  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour la maintenance du logiciel FME**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la maintenance du logiciel de SIG FME ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, a été lancée le 31 juillet 2013 ;
- Que l'entreprise Veremes, située 42, av des Jardins – 66240 St Estève, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché pour un montant de 600€ HT à l'entreprise Veremes ;
- D'autoriser Mme le Maire ou M l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 27/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe THINES

Publiée le : 30/9/2013  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° *2131288*

**Transfert d'activités de la société Océ-France à la  
société Canon France SAS.  
Autorisation de signer l'avenant**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'une imprimante/copieur noir et blanc de production, d'une solution logicielle de gestion de soumission de travaux, avec contrat de maintenance associé pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°0M876), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 17/11/2010, la société OCE France SA, 93882 NOISY LE GRAND Cedex, a présenté une offre économiquement avantageuse.
- Que par décision en date du 01 février 2011, notifié le 03 février 2011, Madame le Maire de la ville de Montpellier a attribué ce marché n°0M876 à la société Océ-France, pour un montant de 29 900 € HT, pour une durée de 5 ans à compter de sa notification,
- Que par courrier du 26 juillet 2013, nous avons été informés du transfert de l'activité de la société Océ-France au bénéfice de la société Canon France SAS à partir du 17 juin 2013.
- Qu'il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire de ce marché Océ-France vers la Société Canon France SAS sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que la société Canon France SAS n'apporte aucune modification.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le principe de cet avenant de transfert de raison sociale,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer cet avenant.

Montpellier, le *26/9/2013*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

Publiée le : *27/9/2013*

Notifiée le :

**DIRECTION ENERGIE ET MOYENS  
TECHNIQUES**

**Achats et Production Graphique**

**PROJET D'AVENANT N° 1**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

Océ-France SA  
Représenté par Monsieur le Directeur,

**B. Renseignements concernant le marché**

**Objet du marché :**

Achat d'un imprimante, d'une solution logicielle de gestion de soumission de travaux, avec contrat de maintenance associé.

N° du marché :  
OM876

Notifié le :  
03 février 2011

Montant du marché :  
pour un montant total de 29 000 € HT et un coût initial révisable annuellement de 4.05 € HT les mille impressions réalisées.

---

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : sans objet

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : (décision n°...../.....)

### C. Objet de l'avenant

#### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du marché de la société Océ-France SA à la société CANON FRANCE nouveau titulaire, pour les motifs suivants : la société CANON FRANCE, reprend les activités de l'entreprise Océ-France en fusionnant avec cette entreprise.

#### ARTICLE 2

A compter du 17 juin 2013, le nouveau titulaire du marché s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial.

#### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

#### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée : durée de 5 ans à compter de sa notification (03 février 2011).

### D. Signatures des parties

A ..... , le

L'entrepreneur,  
  
Monsieur le Directeur  
(signature)

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera (ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le



**Marché négocié de prestations de service avec le club  
de haut niveau  
Montpellier Watersports  
Autorisation de signature**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 4 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du waterpolo en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2013 – 2014. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 11 Juillet 2013, faite auprès du Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à la Montpellier Watersports, le marché 3D0289, pour l'ensemble des services à exécuter (soit 16 places comprenant notamment des invitations VIP, des places grand public, une panneautique et publicité Ville de Montpellier) pour un montant total de 30 000 € H.T soit 35 880 € T.T.C.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à la Montpellier Watersports pour un montant de 30 000 € H.T soit 35 880 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville nature 6188 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur   
délégué 

Patrick VIGNAL

Publiée le : 03/10/2013

Notifiée le :

**Surveillance organisée des ouvrages d'art  
et des ouvrages de soutènement  
Avenant n°1 au marché n° 1M15  
Autorisation de signer**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n°2178 du 1<sup>er</sup> Septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe Thinès adjoint au maire ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de sa politique de gestion patrimoniale des ouvrages d'art et de soutènement, la Ville de Montpellier s'est dotée d'un plan de surveillance de l'exhaustivité de ce patrimoine, selon l'Instruction Technique pour la Surveillance et l'Entretien des Ouvrages d'Art (ITSEOA) du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC).

- Que les prestations des trois années du plan de surveillance, dévolues suivant la procédure adaptée ouverte, ont été attribuées à l'entreprise SEDOA par la décision n°2011/0235 en date du 27 juin 2011, pour les montants suivants :

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Tranche ferme : <b>31 950,00 € H.T.</b></li><li>• Tranche conditionnelle n°1 : <b>29 464,00 € H.T.</b></li><li>• Tranche conditionnelle n°2 : <b>26 281,00 € H.T.</b></li></ul> | } | soit au total des 3 tranches <b>87 695 € H.T.</b> |
|---|---|---|

- Qu'en phase d'exécution des prestations, un certain nombre de contraintes et de sujétions techniques ne pouvant être prévues à l'origine du marché nécessite un avenant pour les raisons suivantes :

**Tranche ferme**

Les contraintes d'exploitation liées au fort trafic sur l'avenue de la Liberté et la rue du Faubourg Figuerolles ont imposé de réaliser les inspections détaillées périodiques des ouvrages d'art "Tour Buffel sur Liberté" et "Liberté sur Faubourg Figuerolles" en période nocturne, induisant des surcoûts de main d'œuvre.

Cette **plus-value** s'élève à **668,50 € H.T.**

**Tranche conditionnelle n°1**

Les contraintes d'exploitation liées au fort trafic sur les avenues de la Justice de Castelnau et du Professeur Léon Vallois et la présence de la deuxième ligne de tramway sur l'avenue de Maurin ont imposé de réaliser les inspections détaillées périodiques des ouvrages d'art "Pont de la Concorde", "Viaduc Loubat" et "Dubout sur Maurin" en période nocturne, induisant des surcoût de main d'œuvre.

Cette **plus-value** s'élève à **1 620,15 € H.T.**

Par ailleurs, l'inspection détaillée périodique du Viaduc Loubat a requis l'emploi d'une nacelle positive non prévue initialement dans les moyens d'accès.

Cette **plus-value** s'élève à **425 € H.T.**

La présence d'une structure complémentaire attenante à l'ouvrage d'art "11 novembre sur Verdanson", non recensée initialement, a nécessité une extension de l'inspection détaillée périodique de cet ouvrage d'art supplémentaire.

Cette **plus-value** s'élève à **800 € H.T.**

L'inspection détaillée périodique du Viaduc Loubat et du Pont de Sète prévoyait l'accompagnement d'agents SNCF pour un montant de 1 200 € H.T.. Or cette prestation a été rétribuée directement à la SNCF par le biais d'une consigne de sécurité ferroviaire.

Cette **moins-value** s'élève à **1 200 € H.T.**

- **Tranche conditionnelle n°2**

Les contraintes d'exploitation liées à la présence de la deuxième ligne de tramway sur l'avenue de Maurin ont imposé de réaliser l'inspection détaillée périodique de l'ouvrage d'art "Liberté sur Maurin" en période nocturne, induisant des surcoûts de main d'œuvre.

Cette **plus-value** s'élève à **376,25 € H.T.**

L'inspection détaillée périodique globale du pont "Liberté sur voies ferroviaires" prévoyait l'accompagnement d'agents SNCF pour un montant de 600 € H.T. Or, cette prestation n'a été réalisée que partiellement sur les superstructures et abords, dispensant d'accompagnement de personnel SNCF, l'intrados étant désormais surveillé directement par la SNCF dans le cadre d'une convention en cours de signature.

Cette **moins-value** s'élève à **867,50 € H.T.**

- Que le nouveau marché s'élève ainsi à **89 517,40 € H.T.**, soit une augmentation de **2,08%** par rapport au montant initial du marché ;

### **Décide en conséquence**

-d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 1M15 à conclure avec l'entreprise SEDOA pour un montant de **1 822,40 € H.T.** ;

-d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, ligne de crédit 16483 - Nature 2031.

Montpellier, le 02/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe THIESS

Publiée le : 03/10/2013

Notifiée le :



# AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaire du marché :

SEDOA  
Chemin de Courpouiran  
34990 JUVIGNAC

## B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :* Surveillance organisée du patrimoine ouvrages d'art et ouvrages de soutènement

*N° du marché :* 1M15

*Notifié le :* 28 juin 2011

### *Montants initiaux du marché :*

- |                                |                  |                 |
|--------------------------------|------------------|-----------------|
| • Tranche ferme :              | 31 950,00 € h.t. | } 87 695 € h.t. |
| • Tranche conditionnelle n°1 : | 29 464,00 € h.t. |                 |
| • Tranche conditionnelle n°2 : | 26 281,00 € h.t. |                 |

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :* 02 OCT. 2013

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

- **Tranche ferme**

Les contraintes d'exploitation liées au fort trafic sur l'avenue de la Liberté et la rue du Faubourg Figuerolles ont imposé de réaliser les inspections détaillées périodiques des ouvrages d'art dits "Tour Buffel sur Liberté" et "Liberté sur Faubourg Figuerolles" en période nocturne, induisant des surcoûts de main d'œuvre.

Cette plus-value s'élève à 668,50 € h.t.

- **Tranche conditionnelle n°1**

Les contraintes d'exploitation liées au fort trafic sur les avenues de la Justice de Castelnau et du Professeur Léon Vallois et la présence de la deuxième ligne de tramway sur l'avenue de Maurin ont imposé de réaliser les inspections détaillées périodiques des ouvrages d'art dits "Pont de la Concorde", "Viaduc Loubat" et "Dubout sur Maurin" en période nocturne, induisant des surcoûts de main d'œuvre.

Cette plus-value s'élève à 1 620,15 € h.t.

L'inspection détaillée périodique du Viaduc Loubat a requis l'emploi d'une nacelle positive non prévue initialement.

Cette plus-value s'élève à 425 € h.t.

La présence d'une structure complémentaire attenante à l'ouvrage d'art dit "11 novembre sur Verdanson", non recensée initialement, a nécessité une extension de l'inspection détaillée périodique de cet ouvrage d'art.

Cette plus-value s'élève à 800 € h.t.

L'inspections détaillée périodique du Viaduc Loubat et du Pont de Sète prévoyait l'accompagnement d'agents SNCF pour un montant de 1 200 € h.t.. Or cette prestation a été rétribuée directement à la SNCF par le biais d'une consigne de sécurité ferroviaire.

Cette moins-value s'élève à 1 200 € h.t.

- **Tranche conditionnelle n°2**

Les contraintes d'exploitation liées à la présence de la deuxième ligne de tramway sur l'avenue de Maurin ont imposé de réaliser l'inspection détaillée périodique de l'ouvrage d'art dit "Liberté sur Maurin" en période nocturne, induisant des surcoûts de main d'œuvre.

Cette plus-value s'élève à 376,25 € h.t.

L'inspection détaillée périodique globale du pont dit "Liberté sur voies ferroviaires" prévoyait l'accompagnement d'agents SNCF pour un montant de 600 € h.t.. Or, cette prestation n'a été réalisée que partiellement sur les superstructures et abords, dispensant d'accompagnement de personnel SNCF, l'intrados étant désormais surveillé directement par la SNCF dans le cadre d'une convention en cours de signature.

Cette moins-value s'élève à 867,50 € h.t.

## ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 3 889,90 € H.T. en plus-value et de 2 067,50 € H.T. en moins-value.

Le montant du contrat est donc porté à 89 517,40 € H.T. soit une augmentation de 2,04 % par rapport au montant initial du marché.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

Le présent avenant est sans incidence sur la durée initiale du marché.

### D. Signatures des parties

A Montpellier, le 27/09/13

L'entrepreneur,

SEDOA  
20 Impasse de Courpouyrac  
34990 JUVIGNAC  
Tél. 04 67 47 44 24  
Fax 04 67 47 66 55  
Siret 430 460 774 000 28

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,



### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

En provenance de :

SEDOA  
Chemin de Courpouyrac  
34990 Juvignac

RECOMMANDÉ :

AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi 3 20 059 940 5108 3

CHARREIRE Aurélien  
Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

FRAB

Ville de Montpellier

Présenté / Avisé le :

Distribué le :

Signature du destinataire

ou

du mandataire  
(Précisez nom et prénom)

1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

LA POSTE AGRÈMENT N° 1267

**Convention de mise à disposition  
Centre de Ressources Darwin  
Rue Jean-François Breton  
Ville de Montpellier/Ecole Nationale des Services  
Vétérinaires**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n°2011/2175/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;

**Considérant :**

- que l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires souhaite organiser du 7 au 11 octobre 2013, une formation des inspecteurs de Directions Départementales de la Protection des Populations sur le thème « Techniques d'entretien des reptiles, amphibiens et arthropodes hébergés en captivité »,
- que le parc zoologique de Montpellier est reconnu pour sa capacité d'accueil de ces animaux,
- que l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires a sollicité la Ville de Montpellier pour la mise à disposition d'une salle,

**Décide en conséquence :**

- de passer, pour la période du 7 au 11 octobre 2013, une convention de mise à disposition avec l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires de la salle du Centre de Ressources Darwin située rue Jean-François Breton dans l'enceinte du parc zoologique,
- d'inscrire la recette correspondante au budget 2013 de la Ville, imputation : 7788/928232,
- que la convention de mise à disposition sera annexée à la présente décision,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer la dite convention ou tout autre document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30/9/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 01/10/2013

Notifiée le :

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
CENTRE DE RESSOURCES DARWIN  
RUE JEAN-FRANCOIS BRETON  
VILLE DE MONTPELLIER / ECOLE NATIONALE DES  
SERVICES VETERINAIRES**

**Entre, d'une part,**

- **La Ville de Montpellier** 1 Place Georges Frêche – 34267 – MONTPELLIER –  
Cedex 2 - représentée par Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier  
Ci-après dénommée la Ville de Montpellier

**Et, d'autre part,**

- **L'Ecole Nationale des Services Vétérinaires** 1 Avenue Bourgelat – 69280-  
MARCY L'ETOILE – représentée par Olivier FAUGERE, Directeur

Ci-après dénommée ENSV

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition de l'ENSV de la salle du Centre de Ressources Darwin au parc zoologique pour l'organisation d'une formation.

Cette salle équipée d'un ordinateur et d'un vidéoprojecteur est mise à disposition à titre gracieux.

**ARTICLE 2 : DATE ET EFFECTIF**

La formation relative aux « Techniques d'entretien des reptiles, amphibiens et arthropodes hébergés en captivité » se déroulera du lundi 7 octobre 2013 10h au vendredi 11 octobre 2013 12h.

Les participants, tous inspecteurs de DDPP – Direction Départementale de la Protection des Populations -, seront vingt au maximum.

**ARTICLE 3 : ORGANISATION PRATIQUE**

L'ENSV est chargée de l'élaboration du programme pédagogique de la formation ainsi que des modalités pratiques de mise en place de cette formation.

Elle fournira à la Ville de Montpellier la liste des stagiaires, les supports de formation, les attestations et feuilles d'émargement.

#### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ACCES AU LIEU**

L'accès au Centre Darwin se fait par le portail situé au 548 rue Jean-François Breton. Le parc zoologique étant un lieu sensible, il est placé sous surveillance électronique et soumis à un règlement de sécurité spécifique.

Il convient de veiller au respect des conditions d'ouverture et de fermeture du portail, d'accès au bâtiment telles que définies par la Direction du parc zoologique.

#### **ARTICLE 5 : FACTURATION**

En référence à la délibération du Conseil municipal n°2012/640, paragraphe 2-1 : location d'une salle pour activité ponctuelle à un groupe de vingt personnes, il est convenu d'appliquer le tarif en vigueur de 55 € par jour soit 275 € pour la période considérée.

Un titre de recettes de ce montant sera adressé à l'ENSV.

#### **ARTICLE 6 : REGLEMENT INTERIEUR**

Toute personne présente sur le site du parc zoologique doit se conformer au règlement intérieur applicable au public en vigueur.

L'attention des personnes est particulièrement attirée sur le risque incendie et donc sur l'interdiction de fumer dans l'enceinte du parc tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

#### **ARTICLE 7 : ASSURANCES**

Les stagiaires sont pris en charge par leur employeur respectif en matière d'accident du travail et de trajet.

L'ENSV s'engage à restituer en parfait état les locaux et le matériel mis à sa disposition et prendra à sa charge toute dégradation qui lui serait imputable.

L'ENSV renonce à tout recours en cas de vol, perte ou dégradation de son propre matériel pendant la formation sur le site ou déposé dans les locaux.

En aucun cas la responsabilité de la Ville de Montpellier ne saurait être engagée dans le cadre de cette convention.

#### **ARTICLE 8 : CONTENTIEUX**

Tout différend résultant de l'exécution de la présente convention qui ne pourrait être réglé à l'amiable sera soumis au Tribunal administratif de Montpellier.

#### **SIGNATURES :**

Fait en double exemplaire,

Date :

Pour la Ville de Montpellier,

Date :

Pour l'ENSV,  
Olivier FAUGERE  
Directeur



**Propriété RICARD TEYSSIER**  
**ZAC Consuls de Mer 540 rue du Moulin de Semalen**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2013/2034/T/R pris par Madame le Maire le 26 août 2013 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 1<sup>er</sup> octobre 2012 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consuls de Mer;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 10 septembre 2013 ;

**Considérant :**

- que le 12 août 2013, Madame Mireille RICARD et Monsieur Pascal TEYSSIER ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner une villa située 540 rue du Moulin des Sept Cans et cadastrée section EZ 158, au prix de 710 000 €;

- que cette propriété est située d'une part dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne – Consuls de Mer et d'autre part, impactée par l'emplacement réservé n° C41, inscrit au Plan Local d'Urbanisme, destiné à procéder à l'élargissement de l'avenue du Petit Train;

- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de procéder au réaménagement urbain de ce secteur dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et à la réalisation des travaux d'élargissement de l'avenue du Petit Train. Ces projets sont conformes aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, pour réaliser des équipements publics, mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat et de permettre le renouvellement urbain.

- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété RICARD TEYSSIER, située 540 rue du Moulin des Sept Cans cadastrée section EZ 158 au prix de 600 000 € (six cent mille euros);
- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme,
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

Montpellier, le **4 OCT. 2013**  
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué,



**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : **07/10/2013**  
Notifiée le :



**La Panacée Centre de Culture contemporaine de  
Montpellier**  
**Contrat de production et de cession de droits de  
diffusion d'une performance artistique**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise, du 27 au 29 septembre 2013 un premier week-end évènementiel à la Panacée, centre de culture contemporaine de Montpellier, intitulé *Conversation Factory* ;
- Que ce projet comporte une œuvre artistique de projection vidéo et son adaptée à l'architecture intérieure du patio du bâtiment, œuvre pensée spécifiquement pour les lieux et intitulée *Jardin Digital* ;
- Que les artistes de 1024 Architecture ont non seulement une expérience riche dans ce domaine de création technique mais aussi une parfaite connaissance du lieu et la capacité de répondre à la demande dans les délais imposés ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, ce marché peut ainsi être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 3C0490) à 1024 Architecture, 27 passage Courtois, 75011 Paris, pour un montant de 40 400 € HT ;
- D'autoriser la signature du contrat de production et cession de droits de diffusion d'une performance artistique joint en annexe ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 08/10/2013  
Notifiée le :



CONTRAT  
DE PRODUCTION ARTISTIQUE ET DE CESSION DE DROITS DE DIFFUSION D'UN VIDEO  
MAPPING

**ENTRE**

**1024 architecture**  
27 Passage Courtois  
75011 PARIS  
France  
N° TVA intracommunautaire: FR92509822359  
Tel: (+33) 143 55 1024 /// info@1024architecture.net  
N° Siret : 509 822 359 00014  
représentée par Pierre Schneider  
*ci-après dénommé « l'artiste »*

et

**VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE**

La Panacée - art et culture contemporaine  
Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier  
Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2  
N° SIRET : 213 401 722 01787 N° APE : 8141Z  
Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30  
Représenté par **Philippe SAUREL**, adjoint au Maire délégué à la Culture,  
*ci-après dénommé « l'organisateur »*

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 **OBJET / PRODUCTION ARTISTIQUE**

*L'artiste s'engage à ce que soit fournie la production artistique suivante, aux conditions suivantes :*

Nom de l'artiste:	<b>1024 architecture</b>
Titre:	<b>DIGITAL Garden / Jardin DIGITAL</b>
Lieu :	La Panacée, Patio
Evénement :	Conversation Factory
Dates:	Vendredi 27 et Samedi 28 septembre 2013
Horaires :	De 21h à minuit, chaque demi-heure
Dates du montage :	Les 25 et 26 septembre 2013

*L'artiste assume l'entière responsabilité artistique de sa production.*

Article 2 **OBLIGATIONS DE L'ARTISTE**

*L'artiste fournit le personnel artistique et une partie du matériel technique nécessaire au bon déroulement de la production susmentionnée.*

*L'artiste prend notamment en charge le cahier des charges suivant :*

- Création et production du contenu visuel et sonore d'une séquence de mapping vidéo (durée environ 5 min.)
- Etude et conception du dispositif technique

- Location, transport, installation des vidéo projecteurs
- Location, transport, installation du matériel de diffusion
- Voyages des équipes artistiques (4 personnes)
- Installation in-situ les 25 et 26 septembre 2013
- Activation les 27 et 28 septembre 2013, de 21h à minuit, chaque demi-heure (6 représentations par soir)

### Article 3 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

**3.1** *L'organisateur* s'engage à mettre à disposition le lieu d'intervention pour la présentation de l'oeuvre susmentionnée en bonne condition, avec le personnel et matériel nécessaire, selon la fiche technique fournie dans l'annexe 1 au présent contrat.

Le lieu d'intervention sera prêt et accessible à *l'artiste* à partir du 25 septembre 2013.

*L'organisateur* s'engage à fournir l'ensemble du personnel technique requis pour la mise en place et le montage de la production artistique susmentionnée, tel que défini dans l'annexe 1 au présent contrat.

Le montage de la prestation sera réalisé d'après les plans d'implantations fournis dans l'annexe 2 au présent contrat.

La mise en place et montage de la prestation se dérouleront selon le planning défini dans l'annexe 3 au présent contrat.

*L'organisateur* s'engage à mettre en place un service de gardiennage suffisant pour la surveillance du site pendant toute la durée du montage et de l'exploitation.

**3.2** *L'organisateur* fournit, pendant toute la durée de son séjour, un espace séparé, propre et décent pour le backstage/ lieu de repos de l'artiste, selon l'annexe 4 au présent contrat.

*L'organisateur* garantit qu'un membre de son équipe est disponible en tout temps pour répondre à toute demande ou question de l'artiste.

**3.3** *L'organisateur* garantit en tout temps la sécurité du matériel nécessaire à l'événement.

*L'organisateur* s'engage à contracter une assurance pour les dommages causés aux tiers liée à l'événement, et en particulier à la prestation de l'artiste.

L'organisateur assure en particulier l'ensemble du matériel technique fourni par l'artiste dans le cadre de la prestation pendant le montage, l'exploitation et le démontage pour une valeur totale de EUR 4'500.- TTC.

L'organisateur s'est notamment assuré pour garantir les risques contre :

- les dommages qui pourraient être causés à l'artiste par l'un des agents de l'organisateur ou par les biens dont il est propriétaire,
- les incendies,
- les dégâts des eaux,
- et autres sinistres susceptibles d'intervenir sur les œuvres produites et exposées

**3.4** Dans le cas où *l'organisateur* ne remplirait pas ses obligations mentionnées ci-dessus et par conséquent rendrait impossible ou raisonnablement trop difficile à l'artiste de réaliser sa production, l'artiste et/ou l'artiste se réservent le droit d'annuler sa réalisation en tous temps. La rémunération convenue dans le présent contrat reste néanmoins due à *l'artiste* par *l'organisateur*.

### Article 4 **CONDITIONS FINANCIERES**

*L'artiste* reçoit la somme de **EUR 40 400 HT / EUR 45'118.- TTC** (quarante-cinq mille cent dix-huit euros) soit :

- 15'000 € HT – TVA à 19,6% pour la prestation susmentionnée
- 25'400 € HT – TVA à 7% pour la cession des droits de diffusion de la production

L'intégralité de ce montant sera à verser le jour de la livraison de la prestation, soit le 27.09.2013, sur présentation d'une facture, par virement sur le compte de *l'artiste* dont les coordonnées figurent ci-dessous.

Titulaire du compte : SARL 1024, 27 passage courtois, 75011 Paris

Nom et adresse de la banque : Crédit Agricole Alsace Vosges, HERRLISHEIM

IBAN : FR76 1720 6001 6963 0346 8815 901

Swift : AGRIFRPP872

## Article 5 VOYAGES, HEBERGEMENTS, TRANSPORT MATERIEL, PER DIEMS

*L'artiste* prend en charge ses frais de voyage, soit 4 aller-retour Paris-Montpellier.

*L'organisateur* prend en charge l'hébergement de l'artiste soit 3 chambres simples du 25 au 30.09.13 (5 nuits), dans les studios de la Panacée, selon l'annexe 4 au présent contrat.

*L'organisateur* prend à sa charge l'intégralité des frais liés aux transferts gare/aéroport – logement pour l'aller et le retour.

*L'organisateur* prend à sa charge l'intégralité des frais liés aux transferts entre lieu de représentation – logement pendant toute la durée du séjour de l'artiste sur place.

## Article 6 BILLETTERIE/ACCUEIL

L'accès à la prestation par le public est gratuite.

## Article 7 PROMOTION, ENREGISTREMENT, DROITS DE REPRODUCTION ET D'EXPLOITATION

**7.1** *L'artiste* fournit à *l'organisateur* en son temps le matériel utile à la promotion de la prestation (photos, dossiers de presse, etc.).

*L'organisateur* assure le service de presse ainsi que la promotion de la prestation. Il s'engage à respecter l'esprit général de la documentation fournie par *l'artiste* en matière de communication.

Tous les éléments de communication devront impérativement être soumis à *l'artiste* pour validation avant impression et diffusion.

L'ensemble des documents de communication seront systématiquement crédités comme suit:

Titre de l'oeuvre: **DIGITAL Garden**

Nom de l'artiste: **1024 architecture**

Pier SCHNEIDER / François WUNSCHÉL / Cinzia CAMPOLESE / Fernando FAVIER

Production La Panacée, Ville de Montpellier

*L'organisateur* s'engage à fournir à l'artiste dans un délai de 30 jours après la représentation, les articles de presse parus relatifs à l'installation.

**7.2** L'artiste cède à *l'organisateur* les droits d'exploitation de sa création artistique produite spécifiquement pour LA PANACEE pour la durée de l'exploitation fixée les 27 et 28 septembre selon les modalités financières précisées dans l'article 4.

Si La Panacée souhaite réactiver la production artistique, ceci fera l'objet d'une nouvelle contractualisation.

1024 et LA PANACEE s'engagent mutuellement à s'assurer que toute communication sur le projet destinée au public, à la presse et aux professionnels devra faire mention de LA PANACEE en tant que co-producteur du projet et de 1024 en tant qu'auteur, concepteur du projet décrit à l'ARTICLE 1.

**7.3** *L'artiste* prend en charge la captation vidéo de la prestation, en mettant notamment à disposition le matériel vidéo nécessaire ainsi que le personnel nécessaire pour la réalisation de la captation.

L'artiste prend également en charge la réalisation d'un montage vidéo d'une durée d'entre 1min et 1min30. Le montage vidéo sera réalisé et mis en ligne dans les 6 mois suivant la date de la prestation.

L'artiste cède gracieusement à l'organisateur les droits de diffusion de cette vidéo.

## Article 8 MODIFICATIONS, RESILIATION

8.1 - Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure, (maladie d'un artiste sur présentation de justificatif médical, catastrophes naturelles, insurrections, guerre, incendie, grève des services publics, grève du personnel...).

8.2 - Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre, sur présentation de justificatifs, une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière et ne pouvant leur être supérieure. Le versement de cette indemnité libérant la partie défaillante de toute obligation à l'égard de l'autre.

8.3 - Toute annulation du fait de *l'organisateur* entraîne pour celui-ci l'obligation d'en avvertir *l'artiste* dès sa connaissance des circonstances menant à l'annulation. Toute somme déjà versée à l'artiste ne saurait être réclamée par *l'organisateur*.

8.4 - Toute annulation du fait de l'artiste entraîne pour *l'artiste* l'obligation d'en avvertir *l'organisateur* dès sa connaissance des circonstances menant à l'annulation. Dans ce cas, l'obligation de *l'organisateur* de payer la rémunération telle que prévue dans le présent contrat est annulée.

8.5 - Dans le cas où la performance serait annulée ou affectée juste avant ou pendant l'événement, en particulier – mais sans limitation – en raison d'intervention policière, coupure de courant, tempête etc., en raison de l'intervention d'un tiers ou de toute autre circonstance en dehors de la volonté de l'artiste, l'obligation de *l'organisateur* de verser la rémunération telle que définie dans le présent contrat demeure intacte.

#### Article 10 **COMPETENCE JURIDIQUE**

Le présent contrat est soumis à la Loi française.

En cas de contestation et à défaut d'accord amiable, les parties font attribution de juridiction aux tribunaux compétents de Montpellier.

Fait en deux exemplaires, le XXX 2013

*L'organisateur*  
Lieu et date

*L'artiste*  
Lieu et date

**ANNEXE 1 : FICHE TECHNIQUE**  
**DIGITAL Garden / Jardin DIGITAL**  
**1024 architecture**

**Matériel fourni par 1024 architecture :**

- 6 vidéo projecteurs 15 000 Lumens (à confirmer) / incluant transport, location, installation du matériel de diffusion vidéo
- 1 ordinateur pour la diffusion
- 2 triple head pour 6 sorties vidéos
- 1 carte son

**Matériel à fournir par l'organisateur:**

- 1 système son stéréo grande puissance, à savoir: 2 subs + Sattelites de marque Christian L, Nexo ou D&B. (pas de mackie, yamaha ou sous marque) + 1 console son 8 pistes – ou équivalent après validation par 1024
- 1 Table régie
- alimentation électrique pour VP (en toiture) et régie (en coursive rdc)

Seront également fournis si nécessaire (matériel optionnel après validation d'une animation par LA PANACEE)

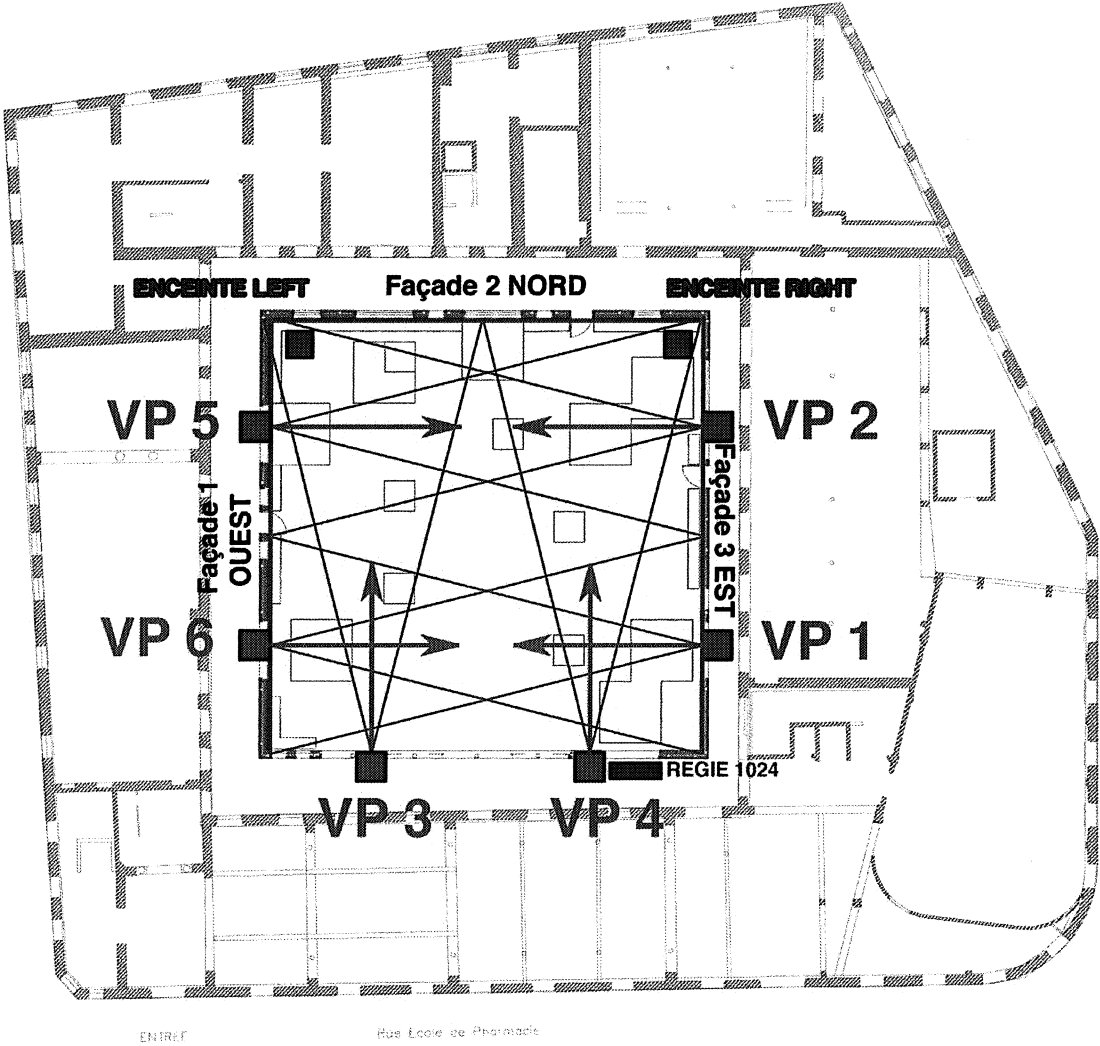
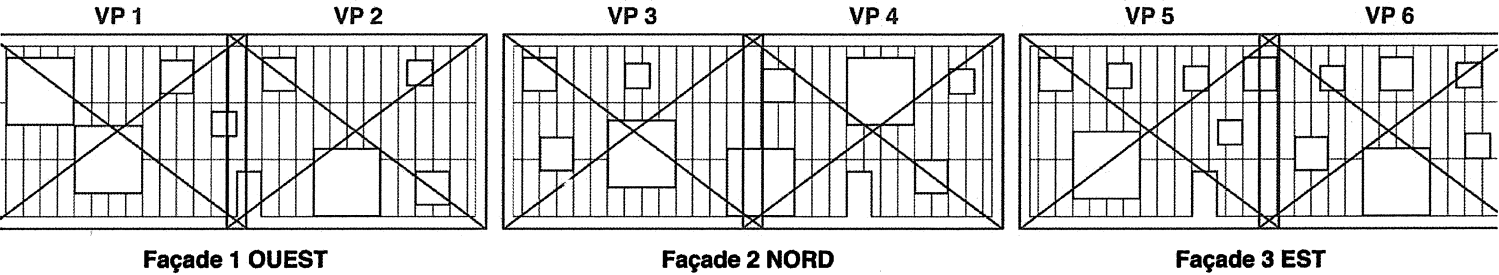
- 2 micro + Pieds + cablage patio-régie

**Il est indispensable de pouvoir maîtriser l'éclairage ambiant de l'ensemble du lieu (hors appartements étudiants) pendant la période d'installation et d'exploitation du projet et de descendre des rideaux blancs derrière chaque fenêtre.**

*L'organisateur*  
Lieu et date

*L'artiste*  
Lieu et date

ANNEXE 2 : PLANS D'IMPLANTATION  
DIGITAL Garden / Jardin DIGITAL  
1024 architecture



**ANNEXE 3 : PLANNING DE MONTAGE ET EXPLOITATION**  
**DIGITAL Garden / Jardin DIGITAL**

25 et 26.09.2013	Journée + accès impératif en soirée de 21h à 1h du matin	Installation in-situ, tests
27 et 28.09.2013	De 21h à minuit	Activation, spectacle de 5 min chaque demi-heure (6 représentations par soir, dernière à 23h30)
28.09.2013	Après 22h30	Pré- démontage table régie
29.09.2013	A partir de 8h	Démontage

*L'organisateur*  
Lieu et date

*L'artiste*  
Lieu et date



**ANNEXE 4 : VOYAGES, LOGEMENT, HOSPITALITE ET ACCUEIL**  
**DIGITAL Garden / Jardin DIGITAL**

**1. Voyages, logement, per diems**

L'organisateur s'engage à prendre en charge le logement de l'équipe artistique comme suit :

Nom	Départ de	Date arrivée	Date départ	Type de chambre	Nb de nuits
François Wunschel	Paris	25.09.13	30.09.13	Single	4
Pierre Schneider	Paris	25.09.13	30.09.13	Single	4
Cinzia Campolese	Paris	25.09.13	30.09.13	Single	4
Fernando Favier	Paris	25.09.13	30.09.13	Chez famille	4
				<b>TOTAL</b>	<b>16</b>

Merci de prévoir des Taxis ou Runner aux arrivées et départs de gare avec un panneau comportant la mention: **"1024 architecture"**

Logement en chambres individuelles, avec petit déjeuner inclus, et wifi gratuit.

**2. Loges et invitations**

L'organisateur mettra à disposition de 1024 architecture une loge propre, chauffée et / ou climatisée avec frigidaire et lumière pour toute les soirées de calage et le soir de la prestation.

Des boissons fraîches seront à disposition des artistes et opérateurs (Soda, Coca cola, jus de pomme, jus d'orange et eau fraîche plate et pétillante) en tout temps.

*L'organisateur*  
Lieu et date

*L'artiste*  
Lieu et date

**ZAT! 7, Convention de mise à disposition de locaux à  
la Ville par le Centre Chorégraphique National de  
Montpellier Languedoc-Roussillon**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise les 10 et 11 novembre 2013 la septième édition de la manifestation ZAT ! Zone Artistique Temporaire, dans le quartier Boutonnet-Beaux-Arts ;
- Que cette manifestation impose d'occuper temporairement un certain nombre de locaux et bâtiments n'appartenant pas à la Ville ou transférés à la C.A.M., pour des motifs techniques ou artistiques ;
- Que le Centre Chorégraphique National de Montpellier Languedoc-Roussillon a accepté de mettre à disposition de la Ville un studio atelier les 2, 3, 7, 8 et 9 novembre 2013, dans le cadre d'un projet participatif de la Compagnie Groupenfunk ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de mise à disposition temporaire de locaux à titre gratuit, jointe en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 09/10/2013  
Notifiée le :

## CONVENTION

### ENTRE

L'association, Centre Chorégraphique National de Montpellier Languedoc-Roussillon, représentée par M. Jean-Marc URREA, Directeur délégué, ci-après dénommée CCNMLR,

### ET

La ville de Montpellier  
domiciliée Hôtel de Ville de Montpellier – 1, place Georges Frêche – 34267 Montpellier cedex 2  
représentée par Monsieur Philippe Saurel, adjoint au Maire délégué à la culture  
ci-après dénommée La ville de Montpellier

### IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

**ARTICLE 1 :** la présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation des studios du Centre chorégraphique par la manifestation Z.A.T, organisée par la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un projet participatif de la compagnie Groupenfonction. Conformément à l'article 1 de la convention générale liant le Centre chorégraphique et la Communauté d'Agglomération pour l'utilisation des locaux.

**ARTICLE 2 :** le(s) studio(s) sont prêtés gracieusement à la ville de Montpellier, suivant le planning annexé à la présente convention. Le studio Atelier le 2 et 3 novembre de 10h à 18h, le studio Atelier le 7 et 8 novembre de 18h à 22h, le 9 novembre de 10h à 18h.

La Ville de Montpellier prendra contact avec le directeur technique et la responsable de l'accueil du CCNMLR afin d'organiser l'arrivée dans les lieux.

Ce prêt de studio s'entend sans matériel, ni personnel. Toute demande technique spécifique à l'accompagnement dans ces lieux donnera lieu à une facturation.

**ARTICLE 3 :** La Ville de Montpellier utilise le(s) studio(s) dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène. Elle se conforme aux dispositions du règlement intérieur établi par l'Association. À l'expiration de la présente convention, La Ville de Montpellier laisse les lieux en bon état. Elle ne peut procéder à aucune modification ou travaux dans les lieux ainsi mis à disposition.

**ARTICLE 4 :** La Ville de Montpellier souscrit une police d'assurance couvrant son personnel et son matériel.

**ARTICLE 5 :** La présente convention de mise à disposition ne peut être transmise ou cédée à un tiers.

**ARTICLE 7 :** La Ville de Montpellier s'engage à faire mention, dans sa communication, de l'intitulé suivant : Avec l'aide du Centre chorégraphique national de Montpellier Languedoc-Roussillon.

**ARTICLE 8 :** Tout litige entre les contractants est du ressort des tribunaux de Montpellier.

Fait à Montpellier le 18/09/13

CCNMLR  
Jean-Marc URREA

La ville de Montpellier  
Philippe Saurel



Direction Urbanisme  
Opérationnel  
Service Foncier  
Opérationnel

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° *203/300*

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété Société FONCIERE DE RENOVATION**  
**450, Le Grand Mail - Copropriété Font del Rey**  
**Lots 1124-1146-1151-1177**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 26 août 2013 (n° 2013/2034/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 8 août 2013, la Société FONCIERE DE RENOVATION a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner quatre appartements constituant les lots 1124, 1146, 1151, 1177 de la copropriété FONT DEL REY, située 450 Le Grand Mail et cadastrée section LR 296, au prix de 157 500 € ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ces biens dans le cadre de sa politique d'aide au logement social. La copropriété FONT DEL REY, suivie depuis plusieurs années par le Service Communal d'Hygiène et de Santé et les services sociaux, fait l'objet d'une attention particulière de la part de la Ville et de l'Etat par l'intermédiaire du délégué du Préfet sur le quartier de la Mosson. Cette copropriété a été placée sous surveillance au titre des copropriétés dégradées. L'acquisition de ces lots permettra de renforcer l'action publique au sein même de cette copropriété en grande difficulté et la création de quatre logements sociaux après leur rénovation. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la Société FONCIERE DE RENOVATION, lots 1124, 1146, 1151, 1177 de la copropriété FONT DEL REY, située 450 Le Grand Mail et cadastrée section LR 296, au prix de 66 355 € ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R.213-11 du code de l'urbanisme ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière".

Montpellier, le

**4 OCT. 2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 07/10/2013

Notifiée le :





**Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle  
Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation  
du Plan d'Opération Interne, Plan de gestion de  
l'assainissement, Plan de gestion des fumiers  
Avenant n°1 au marché de prestations de service n°  
3B0229**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R en date du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu le marché public à procédure adaptée n° 3B0229 « Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle – Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du Plan d'Opération Interne, Plan de gestion de l'assainissement, Plan de gestion des fumiers » ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif à la « Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du plan d'opération interne, plan de gestion de l'assainissement et plan de gestion des fumiers » du marché n° 3B0229 : « Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif à la « Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du plan d'opération interne, plan de gestion de l'assainissement et plan de gestion des fumiers » du marché n° 3B0229 : « Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle » ;

**Considérant :**

- Qu'à la suite d'une consultation adaptée, la Ville a attribué à la société QUALICONSULTING le marché n° 3B0229 : « Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle - Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du plan d'opération interne, plan de gestion de l'assainissement et plan de gestion des fumiers » ;
- Que la mission initiale confiée à la société QUALICONSULTING ne prévoyait pas d'analyses spécifiques des fumiers et lisiers mais juste un relevé bibliographique calé sur des productions d'élevage domestique ;
- Que des analyses par famille d'animaux et par enclos s'avèrent nécessaires pour pouvoir quantifier et garantir les différents traitements et élimination des différents effluents liquides et solides, issues des animaux, à proposer dans le cadre du POI ;
- Que le coût engendré par cette prestation supplémentaire s'élève à 4 500,00 € HT, soit 5 382,00 € TTC ;

**Décide en conséquence :**

- que l'offre de la société QUALICONSULTING – Allée de Barcelone, Les Bureaux du Parc, Bâtiment B 1er étage, 66350 TOULOUGES – pour analyser et quantifier tant les effluents liquides (les eaux de lavages) que des effluents solides (déjections produites par les animaux + pailles + restes de nourritures), est retenue pour un montant de 4 500 € HT soit 5 382,00 € TTC,
- de signer un avenant pour augmenter le montant du marché n°3B0229 et le porter à 46 575,00 € HT,
- d'imputer la dépense supplémentaire sur le budget 2013 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin ; Ligne : 22873 - Nature : 2031 - Fonction : 908232,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,
- de dire que Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,
- que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

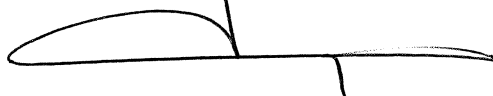
Montpellier, le 10/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 11/10/2013

Notifiée le :





**MARCHE PUBLIC**

**PARC DARWIN, BOIS DE MONTMAUR, RESERVE NATURELLE**

**Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du plan d'opération interne, plan de gestion de l'assainissement et plan de gestion des fumiers**

**Avenant n° 1**

**A - Identification du pouvoir adjudicateur.**

Nom : **MAIRIE DE MONTPELLIER**  
Adresse : 1 Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER Cedex 2

**B - Identification du titulaire du marché public.**

Nom : **QUALICONSULTING**  
Adresse : Les bureaux du Parc – Bâtiment B 1<sup>er</sup> étage  
Allée de Barcelone  
66350 TOULOUGES  
Email : [delphine.danat@qualiconsulting.fr](mailto:delphine.danat@qualiconsulting.fr)  
Téléphone : 04.68.82.64.50  
Fax : 04.68.82.64.59  
Numéro SIRET : 513 962 233 0013

**C - Objet du marché public.**

■ Objet du marché public :

**Marché n° 3B0229** : Parc Darwin, bois de Montmaur, Réserve naturelle - Mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du plan d'opération interne, plan de gestion de l'assainissement et plan de gestion des fumiers

■ Date de la notification du marché public : 06 Mai 2013

■ Durée d'exécution du marché public : 4 mois

■ Montant initial du marché public :

▪ Montant HT :	<b>42 075,00 €</b>
▪ TVA (19,6%) :	<b>8 246,70 €</b>
▪ Montant TTC :	<b>50 321,70 €</b>

**D - Objet de l'avenant.**

■ Objet du présent avenant :

Le présent avenant n°1 a pour objet de quantifier et qualifier les effluents solides ou liquides provenant des différents animaux afin d'en prévoir et garantir les différents traitements ou évacuations en centre spécialisé.



■ Justification du présent avenant :

Le marché initial prévoyait la qualification et la quantification des effluents sur la base de données bibliographiques issues des productions d'animaux d'élevage (vaches, chèvres, poules...). Afin d'optimiser l'étude il s'est avéré nécessaire d'avoir les résultats des déjections réellement produites par type d'animaux et par enclos comportant également les quantités de paille extraites et les reste de nourriture.

Il est donc demandé à l'entreprise titulaire du marché de réaliser les prélèvements et analyses d'effluents liquides et solides conformément à la note descriptive en pièce jointe.

■ Incidence sur les délais :

Le délai initial est majoré d'un (1) mois pour l'achèvement de la mission et la remise du dossier POI final.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON

☒ OUI

**Montant de l'avenant :**

- Montant HT : **4 500,00 €**      % d'écart introduit par l'avenant : 10,7 %
- TVA (19,6%) : 882,00 €
- Montant TTC : **5 382,00 €**

**Nouveau montant du marché public :**

- Montant HT : **46 575,00 €**
- TVA (19,6%) : 9 128,70 €
- Montant TTC : **55 703,70 €**

■ Autres clauses :

Les prestations supplémentaires susnommées sont réputées exhaustives au vu des préconisations faites par la société QUALICONSULTING en sa qualité de sachant. Le cas échéant, l'entreprise ne pourra prétendre à quelque rémunération complémentaire pour l'achèvement de sa mission.

Les autres clauses du contrat sont inchangées.

**E - Signature du titulaire du marché public.**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur.**

A : MONTPELLIER, Le : .....

Signature (Représentant du pouvoir adjudicateur) :

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.**

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec avis de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

**EMPRUNT DE 1.980.000 EUROS AUPRES DE LA  
BANQUE POSTALE DESTINE A FINANCER LA  
RELOCALISATION ET L'EXTENSION DE LA  
CRECHE SOPHIE LAGREZE**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;
- Vu la délibération n° 2013/338 exécutoire en date du 29/07/2013 et présentant notamment le plan de financement de l'opération de relocalisation et d'extension de la Crèche Sophie Lagrèze,

**Considérant :**

- Que l'inscription de ce projet au Programme Urbain Intégré FEDER 2007-2013 intègre un financement par emprunt qu'il est nécessaire de formaliser au préalable,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau annexé à la présente décision récapitule l'ensemble des conditions appelées, il apparaît que l'offre de la Banque Postale est celle qui est économiquement la plus avantageuse pour la Ville,
- Qu'après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2013-02 y attachées proposées par la Banque Postale et dont les principales caractéristiques sont rappelées ci-après :

**Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.**

Score Gissler : 1A

Montant : 1.980.000,00 EUR

Durée : 21 ans et 1 mois

Objet : Financer la relocalisation et l'extension de la crèche Sophie Lagrèze

Phase de mobilisation

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée : 12 mois

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation

Montant minimum : 15.000,00 EUR

Taux d'intérêt annuel : index EONIA post fixé assorti d'une marge de +1.93%

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle

Tranche obligatoire à taux fixe du 02/12/2014 au 01/01/2035

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 02/12/2014 par arbitrage automatique.

Montant : 1.980.000,00 EUR

Durée d'amortissement : 20 ans et 1 mois

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 4.19 %

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéance d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commissions

Commission d'engagement : 0.20 % du montant du contrat de prêt soit 3.960,00 EUR

Commission de non utilisation : 0.10 %

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt de 1.980.000 euros auprès de la Banque Postale aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux offres décrites ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 15/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/10/2013  
Notifiée le :

**Convention de cession d'animaux de laboratoire  
Ville de Montpellier / Institut National de la Santé et  
de la Recherche Médicale**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n°2011/2175/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;

**Considérant :**

- que l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale de Montpellier dispose d'un surplus d'animaux de laboratoire d'élevage,
- que la Ville de Montpellier, pour l'alimentation d'animaux du parc zoologique, doit se fournir en rongeurs de ces espèces (souris domestique et rat commun),
- que le parc zoologique de Montpellier est reconnu pour sa capacité d'accueil de ces animaux,

**Décide en conséquence :**

- de passer une convention de cession du surplus du stock d'animaux d'élevage avec l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale,
- que cette cession est consentie à titre gracieux,
- que la convention de cession sera annexée à la présente décision,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer la dite convention ou tout autre document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 17/10/2013

Notifiée le :

**CONVENTION DE CESSIION D'ANIMAUX DE LABORATOIRE  
VILLE DE MONTPELLIER / INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE  
ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**

**Entre, d'une part,**

- **La Ville de Montpellier** 1 Place Georges Frêche – 34267 – MONTPELLIER – Cedex 2 - représentée par Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier  
Ci-après dénommée la Ville de Montpellier,

**et, d'autre part,**

- **L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale**  
Inserm U1051 et U844, Institut des Neurosciences de Montpellier (INM)  
80 rue Augustin Fliche – BP 74103 – 34095 – MONTPELLIER – représenté par Jérôme SARNIGUET, responsable du plateau animalerie  
Ci-après dénommé l'INSERM.

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de cession à titre gracieux du surplus du stock d'animaux d'élevage de l'INSERM au parc zoologique de la Ville de Montpellier.

Les espèces concernées sont :

- sous leur nom scientifique : *Mus musculus* et *Ratus norvegicus*
- sous leur nom commun : Souris domestique et Rat commun.

Le don est définitif et il n'y aura jamais de retour vers l'élevage de l'INSERM.

La Ville de Montpellier, du fait du titre de capacitaire du directeur technique du parc zoologique, atteste être autorisée à détenir un ou plusieurs animaux de la même espèce ou du même groupe d'espèces que celui des animaux cédés.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La cession des espèces décrites ci-dessus prend effet à la date de signature de la présente convention pour une durée indéterminée, fonction des besoins respectifs de chacune des parties.

L'arrêt de ce don fera l'objet d'un accord écrit entre les deux parties.

## **ARTICLE 3 : QUANTITE ET FREQUENCE**

L'INSERM se réserve le droit de moduler la quantité d'animaux concernés par la cession en fonction de son stock, sans obligation de minima ni maxima.

La fréquence est définie mensuellement d'un accord commun, par mail ou téléphone et modulable.

## **ARTICLE 4 : ETAT SANITAIRE ET EUTHANASIE**

En fonction des besoins du parc zoologique, l'INSERM fournit les animaux morts et/ou vivants et atteste que ces animaux nés et élevés en captivité sont issus d'un cheptel constitué conformément à la réglementation en vigueur, qu'il ne s'agit en aucun cas d'animaux transgéniques, qu'ils n'ont subi aucun test expérimental et qu'ils sont en bonne santé.

L'INSERM s'engage à tenir informée la Ville de Montpellier d'éventuels antécédents sanitaires et/ou interventions sur les animaux cédés, et non préjudiciables au cheptel du parc zoologique, avant toute cession.

L'INSERM s'engage à fournir à la Ville de Montpellier une copie des résultats des tests sanitaires effectués sur leur cheptel tous les 3 mois.

L'euthanasie est pratiquée par l'INSERM selon son protocole interne en respectant la législation en vigueur dans les laboratoires. L'INSERM atteste détenir toutes les autorisations légales pour la pratique des euthanasies.

Les animaux morts sont congelés par l'INSERM.

## **ARTICLE 5 : MODALITES PRATIQUES DE RECUPERATION DES ANIMAUX CEDES**

Les animaux cédés sont récupérés auprès de l'INSERM par un agent du parc zoologique mandaté par sa hiérarchie.

Dans les cas de récupération d'animaux vivants, le transport sera effectué au moyen de boîtes de transport, fournies par l'INSERM, jetables, homologuées respectant les normes fixées par la réglementation en vigueur.

Dans le cas de récupération d'animaux congelés, la Ville de Montpellier s'engage à les transporter dans des conteneurs isothermes.

Une quarantaine est appliquée pour la cession d'animaux vivants au sein du parc zoologique.

#### **ARTICLE 6 : TRACABILITE**

Un registre est tenu de part et d'autre, et accessible aux autorités compétentes.

Il y est inscrit la date de la cession, l'espèce, le numéro du lot, le nombre d'individus, le sexe si connu et l'état sanitaire des animaux cédés par l'INSERM.

#### **SIGNATURES :**

Fait en double exemplaire,

Date :

Pour la Ville de Montpellier,

Date :

Pour l'INSERM,

Jérôme SARNIGUET

Responsable du plateau animalier



**Mission de base de maîtrise d'oeuvre pour la  
restructuration des vestiaires, réfectoire, laverie,  
sanitaires, atelier de la zone technique du Parc Darwin**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire délégué à la prévention, l'environnement, la santé et la biodiversité ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de restructurer les vestiaires, réfectoire, laverie, sanitaire et atelier de la zone technique du Parc Darwin ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un maître d'œuvre pour une mission de base ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3C03458191 ;
- Que la société ACTUA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence que :**

- L'offre de la société ACTUA – 471 Rue Charles Nungesser, Mas des Cavaliers 2, 34130 MAUGUIO - est retenue pour un montant de 144 000 € HT,
- La dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier : Fonction 908232 – Nature : 2031,
- Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le contrat avec la société ACTUA et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,
- Monsieur le Directeur général des services de la Ville et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 16/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jacques TOUCHON

Publiée le : 17/10/2013  
Notifiée le :



**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété NHIM**  
**72, avenue de Toulouse**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 26 août 2013 (n° 2013/2034/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012 désignant la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en qualité de titulaire de la concession d'aménagement de l'opération de l'Ecole d'Application d'Infanterie ;
- Vu la concession d'aménagement du 11 juillet 2012 entre la Ville et la SAAM corrélative ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 11 octobre 2013.

**Considérant :**

- que le 02 septembre 2013 Madame Soveatiny NHIM a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble divisé en trois appartements, dont deux loués, situé 72 Avenue de Toulouse et cadastré section HZ 27 au prix de 230 000 € dont compris 15 000 € de commission d'agence;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'Ecole d'Application d'Infanterie visant à créer un nouveau quartier avec parc public sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie. Plus particulièrement la propriété de Madame NHIM, comprise dans le périmètre de la concession d'aménagement confiée par la Ville à la SAAM pour la réalisation de ce projet, permettra après acquisitions foncières de procéder au réaménagement et au renouvellement urbain de l'avenue de Toulouse au droit du parc Montcalm. Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, pour réaliser des équipements publics, mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat et de permettre le renouvellement urbain;

- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame NHIM, située 72 Avenue de Toulouse, et cadastrée section HZ 27, au prix de 180 000 € plus 15 000 € de commission d'agence;
- si la propriétaire décidait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure judiciaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- que la SAAM interviendra à l'acte d'acquisition en tant que tiers-payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le **21 OCT. 2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michael DELAFOSSE

Publiée le : **21/10/2013**  
Notifiée le :





## Conventions d'amodiations du parking Foch- Préfecture/ Marché aux Fleurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation de signature n°2011/2178/T/R, concernant notamment le stationnement et la gestion déléguée des parkings ;

**Considérant :**

- Qu'à l'issue de la délégation de service public portant sur le parking Foch- Préfecture/ Marché aux Fleurs dont le terme est intervenu le 14 février 2013 et qui vient d'être renouvelée, les conventions d'amodiation de 291 places sont arrivées à expiration ;
- Qu'il y a donc lieu de procéder à de nouvelles locations de ces places ;
- Que dans un premier temps, la Ville a proposé aux anciens bénéficiaires de ces places s'ils souhaitent renouveler leur location ;
- Que 51 personnes identifiées dans le tableau annexé à la présente se sont manifestées pour un total de 64 emplacements ;
- Que la délibération n°2013/227 du 6 mai 2013 a fixé un montant de redevance de ces places amodiées à 7 470 euros T.T.C. (taux de TVA en vigueur de 19.6% ) par place pour une durée de 10 ans.

**Décide en conséquence :**

- d'autoriser la location, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, aux 51 personnes identifiées dans le tableau annexé à la présente, de 64 emplacements amodiés du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, pour un montant de 7 470 euros T.T.C. (taux de TVA en vigueur de 19.6% ) et pour une durée de 10 ans ;
- d'approuver les termes du modèle de convention d'amodiation jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer lesdites conventions d'amodiations et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 17/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Philippe THINES

Publiée le : 18/10/2013  
Notifiée le :



## **CONVENTION D'AMODIATION**

\*\*\*\*\*

### **PARC DE STATIONNEMENT FOCH-PREFECTURE MARCHE AUX FLEURS**

ENTRE LES SOUSSIGNES

**La Ville de Montpellier**

Représentée par Madame le Maire, Hélène MANDROUX ou son représentant, domiciliée, en l'Hôtel de Ville, 1 place Georges FRECHE, 34267 Montpellier cedex 2

Ci-après dénommée : « la Ville de Montpellier »

ET

**La société EFFIA STATIONNEMENT**

SAS au capital de 160 000 euros, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 435 272 596, représentée par son Directeur Général, Monsieur Fabrice LEPOUTRE, dont le siège social est situé au 20 boulevard Poniatowski, 75012 Paris

Ci-après dénommée : « le Déléataire »

ET

**M.** .....

appelé « le bénéficiaire », agissant en son nom et pour son compte,

domicilié au : .....

**EXPOSE :**

La Ville de Montpellier est propriétaire du parc de stationnement Foch- Préfecture Marché aux Fleurs dont elle a confié la gestion à un délégataire de service public, la société EFFIA Stationnement.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la Ville de Montpellier consent une amodiation sur un ou des emplacement(s) situé(s) dans ledit parc de stationnement.

## **I. Objet**

La Ville consent au bénéficiaire une amodiation **sur** ..... **emplacement(s)** situé(s) dans le parc de stationnement Foch-Préfecture Marché aux Fleurs, pour la durée et les conditions définies ci-après.

## **II. Régime**

Le parc de stationnement Foch Préfecture Marché aux Fleurs relevant du domaine public communal, les parties se soumettent au régime général des occupations consenties sur le domaine public. Le régime des baux privés n'est donc pas applicable.

## **III. Identification**

L'/les emplacement(s) concerné(s) est/sont situé(s) au niveau -4 ou -5 du parking Foch-Préfecture ou dans le parking du Marché aux Fleurs.

Chaque emplacement est équipé d'un arceau privatif.

## **IV. Destination des lieux**

L'emplacement, ou les emplacements, sur le(s)quel(s) la Ville consent une amodiation est/sont exclusivement destiné(s) au stationnement d'un véhicule automobile.

La Ville de Montpellier et EFFIA STATIONNEMENT ne pourront être tenus responsables des dégradations, vols et dommages pouvant être occasionnés.

## **V. Durée et redevance**

Le Bénéficiaire verse à la Ville une redevance d'occupation fixée à 7470 euros T.T.C. pour une amodiation sur une durée de 10 ans à compter du 1er novembre 2013.

## **VI. Charges courantes**

Le bénéficiaire devra acquitter à la société EFFIA STATIONNEMENT, en charge de l'exploitation du parc de stationnement, un montant annuel de charges fixé à 455 euros T.T.C. valeur 2013, représentant sa part contributive aux dépenses d'entretien, de réparation et de fonctionnement du parc.

Ce montant est révisable au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année suivant la formule suivante :

$$P = P_0 (S/S_0)$$

**P** est le montant des charges actualisées,

**P<sub>0</sub>** est le montant des charges valeur 2013

**S** est l'indice du coût horaire tous salariés de l'INSEE (NAF 74)

**S<sub>0</sub>** est l'indice du coût horaire tous salariés de l'INSEE (NAF 74) en 2013

Le règlement s'effectuera annuellement par chèque ou par virement, à réception de la facture transmise par la société EFFIA stationnement.

Si pour une raison quelconque EFFIA STATIONNEMENT ne devait plus être chargée de l'exploitation du parc de stationnement avant la date d'échéance de la présente convention, la Ville informera le bénéficiaire de l'identité du nouvel exploitant auprès duquel les charges devront être réglées.

A défaut du paiement par le bénéficiaire, ses ayants droits ou les concessionnaires successifs, des sommes appelées au titre de la participation aux charges et dès la première mise en demeure par lettre recommandée, les sommes impayées seront productives d'intérêts à un taux correspondant à une fois et demi le taux de l'intérêt légal pour la période courant de la date d'exigibilité à celle du paiement effectif. Cette mise en demeure, dans tous les cas où elle restera sans effet, sera suivie de poursuites.

Tous les frais et honoraires quelconque exposés pour le recouvrement des sommes dues par le bénéficiaire, ses ayants droit ou les concessionnaires successifs, seront à la charge du débiteur.

## **VII. Cessibilité et transmission**

Les droits consentis au bénéficiaire par la présente convention le sont à titre personnel.

Toutefois, en cas de décès du titulaire, la convention peut être transmise à un ayant droit.

La Ville permet également que le bénéficiaire puisse les céder à un tiers étant précisé qu'une telle cession :

- Ne pourra en aucun cas ouvrir de droits supplémentaires à ceux prévus par la présente convention (notamment en termes de durée) ;
- Ne pourra en aucun cas donner lieu à un acte de commerce. Son prix devra donc être fixé sur la base du montant de redevance prévu au V corrigé au prorata temporis de la durée de la convention restant à courir jusqu'à son échéance ;
- Ne pourra en aucune façon être considérée comme relevant de la législation commerciale, celle-ci étant incompatible avec le régime applicable au domaine public.



En cas de transmission ou de projet de cession, l'identité de l'ayant droit ou de l'acquéreur devra être portée à la connaissance de la Ville et d'EFFIA STATIONNEMENT par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

Un avenant à la présente convention sera alors établi et signé par la Ville, EFFIA STATIONNEMENT et le nouveau titulaire.

Le nouveau titulaire du droit d'occupation se trouvera substitué à son prédécesseur, dans tous les droits et obligations découlant du présent acte.

Le concessionnaire devra acquitter, avant tout transfert de ses droits, la participation aux charges visées ci-dessus.

### **VIII. Obligations des parties**

Le bénéficiaire ou ses ayants droit ou les cessionnaires successifs s'obligeront :

- A utiliser les lieux, objet des présentes, dans l'état où ils se trouvent au jour de leur remise ;
- A rembourser spécialement, en sus de la participation aux charges prévues ci-dessous, tous les frais de remise en état des lieux qui pourraient provenir de leur chef ;
- A régler lors de la remise de son badge d'accès une caution d'un montant de 30 euros T.T.C.
- A communiquer à EFFIA STATIONNEMENT, le numéro d'immatriculation de son véhicule et toute modification ultérieure à la signature du présent contrat ;
- A utiliser exclusivement la place qui lui aura été attribuée, ou les places qui lui auront été attribuées, sous peine de facturation au taux horaire du stationnement réel constaté d'après les relevés d'immatriculation effectués quotidiennement par EFFIA STATIONNEMENT (le ou les numéros de places ainsi que le plan de localisation seront annexés au contrat lors de la prise en possession par le bénéficiaire) ;
- A restituer l'emplacement, ou les emplacements, à l'échéance en bon état ;
- A effectuer tous les entretiens et réparations nécessaires résultant de la jouissance de cet emplacement, ou de ces emplacements, et notamment le matériel de banalisation (arceaux privatifs) ;
- A laisser exécuter, sans indemnité, les travaux qui pourraient être entrepris sur les ouvrages communs ou sur la voirie, ou tous autres travaux qui seraient nécessités par l'exploitation du service public ;
- A respecter le règlement intérieur du parking joint à la présente convention.

Ils s'interdiront :

- De dégrader, de percer le sol mis à leur disposition, de démolir ou de transformer les lieux.
- D'entreposer de l'essence ou toute matière inflammable.
- De laisser leur véhicule en stationnement, de déposer des marchandises ou autres sur les passages communs.

EFFIA STATIONNEMENT s'engage à garantir au bénéficiaire ou à ses ayants droits ou aux cessionnaires successifs, sauf cas de force majeure, l'accessibilité et la disponibilité permanentes du stationnement, objet de la présente (sous réserve, dans le cas d'arceaux privatifs, que le bénéficiaire lève l'arceau dont est pourvu son emplacement à chaque sortie du parc de stationnement).

## **IX. Résiliation**

### **1. Principe**

La présente convention prend fin de plein droit à l'expiration de la durée prévue à l'article V, sans droit à indemnisation en cas de non renouvellement. Le bénéficiaire n'a pas de droit acquis au renouvellement.

### **2. Résiliation unilatérale**

La convention est précaire et révocable conformément à l'article L.2122-3 du code général des propriétés des personnes publiques. Dès lors, la Ville peut à tout moment décider de façon unilatérale de résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général.

Dans tel cas, la décision est dûment motivée et notifiée au délégataire et au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant la date de résiliation.

La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre aucun droit à dommages et intérêts. Le bénéficiaire sera remboursé du montant de la redevance qu'il aura acquittée au prorata temporis de la durée de la convention restant à courir jusqu'à son échéance normale.

### **3. Résiliation pour faute**

Il pourra également être procédé à la résiliation de la présente convention par la Ville dès lors que le bénéficiaire ne respecte pas l'une quelconque de ses obligations contractuelles.

La résiliation pourra être prononcée dans un délai de 2 mois suivant une mise en demeure non suivie d'effets.

La résiliation pour faute n'entraînera pour le bénéficiaire aucun droit à remboursement prorata temporis de la redevance.

Dans tous les cas de résiliation, le bénéficiaire devra s'acquitter du paiement des charges au prorata temporis de l'occupation.

#### **X. Clause de divisibilité**

Si l'une des stipulations du contrat se révélait nulle, la validité des autres stipulations ne serait en aucune manière affectée et aucune des parties ne pourra réclamer dommages et intérêts du seul fait d'une telle nullité.

Les parties se rapprocheront de bonne foi pour remplacer la stipulation concernée par une stipulation susceptible d'exécution aussi proche que possible de l'intention commune des parties ou, si une telle intervention commune ne peut être déterminée, de l'intention de celle des parties que la stipulation viserait à protéger.

#### **XI. Timbres, contestations**

La présente autorisation n'est pas soumise aux droits de timbres, sauf présentation volontaire à la formalité d'enregistrement.

En pareil cas, les frais seront à la charge de celle des parties qui requerrait l'accomplissement de cette formalité.

Les contestations qui s'élèveraient entre la Ville, EFFIA STATIONNEMENT et le bénéficiaire sont de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

**Fait à Montpellier le**

**La Ville de Montpellier**

**Le délégataire de la Ville**  
(La société EFFIA STATIONNEMENT)

**Le bénéficiaire**

## Annexes

---

- *Numéro(s) d'emplacement(s) et plan de localisation (à établir lors de la prise de possession de l'emplacement par le bénéficiaire) ;*
- *Règlement intérieur du parking.*

**Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école  
Jean Mermoz - signature de la convention  
d'occupation**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint délégué à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que le logement attenant à l'école élémentaire Jean Mermoz, sis 202 rue Croix du Sud à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites , Madame Lemonnier - Jessueld Catherine, professeur des écoles à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer, à titre onéreux, le logement d'une surface de 61,50 m<sup>2</sup>, sis 202 rue Croix du Sud à Montpellier, à Madame Lemonnier-Jessueld Catherine pour une période de 3 ans à compter de la date de signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans. Le montant de la redevance d'occupation est de 221,40 € par mois. Madame Lemonnier-Jessueld Catherine devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement.
- De dire que les recettes de la redevance et de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 28/10/2013

Notifiée le :

## **CONTRAT D'OCCUPATION** **D'UN LOGEMENT**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Madame Lemonnier-Jessueld Catherine, Professeur des écoles, désignée ci-après par « l'occupant ».

Adresse : 2 rue des Tourterelles  
34090 Montpellier

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX**

Le logement de l'école élémentaire Jean Mermoz . est attribué à Madame Lemonnier-Jessueld Catherine, professeur des écoles.

Ce logement de type F3, sis 202 rue Croix du Sud à Montpellier, se compose de 3 pièces, soit 2 chambres + séjour au 1<sup>er</sup> étage gauche d'une superficie de 61,50 m<sup>2</sup> et 6,80 m<sup>2</sup> d'annexe.

### **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le propriétaire est tenu de livrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés au contrat d'occupation en bon état de fonctionnement ;

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 221.40 euros.

Le chèque est libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION**

L'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 221,40 € (Deux cent vingt et un euros et quarante centimes) payable au trimestre à terme à échoir ; selon l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé. La révision de la redevance interviendra au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année selon le dernier indice connu au 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

**Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné**  
**Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année**  
**précédente**

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

#### **Résiliation par le propriétaire :**

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

#### **Résiliation anticipée par l'occupant :**

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

#### **Congé :**

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,
- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

### **ARTICLE 6 : CHARGES**

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS**

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les locations de droit commun à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

#### **ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES**

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.



L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 10 : CESSIION ET SOUS-LOCATION**

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

#### **ARTICLE 11 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le .....

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué à la  
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

## **Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école Garibaldi - signature de la convention d'occupation**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint délégué à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que le logement attenant à l'école élémentaire Garibaldi, sis 2 Place Fontjun à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Monsieur François Des Rieux, professeurs des écoles à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer, à titre onéreux, le logement d'une surface de 66,17 m<sup>2</sup>, sis 2 place Fontjun à Montpellier, à Monsieur François Des Rieux pour une période de 3 ans à compter de la date de signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans. Le montant de la redevance d'occupation est de 430,13 euros par mois à terme à échoir. Monsieur François Des Rieux devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement.
- De dire que les recettes de la redevance et de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY



Publiée le : 28/10/2013  
Notifiée le :

## **CONTRAT D'OCCUPATION** **D'UN LOGEMENT**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Monsieur François Des Rieux, professeur des écoles, désigné ci-après par « l'occupant ».

Adresse : 6 rue des Coronilles  
34000 Montpellier

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX**

Le logement de l'école Garibaldi est attribué à Monsieur François Des Rieux, professeur des écoles, à l'école élémentaire Winston Churchill.

Ce logement de type FF4, sis 2, Place Fontjun à Montpellier, se compose de 3 pièces, soit 2 chambres + séjour au 1<sup>er</sup> étage gauche d'une superficie de 66,17.m<sup>2</sup> et 5,60 m<sup>2</sup> d'annexe.

### **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le propriétaire est tenu de livrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés au contrat d'occupation en bon état de fonctionnement ;

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 430,13 euros.

Le chèque est libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION**

L'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 430,13 € ( quatre cent trente euros et treize centimes ) payable au mois à terme à échoir; selon l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé. La révision de la redevance interviendra au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année selon le dernier indice connu au 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

**Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné**  
**Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année**  
**précédente**

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

#### **Résiliation par le propriétaire :**

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

#### **Résiliation anticipée par l'occupant :**

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

#### **Congé :**

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

### **ARTICLE 6 : CHARGES**

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS**

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les locations de droit commun à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

#### **ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES**

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 10 : CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

#### **ARTICLE 11 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le .....

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué à la  
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ LEVY Nathalie**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'AIT n° PE**  
**34172 13 V0058**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par un arrêté du 09 mai 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a ordonné à Mme LEVY Nathalie d'interrompre les travaux qu'elle entreprenait sur un espace boisé classé, 651 avenue de la Cavalade ;
- que Mme LEVY Nathalie a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 06/09/2013 sous le n°1304269-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 21/10/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 22/10/2013**

**Notifiée le :**

**Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école  
Desbordes de Valmore - signature de la convention**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint au Maire délégué à la réussite Educative.

**Considérant :**

- Que le logement attenant à l'école maternelle Desbordes de Valmore, sis 490 rue du Lavandin à Montpellier, est vacant ;
- Qu' au vu des propositions qui lui ont été faites, Madame Françoise Maurand, professeur des écoles à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement;

**Décide en conséquence :**

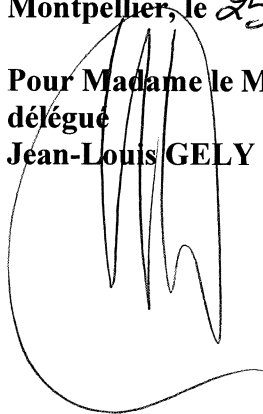
- D'attribuer à titre onéreux, le logement d'une surface de 77,27 m<sup>2</sup> , sis 490 rue du Lavandin à Montpellier, à Mme Maurand Françoise pour une période de 3 ans à compter de la date de la signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans. Le montant de la redevance d'occupation est de 221,40 € par mois. Mme Maurand Françoise devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement.
- De dire que les recettes de la redevance et de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 28/10/2013

Notifiée le :





## **CONTRAT D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Madame Françoise MAURAND, professeur des écoles, désignée ci-après par « l'occupant ».

Adresse : 6 rue des Coronilles  
34000 Montpellier

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX**

Le logement de l'école maternelle Desbordes Valmore. est attribué à Madame Françoise Maurand, professeur des écoles, à l'école Vincent Van Gogh.

Ce logement sis 490 rue du Lavandin à Montpellier, se compose de 4.pièces, soit 3 chambres + séjour au rez de chaussée d'une superficie de 77,27 m<sup>2</sup> et 5,25 m<sup>2</sup> d'annexe.

### **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le propriétaire est tenu de livrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés au contrat d'occupation en bon état de fonctionnement ;

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 221,40 euros.

Le chèque est libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION**

L'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 221,40 € (deux cent vingt et un euros et quarante centimes) payable au trimestre à terme à échoir; selon l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé. La révision de la redevance interviendra au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année selon le dernier indice connu au 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

**Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné**  
**Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année**  
**précédente**

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

#### **Résiliation par le propriétaire :**

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

#### **Résiliation anticipée par l'occupant :**

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

#### **Congé :**

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

### **ARTICLE 6 : CHARGES**

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS**

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les locations de droit commun à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

#### **ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES**

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 - 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 10 : CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

#### **ARTICLE 11 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le .....

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué à la  
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour une action d'intermédiation locative pour  
l'hébergement temporaire de ménages**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2883 du 10 Octobre 2012 donnant délégation de signature à Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire déléguée au Logement ;

**Considérant :**

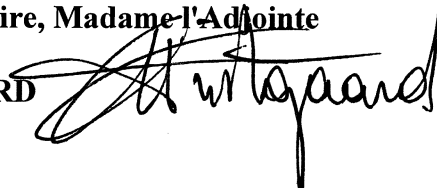
- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre du marché relatif à une mission d'action d'intermédiation locative pour l'hébergement temporaire de ménages dans le cadre de procédures de péril et d'insalubrité avec propriétaires défaillants ;
- qu'à la suite d'une consultation d'organismes spécialisés, conformément à l'article 30 du Code des marchés Publics, en date du 10 septembre 2013, l'association PACT HABITAT 34 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- que dans le cadre de ce marché à bons de commande d'une durée d'1 année renouvelable deux fois, les montants à engager seront les suivants :
  - Une part fixe minimum annuelle de 3850€ TTC pour 1 logement et maximum de 7700€ TTC pour 2 logements (comprenant la prospection du logement, la gestion locative, l'accompagnement social des ménages et les frais généraux d'entretien)
  - Une part variable de la rémunération de la mission correspondant à la prise en charge des loyers et des charges en fonction du nombre et de la typologie des logements captés.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'association PACT HABITAT 34 Les Hauts de St Priest Rue du Professeur Truc-34 090 Montpellier.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (chapitre 925)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 29/10/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Hélène QVISTGAARD



Publiée le : 30/10/2013  
Notifiée le :

**Procédure d'expulsion**  
**Occupation illégale de terrains communaux (parcelles  
SE 99, 101, 105, 106 et alentours) entre la rue du Mas  
Rouge et l'avenue Raymond Dugrand**

**Décision de Défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les parcelles communales cadastrées SE 99, 101, 105, 106 et alentours situées entre la rue du Mas Rouge et l'avenue Raymond Dugrand sont occupées illégalement par plusieurs personnes ;
- Que ces parcelles constituent un bassin d'orage et présentent une dangerosité en cas de survenance d'épisode pluvieux et orageux pour toute personne se trouvant dans cette zone ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation illégale et dangereuse en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville, nature- fonction : 6227-920-200.

**Montpellier, le 21/10/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 22/10/2013**

**Notifiée le :**

## **RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE**



### **Affaire SARL UNIPERSONNELLE DELZENE**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la SARL UNIPERSONNELLE DELZENE qui exploite un commerce situé 5 rue du plan a été victime d'un sinistre dégât des eaux le 1<sup>er</sup> novembre 2011 ;
- Que la SARL UNIPERSONNELLE DELZENE impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS, Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître

**Montpellier, le 21/10/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 22/10/2013**

**Notifiée le :**

**Attribution d'un logement de fonction à titre gracieux  
à l'école élémentaire Winston Churchill - autorisation  
de signer la convention d'occupation**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint délégué à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que le logement attenant à l'école élémentaire Winston Churchill, sis 490 rue du Lavandin à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Madame Bonnal Anne, institutrice à la Ville de Montpellier, a porté son choix sur ce logement ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer, à titre gracieux, le logement d'une surface de 77,27 m<sup>2</sup>, sis 490 rue du Lavandin à Montpellier, à Madame Bonnal Anne pour une période de 3 ans à compter de la signature de la convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans. Madame Bonnal Anne devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance en vigueur, en l'occurrence la somme de 501,82 euros. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement
- De dire que la recette de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 28/10/2013

Notifiée le :



## **CONVENTION D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT DE FONCTION**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Madame Bonnal Anne, institutrice, désignée ci-après par « l'occupant ».  
Adresse : 731, rue Croix de Figuerolles  
34070 Montpellier

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX**

Le logement de l'école élémentaire Winston Churchill est attribué à Madame Bonnal Anne, institutrice.

Ce logement de type F4, sis 490 rue du Lavandin à Montpellier, se compose de 4 pièces, soit 3 chambres + séjour au 1<sup>er</sup> étage gauche d'une superficie de 77,27 m<sup>2</sup> et 5,25 m<sup>2</sup> d'annexe.

### **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le propriétaire est tenu de livrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés dans la convention en bon état de fonctionnement ;

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 501,82 euros.

Le chèque est libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

### **ARTICLE 3 : DUREE**

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans.

### **ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

#### Résiliation par le propriétaire :

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant.

#### Résiliation anticipée par l'occupant :

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

#### Congé :

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

### **ARTICLE 5 : CHARGES**

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS**

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les locations de droit commun à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

### **ARTICLE 7 : ASSURANCES**

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

#### **ARTICLE 8 : CONDITIONS GENERALES**

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien occupé, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux occupés.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 9 : CESSIION ET SOUS-LOCATION**

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

## **ARTICLE 10 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le .....

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué à la  
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ CHAIX Thierry**  
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de  
construire PC 34172 12 V0371**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 27 juin 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SARL IPF un permis de construire visant à édifier un immeuble de 12 logements et 9 villas, 199 rue de Celleneuve ;
- Que M. CHAIX Thierry a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/08/2013 sous le n°1304090-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 21/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 21/10/2013  
Notifiée le :

**Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école  
maternelle Simone Signoret - signature de la  
convention**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint au maire, délégué à la réussite éducative.

**Considérant :**

- Que le logement attenant à l'école maternelle Simone Signoret, sis 24, rue de la lavande à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Madame Laura Ruiz, professeur des écoles à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer à titre onéreux, le logement d'une surface de 44,72 m<sup>2</sup>, sis 24 rue de la lavande à Montpellier, à Madame Ruiz Laura pour une période de 3 ans à compter de la date de la signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans. Le montant de la redevance d'occupation est de 221,40 € par mois. Madame Laura Ruiz devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement.
- De dire que les recettes de la redevance et de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 28/10/2013  
Notifiée le :



## **CONTRAT D'OCCUPATION** **D'UN LOGEMENT**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant Ès qualités, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Madame Ruiz Laura, professeur des écoles, désignée ci-après par « l'occupant ».

Adresse : 731, rue Croix de Figuerolles  
34070 Montpellier

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX**

Le logement de l'école maternelle Simone Signoret (Pavillon Cité Mion) est attribué à Madame Ruiz Laura, professeur des écoles, au Centre de Documentation à Montpellier.

Ce logement de type F3, sis 24, rue de la Lavande à Montpellier, se compose de 3 pièces, soit 2 chambres + séjour au 1<sup>er</sup> étage gauche d'une superficie de 44,72 M<sup>2</sup> et 6,20 M<sup>2</sup> d'annexe.

### **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le propriétaire est tenu de livrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés au contrat d'occupation en bon état de fonctionnement ;

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 221,40 euros.

Le chèque est libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION**

L'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 221,40 € (Deux cent vingt et un euros et quarante centimes) payable au mois à terme à échoir ; selon l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé. La révision de la redevance interviendra au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année selon le dernier indice connu au 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

**Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné**  
**Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année**  
**précédente**

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

#### Résiliation par le propriétaire :

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

#### Résiliation anticipée par l'occupant :

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

#### Congé :

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

### **ARTICLE 6 : CHARGES**

Cette attribution est faite pour le seul local nu.



L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS**

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les locations de droit commun à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

#### **ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES**

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 10 : CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

#### **ARTICLE 11 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le .....

Pour Madame le Maire,  
L'Adjoint Délégué à la  
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

66 864

**Attribution d'un logement à titre gracieux à l'école  
élémentaire Charles Baudelaire- signature de la  
convention.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Que le logement attenant à l'école élémentaire Charles Baudelaire, sis 311, Avenue Saint Clément à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Monsieur Thierry Soonckindt, instituteur à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer à titre gracieux, le logement d'une surface de 76,25 m<sup>2</sup>, sis 311 Avenue Saint Clément à Montpellier, à Monsieur Thierry Soonckindt pour une période de 3 ans à compter de la date de la signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans. Monsieur Thierry Soonckindt devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance en vigueur, en l'occurrence la somme de 501,82 €. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement.
- De dire que la recette de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 28/10/2013  
Notifiée le :



## **CONTRAT D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT DE FONCTION**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant És qualités, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Monsieur Soonckindt Thierry, instituteur, désigné ci-après par « l'occupant ».  
Adresse : 731, rue Croix de Figuerolles  
34070 Montpellier

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX**

Le logement de l'école élémentaire Charles Baudelaire. est attribué à Monsieur Soonckindt, instituteur, à l'école élémentaire Charles Baudelaire.

Ce logement de type F4, sis 311 avenue Saint Clément à Montpellier, se compose de 4 pièces, soit 3 chambres + séjour, au 2<sup>ème</sup> étage droite d'une superficie de 76,25.m².

### **ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX**

Le propriétaire est tenu de livrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés au contrat d'occupation en bon état de fonctionnement ;

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de redevance en vigueur, soit : 501,82 euros.

Le chèque est libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

### **ARTICLE 3 : DUREE**

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention avec reconduction tacite dans la limite de 12 ans.

### **ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

#### **Résiliation par le propriétaire :**

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

#### **Résiliation anticipée par l'occupant :**

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

#### **Congé :**

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,
- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

### **ARTICLE 5 : CHARGES**

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS**

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les locations de droit commun à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCES**

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

## **ARTICLE 8 : CONDITIONS GENERALES**

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 - 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

## **ARTICLE 9 : CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

## **ARTICLE 10 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le .....

Pour Madame le Maire,  
L'Adjoint Délégué à la  
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Jean-Louis GELY

## **Marché à procédure adaptée pour la réparation et l'entretien de materiel horticole**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- **Vu l'Arrêté 2011/21278 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint délégué,**

**Considérant :**

- **Qu'il y a lieu d'effectuer des travaux de réparation et de maintenance de materiel horticole ;**
- **Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 16 aout 2013, l'entreprise LMS sise parc Aftalion BP 34 34671 Baillargues cedex 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :**

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 03B0711 à l'entreprise LMS, pour une durée d'un an renouvelable une fois et pour un montant maximum de 50 000 € HT par an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville section fonctionnement 928 et investissement 908 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/10/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe THINES

Publiée le : 04/11/2013  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de matériel de nettoyage**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de nettoyage pour tous les services de la Ville, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0583), conformément à l'article 28 (procédure adaptée) du code des Marchés Publics, en date du 31 juillet 2013, la société B.C.P.E LA NORME, ZAC les Fournels 2, lot 11, 191 rue des compagnons 34 400 LUNEL, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société B.C.P.E LA NORME pour un montant maximum total de commandes de 89 000.00 € HT, dont l'exécution est prévu de la date de sa notification au 31 décembre 2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188, et sur le budget fonctionnement, natures 60628-60631, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 07/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/11/2013  
Notifiée le :

**Développement d'un logiciel SIG pour la gestion du  
patrimoine voirie.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur le développement du logiciel de SIG patrimoine voirie ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, a été lancée le 8 juillet 2013 ;
- Que l'entreprise Business Geographic, située 49 avenue Albert Einstein – 69100 Villeurbanne, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché pour un montant de 21 645 € HT à l'entreprise Business Geographic ;
- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 07/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe THINES

Publiée le : 08/11/2013  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de détecteurs pour les bornes  
automatiques disposées sur la voirie de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2001/2176/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de détecteurs pour les bornes automatiques disposées sur la voirie de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B0720), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics en date du 30 août 2013, la société RS COMPONENTS SAS, Rue Norman King – BP 40453 – 60031 BEAUVAIS CEDEX, a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société RS COMPONENTS SAS, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 35.000 € HT, pour une durée de 4 ans à partir de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, chapitre 928.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 07/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/11/2013  
Notifiée le :



**Mission d'accompagnement à la formalisation du plan  
stratégique local de la Mosson  
Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée n° 3C 0098331**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2180/T/R donnant délégations de fonctions à Monsieur Christian BOUILLE, adjoint délégué à l'urbanisme ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une mission consistant à accompagner la Ville de Montpellier dans l'élaboration et la formalisation du plan stratégique local sur le quartier de la Mosson,
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 5 juillet 2013 au 26 juillet 2013 inclus, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, le bureau d'étude EGIS CONSEIL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à EGIS CONSEIL pour un montant de **41 450 € HT**,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.

Nature : 2031 Fonction : 908 241

Montpellier, le 12.10.2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christian BOUILLE**

Publiée le : 13/11/2013  
Notifiée le :



**ZAT!7 Boutonnet Beaux Arts les 10 et 11 novembre  
2013  
Contrat de cession du spectacle Braseros**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise les 10 et 11 novembre 2013 la septième édition de la manifestation ZAT !, Zone Artistique Temporaire, dans le quartier Boutonnet Beaux-Arts ;
- Que la programmation établie par le directeur artistique missionné à cet effet comporte le spectacle *Braseros*, par la Compagnie La Machine ;
- Que, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 3C0569) peut, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du contrat de cession du spectacle *Braseros* avec la compagnie La Machine, joint en annexe pour un montant de 18 022,40 € H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

06/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 07/11/2013  
Notifiée le :

**« ZAT ! # 7 – Zone Artistique Temporaire – Boutonnet/Beaux-arts »**  
**Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle**  
N°2013 / 015

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Raison sociale :** La Machine  
**Forme juridique :** Association loi 1901  
**Représentée par :** Elisabeth D'Ovidio (présidente)  
**Assujettie à la TVA :** ☒ OUI ☐ NON *taux de TVA applicable au présent contrat: 5,5 %*  
**Domiciliée à :** ----- (siège social) 6 impasse Marcel Paul – ZI Pahin – 31170 Tournefeuille  
(à Nantes) 2 boulevard Léon Bureau – 44200 Nantes  
**Téléphone :** (siège social) 05 61 06 66 26  
**Email :** stephanie.mazrou@lamachine.fr  
**N° SIRET :** (siège social) 421 636 697 00045 - Code APE : 9001Z  
**N° de TVA intracommunautaire :** FR33 421 636 697  
**N° de licence d'entrepreneur de spectacle :** 2-1065460

Ci-après désignée par le terme « **le PRODUCTEUR** »,

D'une part,

**ET**

**La Ville de Montpellier**

**Téléphone :** 04 67 34 88 89 **Fax :** 04 67 34 88 90  
**Email :** [laure.bouty@ville-montpellier.fr](mailto:laure.bouty@ville-montpellier.fr)  
**N° SIRET :** 213 401 72 20 0011 **Code APE :** 751 A  
**N° de licences d'entrepreneur de spectacle :** 1-1030066 et 3-1027742

représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27/07/2009 ; ayant délégué la signature du présent contrat à l'Adjoint délégué à la culture, M. Philippe Saurel qui se déclare dûment autorisée à ce faire,

ci-après désignée par le terme « **l'ORGANISATEUR** »,

D'autre part,

**PRÉAMBULE**

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

**IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle de Pierre de Mecquenem intitulé « **Braseros** » qui fait l'objet des présentes et pour lesquels il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.

L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités

et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

**CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations du spectacle intitulé : Braseros**

Dates et horaires : **dimanche 10 novembre 2013 de 14h à 23h et lundi 11 novembre de 14h à 20h**

Lieu : **quartiers de Boufonnet et des Beaux-arts à Montpellier**

### **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR**

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation (accueil, billetterie, service de nettoyage, de gardiennage et de sécurité).

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, les charges sociales et fiscales de l'ensemble de son personnel.

L'ORGANISATEUR s'engage à prévoir un service de sécurité et de gardiennage efficace et adapté, tant dans le nombre du personnel concerné que dans les équipements (barriérage...).

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge la fiche technique fournie par LE PRODUCTEUR. EN cas de carence d'éléments (personnel, équipement ou matériel) prévus dans la fiche technique, le PRODUCTEUR se réserve le droit de pourvoir lui-même au remplacement des éléments défectueux et d'en refacturer le coût à l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins. Spectacle non soumis au règlement des droits d'auteur.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires, dans le programme et dans la mesure du possible, dans tous documents spécifiquement dédiés à la promotion du spectacle objet de ce contrat.

L'ORGANISATEUR s'engage à respecter dans le programme la bonne présentation du spectacle et les mentions obligatoires.

La Machine est une compagnie conventionnée par l'Etat-DRAC des Pays de la Loire et par la Région des Pays de la Loire. Plus d'information sur : [www.lamachine.fr](http://www.lamachine.fr)

#### **ARTICLE 4 – LOGES, HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS**

L'ORGANISATEUR s'engage à mettre à disposition du PRODUCTEUR des loges. Elles devront être proches du lieu de représentation, sécurisées (possibilité de les fermer à clé...) et équipées de sanitaires (toilettes, lavabos) réservés à l'équipe (fermé au public). L'ORGANISATEUR s'assurera que ces loges comportent le nécessaire pour l'accueil de l'ensemble de l'équipe sur toute sa durée de présence : électricité, eau courante, tables, chaises, frigo, boissons rafraîchissantes (eau, jus de fruit), boissons chaudes (café, thé), fruits, fruits secs...

Hébergement : **25 nuitées du 6 au 13 novembre – 5 chambres single + petits déjeuners** selon planning fourni en annexe, dans un hôtel situé à proximité du lieu de spectacle.

Transports : décors et artistes depuis Toulouse et Bordeaux jusqu'à Montpellier

Restauration : 12 repas au tarif SYNDEAC (17,7 €)

Le PRODUCTEUR aura à faire l'avance des frais d'hébergement, de restauration et de transports. Ceux-ci sont inclus dans le prix global du présent contrat de cession (article 5).

#### **Prise en charge directe par l'ORGANISATEUR**

Restauration à partir du vendredi 8 novembre midi : au catering mis en place par l'organisateur, pour un total de 40 repas.



## **ARTICLE 5 – PRIX**

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **19 013,63 € (DIX NEUF MILLE TREIZE EUROS ET SOIXANTE TROIS CENTS)**

### **Détail :**

Prix de cession : 14 460 €  
Transport/ Voyages : 1 300 €  
Hébergement : 2 050 €  
Restauration avant le catering : 212,40 €  
Total HT : 18 022,40 €  
TVA (5,5%) : 991,23 €  
Total TTC : **19 013,63 €**

## **ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT**

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : **Compte bancaire de La Machine** ; Domiciliation : Crédit Mutuel Toulouse Esquirol ; Code Banque : 10278 ; Code Guichet : 02205 ; N° compte : 00029972740 ; Clé RIB : 71

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **15 octobre 2013** mandatement d'un acompte de : **5 704,09 euros TTC**
- 2) **15 novembre 2013** mandatement du solde, soit **13 309,54 euros TTC**

LE PRODUCTEUR adressera les factures d'acompte et de solde, à l'adresse mail suivante : [laure.bouty@ville-montpellier.fr](mailto:laure.bouty@ville-montpellier.fr)

**NB. Le délai entre le mandatement et la disponibilité des sommes mandatées est d'environ 3 semaines.**

## **ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE**

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu des spectacles et installations à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **7 novembre à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS**

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

## **ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION**

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

## **ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT**

### **A – Force majeure**

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En cas de force majeure, le cocontractant empêché prévendra par tous moyens possibles l'autre partie. Dans les cas de force majeure, aucune somme ne sera due par l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR s'engage à rembourser la totalité des avances éventuellement consenties et qui lui auraient été effectivement versées, déduction faite des dépenses effectivement engagées. Si les dépenses engagées par le PRODUCTEUR étaient supérieures aux avances consenties, l'ORGANISATEUR, remboursera le PRODUCTEUR des sommes effectivement engagées. Ces frais sont limités aux seuls frais engagés par LE PRODUCTEUR de manière irréversible et relatifs au présent contrat. Ils devront être justifiés par des documents comptables officiels (factures, bulletins de paie). LE PRODUCTEUR devra apporter la preuve de leur règlement de ces frais et de leur caractère irréversible.

### **B – Autres cas d'annulation**

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière dans la limite du montant du contrat (cf article 5)

## **ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

## **ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le .....2013

LE PRODUCTEUR\*

LA MACHINE

Elisabeth D'Ovidio

La présidente

**LA MACHINE**  
2 boulevard Léon Bureau  
44200 NANTES

02 40 47 58 08  
Siret : 421 636 697 00037  
Association Loi 1901

L'ORGANISATEUR\*

La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

**Philippe SAUREL**

- Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

ZAT ! # 7 – Zone Artistique Temporaire – Boutonnet/Beaux-arts

Annexe au contrat de cession des droits d'exploitation  
 Entre : La Machine et La Ville de Montpellier  
 Spectacle : Braseros – Auteur : Pierre de Mecquenem  
 Date: Représentation les 10 et 11 novembre 2013

## Braseros – Montpellier

### • Planning prévisionnel

#### Exploitation :

Mercredi 6 novembre : Arrivée de l'équipe  
 Jeudi 7 novembre : Déchargement du camion et montage  
 Vendredi 8 novembre : Montage  
 Samedi 9 novembre : Fin du montage, répétitions  
 Dimanche 10 novembre : Représentation  
 Lundi 11 novembre : Représentation  
 Mardi 12 novembre : Démontage et rechargement

Equipe de La Machine : **5 personnes**, associées aux bénévoles (habitants...)

*Hébergements : 25 nuitées*

*Repas : 52 repas*

Hébergement	J0	J1	J2	J3	J4	J5	J6	Nb Jr
	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	
	06/11/2013	07/11/2013	08/11/2013	09/11/2013	10/11/2013	11/11/2013	12/11/2013	
		A	A	A	B	B	A	
Pierre de Mecquenem					1	1		2
Phillippe Ruffini	1	1	1	1	1	1	1	6
Michael Clevenot	1	1	1	1	1	1	0	5
Augustin Pichonneau	1	1	1	1	0	0	0	3
Gaétan Pascual	1	1	1	1	1	1	0	6
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>25</b>

Repas	J0	J1	J2	J3	J4	J5	J6	Nb Jr
	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	
	06/11/2013	07/11/2013	08/11/2013	09/11/2013	10/11/2013	11/11/2013	12/11/2013	
		A	A	A	B	B	A	
Pierre de Mecquenem					2	2	2	6
Phillippe Ruffini	1	2	2	2	2	2	2	13
Michael Clevenot	1	2	2	2	2	2	2	13
Augustin Pichonneau	1	2	2	2	0	0	0	7
Gaétan Pascual	1	2	2	2	2	2	2	13
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>52</b>

## "Braseros" Novembre 2013 - Fiche technique

Poste	ZAT	Machine
<b><u>Accès</u></b>		
Accès poids-lourd pour le déchargement et rechargement : vérifier l'accessibilité et la capacité de charge au sol pour un poids-lourds 26 T Longueur 11m 2 essieux	✓	
Dates à confirmer : Arrivée le Jeudi 7 novembre le matin tôt, départ le 12 novembre en fin d'après midi 2013		✓
<b><u>Zone technique - stockage, loge, atelier</u></b>		
Parc Lakanale et ancienne archives départementales ( Container)	✓	
2 Cahutes pour atelier, loge et stockage matériel parc Lakanale		✓
2 portants et 20 cintres pour costumes	✓	
4 tables + 10 chaises	✓	
Alimentation 220V 16A avec boîtier de protection	✓	
<b><u>Engins de manutention</u></b>		
1 chariot élévateur industriel gaz 2,5T avec translation pendant toute la période + recharge gaz	✓	
1 transpalette	✓	
1 camion plateau 3,5t pour la distribution du matériel dans le quartier	✓	
<b><u>Divers</u></b>		
2m3 de sable en Big bag	✓	
<b><u>Gardiennage</u></b>		
Pendant les absences, pendant les repas et la nuit (horaires à déterminer)	✓	

Poste	ZAT	Machine
<b><u>Extincteurs</u></b>		
1 extincteurs 6kg poudre et 2 extincteurs 6 kg eau + additif	✓	
<b><u>Nettoyage</u></b>		
Prévoir un nettoyage de l'ensemble du site quotidiennement	✓	
Mise à disposition de 1 containers poubelle 700 litres	✓	
<b><u>Catering</u></b>		
Prévoir boissons (eau, café) en quantité pour toute la journée	✓	
<b><u>Assistance</u></b>		
4 techniciens exclusivement attachés au spectacle, pendant toute la période (du déchargement au démontage)	✓	
Une équipe de volontaires pour nous aider et participer aux différents allumages de 10 personnes	✓	



**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de**  
**sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité**  
**Cession de fonds de commerce**  
**Propriété de Madame BERNARD**  
**44, rue du Faubourg du Courreau**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 3 octobre 2012 (n° 2012-2739);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 03 septembre 2013, Maître Robert SOUCAILLE avocat à Saint Jean de Védas, a souscrit une déclaration de cession d'un fonds de commerce, dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire, d'un salon de coiffure exploité par Madame Jennifer BERNARD sous l'enseigne "LOLITA COIFFURE", situé 44 Rue du Faubourg du Courreau et cadastré section BX 115, au prix de 5 000 € plus commission d'agence de 2 000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession. La rue du Faubourg du Courreau est un axe urbain et commercial historique. Il a connu, au cours de ces dernières années, des mutations d'activités commerciales concernant les secteurs de la coiffure et de la restauration. Le poids des locaux vacants et des locaux vétustes demeure élevé incitant des activités peu qualitatives à s'y installer ou profitant des activités présentes créant un contexte de concurrence déloyale.

Le droit de préemption dans ce secteur a été instauré afin de maintenir une diversité commerciale et de prévenir une spécialisation excessive dans un contexte urbain amené à évoluer à moyen terme notamment dans le cadre de l'arrivée de la ligne 3 du tramway - Plan Cabanes et de la ligne 4 - boulevard du Jeu de Paume).

L'activité exercée par ce fonds de commerce ne contribue pas à une amélioration de la qualité de l'offre, pas plus qu'elle ne permet de conforter l'attractivité globale de la rue. Il ne s'agit ni d'une enseigne ou d'une marque dont la notoriété ou l'image pourrait accompagner l'évolution qualitative recherchée, ni même d'un professionnel dont le savoir-faire spécifique serait de nature à présenter une offre différente à celle existante.

D'une superficie de 67 m<sup>2</sup>, ce local en bon état général, dispose d'une vitrine sur rue et développe un linéaire d'environ 5 mètres. Exploité sous l'enseigne « LOLITA COIFFURE », ce commerce a été mis en liquidation judiciaire. Le preneur, d'ores et déjà installé en cœur de ville de Montpellier, envisage une activité de salon de coiffure.

L'acquisition par la Ville de ce droit au bail commercial, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2005, lui permettra, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet de redynamisation commerciale du cœur marchand élargi.

La Ville et la SERM, par le rachat continu de murs commerciaux de la rue du Faubourg du Courreau se préparent à la mise en place d'une composition commerciale variée de nature à créer un effet de levier qualitatif qui se trouverait limitée du fait de la réinstallation d'une telle activité à cet emplacement.

#### **Il est décidé en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de Madame BERNARD, situé 44 Rue du Faubourg du Courreau, et cadastré section BX 115, au prix proposé dans la déclaration de cession soit 5 000 € plus une commission d'agence de 2 000 €;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière".

Montpellier, le **28 OCT. 2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint

Délégué

Marc DUFOUR



Publiée le : **28/10/2013**

Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville c/ Guy RODIER**  
**Appel contre le jugement du 7 mars 2013 rejetant son**  
**recours contre le titre du**  
**14 octobre 2011**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le Tribunal Administratif de MONTPELLIER a rejeté le 7 mars 2013 le recours de Monsieur Guy RODIER contre le titre du 14 octobre 2011 émis en recouvrement de la convention de participation pour la ZAC la Fontaine ;
- Que Monsieur RODIER a interjeté appel de ce jugement devant la Cour d'Appel Administrative (n°13MA01991) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 07/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/11/2013

Notifiée le :





Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° **2013/329**

**Contentieux**



**Ville de MONTPELLIER c/ Monsieur KOCIAK  
Recours contre le refus de la commune d'engager une  
procédure d'expulsion du domaine public de monsieur  
PAULET**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que monsieur KOCIAK a introduit un recours (n°1304665-4) afin de faire annuler le refus de la commune d'engager une procédure d'expulsion du domaine public à l'encontre de monsieur PAULET ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **07/11/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : **08/11/2013**  
Notifiée le :

**Contentieux**



**Ville c/ M. Pierre-Henri COMBET**  
**Recours contre le refus de la commune d'accorder une**  
**terrasse rue de la Pelleterie au restaurant**  
**"L'ATYPIK"**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que monsieur Pierre-Henri COMBET a introduit un recours (n°1304705-4) contre le refus de la commune de lui accorder une terrasse rue de la Pelleterie par « L'ATYPIK RESTO » ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **07/11/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : **08/11/2013**  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: aide au montage d'expositions et  
interventions d'entretien en lien avec des lieux et  
projets culturels**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les lieux et projets culturels imposent régulièrement des interventions spécifiques d'entretien, de petits travaux ou d'aide au montage d'exposition ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 10 juillet 2013, l'entreprise PAVIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité (mapa 3B0632) à l'entreprise PAVIE, 17 impasse des Vignes, 34990 Juvignac, pour un montant maximum de 86 000 € pour une durée de deux ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2013  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: prestation de restauration (catering) pour le  
personnel artistique et technique dans le cadre de la  
manifestation ZAT! de novembre 2013**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la bonne organisation de la manifestation ZAT ! exige que les artistes et techniciens puissent disposer d'une prestation de restauration sur place (catering) ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 18 octobre 2013, l'entreprise Sauce Cévennes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 3C0562) à l'entreprise Sauce Cévennes, Salièges, 48400 Bedouès, pour un montant maximum de 20 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2013  
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



Direction de la Culture et  
du Patrimoine  
Service Administration

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2013/0333

**La Panacée Centre de Culture Contemporaine**  
**Contrat de production du projet Art by Telephone...**  
**recalled**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que la première saison de la Panacée comporte quatre expositions et notamment le projet *Art by telephone... recalled* de novembre 2013 à août 2014, projet qui réactive l'exposition mythique de 1969 au musée d'art contemporain de Chicago ;
- que la S.A.R.L. Solang Production est producteur délégué de ce projet et, à ce titre, représente les commissaires d'exposition, les artistes et leurs ayant-droit ;
- que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- d'approuver le contrat de production du projet *Art by telephone...recalled* joint en annexe, pour un montant de 33 200.00 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2013  
Notifiée le :

**CONTRAT DE PRODUCTION**  
**ART BY TELEPHONE... RECALLED**  
**SOLANG PRODUCTION - VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE**

Entre :

**CONTRAT DE PRODUCTION**

Entre :

**VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE**

**LA PANACÉE - Art et Culture Contemporaine**

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787 N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté par Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture,

Ci-après, dénommé, "**LA PANACEE**", d'une part

Et

**SOLANG PRODUCTION**

Solang sarl

65 rue de bac

75007 Paris

Numéro SIRET : 505 229 286 000 16

Ci-après dénommée « **LE PRODUCTEUR DELEGUE** », d'autre part

**EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIV**

Dans le cadre de son projet d'inauguration, **LA PANACÉE** lancera une première saison regroupant quatre expositions et une série d'événements et performances intitulée « **Vous avez un message** » qui se tiendront à **LA PANACÉE** de juin 2013 à juillet 2014 – « Conversations électriques » (juin-déc. 2013) / *Art by telephone... Recalled* (novembre. 2013 – août. 2014) Dernières nouvelles de l'Ether\* (fév.-mai 2014) / Une lettre arrive toujours à destination\* (juillet-août 2014) (\*titres provisoires)

LE COMMISSARIAT GENERAL DU PROJET EST ASSURE PAR FRANCK BAUCHARD, directeur de la Panacée.

Le commissariat de l'exposition/projet *Art by telephone... Recalled* (novembre. 2013 – août. 2014) est assuré par Sébastien Pluot et Fabien Vallos.

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**

*Art By Telephone... Recalled* réactive des œuvres de l'exposition mythique qui s'est tenue au Musée d'art Contemporain de Chicago en 1969 tout en la prolongeant avec des propositions récentes de nouveaux artistes de différents horizons et générations. Pour ce projet mené par Sébastien Pluot et Fabien Vallos, les œuvres sont transmises oralement par téléphone pour être interprétées, activées, construites, performées dans le lieu d'exposition par des étudiants en art. L'exposition présente une série de pièces historiques réactivées à partir de leurs enregistrements sonores, de témoignages et d'informations délivrées par les documents.

*Art by Telephone... Recalled* a été présenté au Cneai (Chatou), à École supérieure des beaux-arts TALM – site d'Angers, The Emily Harvey Foundation (New York), le San Francisco Art Institute et le CAPC, musée d'art contemporain de Bordeaux, entre septembre 2012 et janvier 2013.

*Art by Telephone... Recalled* aura lieu entre novembre 2013 et août 2014 à La Panacée. Il est réalisé en partenariat avec le Museum of Contemporary Art of Chicago, l'ESBA TALM site d'Angers, l'École Nationale Supérieure de la photographie d'Arles et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la communication. Ce projet demande une implication très marquée d'un groupe d'étudiants en art, architecture, danse qui réactivera sur toute la durée du projet les œuvres dans les espaces de la Panacée.

## **ARTICLE 1 : CADRE ET OBJECTIFS DU CONTRAT**

**LA PANACÉE** souhaite accueillir l'exposition *Art byTelephone.... Recalled (ABTR)* qui est produite exclusivement par **Solang Production**, ci-après dénommé **LE PRODUCTEUR DELEGUE**

Dans ce cadre, les objectifs sont :

- Mettre en œuvre l'exposition *Art by Telephone... Recalled* en présence des commissaires ou de leur assistante selon un processus d'accompagnement dans la durée de la saison d'exposition ***Vous avez un message*** selon le calendrier suivant
  - Octobre : 1<sup>er</sup> workshop avec les étudiants – présentation des projets (2 jours – Centre de Ressources)
  - Novembre 2013 : présentation des archives au Centre de Ressources / 2 jours de workshops (Centre de Ressources) et une conférence (auditorium)
  - Décembre 2013 : 2 jours de workshops (Centre de Ressources) et une conférence (auditorium)
  - Janvier : montage de la première activation de l'exposition (salles 3 et 4) (5 jours)
  - Février : 2 jours de workshops et une conférence (auditorium)
  - Mars : 2 jours de workshops et une conférence (auditorium) – seconde activation dans les salles 3 et 4
  - Avril : 2 jours de workshops et une conférence (auditorium) – troisième activation dans les salles 3 et 4
  - Mai : 2 jours de workshops et une conférence (auditorium) – quatrième activation dans les salles 3 et 4
  - Juin : Montage de la dernière activation de l'exposition dans les salles 3 et 4 (5 jours maximum)
- Participer à la communication sur l'exposition par la rédaction de communiqués de presse et dossiers de presse ainsi que par le partage des contenus à diffuser sur le site internet de LA PANACEE
- Participer à la médiation par la proposition de pistes de lectures, par la mise à disposition de journaux de l'exposition, et par la participation à des visites commentées pour certains groupes constitués.
- Participer à la construction d'une programmation culturelle en lien étroit avec les contenus de l'exposition

## **ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT**

Le présent contrat prendra effet à sa signature à compter de sa signature par les deux parties. Son terme est fixé au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR DELEGUE**

### **3.1. Généralités :**

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à mettre en œuvre l'exposition *ABTR* selon les propositions des commissaires d'exposition Sébastien Pluot et Fabien Vallos, après s'être assuré de la validation du Commissaire Général, Franck Bauchard.

### **3.2 Engagements :**

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à détacher Alice Pialoux, en complémentarité des commissaires, pour assister les étudiants lors de la réactivation des œuvres au sein de La Panacée. Elle sera également chargée de la mise à disposition des contenus de communication et de médiation auprès des équipes de LA PANACEE.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à rédiger les contrats et régler les honoraires des commissaires Sébastien Pluot et Fabien Vallos, ainsi que de Alice Pialoux.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à régler les voyages des commissaires Sébastien Pluot et Fabien Vallos, ainsi que de Alice Pialoux, dans le cadre de la préparation, du lancement de la mise en œuvre et des vernissages du projet. Ces coûts seront remboursés par La Panacée sur présentation de justificatifs dans la limite d'une enveloppe de 6 000 € (cf. 7.1.)

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** s'engage via les commissaires d'exposition Sébastien Pluot et Fabien Vallos à mobiliser les étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure de la Photographie Arles et École supérieure des beaux-arts Tours Angers Le Mans sur la durée totale de l'exposition. **LA PANACEE** ne prendra pas en charge l'organisation de la venue des étudiants ni les dépenses liées à ces venues (trajets, hébergements, etc.).

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** s'engage à fournir la liste des participants aux workshops accompagnée des attestations d'assurance (responsabilité civile) pour chacun d'entre eux.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à contacter l'ensemble des artistes et/ou de leurs ayant-droits afin de s'assurer de la cession à titre gratuit du droit de réactivation des œuvres présentées. **LA PANACEE** se dégage de toute responsabilité vis-à-vis de réclamations qui pourraient intervenir par la suite à ce sujet.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à rédiger les contrats et régler les honoraires des artistes sur proposition des commissaires et après validation du commissaire général.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à :

- mentionner dans toute la communication liée au projet *Art by Telephone... Recalled* La Panacée au même titre que tous les autres producteurs et partenaires du projet
- mettre à jour le site web du projet *artbytelephone* en mentionnant **LA PANACEE** et en y faisant figurer l'archive du projet au fur et à mesure de son avancée entre novembre 2013 et août 2014. L'ensemble de ces informations seront reprises sur le site web de **LA PANACEE**.

**PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'assurera des mentions aux crédits photographiques et communiquera ces informations à **LA PANACEE**. **LA PANACEE** se dégage de toute responsabilité vis-à-vis de réclamations qui pourraient intervenir par la suite à ce sujet.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à faire les demandes de prêt nécessaires sur proposition des commissaires et après validation du commissaire général, à l'exception de l'œuvre de Laszlo Moholy-Nagy, dont le prêt sera demandé par **LA PANACEE**.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à acheter tout le matériel et fournitures nécessaires à la réactivation des œuvres avec les étudiants lors des 6 workshops et lors des différents temps de réactivation / d'installation (entre janvier et juin 2014) nécessaires sur proposition des commissaires et après validation du commissaire général et de l'équipe technique de **LA PANACEE**.

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à fournir un calendrier détaillé des présences des commissaires et/ou de leur assistante, ainsi que des étudiants mobilisés lors des workshops à **LA PANACEE**.



**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à donner à **LA PANACÉE** toutes les instructions pour assurer une monstration en continue des œuvres dans ses espaces d'exposition (maintenance et développement du dispositif).

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'engage à fournir à **LA PANACEE** 2000 exemplaires du Journal *Art by Telephone... Recalled* au plus tard le jour du vernissage de l'exposition, prévu le 7 février 2014.

### **3.3. Modalités techniques et relations avec le personnel**

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** s'engage à ce que les dispositifs mis en place pendant les workshops respectent l'environnement professionnel et les conditions particulières de travail inhérentes à la collectivité et à **LA PANACÉE**, c'est-à-dire :

- respecter les jours et horaires de travail des équipes, soit **de 9h à 18h du lundi au vendredi**.
- ne pas solliciter les services autres que celui de **LA PANACÉE**
- respecter les conditions d'accès aux ateliers (reproduction)
- informer **LA PANACEE** des besoins en termes de soutien technique éventuel, de la part du personnel et du matériel propre à LA PANACEE (outillage, machines, véhicule). **LA PANACEE** se réserve le droit de ne pas répondre à ces demandes.

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** est tenu de fournir, avant le premier jour de mise à disposition du lieu :

- les attestations d'assurance
- les attestations de moins de 6 mois prouvant la bonne gestion sociale et fiscale de la structure

### **3.4. Communication et diffusion de l'information**

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** s'engage à ce que les commissaires visés à L'ARTICLE 1 remettent en temps voulu (avant le 17 octobre) tous les documents vidéo, iconographiques (libres de droits), les informations, les textes et articles relatifs au projet, nécessaires à la communication et à la diffusion d'*Art by Telephone... Recalled*.

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** autorise **LA PANACÉE** à réaliser des supports d'information et à documenter les phases de production ainsi que les œuvres produites et les représentations effectuées dans le cadre de l'exposition (photo, papier, audio, vidéo, numérique). Les contenus et leur mise en forme doivent être validés par les commissaires avant toute diffusion, en concertation avec le Commissaire Général.

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** autorise **LA PANACÉE** à diffuser ces informations validées et toute documentation sur l'œuvre via des supports de communication ou d'édition, sur papier ou dématérialisés, sans limitation dans le temps. La diffusion de l'information passera aussi bien par le réseau de diffusion de **LA PANACÉE** que par celui des artistes et des partenaires associés au projet.

Les commissaires visés à L'ARTICLE 1, **LE PRODUCTEUR DELEGUE** et **LA PANACEE** s'engagent mutuellement à s'assurer que toute communication relative et sur le projet destinée aux publics, à la presse et aux professionnels devra faire mention de « **Art By Telephone ... Recalled**, présenté à LA PANACÉE, Centre de culture contemporaine –Ville de Montpellier, en partenariat avec Solang Production Paris Brussels, le Museum of Contemporary Art of Chicago, l'ESBA TALM site d'Angers, l'École Nationale Supérieure de la photographie d'Arles et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la communication »

## **ARTICLE 4 : PHASAGE DU PROJET**

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** s'assurera que les commissaires visés à L'ARTICLE 1 communiquent leur calendrier de présence (pour les dates restantes à définir), les plans d'implantation prévisionnels des œuvres, les notices explicatives, le nom et les contacts des personnes invitées pour les conférences de 2013 (listées ci-après) au plus tard le 17 octobre à **LA PANACEE**.

Les archives d'*Art by Telephone... Recalled* seront présentées dès novembre 2013.

## ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA PANACEE

### 5.1. Outils mis à disposition

**LA PANACEE** met à disposition des **commissaires invités** :

- les équipes de production, techniques, de communication, de médiation de **LA PANACEE** en complément du travail effectué par les équipes de Solang Production.
- les dispositifs de documentation et de diffusion des ressources de La Panacée : site web, Ecole de la Panacée.
- les espaces de bureaux, espaces pédagogiques
- un studio d'hébergement pour les temps de séjour des Commissaires invités dans la mesure du possible
- un studio d'hébergement pour les temps de montage d'une personne de chez Solang Production dans la mesure du possible (cf 7.1.)
- Une salle dédiée à la présentation des œuvres. Une salle dédiée à la présentation des archives.
- Le mobilier, ainsi que les dispositifs de monstration définis par les commissaires en concertation avec le Commissaire Général et validés par l'équipe technique, seront à la charge de La Panacée.

### 5.2. Communication et diffusion de l'information

**LA PANACEE** s'engage à communiquer sur l'exposition des commissaires invités.

Les supports de communication reprendront les informations sur **les commissaires invités** fournies par le **PRODUCTEUR DELEGUE**.

La présentation de l'exposition sera accompagnée de la mention :

« *Art by Telephone... Recalled*, La Panacée, Montpellier – novembre 2013 > août 2014. En partenariat avec le Museum of Contemporary Art of Chicago, l'ESBA TALM site d'Angers, l'École Nationale Supérieure de la photographie d'Arles et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la communication. Commissariat : Sébastien Pluot & Fabien Vallos. Production Déléguée : Solang Production Paris Brussels.

La diffusion de l'information passera aussi bien par le réseau de diffusion de **LA PANACEE** que par celui des commissaires invités, des partenaires associés au projet et de Solang Production

**La PANACEE** s'engage à faire respecter à ses différents interlocuteurs directs, en interne ou en externe (Presse, Collectivité locale...), les mentions des crédits photographiques et des partenaires du projet telles que fournis par le **PRODUCTEUR DELEGUE**

### 5.3. Fin de l'exposition

En fin d'exposition, le **PRODUCTEUR DELEGUE** s'engage à fournir à **LA PANACEE** la liste des œuvres à détruire. Si certaines œuvres doivent être conservées, **LA PANACEE** les remettra au **PRODUCTEUR DELEGUE**, à sa demande.

## ARTICLE 6 : DROITS D'EXPLOITATION VOUS AVEZ UN MESSAGE

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** cède gracieusement à **LA VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE** – les droits d'exploitation, dont elle possède le copyright, de la totalité des projets produits dans le cadre de *Vous avez un message* (documents de communication et de médiation, enregistrements audio ou vidéo, textes, images), après validation des commissaires et sous réserve de la mention © *Art by Telephone... Recalled* La Panacée, Centre de culture contemporaine, Montpellier - Ville de Montpellier / Production déléguée Solang Production Paris Brussels, et ce sur tout support (papier, ou dématérialisé)

**LE PRODUCTEUR DELEGUÉ** cède gracieusement à **LA PANACEE / Ville de Montpellier** l'ensemble de la documentation, validée par les commissaires avant toute diffusion en concertation avec le Commissaire Général, ayant permis d'élaborer les projets pour diffusion libre sur tous supports, à des fins promotionnelles, scientifiques et pédagogiques. **LA PANACEE** se réserve le droit de diffuser celle-ci de façon pérenne sur son site internet et au sein du centre de ressources.

**LA PANACEE** s'engage à ne pas diffuser ou faire un quelconque usage de la documentation dont le copyright appartient au Museum Of Contemporary Art of Chicago (MCA Chicago) et aux Artistes en

dehors des limites des accords définis entre le MCA Chicago et **LE PRODUCTEUR DELEGUÉ**. Toute image appartenant au MCA Chicago doit être accompagnée de la mention "Museum of Contemporary Art Chicago, Publication Archive © 1969 MCA Chicago". **LE PRODUCTEUR DELEGUE** en fournira une liste exhaustive à **LA PANACEE**.

Toute image d'œuvres doit être associée au Copyright de l'artiste ou de son ayant droit, selon une liste fournie par **LE PRODUCTEUR DELEGUE**.

**LA PANACEE** autorise les **commissaires invités** à diffuser sur leurs propres supports et dans leurs propres réseaux l'ensemble des productions dont ils sont l'auteur et liées au projet **VOUS AVEZ UN MESSAGE**, sous réserve de la mention © *Art by Telephone... Recalled*, La Panacée-Centre de culture contemporaine, Montpellier - Ville de Montpellier / Production déléguée Solang Production Paris Brussels.

## **ARTICLE 7 : PRIX ET PAIEMENT**

### **7.1 Paiement**

**LA PANACÉE** versera au **PRODUCTEUR DELEGUE** la somme de **33 200,00 € HT soit 39 707,20 € TTC** (TVA à 19,6% : 6 507,20 €) sur le compte suivant :

**Bank name & address:** Crédit Agricole d'Ile-de-France PARIS SEVRES-BABYLONE  
2 RUE DE BABYLONE 75007 PARIS FRANCE

**Bank account holder:** SOLANG 65 RUE DU BAC 75007 PARIS FRANCE

**Bank account number:**

Code Banque	Code guichet	Numéro de Compte	Clé RIB
18206	00055	60233508773	11

**IBAN** (International Bank Account Number) : FR76 1820 6000 5560 2335 0877 311

**SWIFT / BIC** (Bank Identifier Code) : AGRIFRPP882

Voir RIB

Ce montant comprend les honoraires des commissaires, les per diem, les coûts de production liés à la réactivation des œuvres, les frais de production délégués (administratifs, contenu éditoriaux, régie technique).

Les frais de repas et de déplacements intra-muros sont compris dans les honoraires versés et ne feront pas l'objet de facturation supplémentaire.

Ces montants sont valables pour l'ensemble des **commissaires** visés à L'ARTICLE 1 et de leur assistante en renfort sur le montage et ne feront pas l'objet de remboursement supplémentaire.

Les coûts de production du projet *Art by Telephone... Recalled* (workshop, montage, réactivation,...) sont compris dans les modalités financières du présent contrat. **LA PANACEE** ne prendra pas en charge les frais supplémentaires susceptibles d'intervenir au cours du projet.

Les voyages et les hébergements éventuels des commissaires et de leur assistante estimés à 6 000 € TTC seront remboursés au **PRODUCTEUR DELEGUE** sur présentations des justificatifs originaux correspondants.

Le versement sera effectué en trois fois sur présentation de trois factures du **PRODUCTEUR DELEGUE**, correspondant aux montants fixés ci-dessous, et sous réserve du rendu des recherches effectuées, du fonctionnement de l'installation prévue dans le cadre de l'exposition *Art by Telephone... Recalled* et des représentations prévues dans le cadre du présent contrat.

Ce montant fera l'objet du phasage de paiement suivant :

**2013** : Phase 1 : 30 % à la signature du présent contrat soit 9960 € HT / 11 912,16 € TTC

**2014** : Phase 2 : 30 % en janvier 2014 soit 9960 € HT / 11 912,16 € TTC

**2014** : Phase 3 : 40 % en mai 2014 soit 13 280 € HT / 15 882,88 € TTC

1371

Les modalités financières indiquées dans le présent contrat sont valables pour l'ensemble des intervenants.

## ARTICLE 8 : ASSURANCES

La collectivité d'accueil déclare avoir souscrit des assurances garantissant contre :  
les dommages qui pourraient être causés à l'artiste par l'un de ses agents ou par les biens dont elle est propriétaire, les incendies, les dégâts des eaux et autres sinistres susceptibles d'être causés aux œuvres produites et exposées.

La collectivité n'assure pas les biens de l'artiste en cas de vol, de dégradations ou de destructions y compris pendant leur transport.

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** déclare être titulaire d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à leurs biens et à des tiers.

**LES COMMISSAIRES** peuvent, s'ils ne sont pas salariées de **SOLANG PRODUCTION** souscrire une assurance complémentaire qui les couvre en cas d'accident du travail.

**LES COMMISSAIRES** déclarent bénéficier d'une couverture sociale, d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à leurs biens.

## ARTICLE 9 : ANNULATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

### 9.1. Valeur du contrat

Ce contrat ne constitue en aucun cas un contrat de travail. En conséquence, il n'ouvre pas droit à la sécurité sociale, au chômage ou à la retraite.

**LE PRODUCTEUR DELEGUE** fournira les attestations prouvant son respect des obligations sociales et fiscales.

### 9.2. Annulation du contrat

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure. Toute annulation d'une décision, du fait, ou d'une incapacité dont l'une des parties serait responsable entraînerait, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité dont le montant sera calculée au prorata du temps et du travail réalisé par les artistes pendant la résidence.

### 9.3. Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de ce présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...)

En trois exemplaires originaux :

### LE PRODUCTEUR DELEGUE \* :

**SOLANG PRODUCTION,  
Grégory LANG**

Fait à .....,  
le .....

### L'ORGANISATEUR\* :

**VILLE DE MONTPELLIER**  
Pour le Maire et par délégation,  
l'adjoint au Maire délégué à la Culture,  
**Philippe SAUREL**

Fait à .....,  
le .....

*\* faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

1372



**Contentieux**  
**Référé expulsion parcelle EY 422**  
**angle rue Moulin des 7 Cans / rue Albert Dubout**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la parcelle EY 422 appartenant à la commune est illégalement occupée ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune pour faire cesser ce trouble manifeste ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 07/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/11/2013  
Notifiée le :



Contentieux



Ville de MONTPELLIER c/ Monsieur MARCAL  
Recours contre le refus d'autoriser une terrasse au  
restaurant LA FAVELA



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que monsieur MARCAL a demandé une terrasse pour son établissement LA FAVELA, refusée par décision du 14 août 2013 ;
- Que monsieur MARCAL demande l'annulation de ce refus (instance n°1304813-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 12 11 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 13 11 2013  
Notifiée le :